ILAN PAPPE

LE NETTOYAGE ETHNIQUE DE LA PALESTINE



fayard

Ilan Pappe

Le nettoyage ethnique de la Palestine

Traduit de l'anglais par Paul Chemla

Fayard

Remerciements

Au fil des ans, j'ai discuté du sujet de ce livre avec de nombreux amis, qui tous, à un titre ou à un autre, y ont contribué par leurs encouragements et leur soutien. Beaucoup m'ont aussi fourni des documents, des témoignages, des preuves. Ils ont été si nombreux que je n'ose les énumérer, mais je tiens à les remercier collectivement. Les documents militaires ont été réunis par Oshri Neta-Av : je le remercie pour ce travail, dont je sais maintenant combien il s'est révélé difficile, à cause du volume des archives mais aussi d'un climat politique très sombre.

Uri Davis, Nur Masalha et Charles Smith ont lu le manuscrit. J'espère que la version finale reflète au moins en partie leurs efforts. Il va sans dire qu'elle est de moi et qu'ils ne sont en rien responsables du texte. Mais je leur dois beaucoup, et je les remercie très vivement de leur coopération.

Walid Khalidi et Anton Shamas, qui ont lu le manuscrit, m'ont apporté un soutien moral et des possibilités d'action qui ont fait de la rédaction de ce livre un projet important et riche de sens, avant même sa publication.

Mon cher et vieil ami Dick Bruggeman était là, comme toujours, pour corriger minutieusement, ne ménageant pas sa peine. Sans lui, le projet n'aurait pu être mené à bonne fin.

Novin Doostdar, Drummond Moir, Kate Kirkpatrick et surtout Juliet Mabey chez Oneworld ont consacré au manuscrit du temps et des heures de sommeil. J'espère que le résultat est une belle récompense de leurs immenses efforts.

Revital, Ido et Yonatan ont souffert, comme toujours, du fait que leur mari et père n'ait pas choisi comme spécialité, hobby et obsession une lointaine contrée en des temps reculés. Ce livre est une nouvelle tentative pour leur expliquer, ainsi qu'à tous les autres, pourquoi notre cher pays est dévasté, désespéré et déchiré par la haine et le sang.

Enfin, cet ouvrage n'est expressément dédicacé à personne, mais je l'ai écrit d'abord et avant tout pour les Palestiniens victimes du nettoyage ethnique de 1948. Beaucoup sont des amis et camarades, beaucoup d'autres sont pour moi des anonymes, mais, depuis que j'ai eu connaissance de la Nakba, je n'ai cessé de porter avec moi leur souffrance, leur perte et leurs espoirs. Ce n'est que quand ils reviendront que je sentirai enfin clos,

comme nous le souhaitons tous, le chapitre de la catastrophe, ce qui nous permettra à tous de vivre dans la paix et l'harmonie en Palestine.

Préface

La Maison rouge

Nous ne pleurons pas l'adieu
Nous n'avons pas le temps ni les larmes
Nous ne comprenons pas l'instant de l'adieu
Pourquoi c'est l'Adieu
Et il nous reste les larmes
Muhammad Ali Taha (1988), réfugié du village de Saffuriya.

Je suis pour le transfert forcé. Je ne vois rien là d'immoral.
David Ben Gourion à l'Exécutifde l'Agence juive, juin 1938[1].

La « Maison rouge » était un bâtiment typique des premiers temps de Tel-Aviv. Elle faisait l'orgueil des maçons et artisans juifs qui l'avaient construite dans les années 1920 pour être le siège de l'union locale du syndicat ouvrier. Elle a servi à cela jusqu'au jour, vers la fin de l'année 1947, où elle est devenue le quartier général de la Haganah, la principale milice clandestine sioniste en Palestine. Situé près de la mer, rue Yarkon, dans le nord de Tel-Aviv, l'immeuble était un nouvel ornement pour la première ville « hébraïque » sur la Méditerranée – la « Ville blanche », comme disaient affectueusement ses lettrés et ses érudits. C'est qu'en ce temps-là, contrairement au nôtre, avec le blanc immaculé de ses maisons, toute la ville baignait encore dans l'opulent éclat typique des ports méditerranéens de l'époque et de la région. C'était une vue extrêmement agréable, où les motifs du Bauhaus fusionnaient élégamment avec l'architecture indigène palestinienne dans un style mixte, dit « levantin », au sens le moins péjoratif du terme. Un style qu'illustrait bien la Maison

rouge, dont les lignes simples, rectangulaires, étaient embellies en façade par les arcs qui encadraient l'entrée et soutenaient les balcons de ses deux étages. L'appelait-on « rouge » à cause de son association avec le mouvement ouvrier, ou de la teinte un peu pourprée qu'elle prenait au soleil couchant[2] ? La première explication est plus plausible, d'autant que cette maison est restée liée à la version sioniste du socialisme en devenant, dans les années 1970, le siège central du Mouvement des kibboutzim d'Israël. Ce sont des bâtiments comme celui-là, importants vestiges historiques de la période du Mandat, qui ont amené l'UNESCO, en 2003, à inscrire Tel-Aviv au nombre des sites du patrimoine mondial.

Aujourd'hui la Maison rouge n'existe plus, victime de la promotion immobilière qui a rasé cette relique architecturale pour aménager un parking près du nouveau Sheraton. Dans cette rue non plus il ne reste donc aucune trace de la « Ville blanche », qui s'est lentement et bizarrement transfigurée en cette métropole tentaculaire, polluée, extravagante, qu'est la Tel-Aviv actuelle.

Dans cette maison, par un froid mercredi après-midi, celui du 10 mars 1948, onze hommes, vieux dirigeants sionistes et jeunes officiers juifs, ont mis la dernière main à un plan de nettoyage ethnique de la Palestine. Le soir même, des ordres ont été envoyés aux unités sur le terrain pour préparer l'expulsion systématique des Palestiniens de vastes régions du pays[3]. Ces ordres s'accompagnaient d'une description détaillée des méthodes à employer pour évacuer les habitants de force : intimidation massive, siège et pilonnage des villages et des quartiers, incendie des maisons, des biens, des marchandises, expulsion, démolition et pose de mines dans les décombres pour empêcher les expulsés de revenir. Chaque unité a reçu sa propre liste de villages et de quartiers cibles, dans le cadre du plan global. Le « plan D » (en hébreu Daleth) – tel était son nom de code – constituait la quatrième et dernière version de plans moins développés qui esquissaient, dans ses grandes lignes, le destin que les sionistes réservaient à la Palestine, donc à sa population indigène. Les trois versions précédentes étaient restées vagues quant aux intentions des dirigeants sionistes face à la présence de tant de Palestiniens sur la terre que le mouvement national juif revendiquait comme sienne. La quatrième et dernière le disait clairement et sans ambiguïté : ils devaient partir[4]. Pour citer l'un des premiers historiens à avoir remarqué l'importance de ce plan, Simha Flapan, « la campagne

militaire contre les Arabes, dont la “conquête et destruction des zones rurales”, était exposée en détail dans le plan Daleth de la Haganah[5] ». De fait, son objectif était la destruction de la Palestine rurale et urbaine.

Comme tenteront de le montrer les premiers chapitres de ce livre, ce plan était à la fois l’inévitable produit de la volonté idéologique du sionisme d’avoir une population exclusivement juive en Palestine et une réaction à la situation sur le terrain après la décision du cabinet britannique de mettre fin au Mandat. Les heurts avec les milices locales palestiniennes créaient le contexte et le prétexte parfaits pour concrétiser la vision idéologique d’une Palestine ethniquement homogène. La politique sioniste s’est d’abord fondée, en février 1947, sur une logique de représailles contre les attaques palestiniennes ; puis, en mars 1948, elle a pris l’initiative d’un nettoyage ethnique à l’échelle du pays[6].

Une fois la décision prise, il a fallu six mois pour l’appliquer. Quand tout a été fini, près de 800 000 personnes – plus de la moitié de la population indigène de Palestine – avaient été déracinées, 531 villages détruits, 11 quartiers vidés de leurs habitants. Le plan décidé le 10 mars 1948 et surtout sa mise en œuvre systématique au cours des mois suivants ont été un cas clair et net de ce « nettoyage ethnique » que le droit international actuel considère comme un crime contre l’humanité.

Après l’Holocauste, il est devenu pratiquement impossible de dissimuler des crimes contre l’humanité à grande échelle. Dans notre monde moderne mené par la communication, notamment depuis l’essor des médias électroniques, on ne peut plus nier ou cacher à l’opinion publique les catastrophes créées par l’homme. Un de ces crimes, pourtant, a été presque entièrement effacé de la mémoire publique mondiale : la spoliation des Palestiniens par Israël en 1948. Cet événement, le plus fondamental de l’histoire moderne de la Palestine, a été systématiquement nié ; il n’est toujours pas reconnu aujourd’hui comme un fait historique, et moins encore comme un crime auquel il faut faire face politiquement et moralement.

Le nettoyage ethnique est un crime contre l’humanité. Aujourd’hui, ceux qui le commettent sont considérés comme des criminels, à traduire devant des tribunaux spéciaux. Peut-être est-il difficile de dire comment il faudrait qualifier ou traiter, sur le plan du droit, les initiateurs et les exécutants du nettoyage ethnique de 1948 en Palestine, mais il est possible de reconstituer

leurs crimes, et de parvenir ainsi à un récit historique plus exact que ceux qui ont été élaborés jusqu'à présent, et à une position morale plus juste.

Nous savons comment s'appelaient ceux qui étaient assis dans cette pièce, au dernier étage de la Maison rouge, sous des affiches de style marxiste ornées de slogans comme « Frères en armes » et « Le poing d'acier », où l'on voyait des Juifs « nouveaux » – musclés, toniques, bronzés – pointer leurs fusils derrière des barrages dans un « combat courageux » contre des « envahisseurs arabes hostiles ». Nous connaissons aussi les noms des officiers supérieurs qui ont exécuté les ordres. Tous sont des figures familières du panthéon de l'héroïsme israélien[7]. Il n'y a pas si longtemps, beaucoup étaient encore en vie et jouaient un rôle majeur dans la politique et la société israéliennes ; très peu sont encore parmi nous aujourd'hui.

Pour les Palestiniens et pour tous ceux qui ont refusé de croire au récit sioniste, il était clair bien avant la rédaction de ce livre que ces personnages avaient commis des crimes, mais qu'ils avaient réussi à échapper à la justice et ne seraient probablement jamais jugés. Pour les Palestiniens, outre leur traumatisme, la frustration la plus profonde a été de voir constamment, depuis 1948, le comportement criminel de ces hommes si radicalement nié et la souffrance palestinienne si totalement ignorée.

Il y a une trentaine d'années, les victimes du nettoyage ethnique ont commencé à reconstituer le panorama historique que le récit officiel israélien de 1948 avait tout fait pour dissimuler et pour déformer. Le conte qu'avait concocté l'historiographie sioniste parlait d'un « transfert volontaire » massif de centaines de milliers de Palestiniens : ils auraient décidé de quitter momentanément leurs maisons et leurs villages pour laisser le terrain aux armées d'invasion arabes venues détruire l'État juif naissant. Dans les années 1970, en rassemblant des souvenirs et des documents authentiques sur ce qui était arrivé à leur peuple, des historiens palestiniens, dont le plus éminent est Walid Khalidi, ont réussi à retrouver une large part de ce qu'Israël avait tenté d'effacer. Ils ont vite été rejetés dans l'ombre par des ouvrages comme *Genesis 1948*, de Dan Kurzman, paru en 1970 et réédité en 1992 (avec une introduction de l'un des exécutants du nettoyage ethnique de la Palestine, Yitzhak Rabin, alors Premier ministre d'Israël). Mais il s'est aussi trouvé des auteurs pour soutenir l'effort des historiens palestiniens – par exemple Michael Palumbo, dont le livre *The Palestinian Catastrophe*, publié en 1987, confirmait leur

version des événements de 1948 en se fondant sur les documents de l’ONU et sur des entretiens avec des réfugiés et exilés, toujours hantés par le souvenir obsédant de ce qu’ils avaient vécu pendant la Nakba[8].

L’entrée en scène, dans les années 1980, de la « nouvelle histoire » en Israël aurait pu être une percée politique dans la bataille de la mémoire en Palestine : un petit groupe d’historiens israéliens ont tenté de réviser le récit sioniste de la guerre de 1948[9]. J’en faisais partie, mais nous, les « nouveaux historiens », n’avons jamais beaucoup contribué à la lutte contre la négation de la Nakba : nous avons marginalisé la question du nettoyage ethnique pour nous concentrer sur des détails, conformément à un travers typique des historiens de la diplomatie. Néanmoins, en exploitant essentiellement les archives militaires d’Israël, les nouveaux historiens israéliens ont réussi à montrer combien était fausse et absurde la thèse sioniste des « Palestiniens partis d’eux-mêmes ». Ils ont pu confirmer quantité de cas d’expulsion massive de villages et de villes, et révéler que les forces juives avaient commis un nombre considérable d’atrocités, dont des massacres.

L’historien israélien Benny Morris a été l’un des auteurs les plus en vue sur le sujet[10]. Comme il s’est exclusivement fondé sur les documents des archives militaires, il a abouti à un tableau très partiel de ce qui s’était passé sur le terrain. Mais ce résultat a été suffisant pour faire comprendre l’essentiel à certains de ses lecteurs israéliens : la « fuite volontaire » des Palestiniens était un mythe, et l’image qu’avaient d’eux-mêmes les Israéliens (persuadés d’avoir fait en 1948 une guerre « juste » à un monde arabe hostile et « primitif ») était considérablement compromise et peut-être déjà condamnée.

Le tableau était partiel parce que Morris a pris au pied de la lettre, voire considéré comme vérité absolue, les rapports militaires israéliens qu’il a trouvés dans les archives. Il a donc ignoré des atrocités comme l’empoisonnement de l’alimentation en eau d’Acre par la typhoïde, de nombreux cas de viol et les dizaines de massacres perpétrés par des soldats juifs. Il n’a cessé aussi de soutenir – à tort – qu’avant le 15 mai 1948 il n’y avait pas eu d’évacuations forcées[11]. Les sources palestiniennes montrent clairement que, plusieurs mois avant l’entrée des troupes arabes en Palestine et à une époque où les Britanniques étaient encore responsables du

maintien de l'ordre dans le pays – donc avant le 15 mai –, les forces juives avaient déjà réussi à expulser par la violence près de 250 000 Palestiniens[12]. Si Morris et les autres historiens avaient exploité les sources arabes ou s'étaient tournés vers l'histoire orale, ils auraient peut-être mieux compris la planification systématique à l'œuvre derrière l'expulsion des Palestiniens en 1948, et décrit en termes plus véridiques l'énormité des crimes commis par les soldats israéliens.

Il aurait été nécessaire à l'époque, et il l'est toujours aujourd'hui, tant historiquement que politiquement, d'aller plus loin que le type de récit donné par Morris. Pas seulement pour achever le tableau (en donner, en fait, la seconde moitié), mais aussi pour une autre raison, infiniment plus importante : parce que nous n'avons aucun autre moyen de comprendre pleinement les racines du conflit israélo-palestinien actuel. Et surtout, bien sûr, parce que poursuivre la lutte contre la négation du crime est un impératif moral. Aller plus loin, d'autres avaient déjà commencé à le faire. L'ouvrage le plus important, comme on pouvait s'y attendre au vu de ses contributions antérieures, a été le livre fondateur de Walid Khalidi, *All That Remains*. C'est un almanach des villages détruits, qui demeure un guide essentiel pour qui veut mesurer l'ampleur de la catastrophe de 1948[13].

L'histoire déjà exposée, dira-t-on peut-être, aurait dû suffire à susciter des interrogations troublantes. Mais le récit de la « nouvelle histoire » et les apports de l'historiographie palestinienne récente n'ont pas réussi à percer dans l'espace public de la conscience et de l'action. Dans ce livre, je voudrais explorer à la fois le mécanisme du nettoyage ethnique de 1948 et le système cognitif qui a permis au monde d'oublier et aux perpétrateurs de nier le crime commis par le mouvement sioniste contre le peuple palestinien en 1948.

Autrement dit, je veux plaider pour une refondation de la recherche historique et du débat public sur 1948 : le paradigme du nettoyage ethnique doit remplacer celui de la guerre. Je suis certain que l'absence du premier explique en partie pourquoi la négation de la catastrophe a pu se perpétuer si longtemps. Quand il a créé son État-nation, le mouvement sioniste n'a pas fait une guerre dont la conséquence « tragique mais inévitable » a été l'expulsion d'une « partie » de la population indigène. C'est le contraire. L'objectif premier était le nettoyage ethnique de l'ensemble de la Palestine, que le mouvement convoitait pour son nouvel État. Quelques semaines

après le début de ce nettoyage, les États arabes voisins ont envoyé une petite armée – petite par rapport à leur puissance militaire globale – pour essayer, en vain, de l'empêcher. La guerre avec les armées régulières arabes n'a pas interrompu les opérations de nettoyage ethnique, qui se sont achevées avec succès à l'automne 1948.

Aux yeux de certains, cette approche – faire du paradigme du nettoyage ethnique le fondement *a priori* du récit de 1948 – paraîtra d'emblée une inculpation. À bien des égards, effectivement, c'est mon *J'accuse* contre les dirigeants politiques qui ont conçu le nettoyage ethnique et les généraux qui l'ont exécuté. Cela dit, si je les désigne nommément, ce n'est pas parce que je souhaite qu'on les juge à titre posthume, mais c'est pour humaniser les persécuteurs autant que les victimes : je ne veux pas que les crimes commis par Israël soient attribués à des facteurs insaisissables, aux « circonstances », à l'« armée », que l'on dise comme Morris « à la guerre comme à la guerre[*1] », ou autres formulations floues qui dédouanent les États souverains et permettent aux individus d'échapper à la justice. J'accuse, mais j'appartiens aussi à la société qui est condamnée dans ce livre. Je me sens à la fois responsable et élément de cette histoire, et, comme d'autres membres de ma société, je suis convaincu – mes dernières pages le montreront – que ce douloureux voyage dans le passé est le seul chemin qui peut permettre d'avancer vers un avenir meilleur pour nous tous, Palestiniens et Israéliens. Parce qu'au plus profond, c'est de cela qu'il s'agit dans ce livre.

Je ne crois pas que quiconque ait déjà tenté cette démarche. Les deux récits historiques officiels rivaux sur ce qui s'est passé en Palestine en 1948 ignorent l'un et l'autre le concept de nettoyage ethnique. Si la version sioniste/israélienne affirme que la population locale est partie « volontairement », les Palestiniens parlent de la « catastrophe », la « Nakba », qui leur est tombée dessus – ce qui est aussi, en un sens, un terme fuyant, puisqu'il renvoie au désastre lui-même sans dire qui ou ce qui l'a provoqué. Le mot Nakba a été adopté, pour des raisons compréhensibles, afin de tenter de contrer le poids moral de la Shoah, l'Holocauste des Juifs. Mais, en se taisant sur l'acteur, il a peut-être contribué aussi à la persistance de la négation par le monde du nettoyage ethnique de la Palestine, en 1948 et depuis.

Le livre s’ouvre sur une définition du nettoyage ethnique que j’espère assez transparente pour être acceptable par tous : c’est celle qui a servi de base aux actions judiciaires contre les auteurs de ce type de crime dans le passé et aujourd’hui. Étonnamment, le discours juridique, habituellement complexe et impénétrable pour la plupart des mortels ordinaires, s’exprime ici en langage clair et sans jargon. Cette simplicité n’amoindrit pas l’horreur du crime, ne nie pas sa gravité : elle décrit sans détour une politique odieuse que la communauté internationale juge aujourd’hui impardonnable.

La définition générale du nettoyage ethnique s’applique presque mot pour mot au cas de la Palestine. Vu sous cet angle, le récit de ce qui s’est passé en 1948 apparaît comme un chapitre pas très compliqué, mais sûrement pas simpliste pour autant, ni secondaire, de l’histoire de la spoliation de la Palestine. De fait, adopter le prisme du nettoyage ethnique permet de percer aisément le voile de complexité que les diplomates israéliens déploient presque instinctivement, et derrière lequel les universitaires israéliens se dissimulent quand ils repoussent les tentatives extérieures pour critiquer le sionisme ou l’État juif en raison de ses politiques et de son comportement. « Les étrangers », dit-on dans mon pays, « ne comprennent pas et ne peuvent pas comprendre cette histoire déroutante », et il est donc bien inutile ne serait-ce que d’essayer de la leur expliquer. Nous ne devons pas non plus permettre qu’ils participent à des efforts pour résoudre le conflit – sauf s’ils acceptent le point de vue israélien. Tout ce qu’ils peuvent faire, comme les gouvernements israéliens savent si bien le répéter au monde depuis des années, c’est « nous » laisser, nous Israéliens, représentants du camp « civilisé » et « rationnel » dans ce conflit, chercher une solution équitable pour « nous-mêmes » et pour l’autre partie, les Palestiniens, qui, après tout, sont la meilleure incarnation du monde arabe « peu civilisé » et « émotif » auquel ils appartiennent. Quand il s’est avéré que les États-Unis étaient prêts à adopter cette approche déséquilibrée et à soutenir l’arrogance qui la fonde, nous avons eu un « processus de paix » qui n’a conduit et ne pouvait conduire nulle part, puisqu’il ignore totalement le cœur du sujet.

Mais l’histoire de 1948 n’a évidemment rien de complexe, et ce livre s’adresse autant aux néophytes qu’à ceux qui, depuis des années et pour diverses raisons, s’intéressent déjà à la question de la Palestine et aux moyens de nous rapprocher d’une solution. C’est l’histoire simple mais horrible du nettoyage ethnique de la Palestine, un crime contre l’humanité

qu'Israël a voulu nier et faire oublier au monde. Il nous incombe de le sauver de l'oubli, et pas seulement dans un geste trop longtemps différé de reconstruction historiographique ou de conscience professionnelle. C'est à mon avis une décision morale, le tout premier pas qu'il nous faut faire si nous voulons que la réconciliation ait une chance et que la paix prenne racine sur les terres déchirées de Palestine et d'Israël.

---

*1 En français dans le texte. (Toutes les notes de bas de page sont du traducteur.)

1

Un « prétendu » nettoyage ethnique ?

L'auteur de ces lignes estime que le nettoyage ethnique est une politique bien définie d'un groupe particulier de personnes, visant à éliminer systématiquement d'un territoire donné un autre groupe sur la base de l'origine religieuse, ethnique ou nationale. Cette politique implique la violence, et se trouve très souvent liée à des opérations militaires. Elle est à exécuter par tous les moyens possibles, de la discrimination à l'extermination, et implique des violations des droits humains et du droit humanitaire international. [...] La plupart des méthodes de nettoyage ethnique constituent de graves infractions aux Conventions de Genève de 1949 et aux Protocoles additionnels de 1977.

Drazen Petrovic, « Ethnic Cleansing. An Attempt at Methodology »,
European Journal of International Law, vol. 5, n° 3, 1994, p. 342-360.

Définitions du nettoyage ethnique

Le nettoyage ethnique est aujourd'hui un concept bien défini. Au départ presque exclusivement associé aux événements de l'ex-Yougoslavie, il est désormais considéré comme un crime contre l'humanité, réprimé par le droit international. L'usage particulier du terme par certains généraux et politiciens serbes a rappelé aux spécialistes qu'ils l'avaient déjà entendu. Il avait été utilisé pendant la Seconde Guerre mondiale par les nazis et leurs alliés, comme les milices croates en Yougoslavie. La dépossession collective a évidemment des racines plus anciennes : des envahisseurs étrangers ont régulièrement employé l'expression (ou d'autres équivalentes) et mis en pratique le concept contre des populations indigènes, des temps bibliques à la grande époque du colonialisme.

L'encyclopédie Hutchinson définit le nettoyage ethnique comme une expulsion par la force visant à homogénéiser la population ethniquement mixte d'une région ou d'un territoire particuliers. L'objectif de cette expulsion est de provoquer l'évacuation d'autant de résidants que possible, par tous les moyens dont dispose l'expulseur, y compris les non-violents, comme pour les musulmans de Croatie, expulsés après les accords de Dayton de novembre 1995.

Cette définition est aussi acceptée par le département d'État des États-Unis. Ses experts ajoutent que l'une des composantes de l'essence même du nettoyage ethnique est l'éradication, par tous les moyens possibles, de l'histoire d'une région. La méthode la plus courante est le dépeuplement dans une « atmosphère propre à légitimer les actes de représailles et de vengeance ». Le résultat final de ce type d'actions est la création d'un problème de réfugiés. Le département d'État a notamment examiné ce qui s'est passé aux alentours du mois de mai 1999 à Peck, une ville de l'ouest du Kosovo. Peck a été dépeuplée en vingt-quatre heures, ce qui n'était réalisable qu'avec un plan élaboré d'avance et exécuté méthodiquement. Il y a eu aussi des massacres sporadiques afin d'accélérer l'opération. Ce qui s'est produit à Peck en 1999 a eu lieu presque de la même manière dans des centaines de villages palestiniens en 1948[14].

Si nous nous tournons vers les Nations unies, nous constatons qu'elles recourent à des définitions semblables. L'ONU a discuté sérieusement du

concept en 1993. Le Conseil des droits de l'homme (CDH) des Nations unies lie le désir d'un État ou d'un régime d'imposer une domination ethnique sur un territoire mixte – comme la constitution de la Grande Serbie – à l'usage d'actes d'expulsion et d'autres moyens violents. Le rapport publié par le CDH a mis au nombre des actes de nettoyage ethnique « la séparation des hommes et des femmes, la détention des hommes, la destruction des maisons par des explosifs », puis le repeuplement des habitations restantes par un autre groupe ethnique. Dans certaines localités du Kosovo, note ce rapport, les milices musulmanes avaient résisté : là où leur résistance avait été acharnée, l'expulsion s'était accompagnée de massacres[15].

Le plan D israélien de 1948, mentionné dans la préface, contient un répertoire de méthodes de nettoyage qui correspondent point par point aux moyens décrits par les Nations unies dans leur définition du nettoyage ethnique, et constitue l'arrière-plan des massacres qui ont accompagné l'expulsion massive.

Ces conceptions du nettoyage ethnique sont aussi la règle dans le monde de la recherche et des universités. Drazen Petrovic a publié l'une des études les plus exhaustives sur les définitions du nettoyage ethnique. Il l'associe au nationalisme, à la constitution de nouveaux États-nations et à la lutte nationale. De ce point de vue, il montre les liens étroits entre les hommes politiques et l'armée dans la perpétration du crime, et analyse la place qu'y tiennent les massacres. En fait, la direction politique délègue la mise en œuvre du nettoyage ethnique aux militaires sans nécessairement leur fournir de plan systématique ni leur donner d'instructions explicites, mais sans laisser le moindre doute sur l'objectif général[16].

Donc, à un certain moment – et cela reflète exactement, là encore, ce qui s'est passé en Palestine –, la direction politique cesse d'avoir un rôle actif quand la machine à expulser entre en action et avance, comme un énorme bulldozer propulsé par sa propre force d'inertie, pour ne s'arrêter que quand sa tâche est finie. Les êtres qu'elle écrase et tue importent peu aux politiciens qui l'ont mise en mouvement. Petrovic et d'autres auteurs attirent notre attention sur la distinction entre les massacres qui s'inscrivent dans un génocide, et sont donc prémédités, et les massacres « non prévus », qui sont le résultat direct de la haine et de la vengeance, stimulées par un

contexte où des directives générales, venues d’en haut, demandent d’opérer un nettoyage ethnique.

La définition de l’encyclopédie citée plus haut semble donc en harmonie avec les tentatives scientifiques pour conceptualiser le crime de nettoyage ethnique. Dans les deux approches, le nettoyage ethnique est un effort pour homogénéiser un pays à population ethniquement mixte en expulsant les membres d’un groupe humain particulier, en faisant d’eux des réfugiés et en démolissant les maisons dont on les a chassés. Il peut y avoir un plan général, mais la plupart des soldats engagés dans le nettoyage n’ont pas besoin d’ordres directs. Ils savent ce qu’on attend d’eux. Des massacres accompagnent les opérations, mais, là où ils se produisent, ils ne font pas partie d’un plan génocidaire : ils constituent une tactique cruciale pour accélérer la fuite de la population vouée à l’expulsion. Plus tard, les expulsés sont effacés de l’histoire officielle et populaire du pays, excisés de sa mémoire collective. De la planification à l’exécution finale, ce qui s’est passé en Palestine en 1948 constitue, suivant ces définitions informées et savantes, un cas tout à fait clair de nettoyage ethnique.

Définitions populaires

L’encyclopédie électronique Wikipedia est un réservoir accessiblede connaissances et d’informations. Tout le monde peut y entrer etcompléter ou modifier les définitions existantes. Elle reflète donc – sûrement pas scientifiquement, mais plutôt intuitivement – la façondont une idée ou un concept sont globalement perçus par l’opinionpublique. Comme les définitions savantes et encyclopédiques mentionnéesplus haut, Wikipedia[*1] voit dans le nettoyage ethnique uneexpulsion massive, et aussi un crime. Je cite :

> Au niveau le plus général, le nettoyage ethnique peut être compris comme l’expulsion forcée d’une population « indésirable » hors d’un territoire donné, à la suite d’une discrimination religieuse ou ethnique, de considérations politiques, stratégiques ou idéologiques ou d’une combinaison de ces facteurs[17].

L’entrée énumère plusieurs cas de nettoyage ethnique au XXe siècle, de l’expulsion des Bulgares de Turquie en 1913 au retrait par Israël des colons juifs de Gaza en 2005. La liste peut nous paraître un peu étrange,

puisqu'elle intègre dans la même catégorie le nettoyage ethnique nazi et la décision d'un État souverain de retirer ses propres citoyens après les avoir déclarés colons illégaux. Mais cette classification devient possible en raison de la politique adoptée par les éditeurs – en l'occurrence, tous ceux qui ont accès au site : ils prennent soin de présenter tous les exemples historiques de leur liste comme « présumés ».

Wikipedia inclut aussi dans cette énumération la Nakba palestinienne de 1948, mais on ne saurait dire si les éditeurs voient en elle un cas sans ambiguïté de nettoyage ethnique, comme pour les exemples de l'Allemagne nazie ou de l'ex-Yougoslavie, ou un cas plus douteux, peut-être assimilable à celui des colons juifs qu'Israël a retirés de la bande de Gaza. Un critère généralement admis par cette source et par d'autres pour évaluer le sérieux de l'allégation est de vérifier si quelqu'un a été traduit devant un tribunal international. Autrement dit, quand les auteurs ont été poursuivis en justice, c'est-à-dire jugés par une instance judiciaire internationale, toute ambiguïté est levée : il ne s'agit plus d'un crime « présumé », d'un « prétendu » nettoyage ethnique. Cependant, à bien y réfléchir, ce critère devrait être étendu à des cas qui auraient dû être soumis à ce type de tribunaux mais ne l'ont jamais été. Il peut s'agir, admettons-le, d'une démarche de longue haleine, et certains crimes contre l'humanité tout à fait clairs nécessitent une patiente lutte avant d'être reconnus dans le monde comme des faits historiques. Les Arméniens l'ont appris dans le cas de leur génocide. En 1915, le gouvernement ottoman a entrepris de décimer systématiquement le peuple arménien. On estime qu'en 1918 il y eut un million de morts, mais personne n'a été traduit en justice, ni à titre individuel ni comme membre d'un collectif.

---

*1 Il s'agit ici de la version en langue anglaise de Wikipedia, article « Ethnic cleansing », à la date où l'a consultée l'auteur. La mention du retrait des colons de Gaza a été retirée de l'article par un contributeur en octobre 2007.

Le nettoyage ethnique : un crime

Le nettoyage ethnique est désigné comme crime contre l'humanité dans des traités internationaux, ainsi dans celui qui a créé la Cour pénale internationale (CPI), et, qu'il soit « présumé » ou pleinement admis, il donne lieu à un jugement au titre du droit international. Un « Tribunal pénal international » spécial a été créé à La Haye pour poursuivre les criminels dans le cas de l'ex-Yougoslavie, et un autre à Arusha (Tanzanie) dans celui du Rwanda. Dans d'autres cas, le nettoyage ethnique a été défini comme crime de guerre même lorsque aucune procédure judiciaire n'avait été ouverte (par exemple en ce qui concerne les actes du gouvernement soudanais au Darfour).

Ce livre a été écrit avec la conviction profonde que le nettoyage ethnique de la Palestine doit s'ancrer dans notre mémoire et notre conscience en tant que crime contre l'humanité, et être retiré de la liste des crimes « présumés ». Les auteurs, ici, ne sont pas inconnus. Il s'agit d'un groupe précis de personnes, les héros de la guerre d'Indépendance d'Israël, dont les noms seront tout à fait familiers à la plupart des lecteurs. À commencer par le chef incontestable du mouvement sioniste, David Ben Gourion : c'est à son domicile privé qu'ont été discutés et finalisés tous les chapitres de l'histoire du nettoyage ethnique. Il a été secondé par un petit comité que j'appelle dans ce livre le « Conseil consultatif », un organisme « de fait », réuni à seule fin de tramer et d'organiser la spoliation des Palestiniens[18]. L'un des rares documents qui rendent compte des réunions du Conseil consultatif l'appelle le Comité de conseil – Haveadah Hamyeazet. Dans un autre document, les noms de ses onze membres figurent, bien qu'ils aient tous été biffés par le censeur (néanmoins, j'ai réussi à reconstituer la liste)[19].

Ce collectif a préparé les plans du nettoyage ethnique et supervisé leur exécution jusqu'au moment où le travail – déraciner la moitié de la population indigène de Palestine – a été fini. Il comprenait d'abord les plus haut gradés de la future armée de l'État juif, comme les légendaires Yigaël Yadin et Moshe Dayan. À leurs côtés se trouvaient des personnages inconnus hors d'Israël mais bien présents dans la conscience locale, comme Yigal Allon et Yitzhak Sadeh. Ces militaires étaient mêlés à ce qu'on

appellerait de nos jours des « orientalistes », des experts du monde arabe en général et des Palestiniens en particulier, parce qu'ils étaient soit originaires de pays arabes, soit spécialistes du Moyen-Orient. Nous rencontrerons plus loin également certains de leurs noms.

Ces officiers et ces experts ont été aidés par des commandants régionaux, comme Moshe Kalman, qui a nettoyé la région de Safed, et Moshe Carmel, qui a déraciné l'essentiel de la Galilée. Yitzhak Rabin a opéré tant à Lydda et à Ramla que dans la région du grand Jérusalem. Souvenez-vous de leurs noms, mais commencez à ne pas seulement voir en eux des héros militaires israéliens. Ils ont pris part à la fondation d'un État pour les Juifs, et on peut comprendre que nombre de leurs actes soient honorés par leur peuple, parce qu'ils ont contribué à le sauver d'attaques extérieures, à veiller sur lui dans des moments de crise, et surtout à lui offrir un refuge sûr face à la persécution religieuse dans diverses régions du monde. Mais l'histoire jugera du poids qu'auront en fin de compte ces réalisations quand, sur l'autre plateau de la balance, il y aura les crimes qu'ils ont commis contre le peuple indigène de Palestine. Parmi les autres commandants régionaux, il y avait Shimon Avidan, qui a nettoyé le Sud. L'un de ceux qui se sont battus à ses côtés, Rehavam Zeevi, a dit bien des années plus tard : « Un chef comme Shimon Avidan, le commandant de la brigade Givati, a nettoyé son front de dizaines de villes et de villages[20]. » Il a été aidé en cela par Yitzhak Pundak, qui déclarait à *Ha'aretz* en 2004 : « Il y avait deux cents villages [sur le front] et ils n'y sont plus. Nous devions les détruire, sinon nous aurions eu des Arabes là-bas [dans le sud de la Palestine], comme nous en avons en Galilée. Nous aurions eu un million de Palestiniens de plus[21]. »

Il y avait aussi les officiers du renseignement sur le terrain. Loin d'être de simples collecteurs de données sur l'« ennemi », ils ont joué un rôle majeur dans le nettoyage, et pris part aussi à certaines des pires atrocités qui ont accompagné la spoliation méthodique des Palestiniens. On leur avait donné autorité pour décider quels villages seraient détruits, quels villageois exécutés[22]. Dans les souvenirs des survivants palestiniens, ce sont eux qui, après l'occupation d'un village ou d'un quartier, décidaient du sort de ses habitants, ce qui pouvait faire la différence entre la prison et la liberté ou entre la vie et la mort. Leurs activités en 1948 étaient supervisées par Issar Harel, qui serait plus tard le premier dirigeant du Mossad et du Shabak, les services secrets d'Israël. Son image est familière à de nombreux Israéliens.

Petit, trapu, Harel avait le modeste grade de colonel en 1948, mais n'en était pas moins l'officier le plus haut placé en matière d'interrogatoires, de constitution de listes noires et d'autres aspects répressifs de la vie palestinienne sous l'occupation israélienne.

Il importe de le répéter : quel que soit le point de vue que l'on adopte – juridique, scientifique et même populaire –, le nettoyage ethnique est incontestablement reconnu aujourd'hui comme un crime contre l'humanité impliquant des crimes de guerre ; et des tribunaux internationaux spéciaux jugent ceux que l'on accuse d'avoir préparé et exécuté des actes de nettoyage ethnique. J'ajoute néanmoins qu'avec le recul nous pouvons – et, pour être tout à fait franc, si nous voulons donner une chance à la paix en Palestine, nous devons – envisager de faire jouer une règle d'obsolescence dans cette affaire. Mais à une condition : que la seule solution politique normalement considérée dans les autres cas de ce genre, tant par les États-Unis que par les Nations unies, comme essentielle pour la réconciliation soit aussi mise en œuvre dans ce cas-ci, c'est-à-dire le retour inconditionnel des réfugiés dans leurs foyers. Brièvement – trop brièvement –, les États-Unis ont soutenu une décision de l'ONU dans ce sens pour la Palestine, celle du 11 décembre 1948 (la résolution 194). Mais, dès le printemps 1949, la politique américaine a été réorientée sur une voie ostensiblement pro-israélienne, et les médiateurs de Washington sont donc devenus le contraire d'honnêtes courtiers : ils ont largement ignoré le point de vue palestinien en général et le droit au retour des réfugiés en particulier.

Reconstitution d’un nettoyage ethnique

En adoptant la définition du nettoyage ethnique citée plus haut, nous nous épargnons le besoin d’un examen approfondi des origines du sionisme, cause idéologique du nettoyage ethnique. Non que le sujet ne soit pas important, mais il a déjà été brillamment traité par plusieurs spécialistes palestiniens et israéliens comme Walid Khalidi, Nur Masalha, Gershon Shafir et Baruch Kimmerling, entre autres[23]. Même si je souhaite concentrer l’attention sur la situation qui a immédiatement précédé les opérations, il est intéressant, pour l’information des lecteurs, de récapituler les grands arguments de ces chercheurs.

Un bon livre par lequel commencer est celui de Nur Masalha, *Expulsion of the Palestinians*[24]. Il montre clairement combien le concept de transfert était et reste profondément ancré dans la pensée politique sioniste. Du fondateur du mouvement, Theodor Herzl, aux principaux dirigeants de l’entreprise sioniste en Palestine, le nettoyage du pays a toujours été une option valide. Comme l’a écrit en 1917 l’un des penseurs les plus libéraux du sionisme, Leo Motzkin :

> Nous pensons que la colonisation de la Palestine doit aller dans deux directions : installation des Juifs en Eretz Israël et réinstallation des Arabes d’Eretz Israël en dehors du pays. Le transfert de tant d’Arabes peut paraître, à première vue, économiquement inacceptable. Mais c’est faisable. Réinstaller un village palestinien sur d’autres terres n’est pas si coûteux[25].

Le fait que les expulseurs étaient des nouveaux venus dans le pays et participaient à un projet de colonisation apparente le cas de la Palestine à l’histoire colonialiste du nettoyage ethnique en Amérique du Nord et du Sud, en Afrique et en Australie, où les colons blancs commettaient couramment ce type de crimes. Cette curieuse facette du cas historique particulier d’Israël a fait récemment l’objet de plusieurs excellentes études. Gershon Shafir et Baruch Kimmerling nous ont éclairés sur le lien entre sionisme et colonialisme, un rapprochement qui peut d’abord évoquer pour nous l’exploitation plutôt que l’expulsion, mais, une fois l’idée d’une économie exclusivement juive devenue un élément central de la vision, il n’y avait plus de place pour les ouvriers et paysans arabes[26]. Walid Khalidi et Samih Farsoun ont lié plus étroitement prééminence de l’idéologie du

transfert et fin du Mandat, et ils demandent pourquoi l'ONU a confié le sort de tant de Palestiniens à un mouvement qui avait ouvertement inclus le transfert dans son idéologie[27].

Je chercherai moins à exposer les penchants idéologiques des acteurs du nettoyage que la planification systématique qui leur a permis de transformer une région mixte en un espace ethniquement pur. Tel est l'objectif de mes chapitres introductifs. Je reviendrai sur la dimension idéologique à la fin du livre, et elle m'apparaîtra comme la seule explication adéquate dont nous disposons pour rendre compte du nettoyage ethnique des Palestiniens, qui a commencé en 1948 mais qui se poursuit, par divers moyens, jusqu'à nos jours.

Une seconde tâche, plus désagréable, sera de reconstituer les méthodes dont a usé Israël pour exécuter son vaste plan d'expulsion et de destruction, et d'examiner de quelle façon et dans quelle mesure elles étaient caractéristiques d'opérations de nettoyage ethnique. J'ai la forte impression, je l'ai dit, que, si nous n'avions jamais entendu parler des événements en ex-Yougoslavie et ne connaissions que le cas de la Palestine, nous serions bien excusables de penser que les définitions des États-Unis et de l'ONU ont été inspirées par la Nakba presque jusqu'au dernier détail.

Avant de nous immerger dans l'histoire du nettoyage ethnique en Palestine et d'essayer de réfléchir aux conséquences qu'il a eues jusqu'à notre époque, arrêtons-nous un instant sur les chiffres. Le nombre absolu de Palestiniens déracinés, 750 000 ou 800 000, paraîtra peut-être « modeste » au regard du transfert de millions de personnes en Europe après la Seconde Guerre mondiale, ou des spoliations qui se produisent en Afrique au début du XXIe siècle. Mais il faut parfois raisonner en chiffres relatifs, penser en pourcentages, si l'on veut comprendre l'ampleur d'une tragédie qui a englouti la population de tout un pays. La moitié de la population indigène qui vivait en Palestine a été chassée, la moitié de ses villes et villages ont été détruits, et seuls un tout petit nombre d'expulsés ont réussi à revenir.

Au-delà des chiffres, le plus stupéfiant dans le cas de la Palestine est l'abîme entre réalité et représentation. Il est bien difficile de comprendre, et d'ailleurs d'expliquer, pourquoi un crime perpétré à l'époque moderne, et dans une conjoncture historique qui garantissait la présence de journalistes étrangers et d'observateurs de l'ONU, a pu être si totalement ignoré. On ne

peut nier, pourtant, que le nettoyage ethnique de 1948 a été presque entièrement extirpé de la mémoire collective mondiale et effacé de la conscience du monde. Imaginez que, dans un temps pas si reculé, dans un pays que vous connaissez, la moitié de la population ait été expulsée de force en un an, et la moitié des villages et des petites villes rasés, ne laissant que décombres et pierres. Puis imaginez que l'opération n'entre jamais dans les livres d'histoire et que tous les efforts diplomatiques visant à résoudre le conflit qui a éclaté dans ce pays négligent totalement, voire ignorent, cet événement catastrophique. Personnellement, j'ai scruté en vain l'histoire du monde tel que nous le connaissons, celui de l'après-Seconde Guerre mondiale : je n'ai pas trouvé un seul cas de cette nature, un seul destin de ce type. Il y en a eu à des époques antérieures, comme le nettoyage ethnique des non-Hongrois à la fin du XIXe siècle, le génocide des Arméniens et l'holocauste perpétré par l'occupation nazie contre les gens du voyage (les Roms, ou Sinti) dans les années 1940. J'espère qu'à l'avenir la Palestine ne figurera plus sur la liste.

2

Vers un État exclusivement juif

L'Assemblée générale des Nations unies rejette fermement les politiques et idéologies visant à encourager [...] le « nettoyage ethnique » sous quelque forme que ce soit.
Résolution 47/80 du 16 décembre 1992.

La motivation idéologique du sionisme

Le sionisme est apparu à la fin des années 1880 en Europe centrale et orientale en tant que mouvement de renaissance nationale face aux pressions croissantes qui s'exerçaient sur les Juifs de ces régions, sommés de s'assimiler totalement ou de s'exposer à une persécution permanente (bien que même l'assimilation, nous le savons, ne les ait pas sauvés de l'anéantissement dans le cas de l'Allemagne nazie). Au début du XXe siècle, la plupart des dirigeants du mouvement sioniste associaient cette résurrection nationale à une colonisation de la Palestine. D'autres, en particulier le fondateur du mouvement, Theodor Herzl, étaient plus ambigus. Mais, après sa mort en 1904, l'orientation vers la Palestine a été constante et consensuelle.

Eretz Israël, le nom de la Palestine dans la religion juive, avait été vénéré au fil des siècles par des générations de Juifs en tant que lieu de saint pèlerinage, jamais comme futur État séculier. Leur tradition et leur religion demandaient clairement aux Juifs d'attendre la venue du Messie promis, à la « fin des temps », pour revenir en Eretz Israël en tant que peuple souverain dans une théocratie juive, c'est-à-dire en obéissants serviteurs de Dieu (c'est pourquoi, aujourd'hui, plusieurs courants juifs ultra-orthodoxes

sont non sionistes ou antisionistes). Autrement dit, le sionisme a laïcisé et nationalisé le judaïsme. Pour mener à bien leur projet, les penseurs sionistes ont revendiqué le territoire biblique et l'ont recréé, en fait réinventé, en berceau de leur nouveau mouvement nationaliste. De leur point de vue, la Palestine était occupée par des « étrangers », et il fallait en reprendre possession. Par « étrangers », ils entendaient tous les non-Juifs qui y avaient vécu depuis l'époque romaine[28]. En fait, pour de nombreux sionistes, la Palestine n'était même pas un pays « occupé » quand les premiers d'entre eux y étaient arrivés en 1882, c'était une terre « vide » : les Palestiniens indigènes qui l'habitaient étaient largement invisibles à leurs yeux, ou alors ils faisaient partie des obstacles naturels qu'on allait vaincre et écarter. Rien, ni les rochers ni les Palestiniens, ne pourrait barrer la route à la « rédemption » nationale de la terre que convoitait le mouvement sioniste[29].

Jusqu'à l'occupation de la Palestine par la Grande-Bretagne en 1918, le sionisme a été un mélange d'idéologie nationaliste et de pratique colonialiste. Son rayon d'action était limité : à cette époque, les sionistes ne représentaient pas plus de 5 % de la population totale du pays. Vivant en colonies, ils n'avaient pas d'impact sur la population locale, qui ne remarquait pas particulièrement leur présence. Le risque potentiel d'une future mainmise juive sur le pays et d'une expulsion du peuple palestinien, que les historiens ont si clairement repéré, avec le recul, dans les écrits des pères fondateurs du sionisme, a été bien perçu par certains dirigeants palestiniens avant même la Première Guerre mondiale ; d'autres s'intéressaient moins au mouvement.

Les documents historiques montrent que, dans les années 1905-1910, plusieurs notables palestiniens définissaient le sionisme comme un mouvement politique dont le but était d'acheter des terres, des biens et du pouvoir en Palestine. Mais son potentiel de nuisance n'était pas pleinement compris en ce temps-là. De nombreux membres de l'élite locale le situaient dans le cadre de l'offensive missionnaire et colonialiste européenne – ce qui était en partie vrai, mais il avait aussi un angle d'attaque supplémentaire, qui le rendait fort dangereux pour la population indigène[30].

Ces potentialités étaient rarement analysées ou formulées par les dirigeants sionistes eux-mêmes, mais certains notables et intellectuels palestiniens ont sûrement senti venir le danger, puisque nous constatons

qu'ils ont tenté de convaincre le gouvernement ottoman d'Istanbul de limiter, voire d'interdire complètement, l'immigration et l'installation de Juifs en Palestine, pays sous domination turque jusqu'en 1918[31].

« Les Juifs ont l'intention de créer dans la région un État qui inclura la Palestine, la Syrie et l'Irak », déclare le 6 mai 1911 Saïd al-Husseini, représentant de la Palestine au Parlement ottoman[32]. Mais al-Husseini appartenait à une famille et à un groupe de notables locaux qui, jusque dans les années 1930, prêchaient contre la colonisation sioniste tout en vendant des terres aux nouveaux venus. Au fil des années du Mandat, le sentiment d'un péril imminent, d'une vraie catastrophe, s'est imposé aux composantes les plus intellectuelles de l'élite[33], mais sans jamais se traduire par des préparatifs adaptés au danger existentiel qui menaçait leur société.

D'autres, dans les pays limitrophes – les principaux lettrés égyptiens, par exemple –, voyaient dans l'arrivée des Juifs en Palestine une tentative irresponsable de l'Europe pour y transférer ses habitants les plus pauvres, souvent apatrides, et ne l'analysaient pas comme élément d'un grand dessein visant à spolier la population locale. Cette immigration de misérables n'était à leurs yeux qu'une menace mineure, comparée aux efforts d'un tout autre éclat que faisaient les puissances coloniales européennes et leurs Églises pour s'emparer de la « Terre sainte », par le biais de leurs missionnaires, de leurs diplomates et de leurs colonies[34]. D'ailleurs, avant l'occupation britannique de la Palestine à la fin de 1917, les sionistes sont restés vagues quant à leurs projets réels, non par indécision, mais par sens nécessaire des priorités : la communauté d'immigrants juifs était encore réduite, et elle risquait à tout moment d'être expulsée par le gouvernement d'Istanbul.

Cependant, quand il fallait énoncer en interne une vision claire de l'avenir, il n'y avait aucune ambiguïté. Ce que prévoyaient les sionistes, c'était la création d'un État juif en Palestine pour échapper à une histoire de persécutions et de pogroms en Occident au moyen de la « rédemption » religieuse d'une « antique patrie ». C'était le discours officiel, et il exprimait sans nul doute les motivations authentiques de la plupart des membres de leur direction. Mais, selon l'analyse critique actuelle, l'effort sioniste pour s'établir en Palestine et non pas dans d'autres endroits possibles était étroitement lié au millénarisme chrétien et au colonialisme

européen du XIXe siècle. Les diverses sociétés missionnaires protestantes et les gouvernements du « concert de l'Europe » se disputaient une future Palestine « chrétienne » qu'ils voulaient arracher à l'Empire ottoman. Les plus religieux de ces Occidentaux considéraient le retour des Juifs en Palestine comme un chapitre du plan de Dieu, qui allait précipiter la seconde venue du Christ et la création d'un État piétiste là-bas. Ce zèle religieux a poussé de pieux politiciens à agir encore plus énergiquement en faveur du succès du projet sioniste, par exemple Lloyd George, Premier Ministre britannique pendant la Première Guerre mondiale. Ce qui ne l'empêchait pas, quand il expliquait à son gouvernement pourquoi il fallait que le mouvement sioniste colonise la Palestine, d'avancer quantité de considérations non messianiques mais « stratégiques », inspirées, pour l'essentiel, par ses propres sentiments irrépressibles de méfiance et de mépris pour les « Arabes » et les « mahométans », comme il appelait les Palestiniens[35].

La recherche récente tend aussi à remettre en cause le parfum quelque peu marxiste que l'historiographie officielle israélienne a conféré aux débuts de la colonisation de la Palestine, présentant le sionisme comme un effort positif pour pousser les révolutions socialiste et marxiste au-delà des tentatives décevantes menées en Russie[36]. Du point de vue de l'analyse critique, cette aspiration était au mieux douteuse et au pire manipulatrice. En fait, tout comme les Juifs israéliens libéraux d'aujourd'hui sont prêts à jeter les principes démocratiques par-dessus bord s'ils sont confrontés à la perspective d'une majorité démographique de non-Juifs dans le pays, il semble que les sionistes socialistes aient vite substitué à leurs rêves universalistes le puissant attrait du nationalisme. L'objectif principal est alors devenu de rendre la Palestine non pas socialiste mais exclusivement juive, comme le montre un fait significatif : au sein du sionisme, c'est le mouvement ouvrier qui a conçu et mis en œuvre le nettoyage ethnique de la population locale.

Les premiers colons sionistes consacraient l'essentiel de leurs énergies et de leurs ressources à l'achat de terres, pour tenter d'entrer sur le marché local du travail et de créer des réseaux sociaux et communautaires capables de soutenir leur groupe encore réduit, et économiquement vulnérable, de nouveaux venus. Les stratégies précises autour de la meilleure méthode pour s'emparer de toute la Palestine et y créer un État-nation, ou pour le

faire sur une partie de son territoire, sont venues plus tard, en lien étroit avec les idées britanniques sur la façon de résoudre au mieux un conflit que la Grande-Bretagne elle-même avait tant fait pour exacerber.

Dès l'instant où Lord Balfour, secrétaire au Foreign Office britannique, a promis au mouvement sioniste, en 1917, de créer un foyer national pour les Juifs en Palestine[37], il a ouvert la porte au conflit sans fin qui finirait par engloutir le pays et sa population. Dans le texte qu'il a rédigé au nom de son gouvernement, Balfour s'engageait à protéger les aspirations de la population non juive – étrange façon de désigner l'écrasante majorité indigène –, mais sa déclaration est immédiatement entrée en collision avec les aspirations et les droits naturels des Palestiniens à l'indépendance nationale.

À la fin des années 1920, il était clair que ce projet avait un noyau potentiellement violent, puisqu'il avait déjà tué des centaines de Palestiniens et de Juifs. Ce qui incita les Britanniques, malgré leurs réticences, à tenter sérieusement de trouver une solution au conflit qui couvait.

Jusqu'en 1928, le gouvernement de Londres avait traité la Palestine comme un État situé dans sa sphère d'influence, non comme une colonie. Un État au sein duquel, sous la tutelle britannique, la promesse faite aux Juifs et les aspirations des Palestiniens pouvaient être simultanément satisfaites. Les Britanniques ont essayé de mettre en place une structure politique où les deux communautés seraient représentées sur un pied d'égalité au Parlement et au gouvernement. En pratique, quand l'offre a été faite, elle était moins équitable ; elle était avantageuse pour les colonies sionistes et défavorable à la majorité palestinienne. Au sein du nouveau Conseil législatif proposé, la balance pencherait en faveur de la communauté juive, qui devait s'allier à des membres nommés par l'administration britannique[38].

Comme les Palestiniens, dans les années 1920, représentaient 80 à 90 % de la population totale, on comprend qu'ils aient d'abord refusé le principe de parité que suggéraient les Britanniques – surtout une parité qui les désavantageait en pratique. Leur opposition a incité les dirigeants sionistes à accepter. Un modèle émerge alors : quand, en 1928, la direction palestinienne, inquiète de la montée de l'immigration juive dans le pays et

de l’expansion de ses implantations, accepte la formule comme base de négociation, les dirigeants sionistes la rejettent aussitôt. Le soulèvement palestinien de 1929 a été le résultat direct du refus des Britanniques de tenir au moins leur promesse de parité, après la renonciation des Palestiniens au principe démocratique de la majorité, que la Grande-Bretagne avait ardemment préconisé comme base des discussions dans tous les autres États arabes de sa sphère d’influence[39].

Après le soulèvement de 1929, le gouvernement travailliste de Londres parut enclin à satisfaire les revendications palestiniennes, mais le lobby sioniste réussit à le remettre sur des rails confortablement balfouriens. Cela rendait une nouvelle insurrection inévitable. Elle éclata en 1936, sous la forme d’une révolte populaire : les rebelles se battirent avec une telle détermination qu’ils obligèrent la Grande-Bretagne à cantonner davantage de troupes en Palestine que dans le sous-continent indien. Au bout de trois ans d’attaques d’une implacable brutalité contre la Palestine rurale, l’armée britannique brisa la révolte. La direction palestinienne fut exilée. Les unités paramilitaires qui avaient animé la guérilla contre les forces du Mandat furent dissoutes. Au cours de ces événements, beaucoup de villageois engagés furent arrêtés, blessés ou tués. L’absence de la plupart des dirigeants palestiniens et de groupes de combat palestiniens viables allait beaucoup faciliter les choses aux forces juives en 1947 dans les campagnes de Palestine.

Les dirigeants sionistes n’avaient pas perdu de temps pour élaborer leurs plans de présence exclusivement juive en Palestine. Ils avaient d’abord accepté, en 1937, de la limiter à une modeste fraction du pays, en répondant favorablement à une recommandation de la commission royale britannique Peel qui proposait de partager la Palestine en deux États[40]. Puis, en 1942, tentant une stratégie maximaliste, ils avaient exigé toute la Palestine pour eux. Si l’espace géographique convoité a pu changer au fil du temps, en fonction des circonstances et des possibilités, l’objectif central est resté le même. Le projet sioniste ne pouvait être réalisé que par la création en Palestine d’un État purement juif, refuge pour les Juifs en butte aux persécutions et berceau d’un nouveau nationalisme juif. Et ce n’était pas seulement dans sa structure sociopolitique que cet État devait être exclusivement juif ; il devait l’être aussi dans sa composition ethnique.

Les préparatifs militaires

Dès l'origine, les autorités du Mandat britannique avaient permis au mouvement sioniste de se tailler une enclave indépendante en Palestine comme infrastructure d'un futur État, et, à la fin des années 1930, les dirigeants de ce mouvement ont pu traduire l'idée abstraite de l'exclusivisme juif en plans plus concrets. Parmi leurs préparatifs pour une éventuelle conquête du pays par la force, au cas où il ne leur serait pas octroyé par la diplomatie, il y avait la construction d'une organisation militaire efficace – avec l'aide d'officiers britanniques sympathisants – et la recherche de vastes ressources financières (pour lesquelles ils pouvaient solliciter la diaspora juive). À bien des égards, la création d'un corps diplomatique embryonnaire fit aussi partie intégrante de ces préparatifs généraux, dont le but était d'arracher, par la force, un État en Palestine[41].

Un officier britannique en particulier, Orde Charles Wingate, a contribué à faire pleinement comprendre aux dirigeants sionistes que l'idée d'un État juif devait être étroitement liée au militarisme et à une armée, d'abord pour protéger les enclaves et colonies juives qui se multipliaient dans la Palestine intérieure, mais aussi – c'est le point crucial – parce que les actes d'agression armée étaient un moyen de dissuasion efficace contre une possible résistance des Palestiniens locaux. À partir de là, le cheminement vers le projet de transfert forcé de toute la population indigène allait se révéler très court[42].

Orde Wingate était né en Inde au début du XXe siècle dans une famille de militaires, et il avait reçu une éducation très religieuse. Il avait commencé sa carrière comme arabophile au Soudan, où il s'était assuré quelque prestige par une politique d'embuscades particulièrement efficace contre les trafiquants d'esclaves. En 1936, il fut muté en Palestine, où il se passionna vite pour le rêve sioniste. Il décida d'encourager activement les colons juifs, et se mit à enseigner à leurs milices des tactiques de combat et des méthodes de représailles plus efficaces contre la population locale. On comprend l'admiration que lui vouaient ses frères d'armes sionistes.

Wingate a transformé la principale organisation paramilitaire de la communauté juive de Palestine, la Haganah. Elle avait été créée en 1920, et

son nom en hébreu signifie littéralement « Défense », ce qui indiquait clairement son objectif principal : protéger les colonies juives. Sous l'influence de Wingate et de l'esprit belliqueux qu'il a inspiré à ses chefs, la Haganah est vite devenue le bras armé de l'Agence juive, l'organisation dirigeante du sionisme en Palestine, qui a fini par élaborer puis mettre en œuvre des plans pour la conquête militaire de l'ensemble de la Palestine et le nettoyage ethnique de sa population indigène[43].

La révolte arabe a donné aux membres de la Haganah l'occasion de mettre en pratique dans les campagnes palestiniennes les tactiques militaires que Wingate leur avait apprises, essentiellement dans le cadre d'opérations de représailles qui visaient, par exemple, des tireurs isolés le long des routes ou des voleurs qui avaient dérobé des denrées dans un kibboutz. L'objectif central, cependant, semble avoir été d'intimider les villages palestiniens proches des implantations juives.

Wingate a réussi à faire accepter les troupes de la Haganah comme auxiliaires des forces britanniques pendant la révolte arabe, pour qu'elles puissent apprendre mieux encore ce qu'était une « expédition punitive » contre un village arabe. En juin 1938, par exemple, des soldats juifs ont eu leur premier avant-goût de ce que voulait dire occuper une localité palestinienne : une unité de la Haganah et une compagnie britannique ont attaqué ensemble un village sur l'actuelle frontière israélo-libanaise et l'ont tenu pendant quelques heures[44].

Amatziya Cohen, l'un des membres de cette unité, s'est souvenu du sergent britannique qui leur avait montré comment on utilise une baïonnette pour attaquer des villageois sans défense : « Je crois que vous êtes tous ignares dans votre Ramat Yochanan [la base d'entraînement de la Haganah] ! Vous ignorez même l'usage élémentaire d'une baïonnette quand on attaque les sales Arabes : comment pouvez-vous mettre le pied gauche en avant ! » avait-il hurlé à Amatziya et à ses amis après leur retour à la base[45]. Si ce sergent avait été là en 1948, il aurait été fier de voir avec quelle rapidité les soldats juifs avaient maîtrisé l'art d'attaquer les villages.

La Haganah a aussi acquis une expérience militaire précieuse pendant la Seconde Guerre mondiale, puisque beaucoup de ses membres ont participé, comme volontaires, à l'effort de guerre britannique. D'autres, restés en

Palestine, continuaient à surveiller et infiltrer les quelque 1 200 villages palestiniens qui parsemaient le paysage depuis des siècles.

Les dossiers de village

Savourer l'excitation d'attaquer un village palestinien ne suffisait pas : il fallait une planification systématique. La suggestion vint d'un jeune historien à lunettes de l'Université hébraïque, Ben-Zion Luria, qui travaillait à l'époque au service pédagogique de l'Agence juive. Il fit remarquer combien il serait utile d'avoir un registre détaillé de tous les villages arabes, et proposa que la réalisation de cet inventaire fût confiée au Fonds national juif (FNJ). « Cela aiderait beaucoup au rachat de la terre », écrivit-il à ce dernier[46]. Il n'aurait pu choisir correspondant plus réceptif : son initiative d'engager le FNJ dans le nettoyage ethnique en perspective allait donner plus d'élan et d'ardeur aux futurs plans d'expulsion.

Fondé en 1901, le FNJ était l'outil principal des sionistes pour coloniser la Palestine. C'était par le biais de cet organisme que le mouvement achetait des terres palestiniennes, puis y installait des immigrants juifs. Créé par le Ve congrès sioniste, il a été le fer de lance de la sionisation de la Palestine pendant toute la période du Mandat. Il avait été d'emblée conçu pour devenir l'« administrateur », au nom du peuple juif, des terres acquises par les sionistes en Palestine. Le FNJ a conservé cette fonction après la création de l'État d'Israël, d'autres missions s'étant, au fil du temps, ajoutées à son rôle premier[47].

La plupart des activités du FNJ pendant la période du Mandat et autour de la Nakba ont été étroitement liées au nom de Yossef Weitz, le chef de son service installation. Weitz était la quintessence du colonialiste sioniste. Sa grande priorité à l'époque était de faciliter l'éviction des métayers palestiniens quand il achetait des terres à des propriétaires absents, qui vivaient loin de leurs domaines ou même hors du pays, puisque le système des mandats avait tracé des frontières là où il n'y en avait pas auparavant. Traditionnellement, quand la propriété d'une parcelle, ou même de tout un village, changeait de mains, cela ne signifiait pas que les paysans ou les villageois devaient eux-mêmes s'en aller[48]. La Palestine était une société agricole, et le nouveau propriétaire avait besoin des métayers pour continuer à cultiver ses terres. Mais l'arrivée du sionisme avait changé tout cela. Weitz se rendait personnellement sur les terres fraîchement acquises,

souvent en compagnie de ses collaborateurs directs, et il incitait le nouveau propriétaire juif à renvoyer les métayers locaux, même si celui-ci ne faisait pas lui-même usage de toute la superficie. L'un des adjoints les plus proches de Weitz, Yossef Nahmani, lui écrivit un jour que « malheureusement » les métayers ne voulaient pas s'en aller, et que certains des nouveaux propriétaires juifs montraient, pour citer sa formulation, « de la lâcheté en envisageant de leur permettre de rester[49] ». Il incombait à Nahmani et aux autres adjoints de Weitz de faire en sorte que ces « faiblesses » ne durent pas : sous leur supervision, les évictions sont vite devenues plus générales et effectives.

L'impact de ces activités, à l'époque, restait limité, parce que les ressources sionistes étaient finalement très réduites, la résistance palestinienne féroce et la politique britannique restrictive. À la fin du Mandat, en 1948, la communauté juive possédait environ 5,8 % du territoire de la Palestine. Mais elle avait un plus gros appétit, ne serait-ce que pour étendre ses ressources existantes et lancer de nouvelles activités ; c'est pourquoi Weitz se fit lyrique quand il entendit parler des dossiers de village, et il suggéra immédiatement d'en faire un « projet national »[50].

Tous les responsables concernés devinrent de fervents partisans de l'idée. Yitzhak Ben-Zvi, membre éminent de la direction sioniste, historien et futur deuxième président d'Israël, explique dans une lettre à Moshe Shertock (Sharett), chef du département politique de l'Agence juive (et plus tard Premier ministre d'Israël), que, outre le relevé topographique du plan des villages, le projet doit aussi comprendre un exposé des « origines hébraïques » de chacun d'eux. De plus, il était important pour la Haganah de savoir quels étaient les villages relativement récents, puisque certains n'avaient été construits « que » du temps de l'occupation égyptienne en Palestine, dans les années 1830[51].

La grande affaire, cependant, consistait à dessiner la carte des villages. Un topographe de l'Université hébraïque qui travaillait au service cartographique du Mandat fut donc recruté pour l'opération. Il suggéra de recourir à la photographie aérienne, et montra fièrement à Ben Gourion deux cartes ainsi réalisées, celles des villages de Sindiyana et Sabbarin (ces cartes, aujourd'hui aux Archives de l'État d'Israël, sont tout ce qui reste de ces villages après 1948).

Les meilleurs photographes professionnels du pays furent alors invités à se joindre à l'entreprise. Yitzhak Shefer de Tel-Aviv et Margot Sadeh, l'épouse de Yitzhak Sadeh, le chef du Palmah (les unités commando de la Haganah), furent également recrutés. Le labo photo se trouvait au domicile de Margot : la « couverture » était une compagnie d'irrigation. Il fallait en effet le dissimuler aux autorités britanniques, car elles auraient pu y voir une action de renseignement illégale dirigée contre elles. Les Britanniques eurent connaissance du projet dès le début, mais ne réussirent jamais à trouver la cache. En 1947, ce service cartographique fut transféré en bloc à la Maison rouge[52].

Les résultats de ces efforts, tant topographiques qu'orientalistes, ont été les dossiers détaillés que les experts sionistes ont progressivement constitués sur chaque village de Palestine. À la fin des années 1930, ces archives étaient presque complètes. Elles contenaient des détails précis sur la situation topographique de chaque village, ses voies d'accès, la qualité de ses terres, ses ressources en eau, ses principales sources de revenus, sa composition sociopolitique, ses affiliations religieuses, les noms de ses mukhtars, ses relations avec les autres villages, l'âge de ses habitants de sexe masculin (de seize à cinquante ans), et bien d'autres choses. Une catégorie importante était un indice d'« hostilité » (à l'égard du projet sioniste, évidemment), fonction du degré de participation du village à la révolte de 1936. Il y avait une liste de tous ceux qui s'étaient engagés dans la révolte et des familles qui avaient perdu un de leurs membres dans les combats contre les Britanniques. Quant à ceux dont on disait qu'ils avaient tué des Juifs, ils faisaient l'objet d'une attention particulière. Comme nous le verrons, ces derniers éléments d'information ont été en 1948 le moteur des pires atrocités dans les villages, dont des exécutions collectives et des tortures.

Les membres réguliers de la Haganah à qui l'on avait confié cette collecte de données lors de voyages de « reconnaissance » dans les villages avaient compris d'emblée qu'il ne s'agissait pas d'un simple exercice de géographie. L'un d'eux, Moshe Pasternak, qui a participé à l'une des premières opérations de ce genre sur place en 1940, l'a évoquée en ces termes bien des années plus tard :

> Nous devions étudier la structure fondamentale du village arabe. Ce qui veut dire la structure et la meilleure façon de l'attaquer. Dans les écoles militaires, on m'avait appris à attaquer une ville européenne moderne, pas un village primitif du Proche-Orient. Nous ne pouvions pas le comparer

> à un village polonais ou autrichien. Le village arabe, à la différence des villages européens, était construit topographiquement à flanc de relief. Il fallait donc trouver s'il valait mieux s'en approcher par le haut ou y entrer par le bas. Nous devions apprendre à nos « arabisants » [les orientalistes qui dirigeaient un réseau de collaborateurs] la meilleure façon de travailler avec des informateurs[53].

En fait, c'était le problème que soulignaient de nombreux dossiers de village : comment créer un système de « collaboration » avec des gens que Pasternak et ses amis jugeaient primitifs et barbares, « des gens qui aiment boire du café et mangent le riz avec les mains, ce qui a rendu très difficile de les utiliser comme informateurs » ? En 1943, Pasternak s'en souvient, ils ont eu l'impression d'avoir enfin mis en place un réseau d'informateurs convenable. La même année, les dossiers de village ont été restructurés et sont devenus encore plus méthodiques. Ce fut essentiellement l'œuvre d'un seul homme, Ezra Danin, qui allait jouer un rôle crucial dans le nettoyage ethnique de la Palestine[54].

À bien des égards, c'est le recrutement d'Ezra Danin, enlevé à sa prospère exploitation d'agrumes, qui a conféré une efficacité nouvelle au travail de renseignement et à l'organisation des dossiers de village. Les dossiers d'après 1943 comprenaient diverses descriptions détaillées : les équipements liés à l'élevage, les terres cultivées, le nombre d'arbres dans les plantations, la qualité de chaque verger (voire de chaque arbre), la surface moyenne de terre par famille, le nombre de voitures, de commerces, de travailleurs en ateliers, et les noms des artisans de chaque village avec leurs compétences[55]. Plus tard ont été introduits des informations très précises sur chaque clan et ses affiliations politiques, sur la stratification sociale entre notables et simples paysans, ainsi que les noms des fonctionnaires dans l'administration du Mandat.

La collecte de données créant sa propre dynamique, des détails supplémentaires surgissent vers 1945, par exemple des descriptions de mosquées de village ; le nom de leurs imams, avec des commentaires du type : « c'est un homme ordinaire » ; et même des descriptions précises de salons dans les maisons de ces dignitaires. Vers la fin de la période du Mandat, on s'oriente plus explicitement vers le renseignement militaire : le nombre de gardes (la plupart des villages n'en ont pas), la quantité et la

qualité des armes dont disposent les villageois (elles sont généralement archaïques, voire inexistantes)[56].

Danin recruta un Juif allemand nommé Yaacov Shimoni, qui deviendrait plus tard l'un des plus grands orientalistes d'Israël, lui confia des projets spéciaux à l'intérieur des villages et le chargea notamment de contrôler le travail des informateurs[57]. Danin et Shimoni surnommèrent l'un de ces derniers le « Trésorier » (*ha-gizbar*). Cet homme, qui s'est révélé une source surabondante d'informations pour les collecteurs des dossiers, a supervisé pour eux le réseau des collaborateurs de 1941 à 1945. Il a été démasqué en 1945 et tué par des militants palestiniens[58].

Danin et Shimoni furent bientôt rejoints par deux autres personnes, Yehoshua Palmon et Tuvia Lishanski. Des noms à retenir aussi, car ils ont activement participé à la préparation du nettoyage ethnique de la Palestine. Lishanski œuvrait déjà dans les années 1940, orchestrant des campagnes contre les métayers qui vivaient sur des parcelles achetées par le FNJ aux propriétaires, présents ou absents, et mettant toute son énergie à les intimider, puis à les chasser de force des terres cultivées par leur famille depuis des siècles.

Non loin du village de Fureidis et de l'« ancienne » implantation juive de Zikhron Yaacov, là où aujourd'hui une route relie l'autoroute du littoral au Marj Ibn Amir (Emek Izrael) en traversant le Wadi Milk, se trouve un village de jeunesse (sorte de pensionnat pour les Jeunesses sionistes) nommé Shefeya. C'est là qu'en 1944 les unités spéciales au service du projet des dossiers de village ont reçu leur formation et c'est de là qu'elles partaient en mission de reconnaissance. Shefeya ressemblait beaucoup à un village d'espions de la guerre froide ; des Juifs y circulaient en parlant arabe et en s'efforçant d'imiter ce qu'ils croyaient être les façons de vivre et de se comporter des Palestiniens ruraux[59].

En 2002, l'une des premières recrues de cette base spéciale de formation a évoqué les souvenirs qu'elle gardait de sa première mission de reconnaissance dans un village voisin, Umm al-Zinat, en 1944. L'objectif était de faire une enquête sur ce village et de ramener certaines informations : où vivait le mukhtar, où était la mosquée, où habitaient les riches du village et qui avait été actif dans la révolte de 1936. Ce n'était pas une mission très dangereuse, puisque les infiltrateurs savaient qu'ils

pouvaient exploiter le code d'hospitalité arabe traditionnel ; ils furent même invités chez le mukhtar. N'ayant pas réussi à réunir en un jour toutes les données souhaitées, ils demandèrent à être réinvités. Pour leur seconde visite, on leur donna mission de chercher des informations sur la fertilité de la terre, dont la qualité les avait, semble-t-il, beaucoup impressionnés. En 1948, Umm al-Zinat a été détruit et tous ses habitants expulsés, sans la moindre provocation de leur part[60].

La mise à jour finale des dossiers de village a eu lieu en 1947. Elle a surtout consisté à établir des listes de personnes « recherchées » dans chaque village. En 1948, les troupes juives les ont utilisées dans les opérations de recherche et d'arrestation qu'elles menaient dès qu'elles occupaient un village. Les hommes du village étaient mis en rang et ceux qui figuraient sur les listes étaient alors identifiés, souvent par la même personne qui avait à l'origine donné des informations négatives sur eux, mais qui portait à présent sur la tête un sac de toile avec deux trous pour les yeux, afin de ne pas être reconnue. Les hommes que l'on sortait des rangs étaient souvent abattus sur place. Quels critères valaient d'être inscrit sur ces listes ? S'être engagé dans le mouvement national palestinien, entretenir des liens étroits avec son dirigeant, le mufti al-Hadj Amin al-Husseini, et, je l'ai dit, avoir pris part à des actions contre les Britanniques et contre les sionistes[61]. On pouvait aussi y figurer pour d'autres raisons – sur les allégations les plus diverses, par exemple : « on sait qu'il est allé au Liban », ou « arrêté par les autorités britanniques en tant que membre d'un comité national dans le village »[62].

La première catégorie – engagement dans le mouvement national palestinien – était définie de manière très large et pouvait comprendre des villages entiers. Les liens avec le mufti ou l'affiliation au parti politique qu'il dirigeait étaient très courants. Après tout, ce parti n'avait cessé de dominer la politique locale palestinienne depuis l'instauration officielle du Mandat britannique en 1923. Ses membres avaient aussi remporté les élections nationales et municipales, et détenaient les postes clés du Haut Comité arabe, devenu le gouvernement embryonnaire des Palestiniens. Aux yeux des experts sionistes, c'était un crime. Si nous regardons les dossiers de 1947, nous constatons que les villages d'environ 1 500 habitants ont généralement vingt à trente suspects de ce type (dans le sud du mont

Carmel, par exemple, au sud d’Haïfa, Umm al-Zinat en avait trente, et Damoun, un village voisin, vingt-cinq)[63].

Yigaël Yadin l’a rappelé : c’est cette connaissance minutieuse et détaillée de ce qui se passait dans chaque village palestinien qui a permis au commandement militaire sioniste de conclure, en novembre 1947, « que les Arabes palestiniens n’avaient personne pour les organiser correctement ». Le seul problème sérieux était la présence britannique : « Sans les Britanniques, nous aurions écrasé la révolte arabe [l’opposition à la résolution de partition de l’ONU en 1947] en un mois[64]. »

La confrontation avec les Britanniques : 1945-1947

Cette soigneuse cartographie de la Palestine rurale en préparation d'une future conquête n'était pas tout : le mouvement sioniste était aussi parvenu à une idée beaucoup plus claire de la meilleure façon de procéder pour faire éclore un État après la Seconde Guerre mondiale. Il y avait un facteur crucial : les Britanniques avaient déjà détruit la direction et les moyens de défense des Palestiniens quand ils avaient réprimé la révolte de 1936 ; cela laissait à la direction sioniste le temps et l'espace nécessaires pour préparer ses initiatives suivantes. Une fois le danger d'une invasion nazie en Palestine dissipé en 1942, ces dirigeants ont pris conscience du fait que le seul obstacle qui leur barrait la route vers la conquête victorieuse du pays était la présence britannique, et non une résistance palestinienne. Voilà pourquoi, par exemple, dans une réunion tenue au Biltmore Hotel à New York en 1942, nous voyons Ben Gourion mettre sur la table la revendication d'un « Commonwealth juif » sur l'ensemble de la Palestine du Mandat[65].

Tandis que la Seconde Guerre mondiale touchait à sa fin, les dirigeants juifs de Palestine ont entrepris une campagne pour bouter les Britanniques hors du pays. Simultanément, ils continuaient à mettre au point leurs plans pour la majorité palestinienne, qui représentait, à cette date, 75 % de la population. Les grandes figures du sionisme n'exprimaient pas leur pensée en public, ils ne la confiaient qu'à leurs intimes ou à leurs journaux personnels. L'un d'eux, Yossef Weitz, écrit en 1940 : « C'est notre droit de transférer les Arabes » ; et : « Les Arabes doivent partir ! »[66]. Ben Gourion lui-même, dans une lettre écrite à son fils en 1937, semble convaincu que c'est la seule stratégie possible pour le sionisme : « Les Arabes devront s'en aller. » Mais, pour que cela arrive, il fallait un moment propice, par exemple une guerre[67]. Ce moment s'est présenté en 1948. Ben Gourion est à bien des égards le fondateur de l'État d'Israël, et il a été son premier Premier ministre. Il a aussi été la tête pensante du nettoyage ethnique de la Palestine.

David Ben Gourion : l'architecte

David Ben Gourion a dirigé le mouvement sioniste du milieu des années 1920 jusque tard dans les années 1960. Né David Gruen en 1886 à Plonsk, en Pologne (alors intégrée à la Russie tsariste), il était déjà un sioniste ardent lors de son arrivée en Palestine en 1906. Sa silhouette est aujourd'hui familière à bien des gens dans le monde : petit, lourde crinière blanche rejetée en arrière, invariablement vêtu d'un uniforme kaki. Quand les opérations de nettoyage ethnique ont commencé, il a ajouté un pistolet à sa tenue militaire et s'est mis un keffieh autour du cou, à l'imitation des hommes de ses unités d'élite. Il avait alors une soixantaine d'années et, bien qu'il souffrît déjà de douloureux maux de dos, il était le chef très énergique et travailleur du mouvement sioniste.

S'il a joué un rôle central dans la décision quant au sort des Palestiniens, c'est à cause du contrôle complet qu'il exerçait sur toutes les questions de sécurité et de défense dans la communauté juive en Palestine. Il avait accédé au pouvoir en tant que dirigeant syndical, mais il œuvra vite fiévreusement à construire les mécanismes de l'État juif en gestation. En 1937, quand les Britanniques offrirent à la communauté juive un État, mais sur une fraction de la Palestine bien plus réduite que ce qu'avaient à l'esprit les sionistes, Ben Gourion accepta leur proposition comme un bon début. Mais il aspirait à la souveraineté juive sur la plus grande partie possible du territoire palestinien. C'est alors qu'il amena la direction sioniste à accepter à la fois son autorité suprême et une idée fondamentale : la future création d'un État signifierait une domination juive absolue. Comment concrétiser ce type d'État purement juif ? On en discuta aussi sous son égide vers 1937. Deux mots magiques émergèrent alors : Force et Moment propice. L'État juif ne pourrait être obtenu que par la force, mais il fallait attendre une conjoncture historique favorable pour pouvoir traiter « militairement » la réalité démographique du terrain : la présence d'une population indigène majoritaire non juive.

Si Ben Gourion concentrait sa pensée sur les processus à long terme et les solutions exhaustives, ce n'était pas le cas de la plupart des autres membres de la direction sioniste. Ils espéraient encore qu'en achetant quelques terres ici, quelques maisons là, ils parviendraient à créer la réalité nouvelle qu'ils

envisageaient. Ben Gourion comprit très tôt que cela ne suffirait jamais – et il avait évidemment raison. À la fin du Mandat, nous l'avons dit, le mouvement sioniste n'avait réussi à acheter qu'environ 6 % des terres[68].

Mais même les dirigeants sionistes les plus circonspects, comme le second de Ben Gourion, Moshe Sharett, le « ministre des Affaires étrangères » de la communauté juive dans la Palestine du Mandat, associaient l'installation des Juifs en Palestine à la dépossession des indigènes palestiniens. Par exemple, le 13 décembre 1938, dans un discours adressé aux employés des organisations sionistes de Jérusalem, Sharett annonça un succès particulièrement satisfaisant : l'achat de 2 500 dounoums dans la vallée de Baysan, en Palestine orientale (un dounoum représente 1 000 mètres carrés, 0,1 hectare). Il ajouta un détail révélateur :

> Cet achat s'est accompagné, point intéressant, d'un transfert de population [n'étant pas sûr de la familiarité de son public avec l'expression, il la répéta en anglais]. Il y a une tribu qui habite à l'ouest du Jourdain et le prix d'achat comprend un versement à cette tribu pour qu'elle passe à l'est du fleuve. En faisant cela, nous réduisons le nombre d'Arabes [en Palestine][69].

En 1942, nous l'avons vu, Ben Gourion visait déjà beaucoup plus haut : il déclarait publiquement que les sionistes revendiquaient toute la Palestine. Comme à l'époque de la déclaration Balfour, les dirigeants sionistes comprenaient la promesse britannique comme incluant l'ensemble du pays. Mais Ben Gourion était un colonialiste pragmatique autant qu'un bâtisseur d'État. Il savait que les projets maximalistes comme le programme du Biltmore, qui réclamait la totalité de la Palestine du Mandat, ne seraient pas jugés réalistes. Et il était impossible, bien sûr, de faire pression sur la Grande-Bretagne au moment où elle s'arc-boutait contre l'Allemagne nazie en Europe. Il limita donc ses ambitions pendant la Seconde Guerre mondiale. Mais le gouvernement travailliste britannique d'après guerre, dirigé par Clement Attlee, avait d'autres projets pour la Palestine. Puisque les Juifs d'Europe n'étaient plus en danger d'extermination et que la plupart d'entre eux préféraient partir vers l'autre rive de l'Atlantique plutôt que vers le Moyen-Orient, le nouveau cabinet britannique et son énergique secrétaire au Foreign Office, Ernest Bevin, se mirent en quête d'une solution fondée sur les vœux et les intérêts de ceux qui vivaient vraiment en

Palestine, et non de ceux qui, selon les dirigeants sionistes, souhaitaient peut-être s'y installer. Autrement dit, une solution démocratique.

Les attaques armées, et en particulier les actions terroristes, des milices clandestines juives n'ont pu changer cette politique. Aux attentats contre des ponts, des bases militaires et leur quartier général à Jérusalem (l'hôtel du Roi David), les Britanniques ont réagi avec modération – notamment par comparaison avec le traitement brutal infligé aux rebelles palestiniens des années 1930. Ils ont riposté par une campagne de désarmement des soldats juifs qu'ils avaient souvent recrutés et armés eux-mêmes, pour combattre la révolte palestinienne de 1937 d'abord, puis les puissances de l'Axe en 1939. Le désarmement a été très partiel, mais les arrestations assez nombreuses, suffisamment pour que les chefs sionistes comprennent qu'il leur fallait suivre une politique plus souple tant que les Britanniques resteraient responsables du maintien de l'ordre dans le pays. Au lendemain immédiat de la Seconde Guerre mondiale, on l'a dit, la Grande-Bretagne gardait des effectifs militaires disproportionnés – 100 000 hommes – dans ce pays de moins de 2 millions d'habitants. Leur présence a sûrement été dissuasive, même lorsque leur nombre a été un peu réduit après l'attentat terroriste juif contre l'hôtel du Roi David. Ce sont ces considérations qui ont amené Ben Gourion à conclure qu'un État un peu plus « limité », sur 80 % de la Palestine, suffirait au mouvement sioniste pour réaliser ses rêves et satisfaire ses ambitions[70].

Aux derniers jours d'août 1946, Ben Gourion réunit la direction du mouvement sioniste dans un hôtel parisien, le Royal-Monceau, pour qu'elle l'aide à trouver un autre plan que celui du Biltmore. Une « vieille idée neuve » du mouvement sioniste refit surface : la partition. « Donnez-nous l'indépendance, même sur une petite partie du pays », plaidait Nahum Goldmann auprès du gouvernement britannique à Londres, tandis que ses collègues discutaient à Paris de leur prochaine initiative. Goldmann était le plus « colombe » des membres de la direction sioniste de l'époque, et sa revendication d'une « petite » partie de la Palestine ne reflétait pas les ambitions de Ben Gourion : celui-ci acceptait le principe mais pas les dimensions. « Nous allons réclamer un gros morceau de la Palestine », dit-il à ceux qu'il avait réunis dans la capitale française. Comme des générations de dirigeants israéliens après lui, jusqu'à Ariel Sharon en 2005, Ben Gourion se vit dans l'obligation de freiner les membres les plus extrémistes

du mouvement sioniste ; il leur expliqua que 80 à 90 % de la Palestine du Mandat suffisaient à créer un État viable, pourvu qu'ils puissent y assurer une prédominance juive. Ni le concept ni le pourcentage n'allaient changer au cours des soixante années suivantes. Quelques mois plus tard, l'Agence juive traduisit l'expression de Ben Gourion « un gros morceau de la Palestine » en une carte, qu'elle distribua à tous ceux qui pouvaient avoir un impact sur l'avenir du pays. Cette carte de 1947 envisageait un État juif qui annonçait presque jusqu'au moindre pointillé l'Israël d'avant 1967, c'est-à-dire la Palestine moins la Cisjordanie et la bande de Gaza[71].

Pendant ces délibérations, les dirigeants sionistes n'ont jamais discuté de l'éventualité d'une résistance de la population locale : leur grand souci était la Grande-Bretagne, et aussi, peut-être, la réaction internationale. Ce n'est pas par hasard. Ils étaient bien conscients de l'effondrement total de la direction palestinienne après la Seconde Guerre mondiale et de la position hésitante des États arabes, globalement, sur la question palestinienne. La situation désespérée des indigènes de Palestine de l'époque devient d'une clarté poignante quand on comprend que la force qui avait écrasé leur mouvement de libération, l'autorité britannique du Mandat, était désormais la seule barrière s'interposant entre eux et un mouvement sioniste froidement déterminé, très motivé, qui convoitait l'essentiel de leur patrie. Mais le pire était à venir, puisque l'Europe envisageait d'indemniser le peuple juif pour l'Holocauste qui avait fait rage sur son sol par un État en Palestine, sans tenir compte du fait que ce n'était possible qu'aux dépens des Palestiniens indigènes.

Avec le vide politique du côté des Palestiniens, il n'est guère surprenant que les décideurs sionistes aient agi comme s'ils ne comptaient pas. Ils n'en restaient pas moins, bien sûr, très majoritaires dans le pays, et à ce titre ils étaient un « problème ». De plus, le monde arabe pouvait, au moins théoriquement, venir à leur secours, envoyer des armées, fournir des armes. David Ben Gourion était très conscient de cette éventualité et s'inquiétait donc beaucoup, avec ses plus proches collaborateurs, de la question de la sécurité, en hébreu *bitachon*. Cela devint une obsession, que Ben Gourion nourrit avec tant de soin et de succès qu'elle finit par prendre le pas sur toutes les autres préoccupations sociales et politiques dans l'ordre des priorités de la communauté juive en Palestine, et plus tard, bien sûr, d'Israël[72].

Bitachon était alors, et demeure jusqu'à nos jours, un métaterme utilisé par les dirigeants sionistes puis israéliens pour couvrir une large gamme de questions et justifier de nombreuses politiques essentielles : achats d'armes à l'étranger, lutte intérieure contre d'autres partis, préparatifs pour le futur État, stratégie à adopter contre la population palestinienne locale. Par sa nature et son discours, cette dernière était une stratégie de représailles, mais par sa mise en pratique elle était assez souvent provocatrice. À partir de 1946 s'est dessiné un ensemble exhaustif d'objectifs stratégiques qui visaient à raffermir et unifier les plans et scénarios sur l'avenir. David Ben Gourion a joué un rôle crucial dans la conception de la perspective sécuritaire d'Israël, en raison des changements structurels qu'il a introduits dans le mécanisme de prise de décision du sionisme, et qui le plaçaient lui-même au sommet d'une pyramide jusque-là assez lourde et inefficace. Quand, en 1946, le XXIIe congrès sioniste confia à Ben Gourion le portefeuille de la défense, celui-ci eut le contrôle total sur l'ensemble des questions de sécurité de la communauté juive en Palestine[73].

Même s'il n'avait pas encore d'État, Ben Gourion opérait déjà, à cette date, comme un ministre de la Défense et comme une sorte de Premier ministre (puisqu'il avait autorité pour faire adopter des décisions au sein d'un gouvernement). À bien des égards, il partageait les responsabilités, et la plupart des thèmes à l'ordre du jour de la communauté juive étaient discutés démocratiquement dans des institutions dont la composition reflétait le poids des principaux groupes politiques chez les Juifs de Palestine. Mais, quand approcha le moment de prendre les décisions cruciales sur le sort des Palestiniens, Ben Gourion commença à ignorer la structure officielle et à s'appuyer sur des organismes clandestins.

Le principal problème immédiat du sionisme en 1946 et 1947, la lutte contre les Britanniques, trouva sa solution avec la décision de la Grande-Bretagne, en février 1947, de se retirer de Palestine et de transférer la question à l'ONU. En fait, les Britanniques n'avaient guère le choix : après l'Holocauste, il ne leur serait jamais possible de réprimer la révolte juive qui menaçait comme ils l'avaient fait pour la révolte arabe des années 1930 ; et, puisque le Parti travailliste avait décidé de quitter l'Inde, la Palestine perdait beaucoup de son intérêt. L'hiver 1947, particulièrement froid, fit bien comprendre la situation à Londres : l'Empire était en passe de devenir une puissance de deuxième ordre, son influence planétaire se

voyait de loin dépassée par les deux nouvelles superpuissances, et son économie était handicapée par un système capitaliste qui faisait chuter rapidement la livre sterling. Au lieu de s'accrocher à de lointains pays comme la Palestine, le Parti travailliste jugeait prioritaire de construire un État-providence dans le sien. Finalement, la Grande-Bretagne partit en hâte et sans regret[74].

Ben Gourion avait déjà compris à la fin de 1946 que les Britanniques étaient sur le départ ; avec ses collaborateurs, il commença à élaborer une stratégie générale qui pourrait être mise en œuvre contre la population palestinienne dès qu'ils auraient quitté les lieux. Cette stratégie est devenue le plan C (en hébreu, Guimel[*1]).

Le plan C était une version révisée de deux plans antérieurs, A et B. Le plan A était aussi nommé « plan Elimelekh », du nom d'Elimelekh Avnir, le commandant de la Haganah de Tel-Aviv qui, en 1937, à la demande de Ben Gourion, avait déjà exposé les lignes directrices possibles d'une conquête de la Palestine en cas de retrait britannique. Le plan B avait été élaboré en 1946. Puis les deux furent fusionnés en un seul pour constituer le plan C.

Comme les plans A et B, le plan C visait à préparer les forces militaires de la communauté juive de Palestine aux campagnes offensives qu'elles allaient mener contre la Palestine rurale et urbaine sitôt les Anglais partis. L'objectif de ces actions serait de « dissuader » la population palestinienne d'attaquer les implantations juives et de riposter à toute agression contre des routes, des véhicules ou des lieux d'habitation juifs. Le plan C énumérait clairement les composantes de ce type d'actions punitives :

> Tuer les dirigeants politiques palestiniens.
>
> Tuer les agitateurs palestiniens et leurs soutiens financiers.
>
> Tuer les Palestiniens qui ont agi contre des Juifs.
>
> Tuer les officiers et fonctionnaires palestiniens haut placés [dans l'administration du Mandat].
>
> S'en prendre aux transports palestiniens.
>
> S'en prendre aux moyens de subsistance palestiniens : puits, moulins, etc.
>
> Attaquer les villages palestiniens proches qui pourraient aider de futures agressions.
>
> Attaquer les lieux de réunion palestiniens, clubs, cafés, etc.

Le plan C ajoutait que toutes les informations nécessaires à l'exécution de ces actions se trouvaient dans les dossiers de village : liste des dirigeants,

des militants, « cibles humaines potentielles », plans précis des villages, etc.[75].

Néanmoins, quelques mois plus tard, un autre plan fut rédigé : le plan D (Daleth)[76]. C’est lui qui a scellé le destin des Palestiniens sur les territoires que les dirigeants sionistes avaient en vue pour leur futur État juif. Sans distinguer les cas où ces Palestiniens pourraient décider de collaborer avec l’État juif ou de le combattre, le plan Daleth prévoyait leur expulsion totale et systématique de leur patrie.

---

*1 Le plan C s’appelle en hébreu le plan G (Guimel) parce que la troisième lettre de l’alphabet hébraïque est le G.

3

Partition et destruction :

la résolution 181 de l’ONU et son impact

L’aspect le plus brutal du conflit dans l’ex-Yougoslavie a été le « nettoyage ethnique », dont l’objectif est d’expulser des minorités, par la force, de régions occupées par une majorité différente.
Auparavant, des populations différentes vivaient ensemble dans le même village, et il n’y avait aucune division en groupes ethniques et aucun nettoyage ethnique. Les causes de la situation sont donc clairement politiques.
Compte rendu analytique de la séance du 6 mars 1995 du Comité des Nations unies pour l’élimination de la discrimination raciale au sujet de l’ex-Yougoslavie.

La population de la Palestine

Quand le mouvement sioniste commença ses opérations de nettoyage ethnique en Palestine, au début de décembre 1947, le pays avait une population « mixte » de Palestiniens et de Juifs. Les Palestiniens indigènes, majoritaires, en représentaient les deux tiers, en recul depuis le début du Mandat, où ils étaient 90 %. Un tiers était composé des nouveaux venus juifs, c'est-à-dire des colons sionistes et des réfugiés en provenance d'une Europe en proie à la guerre, et la plupart étaient arrivés en Palestine à partir des années 1920[77]. Depuis la fin du XIXe siècle, les autochtones palestiniens cherchaient à obtenir le droit à l'autodétermination, d'abord au sein d'une identité panarabe, puis, très vite après la Première Guerre mondiale, dans le cadre du système du Mandat, qui promettait de conduire à l'indépendance et à un avenir fondé sur les principes de la démocratie les nouveaux États-nations qu'il avait créés au Moyen-Orient. Mais la charte du Mandat britannique pour la Palestine reprenait aussi, dans son intégralité, la déclaration Balfour de 1917, donc la promesse faite par la Grande-Bretagne au mouvement sioniste de garantir aux Juifs un « foyer » (*homeland*) en Palestine.

En dépit de la politique prosioniste de la Grande-Bretagne et de la présence d'une minorité juive de plus en plus nombreuse, la Palestine était encore un pays très arabe à la fin du Mandat. Presque toutes ses terres cultivées appartenaient à la population indigène, ce qui rend ici l'usage de l'adjectif « mixte » un peu tendancieux, c'est le moins qu'on puisse dire. Les dirigeants sionistes avaient bien essayé de persuader les immigrants juifs – constamment, depuis que les tout premiers étaient arrivés en Palestine – d'aller s'installer dans les campagnes, mais sans succès. Dans leur écrasante majorité, les nouveaux venus préféraient les villes, petites ou grandes. La plupart des colonies sionistes en milieu rural étaient donc très éloignées les unes des autres. Dans certaines régions, comme la Galilée au nord et le Naqab (Néguev) au sud, c'étaient des îles perdues dans la campagne palestinienne.

En raison de cet isolement, ces colonies ressemblaient davantage à des garnisons qu'à des villages : leur conception et leur topographie avaient été inspirées par des considérations de sécurité plus que d'habitat humain. Leur

introversion fortifiée formait un curieux contraste avec les espaces ouverts des villages palestiniens traditionnels, où, depuis les maisons en pierres naturelles, on accédait librement, sans obstacle, aux champs tout proches, puis aux vergers et aux oliveraies qui les entouraient.

Que les Juifs aient été si peu nombreux à s’installer dans les campagnes palestiniennes posait un sérieux problème à ceux qui voulaient résoudre par une partition le conflit qui s’accentuait entre les deux communautés. D’un côté, la logique et le bon sens imposaient que la campagne, globalement – plus des trois quarts du territoire –, reste palestinienne. De l’autre, dans les villes, les deux parties étaient presque à égalité. Comment délimiter deux entités distinctes, l’une palestinienne, l’autre juive, avec des populations homogènes quand la réalité sur le terrain était telle ? À l’origine, la partition de la Palestine était une solution britannique, mais elle était devenue un axe essentiel de la politique sioniste à partir de 1937. Les Britanniques avaient avancé précédemment d’autres options, notamment la création d’un État binational, que les Juifs avaient rejetée, et la division de la Palestine en cantons (sur le modèle suisse), que les deux parties avaient refusé de prendre en considération. Finalement, Londres renonça à essayer de trouver une solution au conflit qui menaçait et, en février 1947, transmit la question de la Palestine aux Nations unies. Bien vue par les dirigeants sionistes et désormais soutenue par la Grande-Bretagne, la partition s’imposa. Les intérêts des Palestiniens furent vite presque totalement éliminés du processus.

Le plan de partition de l’ONU

Une ONU inexpérimentée, qui n’avait que deux ans d’âge en 1947, confia la question du destin futur du pays à une commission spéciale des Nations unies pour la Palestine, l’UNSCOP. Aucun de ses membres n’avait la moindre expérience en matière de résolution de conflits ni ne connaissait grand-chose à l’histoire de la Palestine.

L’UNSCOP décida, elle aussi, de privilégier la partition comme principe directeur d’une future solution. Il est vrai que ses membres discutèrent un moment de la possibilité de faire de toute la Palestine un seul État démocratique dont l’avenir serait alors déterminé par le vote majoritaire de la population, mais ils finirent par abandonner l’idée. L’UNSCOP recommanda à l’Assemblée générale des Nations unies de partager la Palestine en deux États liés entre eux, comme dans une fédération, par une unité économique. Elle préconisa aussi que la ville de Jérusalem fût érigée en *corpus separatum*, sous un régime international administré par l’ONU. Le rapport final de l’UNSCOP prévoyait que les deux futurs États seraient identiques, à l’exception de leur « balance démographique » intérieure, et soulignait la nécessité pour les deux entités d’adhérer aux préceptes de la démocratie libérale. Le 29 novembre 1947, tout cela devint la résolution 181 de l’Assemblée générale[78].

Il est clair qu’en votant la résolution sur la partition les Nations unies ont totalement ignoré la composition ethnique de la population de la Palestine. Si elles avaient décidé que la superficie du futur État juif correspondrait au territoire où s’étaient installés les Juifs, ces derniers auraient eu droit à 10 % du pays, pas davantage. Mais les Nations unies ont admis la revendication nationaliste du mouvement sioniste sur la Palestine ; et elles ont aussi cherché à indemniser les Juifs pour l’Holocauste nazi en Europe.

Voilà pourquoi le mouvement sioniste s’est vu « donner » un État qui recouvrait plus de la moitié du territoire. Si les membres de l’UNSCOP sont allés dans le sens du point de vue sioniste, c’est aussi parce que la direction palestinienne était opposée, depuis 1918, à la partition du pays. Au cours de son histoire, cette direction, essentiellement composée de notables des villes, s’était assez souvent montrée inapte à représenter réellement la population indigène de Palestine. Mais cette fois-ci elle l’a fait : elle a

pleinement soutenu le ressentiment populaire de la société palestinienne face à l'idée d'un « partage » de son pays avec des Européens venus le coloniser.

La Ligue arabe, l'organisation régionale des États arabes, et le Haut Comité arabe (l'embryon de gouvernement palestinien) ont décidé de boycotter les négociations avec l'UNSCOP avant le vote de la résolution de l'ONU, et, après novembre 1947, ils n'ont pas pris part aux délibérations sur la meilleure façon de l'appliquer. Dans ce vide, les dirigeants sionistes ont pu avancer avec aisance et confiance, et ils ont vite instauré un dialogue bilatéral avec l'ONU sur l'élaboration d'un plan d'avenir pour la Palestine. C'est une situation que nous verrons souvent se reproduire dans l'histoire des efforts de paix en Palestine, notamment après l'entrée en jeu des Américains en 1967 : jusqu'à nos jours, « rétablir la paix en Palestine » a toujours voulu dire appliquer une stratégie exclusivement discutée entre les États-Unis et Israël, sans consulter sérieusement les Palestiniens et encore moins tenir compte de leurs intérêts.

Le mouvement sioniste a si rapidement dominé le jeu diplomatique en 1947 que la direction de la communauté juive s'est sentie assez assurée pour demander à l'UNSCOP un État couvrant plus de 80 % du pays. Les émissaires sionistes aux négociations avec l'ONU ont en fait présenté une carte de l'État qu'ils voulaient : il comprenait l'ensemble du territoire qu'Israël occuperait un an plus tard, c'est-à-dire la Palestine du Mandat sans la Cisjordanie. La plupart des membres de l'UNSCOP ont jugé, cependant, que c'était un peu trop, et ils ont persuadé les Juifs de se contenter de 56 % du pays. De plus, les pays catholiques sont parvenus à convaincre l'ONU d'internationaliser Jérusalem, étant donné son importance religieuse. L'UNSCOP a donc rejeté aussi la revendication sioniste d'intégrer la Ville sainte au futur État juif[79].

Si la partition du pays – très largement palestinien – en deux parties égales s'est révélée aussi désastreuse, c'est parce qu'elle a été décidée contre la volonté de la population indigène majoritaire. En claironnant leur intention de créer des entités politiques juive et arabe égales en Palestine, les Nations unies violaient les droits fondamentaux des Palestiniens et ignoraient totalement la solidarité inquiète de l'ensemble du monde arabe avec la Palestine, au plus fort de la lutte anticolonialiste au Moyen-Orient.

L’impact de la décision sur le pays lui-même et sur sa population fut bien pire. Au lieu de détendre l’atmosphère, comme elle était censée le faire, la résolution ne fit qu’aviver les tensions, et elle fut la cause directe de la précipitation du pays dans l’une des phases les plus violentes de son histoire. Déjà, en février 1947, quand les Britanniques avaient annoncé leur intention de quitter la Palestine, les deux communautés avaient paru plus proches de la guerre totale que jamais auparavant. Si aucune flambée de violence importante n’avait été signalée avant l’adoption par l’ONU de sa résolution de partition le 29 novembre 1947, l’angoisse était cependant particulièrement vive dans les villes mixtes. Tant qu’on ne savait pas trop dans quel sens iraient les Nations unies, la vie continua plus ou moins normalement. Mais, dès que les jeux furent faits, dès que la population apprit que l’ONU avait voté à une majorité écrasante la partition de la Palestine, l’ordre public s’effondra et un terrible pressentiment s’abattit sur le pays : la partition signifiait l’affrontement final. Le chaos qui suivit provoqua la première guerre israélo-arabe. Le nettoyage ethnique des Palestiniens avait commencé.

Les positions arabe et palestinienne

Les dirigeants palestiniens, je l'ai dit, avaient décidé depuis le début de boycotter les travaux de l'ONU. À en croire la propagande israélienne actuelle, cette décision prouve que les Palestiniens eux-mêmes – et non Israël – doivent être tenus pour responsables du malheur qui s'est abattu sur eux en 1948. L'historiographie palestinienne a efficacement récusé ces accusations en montrant combien les procédures que l'ONU avait choisi de suivre étaient injustes et illégales, et en explorant la raison d'être de la création de l'UNSCOP. Avant de poursuivre, je voudrais résumer ces arguments et les examiner de plus près.

En retenant comme objectif premier la partition, les Nations unies ont ignoré l'objection de principe fondamentale que les Palestiniens opposaient au plan, bien connue des médiateurs depuis la déclaration Balfour trente ans plus tôt. Walid Khalidi a résumé la position palestinienne comme suit : « Le peuple indigène de Palestine, comme le peuple indigène de tous les autres pays du monde arabe, d'Asie, d'Afrique, d'Amérique et d'Europe, refusait de partager en deux le pays avec une communauté de colons[80]. »

Quelques semaines après le début des travaux de l'UNSCOP, les Palestiniens ont compris que le jeu avait été faussé en leur défaveur : le résultat final du processus serait une résolution de l'ONU sur la partition du pays entre la population indigène – les Palestiniens – et une colonie de nouveaux venus dont beaucoup n'étaient arrivés que tout récemment. Quand la résolution 181 fut adoptée en novembre 1947, leur pire cauchemar commença à se dérouler sous leurs yeux : neuf mois après que les Britanniques avaient annoncé leur décision de s'en aller, les Palestiniens se retrouvaient à la merci d'une organisation internationale qui semblait prête à ignorer toutes les règles de la médiation internationale, que posait pourtant sa propre charte, et à proclamer une solution qu'ils jugeaient illégale et immorale. Plusieurs dirigeants palestiniens de l'époque ont demandé que la Cour internationale de justice (fondée en 1946) se prononce sur sa légalité, mais ce procès n'a jamais eu lieu[81]. Nul besoin d'être un grand juriste ou philosophe du droit pour prédire comment la Cour internationale aurait apprécié la décision d'imposer à un pays une solution à laquelle la majorité de sa population était violemment opposée.

L’injustice était aussi flagrante à l’époque qu’aujourd’hui. Pourtant, elle a été à peine commentée par les grands journaux occidentaux qui couvraient alors la Palestine. Les Juifs, qui possédaient moins de 6 % de l’ensemble de la superficie foncière de la Palestine et ne constituaient pas plus du tiers de sa population, recevaient plus de la moitié du territoire. Au sein des frontières de leur État tel que le proposait l’ONU, ils ne possédaient que 11 % des terres et ils étaient minoritaires dans tous les districts sauf un. Dans le Néguev – région aride, certes, mais qui avait malgré tout une population bédouine et rurale considérable, et qui constituait un gros morceau de l’État juif –, ils ne constituaient que 1 % de la population totale.

D’autres aspects compromettant la crédibilité juridique et morale de la résolution sont vite apparus. La résolution de partition intégrait les terres les plus fertiles à l’État juif projeté, ainsi que la quasi-totalité de l’espace urbain et rural juif en Palestine. Mais cet État comprenait aussi 400 villages palestiniens (sur plus de 1 000). Avec le recul, on pourrait soutenir, pour la défense de l’UNSCOP, que la résolution 181 reposait sur le postulat d’une coexistence pacifique entre les deux nouvelles entités politiques : il n’était donc pas nécessaire d’être très attentif aux déséquilibres démographiques et géographiques. Si ce fut le cas, comme certains de ses membres devaient l’affirmer plus tard, l’UNSCOP s’est rendue coupable d’une complète erreur de lecture sur le sionisme et d’une sous-estimation grossière de ses ambitions. Pour citer encore Walid Khalidi, la résolution 181 a été « la décision hâtive de donner la moitié de la Palestine à un mouvement idéologique qui, dès les années 1930, déclarait ouvertement qu’il souhaitait désarabiser la Palestine[82] ». Ce qui souligne l’aspect le plus immoral de la résolution 181 : elle ne comprenait aucun mécanisme pour prévenir le nettoyage ethnique du pays.

Regardons de plus près la carte finale que les Nations unies ont proposée en novembre 1947 (voir la carte 5). La Palestine devait en fait être divisée en trois. Sur 42 % du territoire, 818 000 Palestiniens auraient un État comprenant aussi 10 000 Juifs. L’État prévu pour les Juifs s’étendrait sur près de 56 % du territoire, que 499 000 Juifs devraient partager avec 438 000 Palestiniens. La troisième partie était une petite enclave autour de la ville de Jérusalem, placée sous administration internationale et dont les 200 000 habitants se divisaient à part égale entre Palestiniens et Juifs[83].

La balance démographique presque en équilibre au sein de l'État alloué aux Juifs était telle que, si ce plan avait effectivement été appliqué, il aurait été un cauchemar politique pour les dirigeants sionistes, qui n'auraient jamais atteint aucun de leurs objectifs principaux. Comme l'a dit Simha Flapan, l'un des premiers Juifs israéliens à avoir contesté la version sioniste admise des événements de 1948, si les Arabes ou les Palestiniens avaient décidé d'accepter la résolution de partition, les dirigeants juifs auraient sûrement rejeté la carte que leur proposait l'UNSCOP[84].

En fait, la carte des Nations unies était un moyen sûr de déclencher la tragédie qui a commencé le lendemain même du vote de la résolution 181. Comme l'ont compris plus tard les théoriciens du nettoyage ethnique, quand on adopte une idéologie exclusiviste dans un contexte ethnique tendu, il ne peut y avoir qu'un seul résultat : le nettoyage ethnique. En dessinant la carte comme ils l'ont fait, les membres de l'ONU qui ont voté pour la résolution de partition ont directement contribué au crime qui allait suivre.

La réaction juive

En 1947, David Ben Gourion présidait une structure politique de prise de décision qui constitue probablement le seul aspect complexe de l'histoire relatée ici, mais cette question a été traitée de façon très approfondie ailleurs[85] et elle sort du cadre de cet ouvrage. Pour faire court, cette structure lui permettait de déterminer presque seul les grands axes de la politique de la communauté juive à l'égard du monde, des pays arabes voisins et des Palestiniens. Ce fut Ben Gourion qui amena les autres dirigeants juifs, à cette date, à simultanément accepter et ignorer la résolution de partition des Nations unies du 29 novembre 1947.

Le rejet catégorique du plan par les gouvernements arabes et la direction palestinienne a incontestablement aidé Ben Gourion à penser qu'il pourrait à la fois accepter le projet et œuvrer contre lui. Dès octobre 1947, avant l'adoption de la résolution, il avait été très clair avec ses amis de la direction : si la carte du plan de partition n'était pas satisfaisante, l'État juif ne serait pas obligé de l'accepter[86].

Il est donc évident que l'attitude des Palestiniens – rejet ou acceptation – n'aurait rien changé au jugement de Ben Gourion sur les faiblesses de ce plan. Pour lui comme pour ses amis au sommet de la hiérarchie sioniste, un État juif solide signifiait un État englobant l'essentiel de la Palestine et un tout petit nombre de Palestiniens, voire aucun[87]. De même, la décision prise par l'ONU de transformer Jérusalem en ville internationale ne le tourmentait absolument pas. Il était décidé à faire de toute la ville la capitale de l'État juif. Si, finalement, il n'y est pas parvenu, c'est pour de tout autres raisons – des complications et des désaccords apparus dans les négociations jordano-juives sur l'avenir du pays et de la ville, dont nous reparlerons plus loin.

Si insatisfait qu'il fût de la carte de l'ONU, Ben Gourion comprit que, vu les circonstances – le rejet total de la carte par le monde arabe et par les Palestiniens –, la détermination des frontières définitives resterait une question ouverte. L'important, c'était la reconnaissance internationale du droit des Juifs à avoir un État à eux en Palestine. Un fonctionnaire britannique observateur à Jérusalem écrivit à son gouvernement que

l’acceptation sioniste de la résolution de partition était sélective. Les sionistes se réjouissaient de la reconnaissance internationale de l’État juif, mais ils ajoutaient que les Nations unies avaient offert « des conditions non sionistes pour le maintenir[88] ».

Le rejet prévu du plan par les Arabes et les Palestiniens[89] permit à Ben Gourion et à la direction sioniste de soutenir que le projet de l’ONU était caduc dès le jour de son adoption – à l’exception, bien sûr, des clauses qui reconnaissaient la légalité de l’État juif en Palestine. Étant donné le refus palestinien et arabe, les frontières de cet État, pour Ben Gourion, seraient « déterminées par la force et non par la résolution de partition[90] ». Et le sort de ses habitants arabes aussi.

Le Conseil consultatif se met au travail

Une règle se dessine alors. Moins le public devant lequel il parle est important, plus Ben Gourion affiche son soutien à la résolution de partition. Plus l'auditoire a du poids, plus il la rejette avec violence et mépris. Devant l'instance spéciale qui le conseille sur les problèmes de sécurité, le Comité de défense, il la récuse d'emblée, et, dès le 7 octobre 1947 – avant même le vote de la résolution 181 de l'ONU –, nous constatons qu'il déclare à son cercle rapproché, le Conseil consultatif, qu'étant donné le refus arabe de coopérer avec l'ONU « il n'existe aucune limite territoriale au futur État Juif[91] ».

En octobre et novembre 1947, le Conseil consultatif devint pour Ben Gourion le cadre de réflexion le plus important. Ce n'est qu'avec ses membres qu'il discutait ouvertement des conséquences possibles de sa décision de ne pas respecter la carte de la partition et d'utiliser la force pour assurer dans le pays une majorité juive ainsi qu'un pouvoir exclusivement juif. Sur ces questions « sensibles », il ne pouvait avoir confiance que dans cette coterie de politiques et de militaires triés sur le volet.

Ben Gourion comprenait que ces sujets ne pouvaient être évoqués en public : c'était justement pour cela qu'il avait créé le Conseil consultatif. Celui-ci, on l'a vu, n'était pas une organisation officielle, et nous ne disposons d'aucun compte rendu convenable de la plupart de ses réunions[92]. Il est d'ailleurs peu probable que quelqu'un ait pris des notes – sauf lors d'une ou deux séances cruciales qui ont été retranscrites et sur lesquelles je reviendrai. Mais Ben Gourion a noté le résumé de nombreuses réunions dans son journal personnel, qui est une source historique importante pour ces années-là. De plus, certains membres du Conseil consultatif ont été interviewés plus tard, et d'autres ont écrit leur autobiographie ou des Mémoires. Dans les pages qui suivent, je m'appuie sur le journal de Ben Gourion, la correspondance archivée et les archives privées d'Israël Galili, qui a assisté à toutes les séances (l'ensemble de ces sources se trouvent aux Archives Ben Gourion à Sdeh Boker). En outre, ces réunions donnaient lieu à une correspondance très fournie, que l'on peut retrouver dans diverses archives israéliennes. Elles ont eu lieu en partie au domicile de Ben Gourion à Tel-Aviv, en partie à la Maison rouge. Comme

celle du 10 mars 1948, certaines se sont tenues le mercredi à la Maison rouge dans le cadre de la réunion hebdomadaire officielle du Haut Commandement, le Matkal (le compte rendu de la partie officielle de ces séances figure dans les Archives des FDI). D'autres, plus privées, ont eu lieu au domicile de Ben Gourion le lendemain de la réunion plus officielle du mercredi. Ces séances privées sont évoquées très prudemment dans le journal de Ben Gourion, mais on peut les reconstruire à l'aide de sources comme le journal de Yossef Weitz, les archives d'Israël Galili et les lettres de Ben Gourion à plusieurs de ses collaborateurs, dont le plus important était son second Moshe Sharett (à l'étranger pendant l'essentiel de cette période)[93]. Le 15 mai 1948, les réunions ont été transférées dans un nouveau lieu à l'est de Tel-Aviv, qui est devenu le quartier général de l'armée israélienne.

Le Conseil consultatif, nous l'avons vu, rassemblait de hauts responsables de la sécurité et des spécialistes des « affaires arabes », une formule qui allait être le noyau de la plupart des organismes chargés, au fil des ans, de conseiller les futurs gouvernements d'Israël sur les problèmes de sûreté de l'État, d'orientations stratégiques et d'élaboration de politiques à l'égard du monde arabe en général et des Palestiniens en particulier[94]. Il a commencé à se réunir régulièrement autour de Ben Gourion en février 1947, date à laquelle les Britanniques ont décidé de quitter la Palestine, puis à un rythme plus soutenu à partir d'octobre 1947, lorsque ont filtré des informations indiquant que les Palestiniens allaient rejeter le plan de partition de l'ONU. Une fois éclaircies les positions palestinienne et arabe, les membres du Conseil consultatif ont compris qu'ils n'auraient pas seulement à décider du sort des Palestiniens dans l'État juif dessiné par l'ONU : leurs mesures s'appliqueraient aussi aux Palestiniens qui vivaient dans les territoires accordés par les Nations unies à l'État arabe de Palestine. Au chapitre suivant, nous verrons comment a évolué la pensée du Conseil jusqu'à la mise au point d'un plan final pour déposséder un million de Palestiniens, sans distinction de localisation géographique.

La première réunion attestée du Conseil consultatif est celle du 18 juin 1947, pendant la réunion régulière du Haut Commandement du mercredi après-midi. Ben Gourion l'a rapportée dans son journal et dans ses Mémoires publiés. La communauté juive, a-t-il dit aux participants, allait devoir « défendre non seulement nos implantations, mais le pays dans son

ensemble et notre avenir national ». Plus tard, dans un discours prononcé le 3 décembre 1947, il répéterait cette expression, « notre avenir national », et s'en servirait comme d'un nom de code pour désigner la « balance démographique » dans le pays[95].

4

Finalisation d'un plan directeur

Le porte-parole de l'OTAN, Jamie Shea, a déclaré que, au vu de tous les rapports qui parvenaient à l'OTAN, ce qui se passait au Kosovo était un plan directeur bien organisé par Belgrade. Le déroulement des violences signalées, a-t-il dit, est le suivant : les chars serbes entourent le village, puis des paramilitaires, l'arme au poing, rassemblent les civils et séparent les hommes jeunes des femmes et des enfants. Femmes et enfants sont alors expulsés de leurs domiciles et envoyés vers la frontière. Quand ils ont quitté le village, les maisons sont pillées, puis systématiquement incendiées.

CNN, 30 mars 1999.

Ces opérations peuvent être exécutées de la façon suivante : soit en détruisant les villages (en y mettant le feu, en les faisant sauter et en posant des mines dans les décombres), notamment ceux qui sont difficiles à contrôler de manière permanente ; soit en montant des opérations de ratissage et de contrôle conformément aux directives suivantes : encerclement des villages, recherches à l'intérieur. En cas de résistance, les éléments armés seront éliminés et la population expulsée hors des frontières de l'État.

Plan Daleth, 10 mars 1948.

La méthodologie du nettoyage

Il est utile à présent de récapituler la chronologie des événements cruciaux intervenus entre février 1947 et mai 1948. Je vais donc procéder à un survol initial de la période que je souhaite examiner en détail dans ce chapitre. Au départ, en février 1947, le cabinet britannique décide de se retirer de la Palestine du Mandat et de laisser à l'ONU le soin de trancher la question de son avenir. L'ONU met neuf mois à délibérer du problème, puis adopte l'idée d'une partition du pays. Cette solution est acceptée par les dirigeants sionistes, qui s'étaient faits les champions d'une partition, mais rejetée par le monde arabe et par la direction palestinienne, qui avaient suggéré de maintenir la Palestine en tant qu'État unitaire et entendaient aboutir à une solution par un processus de négociation bien plus prolongé. La résolution de partition est votée le 29 novembre 1947, et le nettoyage ethnique de la Palestine commence au début de décembre par une série d'attaques juives contre des villages et des quartiers palestiniens, en représailles à la suite du saccage d'autobus et de commerces lors des manifestations palestiniennes contre la résolution de l'ONU au cours des quelques jours ayant suivi son adoption[96]. Bien que sporadiques, ces premiers assauts juifs sont assez durs pour provoquer un exode important (près de 75 000 personnes).

Le 9 janvier 1948, des unités de la première armée de volontaires panarabe entrent en Palestine et livrent contre les forces juives de petites batailles pour des routes et des implantations isolées. L'emportant facilement dans ces escarmouches, la direction juive réoriente officiellement sa tactique, passant des actions de représailles aux opérations de nettoyage. Il s'ensuit des expulsions forcées à la mi-février 1948 : les troupes juives réussissent à vider en un seul jour cinq villages palestiniens. Le 10 mars 1948, le plan Daleth est adopté. Les premières cibles sont les centres urbains de Palestine : à la fin d'avril, ils ont tous été occupés. Environ 250 000 Palestiniens sont déracinés lors de cette phase, qui s'accompagne de plusieurs massacres, le plus notoire étant celui de Deir Yassin. Informée de ces événements, la Ligue arabe décide, le dernier jour du mois d'avril, d'intervenir militairement, mais pas avant que le Mandat britannique ait pris fin.

Les Britanniques partent le 15 mai 1948 et l’Agence juive déclare immédiatement l’instauration en Palestine d’un État juif, reconnu officiellement par les deux superpuissances de l’époque, les États-Unis et l’URSS. Le même jour, des forces régulières arabes entrent en Palestine.

Dès février 1948, l’administration américaine conclut que la résolution de partition de l’ONU, loin d’être un plan de paix, alimente la poursuite de l’effusion de sang et des hostilités. Elle propose donc par deux fois un autre plan pour arrêter l’escalade du conflit : un *trusteeship*[*1] de cinq ans en février 1948 et un cessez-le-feu de trois mois le 12 mai de la même année. La direction sioniste rejette d’emblée ces deux propositions de paix[97].

Tout au long de la période, la stratégie sioniste officielle est l’effet de deux dynamiques. La première est faite de réactions pratiques à deux phénomènes stupéfiants qui apparaissent sur le terrain : la fragmentation, voire la désintégration complète des systèmes politique et militaire palestiniens ; la montée du désarroi et de la confusion dans le monde arabe face aux initiatives agressives de la partie juive et à l’aval international donné simultanément au projet sioniste et au futur État juif.

La seconde dynamique qui stimule la pensée stratégique des dirigeants sionistes est la volonté d’exploiter à fond l’occasion historique unique, qu’ils voient se présenter devant eux, de réaliser leur rêve d’un État exclusivement juif. Comme nous l’avons vu dans les chapitres précédents, cette vision d’un État-nation purement juif se trouve au cœur de l’idéologie sioniste dès l’apparition du mouvement, à la fin du XIXe siècle. Au milieu des années 1930, une poignée de dirigeants sionistes ont fait clairement le lien entre la fin du régime britannique et la possibilité de désarabiser la Palestine, c’est-à-dire d’avoir une Palestine sans Arabes. À la fin de novembre 1947, la plupart des membres du premier cercle de la direction ont aussi, manifestement, compris ce lien, et, sous la conduite de Ben Gourion, ils consacrent toute leur attention à cette question : comment profiter au mieux de l’occasion évidente que cette connexion leur a offerte ?

Avant 1947, d’autres problèmes s’étaient révélés plus urgents : la première tâche avait été de construire une enclave politique, économique et culturelle sioniste dans le pays, et d’assurer une immigration juive vers la région. Les idées quant à la meilleure façon de traiter le problème de la population palestinienne locale, on l’a vu, étaient restées vagues. Mais

l’imminence de la fin du Mandat britannique, le rejet arabe de la résolution de partition et la conscience très claire qu’avait Ben Gourion de la proportion de la Palestine qu’il lui fallait pour assurer la viabilité de l’État juif ont aidé à convertir des idéologies anciennes et des scénarios nébuleux en un plan directeur bien précis.

Avant mars 1948, les opérations menées par la direction sioniste pour concrétiser sa vision pouvaient encore être présentées comme des représailles à des actes d’hostilité palestiniens ou arabes. Après mars, ce n’est plus le cas : la direction sioniste a alors déclaré ouvertement, deux mois *avant* la fin du Mandat, qu’elle allait chercher à conquérir le pays et à en expulser la population indigène par la force : c’est le plan Daleth.

Définir l’espace

Pour atteindre leur objectif – obtenir le plus de Palestine possible avec le moins possible de Palestiniens –, les sionistes devaient commencer par déterminer ce qui, géographiquement, constituait un État viable. Le plan de partition de l’ONU, officialisé dans la résolution 181, accordait aux Juifs le Néguev, le littoral, les vallées de l’Est (le Marj Ibn Amir et la vallée de Baysan) et la basse Galilée, mais ce n’était pas assez. Ben Gourion avait coutume de tenir des réunions régulières avec ce qu’il appelait son « cabinet de guerre », un groupe informel d’officiers juifs qui avaient servi dans l’armée britannique (sous la pression d’autres membres de la Haganah, il dut plus tard le dissoudre). Il se résolut alors à bien faire comprendre à ces officiers qu’ils devaient commencer à préparer l’occupation de l’ensemble du pays. En octobre 1947, il écrivit au plus gradé d’entre eux, le général Ephraim Ben-Artzi, qu’il voulait créer une force militaire capable à la fois de repousser une éventuelle attaque des États arabes voisins et d’occuper la plus grande partie du pays qu’elle pourrait, si possible la totalité[98].

Dans l’immédiat, les dirigeants sionistes décidèrent de déterminer le territoire de leur futur État en fonction de la localisation des implantations juives les plus éloignées. L’ensemble de l’espace compris entre ces colonies isolées, aux frontières extrêmes de l’État du Mandat, devait devenir juif – entouré, de préférence, de « zones de sécurité » supplémentaires qui feraient tampon avec les régions palestiniennes[99].

Puisqu'ils étaient dans le secret des négociations en cours avec les Hachémites en Transjordanie, plusieurs membres de la direction n'admettaient qu'une seule contrainte sur la forme de leur future carte : c'était la possibilité que certaines régions de l'est de la Palestine, la Cisjordanie actuelle, soient intégrées à une future Grande Jordanie et non à un Grand Israël. À la fin de 1946, l'Agence juive avait engagé des négociations intensives avec Abdallah, le roi de Jordanie[*2]. Abdallah était issu de la famille royale hachémite du Hedjaz – où se trouvaient les villes saintes musulmanes de La Mecque et de Médine. Les Hachémites s'étaient battus aux côtés des Britanniques pendant la Première Guerre mondiale. En récompense pour les services rendus à la Couronne, on leur avait octroyé les royaumes d'Irak et de Jordanie, créés par le système du Mandat. À l'origine (dans la correspondance Hussein-Mac-Mahon de 1915-1916), on leur avait également promis la Syrie – c'est du moins ce qu'ils avaient compris –, les Britanniques comptant ainsi empêcher une mainmise française sur cette partie du Moyen-Orient. Mais quand les Français ont chassé de Syrie Fayçal, le frère d'Abdallah, les Britanniques l'ont indemnisé en lui donnant l'Irak, qui aurait dû revenir à Abdallah[100].

En sa qualité de fils aîné de la dynastie, Abdallah n'était pas satisfait de la part qu'il avait reçue dans ces accords, d'autant plus qu'en 1924 le Hedjaz, base et patrie des Hachémites, leur avait été arraché par les Saoudiens. La Transjordanie n'était qu'une principauté désertique, aride, à l'est du Jourdain, peuplée de tribus bédouines et de quelques villages circassiens. On comprend le souhait du roi de s'étendre jusqu'au pays fertile, cultivé, peuplé qu'était la Palestine, et cette fin justifiait tous les moyens. Il vit rapidement quelle était la meilleure façon d'atteindre son objectif : établir de bonnes relations avec les dirigeants sionistes. Après la Seconde Guerre mondiale, il conclut un accord de principe avec l'Agence juive pour partager avec elle la Palestine post-Mandat. Ces vagues idées de partage du pays allaient devenir la base de négociations sérieuses, qui commencèrent après le vote de la résolution 181. Puisqu'il y avait très peu de colonies juives dans la zone que le roi voulait annexer (l'actuelle Cisjordanie), la plupart des dirigeants de la communauté juive étaient « disposés » à lui céder cette partie de la Palestine, même si elle comprenait certains sites bibliques juifs comme la ville d'Hébron (Al-Khalil). Beaucoup regretteraient plus tard cette décision et soutiendraient l'offensive contre la

Cisjordanie pendant la guerre de juin 1967, mais à l'époque le donnant, donnant jordanien était vraiment très tentant : Abdallah promettait de ne pas se joindre à des opérations militaires arabes contre l'État juif. Les négociations ont connu des hauts et des bas tandis que le Mandat tirait à sa fin, mais l'accord a tenu, pas seulement parce qu'il y avait très peu de Juifs en Cisjordanie, mais aussi parce que les Jordaniens, avec l'aide d'un contingent irakien, ont réussi à repousser avec succès, tout au long de la seconde moitié de 1948, des efforts juifs répétés pour occuper certaines régions cisjordaniennes (l'un des rares chapitres victorieux de l'histoire militaire arabe de 1948)[101].

Voilà ce qui a décidé de l'espace géographique que le mouvement sioniste allait convoiter : la totalité de la Palestine, le territoire revendiqué dans le programme de Biltmore en 1942, moins cette région-là, si l'on admet – comme le font aujourd'hui la plupart des historiens – que les dirigeants sionistes tenaient sérieusement à leur collusion avec les Jordaniens. La direction juive prévoyait donc que son futur État s'étendrait sur plus de 80 % de la Palestine du Mandat : les 56 % promis aux Juifs par l'ONU, plus 24 % à prendre sur l'État arabe que les Nations unies avaient alloué aux Palestiniens. Les 20 % restants iraient aux Jordaniens[102].

Cet accord tacite avec la Jordanie a constitué à bien des égards le second pas ayant permis le déroulement sans entraves du nettoyage ethnique. L'essentiel, c'est qu'il neutralisait l'armée la plus forte du monde arabe : elle ne pourrait livrer bataille aux forces juives que sur une toute petite partie de la Palestine. Sans l'armée jordanienne – la Légion arabe –, le monde arabe n'avait aucun moyen sérieux de défendre les Palestiniens, ni de faire échec au projet sioniste de créer un État juif en Palestine aux dépens de la population indigène.

Se donner les moyens

Le troisième pas – le plus décisif peut-être – pour assurer le succès du nettoyage ethnique consistait à se doter des capacités militaires adéquates. Le Conseil consultatif voulait être absolument certain que la puissance militaire dont disposait la communauté juive serait suffisante pour appliquer avec succès les deux volets de son plan : conquérir l'essentiel de la Palestine et déplacer les Palestiniens qui y vivaient. En plus de la prise en

charge de l'État du Mandat après le départ des derniers soldats britanniques, elle devait être capable, simultanément, d'arrêter toute tentative d'invasion arabe de l'État juif en gestation et de mener à bien le nettoyage ethnique de toutes les régions qu'il allait recouvrir en Palestine. Il devenait donc vital d'avoir une armée de professionnels très compétents pour construire un État solidement juif dans l'ex-Palestine du Mandat.

Globalement, à la veille de la guerre de 1948, les effectifs des forces militaires juives étaient d'environ 50 000 soldats, dont 30 000 étaient des combattants et les autres des auxiliaires qui vivaient dans les diverses implantations. En mai 1948, ces troupes pouvaient compter sur l'assistance d'une petite aviation et d'une petite marine, et sur les unités de chars, véhicules blindés et artillerie lourde qui les accompagnaient. En face, il y avait des unités paramilitaires d'irréguliers palestiniens qui ne comptaient pas plus de 7 000 hommes : une force de combat sans structure ni hiérarchie, dont l'équipement était loin d'égaler celui de ses adversaires[103]. En février 1948, un millier de volontaires du monde arabe étaient venus les rejoindre, et leurs effectifs atteindraient 3 000 au cours des mois suivants[104].

Jusqu'en mai 1948, les deux camps étaient mal équipés. Mais, à cette date, l'armée israélienne fraîchement fondée reçut, avec l'aide du Parti communiste israélien, une grosse cargaison de matériel lourd en provenance de Tchécoslovaquie et d'Union soviétique[105], tandis que les armées régulières arabes apportaient un petit nombre d'armes lourdes dans leur camp. Quelques semaines après le début de la guerre, la mobilisation israélienne s'était révélée si efficace qu'à la fin de l'été l'armée comptait 80 000 soldats. La force régulière arabe n'a jamais dépassé le seuil des 50 000 hommes, et elle ne recevait plus d'armes de la Grande-Bretagne, son principal fournisseur[106].

Autrement dit, au cours des premières phases du nettoyage ethnique (jusqu'en mai 1948), quelques milliers d'irréguliers palestiniens et arabes faisaient face à des dizaines de milliers de soldats juifs bien entraînés. Dans les phases suivantes, les forces juives, presque deux fois plus nombreuses que toutes les armées arabes réunies, n'ont guère eu de mal à terminer le travail.

Sur les marges de la puissance militaire juive centrale opéraient deux groupes extrémistes : l'Irgoun (souvent appelée Etzel en hébreu) et le groupe Stern (Lehi). L'Irgoun était née de la scission de la Haganah en 1931, et, dans les années 1940, elle était dirigée par Menahem Begin. Elle avait suivi ses propres stratégies offensives tant envers la présence britannique qu'à l'égard de la population locale. Le groupe Stern était un rejeton de l'Irgoun, dont il s'était séparé en 1940. Les trois organisations, Haganah, Irgoun et groupe Stern, se sont unies en une seule armée pendant la Nakba (même si, nous le verrons, elles n'ont pas toujours agi à l'unisson ni de façon coordonnée).

Une importante composante de l'effort militaire sioniste a été l'entraînement des unités spéciales de commando du Palmah, fondé en 1941. À l'origine, celui-ci avait été créé pour aider l'armée britannique dans la guerre contre les nazis au cas où ces derniers avanceraient jusqu'en Palestine. Mais son ardeur et ses activités ont vite été réorientées contre les campagnes palestiniennes. À partir de 1944, le Palmah fut aussi la principale force pionnière engagée dans la construction de nouvelles implantations juives. Avant son démantèlement à l'automne 1948, ses membres ont été très actifs et ont mené certaines des principales opérations de nettoyage dans le nord et le centre du pays.

Dans le nettoyage ethnique qui a suivi, la Haganah, le Palmah et l'Irgoun étaient les forces qui procédaient réellement à l'occupation des villages. Peu après leur conquête, ceux-ci étaient transférés à une formation moins combattante, la Garde territoriale (Hish en hébreu). C'était le service logistique des forces juives, créé en 1939. Certaines des atrocités qui ont accompagné les opérations de nettoyage ont été commises par ces unités auxiliaires.

La Haganah avait aussi un service de renseignement, fondé en 1933, dont la principale fonction était d'écouter les autorités britanniques et d'intercepter les communications entre les institutions politiques arabes à l'intérieur et à l'extérieur du pays. C'est ce service, je l'ai dit, qui a supervisé la mise au point des dossiers de village ; il a aussi créé dans les zones rurales le réseau d'espions et de collaborateurs qui a aidé à identifier les milliers de Palestiniens que l'on a exécutés sur place ou incarcérés pour de longues périodes quand le nettoyage ethnique a commencé[107].

Ensemble, ces troupes constituaient une puissance militaire assez forte pour confirmer Ben Gourion dans ses certitudes : la communauté juive serait capable à la fois d'assumer l'héritage de l'État du Mandat et de conquérir l'essentiel du territoire palestinien, avec les biens fonciers et les avoirs qu'il contenait[108].

Aussitôt après l'adoption de la résolution 181 par l'ONU, les dirigeants arabes déclarèrent officiellement qu'ils allaient envoyer des troupes défendre la Palestine. Et pourtant, de la fin de novembre 1947 à mai 1948, pas une seule fois Ben Gourion ni le petit groupe des principales figures du sionisme qui l'entourait n'ont eu le sentiment que leur futur État courait le moindre danger, ou que les opérations militaires allaient être d'une ampleur telle qu'elles risquaient d'entraver la bonne marche de l'expulsion des Palestiniens. En public, les dirigeants de la communauté juive développaient des scénarios apocalyptiques et prévenaient leurs auditoires de l'imminence d'un « second Holocauste ». En privé, ils ne parlaient jamais ce langage. Ils se rendaient parfaitement compte que la rhétorique guerrière des Arabes n'était soutenue par aucun préparatif sérieux. Ils savaient très bien, nous l'avons vu, que les armées arabes étaient mal équipées, qu'elles manquaient d'expérience du combat – et d'ailleurs d'entraînement –, et qu'elles n'avaient donc qu'une faible capacité de faire la guerre. Les dirigeants sionistes étaient sûrs de pouvoir l'emporter militairement et de mettre à exécution la plupart de leurs ambitieux projets. Et ils avaient raison.

Moshe Sharett, ministre des Affaires étrangères « désigné » de l'État juif, se trouvait hors du pays pendant les mois qui ont précédé la proclamation de l'État. De temps à autre, il recevait des lettres de Ben Gourion, qui lui donnait des instructions sur la meilleure façon d'obtenir le soutien du monde et celui des Juifs à un futur État en danger d'anéantissement, tout en le tenant informé des véritables réalités sur le terrain. Quand, le 18 février 1948, Sharett écrivit à Ben Gourion : « Nous aurons seulement assez de soldats pour nous défendre, pas pour conquérir le pays », Ben Gourion lui répondit :

> Si nous recevons à temps les armes que nous avons déjà achetées, et peut-être même une partie de celles que nous ont promises les Nations unies, nous pourrons non seulement [nous] défendre mais aussi infliger des coups mortels aux Syriens dans leur propre pays – et conquérir l'ensemble de la Palestine. Je n'ai aucun doute là-dessus. Nous pouvons affronter toutes les forces arabes. Ce

> n’est pas une croyance mystique mais un calcul froid et rationnel fondé sur l’examen des réalités concrètes[109].

Cette lettre était tout à fait cohérente avec d’autres échanges épistolaires entre les deux hommes depuis que Sharett avait été envoyé à l’étranger. À commencer par un courrier de décembre 1947, dans lequel Ben Gourion cherchait à convaincre son correspondant politique de la supériorité militaire des Juifs en Palestine : « Nous pouvons affamer les Arabes d’Haïfa et de Jaffa [si nous le souhaitons][110]. » Cette confiance dans la capacité de la Haganah à conquérir toute la Palestine et même davantage serait maintenue tout au long des combats, à la seule réserve des promesses faites aux Jordaniens.

Il y eut bien sûr des moments de crise, je le montrerai, dans l’application de ces politiques. Ils se sont produits quand il s’est révélé impossible de défendre toutes les implantations juives isolées et d’assurer le libre accès des quartiers juifs de Jérusalem au ravitaillement. Mais, la plupart du temps, les troupes dont disposaient les dirigeants sionistes ont été suffisantes pour leur permettre de se préparer à la fois à un possible affrontement avec le monde arabe et au nettoyage de la population locale. De plus, l’intervention arabe ne s’est concrétisée que le 15 mai 1948, cinq mois et demi après l’adoption de la résolution de partition de l’ONU. Pendant cette longue période, la plupart des Palestiniens – hormis quelques enclaves où des groupes paramilitaires tentaient d’organiser une certaine résistance – sont restés sans défense face aux opérations juives déjà en cours.

Quand il s’agit de reconstruire la phase d’un processus historique où une idéologie immatérielle devient réalité tangible, nous, historiens, pouvons choisir entre deux options. Dans le cas de la Palestine en 1948, la première consisterait à attirer l’attention du lecteur sur la cohérence des dirigeants sionistes – de Herzl à Ben Gourion – dans leur désir de vider le futur État juif du plus grand nombre possible de Palestiniens, puis à faire le lien avec les expulsions réelles perpétrées en 1948. L’une des recherches les plus représentatives de cette approche est celle de l’historien Nur Masalha, qui a méticuleusement cartographié la généalogie des rêves et des plans d’expulsion des « pères fondateurs » du sionisme[111]. Il montre que le désir de désarabiser la Palestine a été un pilier crucial de la pensée sioniste dès

l’entrée du mouvement sur la scène politique avec Theodor Herzl. Comme nous l’avons vu, les idées de Ben Gourion sur la question étaient tout à fait explicites en 1937. Son biographe Michel Bar-Zohar le souligne : « Dans les débats internes, dans les instructions à son peuple, le “Vieux” prenait clairement position : mieux valait que le moins d’Arabes possible restent sur le territoire de l’État[112]. » La seconde option serait de se concentrer sur l’élaboration d’une politique par petites touches successives, et de montrer comment, réunion après réunion, des décisions sur la stratégie et les méthodes se sont graduellement coagulées en un plan de nettoyage ethnique exhaustif et systématique. J’utiliserai les deux possibilités.

La question de ce qu’il fallait faire de la population palestinienne dans le futur État juif fit l’objet de débats intenses au cours des mois qui précédèrent la fin du Mandat, et une notion nouvelle apparut dans les cercles du pouvoir sioniste : la « balance ». Ce terme désigne la « balance démographique » entre Arabes et Juifs en Palestine : quand elle évolue en défaveur de la majorité ou de l’exclusivité juives dans le pays, la situation est présentée comme désastreuse. Et la balance démographique, tant sur le territoire offert aux Juifs par l’ONU que dans les frontières définies par la direction sioniste elle-même, était, aux yeux de celle-ci, exactement de cette nature : catastrophique.

Les dirigeants sionistes élaborèrent deux types de réaction face à cette triste situation : l’une à l’intention du public, l’autre pour le petit cercle d’intimes que Ben Gourion avait réuni autour de lui. La position publique, que ses amis et lui-même commencèrent à défendre ouvertement dans des forums comme l’Assemblée du peuple locale (le « Parlement » juif en Palestine), disait qu’il fallait absolument encourager une immigration juive massive dans le pays. En comité restreint, les dirigeants reconnaissaient qu’accroître le nombre d’immigrants ne suffirait jamais à contrebalancer la majorité palestinienne : l’immigration devait être associée à d’autres moyens. Des moyens que Ben Gourion avait évoqués dès 1937 en discutant avec des amis de l’absence d’une majorité juive solide dans un futur État. Il leur avait expliqué que cette « réalité » – la majorité palestinienne dans le pays – obligerait les colons juifs à user de la force pour concrétiser le « rêve » : une Palestine purement juive[113]. Dix ans plus tard, le 3 décembre 1947, dans un discours prononcé devant des dirigeants de son parti, le Mapai (Parti des ouvriers d’Eretz Israël), il fit une allusion plus explicite à

la façon de faire face aux réalités inacceptables comme celle que dessinait la résolution de partition de l'ONU :

> Il y a 40 % de non-Juifs dans les territoires alloués à l'État juif. Cette composition n'est pas une base solide pour un État juif. Et nous devons regarder en face cette nouvelle réalité dans toute sa gravité et sa spécificité. Cette balance démographique remet en cause notre aptitude à maintenir la souveraineté juive [...]. Seul un État ayant au moins 80 % de Juifs est un État viable et stable[114].

Le 2 novembre, près d'un mois avant l'adoption de la résolution de l'Assemblée générale de l'ONU, et dans un cadre différent – l'Exécutif de l'Agence juive –, Ben Gourion déclara pour la première fois, dans les termes les plus clairs qui soient, que le nettoyage ethnique constituait le moyen alternatif, ou complémentaire, pour garantir que le nouvel État serait exclusivement juif. Les Palestiniens à l'intérieur de l'État juif, dit-il à son auditoire, peuvent devenir une cinquième colonne, et, si cela se produit, « on peut soit les arrêter en masse, soit les expulser ; mieux vaut les expulser[115] ».

Mais comment atteindre cet objectif stratégique ? Simha Flapan affirme que la majorité des dirigeants sionistes, à cette date, ne seraient pas allés jusqu'à une expulsion massive. Autrement dit, si les Palestiniens n'avaient pas attaqué des cibles juives après le vote de la résolution de partition et si l'élite palestinienne n'avait pas quitté les villes, il eût été difficile pour le mouvement sioniste de concrétiser sa vision d'une Palestine ethniquement nettoyée[116]. Mais Flapan admet aussi que le plan Daleth était un plan global de nettoyage ethnique de la Palestine. Contrairement à ce qu'affirme Benny Morris dans la première édition de son livre sur la création du problème des réfugiés, mais tout à fait en harmonie avec l'inflexion qu'il donne à son analyse dans la seconde édition, la marche à suivre explicite du nettoyage ethnique de la Palestine, le plan Daleth, n'a pas été créée dans le vide[117]. Elle a émergé en tant que mécanisme ultime en réaction à l'évolution progressive des événements sur le terrain : une politique plus ou moins pragmatique s'est cristallisée avec le temps. Mais cette réaction a toujours été inexorablement ancrée dans l'idéologie sioniste et son objectif, l'État purement juif. Le but était donc clair dès le départ – la désarabisation de la Palestine –, mais les moyens de le concrétiser le plus efficacement ont évolué, parallèlement aux progrès réels de l'occupation militaire des territoires palestiniens qui devaient devenir le nouvel État juif d'Israël.

Une fois le territoire défini et la suprématie militaire assurée, les dirigeants sionistes devaient passer à une quatrième étape pour mener à bien la spoliation de la Palestine : la mise en place des moyens concrets permettant de déplacer une population aussi nombreuse. Sur le territoire de leur futur grand État Juif vivaient alors, au début de décembre 1947, un million de Palestiniens, sur une population globale palestinienne de 1 300 000 personnes, alors que la communauté juive était une minorité de 600 000 personnes.

Choisir le mode d'action : une inquiétante normalité (décembre 1947)

Le Haut Comité arabe décréta une grève de trois jours et organisa une manifestation de protestation contre la décision de l'ONU de voter la résolution de partition. Il n'y avait là rien de nouveau. C'était la réaction habituelle des Palestiniens aux politiques qu'ils jugeaient nuisibles et dangereuses : une réaction courte et inefficace. Certaines manifestations dérapèrent et débordèrent dans les quartiers commerçants juifs, comme à Jérusalem, où les participants attaquèrent des magasins juifs et un marché. Mais d'autres incidents étaient sans rapport avec la décision de l'ONU, à en croire le service de renseignement sioniste. Il y eut par exemple une embuscade contre un autobus juif que la quasi-totalité des livres d'histoire israéliens présentent comme le coup d'envoi de la guerre de 1948. Organisée par la bande d'Abou Kichk, cette action relevait de l'esprit de clan et de la criminalité bien plus que du nationalisme[118]. Quoi qu'il en soit, au bout de trois jours, les correspondants de presse étrangers qui suivaient les manifestations et les grèves constatèrent chez les Palestiniens ordinaires une réticence croissante à prolonger le mouvement et un désir évident de retour à la normale. Après tout, pour la plupart des Palestiniens, la résolution 181 constituait dans leur histoire un chapitre désespérant mais pas nouveau. Au fil des siècles, le pays était passé de main en main, et il avait tantôt appartenu à des envahisseurs européens ou asiatiques, tantôt fait partie d'empires musulmans. Mais la vie de ses habitants restait à peu près la même : ils s'échinaient à travailler la terre ou géraient leur commerce dans toutes les situations, et ils se résignaient vite à la nouvelle, jusqu'au jour où elle changeait encore. Villageois et citadins attendaient donc patiemment de voir à quoi cela ressemblerait, de faire partie d'un État juif ou de tout autre nouveau régime qui allait remplacer le Mandat britannique.

La plupart n’avaient aucune idée du sort qu’on leur réservait, ils ne se doutaient nullement que ce qui allait se passer constituerait un chapitre sans précédent dans l’histoire de la Palestine : non pas une simple transition d’un gouvernant à un autre, mais la dépossession réelle des habitants du pays.

Les Palestiniens regardaient maintenant vers Le Caire, siège de la Ligue arabe et lieu de résidence temporaire de leur dirigeant al-Hadj Amin al-Husseini, en exil depuis son expulsion par les Britanniques en 1937. Dans les premiers jours suivant le vote de la résolution, un désarroi total régna parmi les dirigeants arabes, mais, peu à peu, au cours du mois de décembre 1947, une politique commença à se dessiner. Ces dirigeants, en particulier ceux des pays limitrophes de la Palestine, préféraient ne pas prendre de décisions individuelles ou radicales sur le sujet. Ils savaient parfaitement que, dans leur pays, l’opinion publique souhaitait des mesures d’urgence contre la décision de l’ONU. Par conséquent, le conseil de la Ligue arabe, qui réunissait les ministres des Affaires étrangères des États arabes, recommanda d’envoyer des armes aux Palestiniens et de créer une force de volontaires panarabe, qu’on appellerait l’Armée de libération arabe (Jaish al-Inqath, littéralement « Armée de sauvetage », du verbe *anqatha*, « sauver d’un danger imminent »). La Ligue nomma à sa tête un général syrien. Le même mois, de petits groupes de combattants de cette armée commencèrent à s’infiltrer en Palestine, offrant ainsi au Conseil consultatif un prétexte bienvenu pour discuter de l’escalade des opérations de la Haganah déjà en cours.

La structure des événements était fixée, et, de ce point de vue, le mois de décembre 1947 constitue peut-être le chapitre le plus curieux de l’histoire du nettoyage ethnique de la Palestine. La réaction modérée des capitales arabes voisines a été accueillie avec satisfaction par les membres du Conseil consultatif de Ben Gourion – mais la réaction indifférente, presque léthargique, des Palestiniens les a *inquiétés*. Dans les trois premiers jours qui ont suivi l’adoption de la résolution de partition, un groupe restreint à l’intérieur du Conseil s’est réuni quotidiennement[119], après quoi les esprits se sont un peu détendus et on en est revenu aux réunions hebdomadaires du Haut Commandement le mercredi après-midi, avec une séance supplémentaire en petit comité le lendemain (généralement chez Ben Gourion). Les premières réunions de décembre ont été consacrées à

l’évaluation de l’état d’esprit et des intentions des Palestiniens. Les « experts » ont fait savoir que, en dépit des premières infiltrations de volontaires dans les villes et villages palestiniens, leurs habitants eux-mêmes semblaient désireux de continuer à vivre normalement[120]. Ce désir de normalité est resté caractéristique des Palestiniens en Palestine au cours des années suivantes, même lors des pires crises et au nadir de leur lutte ; et la vie normale, c’est ce qu’on leur a constamment refusé depuis 1948.

Mais le rapide retour à la normale et le souhait des Palestiniens de ne pas se laisser entraîner dans une guerre civile posaient problème à des dirigeants sionistes décidés à réduire considérablement, voire à zéro, le nombre d’Arabes au sein de leur futur État juif. Ils avaient besoin d’un prétexte, et il serait évidemment plus difficile d’en créer un si la réaction des Palestiniens restait aussi modérée. « Heureusement » pour eux, l’armée de volontaires arabes a intensifié un temps ses actes d’hostilité contre les convois et les implantations juifs, rendant ainsi plus facile au Conseil consultatif de présenter la politique d’occupation et d’expulsion comme une forme justifiée de « représailles », en hébreu *tagmoul*. Mais, dès ce mois de décembre 1947, le Conseil avait commencé à utiliser le mot *yotzma* (initiative) pour désigner la stratégie qu’il entendait suivre à l’égard des Palestiniens présents sur le territoire de l’État juif souhaité. « Initiative » signifiait action contre la population palestinienne sans attendre que survienne un prétexte pour le *tagmoul*. De plus en plus, les prétextes à représailles allaient ostensiblement manquer.

Palti Sela était membre des unités du renseignement qui allaient jouer un rôle crucial dans la mise en œuvre des opérations de nettoyage ethnique. Une de leurs missions consistait à faire un rapport quotidien sur l’humeur de la population rurale de Palestine et les grandes tendances qui s’y dessinaient. En poste dans les vallées du nord-est du pays, Sela fut stupéfié par la différence manifeste entre les réactions des deux communautés à la nouvelle réalité politique qui s’instaurait. Les agriculteurs juifs des kibboutzim et des implantations collectives ou privées avaient transformé leurs résidences en fortins – renforçant les murs de défense, réparant les clôtures, posant des mines, etc. –, prêts à se défendre et à attaquer ; chacun d’eux avait reçu un fusil et avait été incorporé dans la force militaire juive. Les villages palestiniens, à la vive surprise de Sela, « continuaient à vivre comme d’habitude ». De fait, dans les trois villages où il s’était rendu –

Indur, Dabburiya et Aïn Mahel –, les gens l'avaient reçu comme ils l'avaient toujours fait : en client potentiel venu marchander, commercer, échanger des plaisanteries ou des nouvelles. Ces villages étaient proches de l'hôpital britannique d'Afoula, où étaient cantonnées des unités de la Légion arabe dans le cadre de la force de police britannique en Palestine. Les soldats jordaniens aussi semblaient considérer la situation comme normale et ne se livraient pas à des préparatifs spéciaux. Ce fut la situation tout au long du mois de décembre 1947 que Sela résume en ces termes dans son rapport mensuel : la normalité est la règle et l'agitation l'exception[121]. S'il fallait expulser ces gens, on ne pourrait pas le faire en « représailles » à une quelconque agression de leur part.

---

*1 C'est-à-dire un mandat, mais *trusteeship* relève de la nouvelle terminologie de l'ONU et renvoie aux dispositions de la Charte des Nations unies, tandis que *mandate* est un terme de l'ancienne Société des Nations. Les deux mots sont traduits en français par « mandat ».

*2 C'est en 1946 que la Transjordanie devient indépendante et prend le nom de Royaume hachémite de Jordanie.

Changement d’état d’esprit au Conseil consultatif : des représailles à l’intimidation

Au dernier étage de la Maison rouge, le mercredi 10 décembre 1947 dans l’après-midi, un Conseil consultatif déçu s’est réuni pour évaluer la situation. Deux orateurs ont dirigé les débats, Ezra Danin et Yehoshua Palmon[122].

Ezra Danin, nous l’avons dit, était un planteur d’agrumes qui avait été recruté dans le service de renseignement en raison de sa connaissance de l’arabe (il était né en Syrie). Il avait dans les quarante-cinq ans quand il était entré à la Haganah, en 1940. En 1947, il était devenu le chef de sa « section arabe », chargée de superviser le travail des Juifs arabes ou des collaborateurs arabes indigènes qui espionnaient pour le Haut Commandement dans la communauté palestinienne et les pays arabes voisins. En mai 1948, Danin a reçu une nouvelle mission : superviser les activités des forces juives après occupation, une fois l’opération de nettoyage ethnique sérieusement engagée. Ses subordonnés étaient responsables des procédures suivies dès qu’un village ou un quartier palestinien avait été occupé. Ce qui veut dire qu’avec l’aide des informateurs ils repéraient et identifiaient des hommes soupçonnés d’avoir agressé des Juifs dans le passé ou d’appartenir au mouvement national palestinien – à moins qu’ils n’aient été, tout simplement, détestés par les informateurs locaux, qui exploitaient la situation pour régler de vieux comptes. Les hommes ainsi distingués étaient en général exécutés sur place. Assez souvent, Danin venait en personne inspecter ces opérations. Son unité avait aussi pour mission, aussitôt après l’occupation d’une ville ou d’un village, de séparer tous les hommes d’« âge militaire », c’est-à-dire de dix à cinquante ans, du reste de la population : ils étaient alors « seulement » expulsés, ou emprisonnés pour de longues périodes dans des camps de prisonniers de guerre[123].

Yehoshua (« Josh ») Palmon était à bien des égards le second de Danin, et lui aussi a pris un vif intérêt personnel à la mise en œuvre de la politique de sélection, d’interrogatoire et parfois d’exécution. Plus jeune que Danin et né en Palestine, Palmon avait déjà derrière lui une carrière militaire impressionnante. Recruté dans une unité de commando britannique, il avait

participé en 1941 à l'occupation de la Syrie et du Liban, qui avait mis fin à la domination de la France de Vichy sur ces deux pays. Les officiers que commandaient Danin et Palmon étaient connus et redoutés de nombreux Palestiniens, qui avaient vite appris à les repérer malgré leurs efforts pour passer inaperçus en revêtant un terne uniforme kaki. Ils ont agi en coulisse dans des centaines de villages : l'histoire orale de la Nakba regorge de références à ces hommes et aux atrocités qu'ils ont commises[124].

Mais, le 10 décembre 1947, Danin et Palmon étaient encore dissimulés, inconnus du public. Ils ouvrirent la réunion en signalant que les membres de l'élite urbaine palestinienne quittaient leurs maisons pour gagner leurs résidences d'hiver en Syrie, au Liban et en Égypte. C'était une réaction typique des citadins en période de tension – aller se mettre en sécurité jusqu'au retour au calme. Les historiens israéliens, dont des révisionnistes[*1] comme Benny Morris, n'en ont pas moins interprété ces traditionnelles sorties temporaires du territoire comme une « fuite volontaire », pour signifier qu'Israël n'en était pas responsable. Mais ces citadins sont partis dans la ferme intention de revenir plus tard, et les Israéliens les en ont empêchés : l'interdiction faite à des gens de regagner leur domicile après un bref séjour à l'étranger est une expulsion, au même titre que toutes les autres mesures prises contre les habitants du pays dans le but de le dépeupler.

C'était le seul cas détectable de départ de Palestiniens vers des territoires extérieurs aux frontières de l'État juif dessiné par l'ONU, précisa Danin, excepté le déplacement de plusieurs tribus bédouines qui, craignant des attaques juives, s'étaient relocalisées plus près de villages arabes. Réalité qui semblait le décevoir puisque, presque du même souffle, il préconisa une politique beaucoup plus agressive – malgré l'absence d'initiatives ou de tendances offensives du côté palestinien – et expliqua au Conseil consultatif les avantages qu'elle présenterait : ses informateurs lui avaient dit que des actions violentes contre les Palestiniens allaient les terroriser, « ce qui rendra[it] l'aide du monde arabe inutile ». Il sous-entendait ainsi que les forces juives pourraient faire d'eux ce qu'elles voudraient.

« Que voulez-vous dire par “actions violentes” ? demanda Ben Gourion.

– Détruire leurs véhicules (autobus, camions de transport des produits agricoles et automobiles), [...] couler leurs bateaux de pêche à Jaffa, fermer

leurs magasins et empêcher l’arrivée des matières premières dans leurs usines.

– Comment réagiront-ils ?

– La première réaction sera peut-être l’émeute, mais ils finiront par comprendre le message. »

L’objectif principal était donc de mettre la population à la merci des sionistes pour pouvoir sceller son destin. Ben Gourion semble avoir aimé l’idée, et il écrivit à Sharett trois jours plus tard pour lui en expliquer la logique : la communauté palestinienne dans la zone juive serait « à notre merci », et on pourrait lui faire n’importe quoi, y compris « l’affamer à mort »[125].

Un autre Juif syrien, Éliahou Sasson, tenta, dans une certaine mesure, de se faire l’avocat du diable au Conseil consultatif ; il semblait sceptique face à la nouvelle ligne agressive qu’esquissaient Danin et Palmon. Il avait émigré en Palestine en 1927, et il était peut-être le membre du Conseil le plus difficile à cerner, ainsi que le plus ambivalent. En 1919, avant de devenir sioniste, il avait fait partie du mouvement nationaliste arabe en Syrie. Dans les années 1940, il avait surtout été l’instigateur d’une politique du « diviser pour régner » à l’intérieur de la communauté palestinienne, et aussi entre les pays arabes voisins. Il avait joué un rôle important, par exemple, pour raffermir l’alliance avec le roi hachémite de Jordanie sur l’avenir de la Palestine. Mais ses efforts pour dresser des factions palestiniennes les unes contre les autres devenaient obsolètes, puisque la direction sioniste s’orientait vers un nettoyage ethnique exhaustif du pays entier. Cela dit, sa logique du « diviser pour régner » a eu un impact sur la politique israélienne des années suivantes. On l’a vue à l’œuvre, par exemple, dans une initiative d’Ariel Sharon en 1981 : alors ministre de la Défense, il a essayé, sur les conseils du professeur arabisant Menahem Milson, de miner le mouvement de résistance palestinien en montant des « ligues de village » dans le cadre d’un rassemblement pro-israélien en Cisjordanie occupée. Ce fut une entreprise à court terme et sans lendemain. Une autre, plus réussie, fut l’intégration, dès 1948, de la minorité druze dans l’armée israélienne, au sein d’unités qui deviendraient plus tard l’outil principal d’oppression des Palestiniens dans les Territoires occupés.

La réunion du 10 décembre serait la dernière où Sasson tenterait de persuader les autres membres du Conseil que, malgré la nécessité d'un « plan exhaustif », comme il disait – c'est-à-dire le déracinement de la population locale –, il était prudent de ne pas encore considérer toute la population arabe comme un ennemi et de continuer à recourir au « diviser pour régner ». Il était très fier d'avoir contribué, dans les années 1930, à armer les « bandes de la paix », des groupes palestiniens composés de rivaux d'al-Hadj Amin al-Husseini. Ces unités s'étaient battues contre les formations du mouvement national palestinien pendant la révolte arabe. Sasson voulait maintenant user des mêmes tactiques de division en s'appuyant sur certaines tribus bédouines loyales.

---

*1 « Révisionniste » est le terme consacré pour désigner les historiens qui proposent de réviser une analyse historique majoritairement admise. Benny Morris fut ainsi qualifié parce qu'il remettait en cause l'analyse admise en Israël sur les événements de 1948.

Décembre 1947 : premières actions

Non seulement, en ce 10 décembre 1947, le Conseil consultatif rejeta l'idée d'intégrer plus d'« Arabes » disposés à coopérer, mais il alla jusqu'à suggérer d'abandonner totalement la logique des « représailles » adoptée autrefois sur le conseil d'Orde Wingate. La plupart des participants se prononcèrent pour l'« engagement » dans une campagne systématique d'intimidation. Ben Gourion approuva, et la nouvelle politique fut mise en œuvre dès le lendemain de la réunion.

Le premier pas fut une campagne de menaces bien orchestrée. Des unités spéciales de la Haganah entraient dans les villages afin de chercher les « infiltrateurs » (lire : les « volontaires arabes ») et distribuaient des tracts pour mettre en garde la population locale contre la coopération avec l'Armée de libération arabe. Toute résistance à ce type d'incursion se terminait en général très mal : les soldats tiraient au hasard et tuaient plusieurs villageois. La Haganah appelait cela des opérations de « reconnaissance violente » (*hasiyour ha-alim*). Elles faisaient aussi partie de l'héritage d'Orde Wingate : c'était lui qui avait appris à la Haganah à se servir de cette méthode terroriste contre les villageois palestiniens dans les années 1930. Dans son essence, l'idée était d'entrer dans un village sans défense vers minuit, d'y rester quelques heures, de tirer sur quiconque osait sortir de chez lui, homme ou femme, puis de s'en aller. Même du temps de Wingate, ce type d'opération relevait déjà davantage de la démonstration de force que de l'action punitive ou de l'attaque de représailles.

En décembre 1947, deux de ces villages sans défense furent choisis pour ressusciter la tactique de Wingate : Deir Ayoub et Beit Affa. Aujourd'hui, quand on circule en voiture à une quinzaine de kilomètres au sud-est de la ville de Ramla, notamment par un de ces jours d'hiver où les buissons d'ajoncs jaunes, épineux, typiques des plaines centrales de Palestine, deviennent verts, on tombe sur un panorama assez curieux : de longues lignes de gravats et de pierres, en plein champ, entourent un assez grand carré imaginaire. C'étaient les clôtures de pierre de Deir Ayoub. En 1947, ces gravats formaient un muret, érigé pour des raisons esthétiques plus que pour la protection du village, où vivaient environ 500 personnes. Ce village portait le nom d'Ayoub – Job en arabe – et il était essentiellement peuplé de

musulmans, qui habitaient des maisons de pierre et de terre crue, typiques de la région. Juste avant l'attaque, on avait fêté l'ouverture d'une nouvelle école qui pouvait déjà se targuer de compter cinquante et un élèves inscrits. Elle avait été financée grâce aux sommes réunies par les villageois eux-mêmes et sur lesquelles ils pouvaient aussi payer le salaire de l'enseignant. Mais leur joie s'évanouit brutalement quand, à vingt-deux heures, une compagnie de vingt soldats juifs entra dans le village – qui, comme tant d'autres en décembre, n'avait aucun système de défense – et se mit à tirer au hasard sur plusieurs maisons. Le village subit par la suite trois autres attaques, avant d'être évacué de force en avril 1948 et complètement détruit. Toujours en décembre 1947, les forces juives attaquèrent de la même façon Beit Affa, dans la bande de Gaza, mais ses habitants réussirent à repousser les assaillants[126].

Il y eut aussi des distributions de tracts menaçants dans les villages syriens et libanais aux frontières de la Palestine. Ils mettaient en garde la population :

> Si la guerre est portée dans votre région, cela provoquera une expulsion massive des villageois, avec femmes et enfants. À ceux qui ne souhaitent pas subir ce sort, je dis : dans cette guerre, on va tuer sans merci, sans pitié. Si vous ne participez pas à la guerre, vous n'aurez pas à quitter vos maisons et vos villages[127].

Plusieurs expéditions de destruction suivirent, dans des zones limitées, réparties dans toute la Palestine rurale et urbaine. Les actions dans les campagnes furent d'abord hésitantes. Trois villages de haute Galilée orientale furent choisis : Khisas, Na'ima et Jahula, mais l'opération fut annulée, peut-être parce que le Haut Commandement la jugeait trop ambitieuse. Néanmoins, l'annulation fut en partie ignorée par le commandant du Palmah dans le Nord, Yigal Allon. Il voulait faire l'expérience d'un assaut sur au moins un village, et il décida d'attaquer Khisas.

Khisas était un petit village où quelques centaines de musulmans et une centaine de chrétiens vivaient paisiblement ensemble, dans une situation topographique exceptionnelle au nord de la plaine de Hula, sur une terrasse naturelle d'une centaine de mètres de large. Cette terrasse avait été formée il y a plusieurs milliers d'années par la contraction graduelle du lac Hula. Les voyageurs étrangers remarquaient souvent ce village pour la beauté

naturelle de son site, sur les rives du lac, et sa proximité avec le fleuve Hasbani[128]. Les troupes juives l'attaquèrent le 18 décembre 1947 et firent sauter au hasard des maisons en pleine nuit, alors que leurs occupants dormaient encore. Quinze villageois, dont cinq enfants, furent tués dans cette action. L'incident choqua le correspondant du *New York Times*, qui suivait de près le déroulement des événements. Il alla demander des explications à la Haganah. Elle commença par nier l'opération, mais le journaliste d'investigation n'abandonna pas, et elle finit par la reconnaître. Ben Gourion publia alors de spectaculaires excuses publiques, en soulignant que cette action n'avait pas été autorisée ; quelques mois plus tard, en avril, il l'inclurait dans une liste d'opérations réussies[129].

Quand le Conseil consultatif se réunit à nouveau, le mercredi 17 décembre, ce fut avec la participation de Yohanan Ratner et de Fritz Eisenshtater (Eshet), deux officiers auxquels Ben Gourion avait donné pour mission de formuler une « stratégie nationale » avant de créer le Conseil. Il fut longuement question des conséquences de l'opération réussie de Khisas : certains membres préconisèrent davantage d'opérations de « représailles », avec destruction du village, expulsion des habitants et installation de colons juifs à leur place. Le lendemain, dans le cadre plus large de l'instance officielle de la communauté juive responsable des affaires de défense, le « Comité de défense », Ben Gourion résuma la réunion précédente. L'opération semble avoir enthousiasmé tout le monde, y compris le représentant du mouvement des Juifs ultra-orthodoxes, Agoudat Israël, qui déclara : « On nous a dit que l'armée avait la capacité de détruire tout un village et d'en expulser tous les habitants. Eh bien, faisons-le ! » Le Comité approuva la nomination d'officiers de renseignement pour chaque opération de ce type. Ils allaient jouer un rôle crucial dans la réalisation des phases suivantes du nettoyage ethnique[130].

La nouvelle politique visait aussi les espaces urbains de Palestine, et Haïfa fut choisie comme première cible. Point intéressant : les historiens israéliens du courant dominant et l'historien révisionniste Benny Morris citent expressément cette ville comme exemple d'une authentique bonne volonté sioniste à l'égard de la population locale. La réalité était bien différente à la fin de 1947. Dès le matin qui suivit l'adoption par l'Assemblée générale de l'ONU de la résolution de partition, les 75 000 Palestiniens de la ville furent soumis à une campagne de terreur

déclenchée conjointement par l’Irgoun et la Haganah. Comme ils n’étaient arrivés que dans les dernières décennies, les colons juifs avaient construit leurs maisons plus haut sur la pente de la montagne. Ils vivaient donc topographiquement au-dessus des quartiers arabes et pouvaient facilement les pilonner, tirer sur eux. Ils se mirent à le faire souvent à partir du début de décembre. Ils utilisaient aussi d’autres méthodes : leurs soldats faisaient dévaler des barils bourrés d’explosifs et d’énormes boules d’acier dans les quartiers résidentiels arabes, ils versaient dans les rues un mélange d’huile et de fioul, puis mettaient le feu. Quand les habitants palestiniens, pris de panique, sortaient précipitamment de leurs maisons pour tenter d’éteindre ces rivières de flammes, ils étaient fauchés à la mitrailleuse. Dans les quartiers où les deux communautés entretenaient encore des relations, la Haganah avait amené à réparer dans des garages palestiniens des voitures chargées d’explosifs et de détonateurs : elle avait ainsi semé la mort et le chaos. Une unité spéciale de la Haganah, Hashahar (« Aube »), était derrière ce type d’attaques. Elle était composée de *mistarvim* – mot hébreu qui signifie littéralement « devenus arabes » : c’étaient des Juifs qui se déguisaient en Palestiniens. Le cerveau de ces opérations était un personnage nommé Dani Agmon, qui dirigeait les unités « Aube ». Sur son site Internet, l’historien officiel du Palmah dit les choses ainsi : « Les Palestiniens [d’Haïfa] vécurent à partir de décembre en état de siège et d’intimidation[131]. » Mais le pire était à venir.

Cette première éruption de violence marqua la triste fin d’une assez longue histoire de coopération et de solidarité ouvrières dans la ville mixte d’Haïfa. La conscience de classe avait été contrariée dans les années 1920 et 1930 par les chefs nationalistes des deux bords, en particulier par le mouvement syndical juif, mais elle avait continué à inspirer des actions ouvrières communes contre les employeurs de toute origine, ainsi que des initiatives d’entraide en temps de récession et de misère.

Les attentats juifs dans la ville exacerbèrent les tensions dans l’un des principaux lieux où Juifs et Arabes travaillaient côte à côte : la raffinerie de l’Iraq Petroleum Company en baie d’Haïfa. L’événement déclencheur est connu : un groupe de l’Irgoun jeta une bombe sur des Palestiniens massés devant l’usine en attendant de pouvoir y entrer. L’Irgoun affirma qu’il s’agissait de représailles à une agression antérieure d’ouvriers juifs par des ouvriers arabes, phénomène nouveau sur ce site industriel où Juifs et

Arabes avaient coutume d'unir leurs forces pour tenter d'obtenir de leurs employeurs britanniques une amélioration de leurs conditions de travail. Mais la résolution de partition de l'ONU avait sérieusement entamé cette solidarité de classe, et les relations étaient très tendues. Jeter des bombes sur des foules arabes était une spécialité de l'Irgoun, qui l'avait déjà fait avant 1947. Toutefois, en ce qui concerne l'attentat contre la raffinerie, l'action avait été menée en coordination avec les forces de la Haganah dans le cadre du nouveau plan visant à terroriser les Palestiniens pour les amener à quitter Haïfa. Quelques heures plus tard, les ouvriers palestiniens réagirent par l'émeute, tuant de nombreux ouvriers juifs – trente-neuf – dans l'une des contre-attaques palestiniennes les plus meurtrières, mais qui fut aussi la dernière, parce que l'enchaînement habituel des représailles et contre-représailles s'est arrêté là.

La phase suivante a ouvert un nouveau chapitre dans l'histoire de la Palestine. Très désireux de tester, entre autres, le degré de vigilance britannique face à ses actes, le Haut Commandement de la Haganah, dans le cadre du Conseil consultatif, décida de mettre à sac tout un village en massacrant un grand nombre de ses habitants. Les autorités britanniques, à cette date, restaient responsables du maintien de l'ordre public, et elles étaient très présentes en Palestine. Le Haut Commandement choisit le village de Balad al-Cheikh, où reposait le cheikh Ezzedine al-Kassem, l'un des plus vénérés et charismatiques des dirigeants palestiniens des années 1930, tué par les Britanniques en 1935. De ce village, situé à une dizaine de kilomètres à l'est d'Haïfa, sa tombe est l'un des rares vestiges qui subsistent encore aujourd'hui[132].

Un commandant local, Haïm Avinoam, reçut l'ordre d'« encercler le village, tuer le plus d'hommes possible, saccager les biens, mais s'abstenir de s'en prendre aux femmes et aux enfants[133] ». L'attaque eut lieu le 31 décembre et dura trois heures. Elle fit plus de soixante morts palestiniens, pas tous des hommes. Notons toutefois que la distinction entre hommes et femmes était encore faite : lors de sa réunion suivante, le Conseil consultatif décida, pour les opérations futures, que cela compliquait les choses sans nécessité. Au moment même de l'attaque contre Balad al-Cheikh, les unités de la Haganah à Haïfa firent un autre test par le biais d'une action dure : elles entrèrent dans l'un des quartiers arabes de la ville, Wadi Rushmiya, expulsèrent la population et firent sauter les maisons. On

peut considérer cette opération comme le coup d'envoi officiel du nettoyage ethnique en Palestine urbaine. Pendant ces atrocités, les Britanniques ont regardé ailleurs.

Deux semaines plus tard, en janvier 1948, le Palmah « utilisa » la dynamique ainsi créée pour attaquer un quartier relativement isolé d'Haïfa, Hawassa, et en expulser la population. C'était le quartier le plus pauvre de la ville, à l'origine simple regroupement de cabanes qu'habitaient des villageois ruinés, venus chercher du travail en ces lieux dans les années 1920 et vivant tous dans des conditions lamentables. En 1948, quelque 5 000 Palestiniens peuplaient cette partie est de la ville. Les cabanes sautèrent, l'école du quartier aussi, et dans la panique qui suivit beaucoup s'enfuirent. L'école fut reconstruite sur les ruines de Hawassa, désormais intégré au quartier de Tel-Amal, mais, récemment, ce bâtiment aussi a été détruit pour faire place à une nouvelle école juive[134].

Janvier 1948 : adieu aux représailles

Ces opérations furent accompagnées d'actes de terrorisme de l'Irgoun et du groupe Stern. Si ces derniers pouvaient semer la terreur dans les quartiers arabes d'Haïfa et d'autres villes, c'était à cause de l'attitude des Britanniques qui, graduellement mais clairement, avaient cessé d'assumer la responsabilité du maintien de l'ordre. Dans la seule première semaine de janvier, l'Irgoun commit plus d'attentats terroristes qu'en toute autre période. Il y eut entre autres l'explosion d'une bombe dans la maison Sarraya à Jaffa, siège du comité national palestinien local[135] : le batiment s'écroula et on dénombra trente-six morts. Puis vint l'attentat à la bombe contre l'hôtel Sémiramis à Katamon, un quartier de Jérusalem-Ouest : il fit de nombreux morts, dont le consul d'Espagne. C'est ce décès qui semble avoir incité Sir Alan Cunningham, le dernier haut-commissaire britannique, à adresser une faible plainte à Ben Gourion, lequel refusa de condamner l'action, en privé comme en public. À Haïfa, ces attentats étaient devenus quotidiens[136].

Cunningham interpella encore Ben Gourion quand, dans les semaines qui suivirent, il remarqua que la Haganah prenait un virage politique, passant des représailles aux initiatives offensives, mais ses protestations furent ignorées. Dans le dernier entretien qu'il eut avec Ben Gourion, en mars 1948, il dit au dirigeant sioniste qu'à son avis les Palestiniens cherchaient à maintenir le calme dans le pays, mais que la Haganah faisait tout ce qu'elle pouvait pour créer l'escalade[137]. Cette analyse de la situation n'était pas contradictoire avec celle de Ben Gourion. Peu après sa rencontre avec Cunningham, il déclara à l'Exécutif de l'Agence juive : « Je pense que, majoritairement, les masses palestiniennes acceptent la partition comme un fait accompli et ne croient pas possible de l'empêcher ou de la rejeter. [...] La grande majorité ne veut pas se battre contre nous[138]. » À Paris, le représentant de l'Agence juive, Émile Najar, se demandait comment il allait pouvoir mener une propagande efficace compte tenu de cette réalité[139].

Le comité national palestinien d'Haïfa multiplia les appels à la Grande-Bretagne : puisque Haïfa devait être la dernière étape de l'évacuation des

troupes britanniques, il supposait – à tort – que les Palestiniens pourraient compter sur leur protection au moins jusqu'à cette date. Quand il constata que ses démarches restaient sans effet, il commença à envoyer de nombreuses lettres de détresse aux membres du Haut Comité arabe, à l'intérieur comme à l'extérieur de la Palestine, pour leur demander des directives et de l'aide. Un petit groupe de volontaires atteignit la ville en janvier, mais à cette date certains notables et dirigeants de la communauté arabe avaient compris que, l'ONU ayant adopté la résolution de partition, ils étaient voués à être dépossédés par leurs voisins juifs. Des voisins qu'ils avaient eux-mêmes invités à venir habiter leur ville à la fin de la période ottomane, qui étaient arrivés d'Europe misérables et sans un sou, et avec lesquels ils avaient partagé une cité cosmopolite en plein essor – jusqu'à la fatale décision de l'ONU.

C'est sur cette toile de fond qu'il faut comprendre l'exode, à la même époque, d'environ 15 000 membres des milieux aisés palestiniens d'Haïfa. Beaucoup étaient des négociants prospères dont le départ a ruiné l'artisanat et le commerce locaux, donc aggravé encore la situation des quartiers pauvres de la ville.

Le tableau ne serait pas complet si l'on ne mentionnait pas la nature générale de l'activité militaire arabe jusqu'au début de janvier 1948. Au cours du mois de décembre 1947, les irréguliers arabes avaient attaqué des convois juifs, mais ils s'étaient abstenus de s'en prendre à des implantations[140]. En novembre, le Conseil consultatif avait déjà défini sa politique de représailles pour chaque attaque de ce genre. Mais les dirigeants sionistes estimaient qu'il fallait passer à des actions plus radicales.

Le Long Séminaire : 31 décembre-2 janvier[141]

« Ce n'est pas assez », s'exclama Yossef Weitz lorsque le Conseil consultatif se réunit le mercredi 31 décembre 1947, quelques heures seulement avant le massacre de Balad al-Cheikh. Et il suggéra ouvertement ce qu'il avait écrit dans son journal personnel dès le début des années 1940 : « L'heure n'est-elle pas venue de nous débarrasser d'eux ? Pourquoi continuer à garder parmi nous ces épines à un moment où elles représentent pour nous un danger[142] ? » Les représailles étaient à ses yeux un mode d'action dépassé, car elles manquaient l'essentiel, la finalité principale des attaques et occupations de villages. Weitz avait été convié au Conseil consultatif parce qu'il dirigeait le service installation du Fonds national juif : il avait déjà éminemment contribué à traduire pour ses amis les vagues idées de transfert en politique concrète. Le débat en cours sur l'avenir immédiat lui paraissait manquer de volontarisme – une position qu'il avait déjà esquissée dans les années 1930 et 1940.

« Le transfert », avait-il écrit en 1940, « ne sert pas uniquement à réduire la population arabe. Il a aussi un second but, qui est tout aussi important : exproprier des terres cultivées à présent par des Arabes et les libérer pour y installer des Juifs. » Par conséquent, avait-il conclu, « la seule solution est de transférer les Arabes dans les pays voisins. Pas un seul village, pas une seule tribu ne doit rester[143] ».

Weitz était une recrue particulièrement précieuse pour le Conseil consultatif parce qu'il avait participé au projet des dossiers de village. À présent, plus que tout autre membre du Conseil, il s'impliquait à fond dans les détails pratiques du nettoyage ethnique : il accumulait des notes sur de menus faits concernant chaque localité pour que l'on puisse s'y référer plus tard, et ajoutait ses propres enquêtes aux dossiers de village. Parmi ses collègues, le plus proche de lui à l'époque était Yossef Nahmani, une âme sœur qui partageait son désarroi face à la politique que tous deux jugeaient sans ambition des dirigeants juifs face à ce problème. La conquête de toutes les terres arabes était un « devoir sacré », écrivit Weitz à Nahmani. Celui-ci approuva et ajouta qu'il fallait une sorte de *djihad* (le terme qu'il utilisa était *milhement kiboush*, une guerre d'occupation), mais que les

dirigeants juifs ne parvenaient pas à comprendre sa nécessité. « La direction actuelle », estimait l'alter ego de Weitz, « est peuplée de faibles et d'impuissants. » Weitz était tout aussi déçu que lui par ces dirigeants, qu'il jugeait incapables de se montrer à la hauteur de cette occasion historique. Lorsqu'il fut invité à participer au Conseil consultatif, notamment lors de sa première réunion de janvier, il découvrit pour la première fois les plans de nettoyage ethnique qui s'élaboraient au niveau de la direction[144].

Weitz eut immédiatement l'occasion de développer longuement ses idées, car cette première réunion du mercredi de janvier se transforma en un « Long Séminaire ». Les participants se rendirent au domicile privé de Ben Gourion, qui se trouvait tout près. C'était une initiative de Ben Gourion : il souhaitait une réunion plus longue, car il sentait que des perspectives propres à concrétiser son rêve de Grand Israël s'ouvraient. Dans ce cadre plus confortable, Weitz et d'autres purent faire des discours-fleuves et exposer leurs idées à loisir. C'est aussi la seule réunion du Conseil consultatif dont nous ayons un compte rendu, retrouvé dans les Archives de la Haganah. Pour ce Long Séminaire, Weitz avait préparé un mémoire, adressé personnellement à Ben Gourion, dans lequel il l'exhortait à soutenir ses plans de transfert de la population palestinienne hors des zones que les Juifs voulaient occuper et à faire de ces actions « la pierre angulaire de la politique sioniste ». De toute évidence, il estimait que le stade « théorique » des projets de transfert était terminé. Le moment de commencer leur mise en œuvre était venu. De fait, Weitz quitta le Long Séminaire avec l'autorisation de créer un petit groupe qui s'appellerait le « Comité du transfert », et, à la réunion suivante, il vint avec des plans précis dont nous parlerons plus loin.

Même le plus libéral des participants au Long Séminaire, le docteur Yaacov Tahon, parut d'accord : il abandonna la position hésitante qui avait été la sienne auparavant. Tahon était un Juif allemand qui, avec Arthur Rupin, avait élaboré les premiers plans de colonisation juive en Palestine dans les premières décennies du XXe siècle. En vrai colonialiste, il ne voyait à l'origine aucun besoin d'expulser les « indigènes » ; son seul but était de les exploiter. Mais, lors du Long Séminaire, lui aussi semble avoir été conquis par l'idée-force de Weitz : « Sans transfert, il n'y aura pas d'État juif. »

Il n’y eut pratiquement aucune voix dissidente ; c’est pourquoi le Long Séminaire a été une réunion si capitale dans cette histoire. Il a posé d’emblée que le nettoyage ethnique était nécessaire, et ce point de départ a été accepté par tous. Les autres questions – plutôt des problèmes à régler – étaient surtout de nature psychologique et logistique. Des idéologues comme Weitz, des orientalistes comme Mahnes et des généraux comme Allon se plaignirent de leurs soldats : ils leur avaient ordonné d’étendre leurs opérations au-delà des actions sélectives habituelles, mais ces derniers n’avaient pas encore assimilé les ordres comme il convenait. Le problème central, à leur avis, était que les hommes paraissaient incapables de renoncer à la vieille logique des représailles. « Ils continuent à faire sauter une maison par-ci, une autre par-là », déplorait Gad Mahnes, un collègue de Danin et de Palmon, qui, paradoxalement, allait devenir en 1949 le directeur général du ministère israélien des Minorités (poste dans lequel, du moins, pourrait-on ajouter en sa faveur, il semble avoir manifesté quelque remords pour sa conduite en 1948 ; il reconnut sans détour dans les années 1960 que, « n’eussent été les préparatifs [militaires sionistes] affichés, avec leur nature provocatrice, la dérive vers la guerre [en 1948] aurait pu être évitée »). Mais il apparaît qu’à l’époque, en janvier 1948, il ne supportait plus de voir les soldats juifs s’obstiner à chercher des « coupables individuels » dans chaque village au lieu d’y faire activement des ravages.

Allon et Palmon décidèrent alors d’expliquer la nouvelle ligne à leurs collègues : il fallait une politique plus agressive dans des régions restées « calmes depuis trop longtemps[145] ». Il n’y avait aucun besoin d’en persuader Ben Gourion. À la fin du Long Séminaire, il avait donné le feu vert à une série d’attaques provocatrices et meurtrières contre des villages arabes, certaines en représailles et d’autres non, dans l’intention de causer le plus de dégâts et de tuer le plus de villageois possible. Quand il apprit que toutes les premières cibles retenues pour la nouvelle politique se trouvaient dans le Nord, il demanda de faire un essai dans le Sud aussi. Mais il fallait que cette action-là fût spécifique, pas générale. Et il se révéla soudain sous un jour différent : celui d’un comptable rancunier. Il insista pour que l’attaque vise la ville de Beersheba et cible particulièrement l’adjoint au maire, al-Hadj Salameh Ibn Said, et son frère : les deux hommes avaient autrefois refusé de collaborer aux plans sionistes de colonisation de la

région. Il n’était plus nécessaire, souligna Ben Gourion, de distinguer entre l’« innocent » et le « coupable » – l’heure était venue d’infliger des dommages collatéraux. Expression dont il définit ainsi le sens, à en croire les souvenirs de Danin des années plus tard : « Toute attaque doit se terminer par l’occupation, la destruction et l’expulsion[146]. » Danin a même soutenu que des villages précis avaient été évoqués[147].

Quant à l’état d’esprit « conservateur » des soldats, que Wingate avait entraînés aux opérations de représailles, Yigaël Yadin, chef d’état-major en exercice de la Haganah – et, à partir du 15 mai, de l’armée israélienne –, suggéra un moyen d’avancer : il fallait adopter une terminologie nouvelle, plus directe, et une forme d’endoctrinement plus énergique. Il recommanda l’abandon du mot « représailles » : « Ce n’est pas ce que nous faisons ; c’est une offensive et il nous faut prendre l’initiative de premières frappes, il n’est pas nécessaire qu’un village nous attaque [d’abord]. Nous n’avons pas utilisé correctement notre capacité d’étrangler l’économie des Palestiniens. » Le chef du Palmah, Yitzhak Sadeh, légendaire aux yeux de beaucoup d’Israéliens, se déclara d’accord avec Yadin et ajouta : « Nous avons eu tort de ne lancer que des opérations de représailles. » Il fallait faire comprendre aux troupes qu’« à présent le mode de pensée et d’action » était l’agression.

Son second, Yigal Allon, se montra encore plus critique. Il reprocha indirectement au Conseil consultatif de ne pas avoir explicitement ordonné une offensive générale au début de décembre. « Nous aurions pris facilement Jaffa à l’heure qu’il est, et nous aurions attaqué les villages autour de Tel-Aviv. Nous devons effectuer une série de “punitions collectives”, même s’il y a des enfants qui vivent dans les maisons [attaquées]... » Éliahou Sasson, aidé par Reuven Shiloah, l’un de ses adjoints (qui deviendrait plus tard une grande figure de l’orientalisme israélien), essaya – comme il le fit tout au long du séminaire – d’attirer l’attention sur le fait que la provocation risquait de rendre hostiles les Palestiniens amicaux ou pacifiques, mais Allon le rabroua en s’écriant impatiemment : « Un appel à la paix serait de la faiblesse ! » Moshe Dayan s’exprima dans le même sens et Ben Gourion précisa que toute tentative pour conclure un accord à Jaffa ou ailleurs était exclue.

Qu’il y eût encore un problème psychologique à la base, on le vit clairement dans le cas de Jaffa. Lors de leur réunion hebdomadaire du

7 janvier, les dirigeants de la municipalité de Tel-Aviv se demandèrent pourquoi la Haganah – et pas seulement l'Irgoun – provoquait les Arabes de Jaffa, alors qu'eux-mêmes avaient réussi à établir un climat de paix entre les deux villes voisines[148]. Le 25 janvier 1948, une délégation de ces conseillers municipaux vint voir Ben Gourion chez lui pour se plaindre du changement très net qu'ils avaient constaté dans le comportement de la Haganah à l'égard de Jaffa. Il existait un accord tacite entre Jaffa et Tel-Aviv pour laisser entre les deux villes une bande de *no man's land* le long de la côte, ce qui avait permis une coexistence difficile. Sans consulter les autorités municipales, les hommes de la Haganah étaient entrés dans cette zone, plantée d'agrumes, et avaient rompu cet équilibre délicat. Et ils l'avaient fait, souligna d'un ton réprobateur l'un des participants, à un moment où les deux municipalités tentaient d'instaurer entre elles un nouveau *modus vivendi*. La Haganah, déplora-t-il, semblait faire tout son possible pour que ces efforts échouent, et il précisa que les soldats se livraient à des attaques aléatoires : ils tuaient des gens sans provocation, près des puits, à l'intérieur du *no man's land*, volaient les Arabes, les agressaient, détruisaient les puits, confisquaient des biens, tiraient à des fins d'intimidation[149].

Des plaintes semblables – Ben Gourion le note dans son journal – affluaient en provenance d'autres municipalités juives situées à proximité de villes ou de villages arabes. Des protestations étaient venues de Rehovot, Nes Ziona, Rishon-le-Zion et Petah-Tikvah, les plus anciennes implantations juives de la région de Tel-Aviv, dont les habitants, comme leurs voisins palestiniens, n'avaient pas compris que la Haganah avait adopté une « nouvelle approche » à l'égard de la population palestinienne.

Cependant, un mois plus tard, nous voyons ces mêmes dirigeants municipaux déjà emportés par le courant général d'intransigeance et disant à Ben Gourion : « Nous devons frapper Jaffa par tous les moyens possibles. » Il faut dire que la tentation était grande : en février, la cueillette des célèbres oranges de Jaffa battait son plein, et la municipalité de Tel-Aviv, alléchée, oublia vite son inclination antérieure à maintenir un *modus vivendi* avec la ville palestinienne voisine[150]. Ses demandes étaient d'ailleurs bien inutiles : quelques jours plus tôt, le Haut Commandement

avait déjà décidé d'attaquer les plantations d'agrumes et les stations de cueillette des Palestiniens à Jaffa[151].

Au cours du week-end qui suivit le Long Séminaire, lors d'une réunion avec six des onze membres de son Conseil consultatif[152], Ben Gourion leur dit allusivement pourquoi, à son avis, la politique du Haut Commandement n'avait pas touché la corde sensible chez les dirigeants civils de la municipalité, et il suggéra à ce groupe restreint d'utiliser une nouvelle expression : « Défense offensive ». L'idée plut à Yadin, qui déclara : « Nous devons expliquer à nos commandants que nous avons le dessus. [...] Nous devons paralyser les transports et l'économie des Arabes, les harceler dans leurs villages et dans les villes et les démoraliser. » Galili l'approuva également, avec une réserve : « Nous ne pouvons pas encore détruire des endroits, car nous n'avons pas l'équipement », et il s'inquiétait aussi de la réaction des Britanniques[153].

Mais ce fut Yigal Allon qui l'emporta, et non les dirigeants municipaux de Tel-Aviv. Il voulait une directive explicite, venue d'en haut, aux soldats, qui, disait-il à présent, étaient pleins d'ardeur, prêts à partir à tout moment attaquer des villages et des quartiers arabes. L'absence d'un responsable clairement chargé de coordonner les opérations préoccupait aussi les autres militaires du Conseil consultatif. Des troupes trop zélées, rapportait-on, attaquaient parfois des villages dans des zones où le Haut Commandement souhaitait éviter pour l'instant toute provocation. Le Long Séminaire discuta notamment d'un incident survenu à Romema, l'un des quartiers ouest de Jérusalem. Cette partie de la ville avait été particulièrement calme, jusqu'au jour où un commandant local de la Haganah avait décidé d'intimider les Palestiniens qui y vivaient sous prétexte que le propriétaire d'une station d'essence du quartier incitait les habitants des villages à caillasser les véhicules juifs qui les traversaient. Les soldats avaient tué ce propriétaire de station-service, et son village, Lifta, avait répliqué en caillassant un autobus juif. Sasson précisa que l'allégation s'était révélée fausse. Mais l'attaque de la Haganah donna le coup d'envoi à une série d'offensives contre les villages palestiniens des versants occidentaux des montagnes de Jérusalem, et notamment contre Lifta, qui, de l'aveu même des services de renseignement de la Haganah, n'avait jamais attaqué aucun convoi.

Jusqu'à la construction d'une nouvelle route, il y a environ cinq ans, pour relier l'autoroute principale Jérusalem-Tel-Aviv aux quartiers juifs du nord de Jérusalem – construction illégale, effectuée sur les territoires occupés après 1967 –, on pouvait voir sur la gauche, quand on entrait dans la ville, plusieurs vieilles maisons élégantes, encore presque entièrement intactes, accrochées à flanc de montagne. Elles ont aujourd'hui disparu, mais, pendant de nombreuses années, elles ont été les vestiges du pittoresque village de Lifta, l'un des tout premiers à avoir été « ethniquement nettoyés ». C'est là qu'avait vécu Kassim al-Ahmad, le chef de la révolte de 1834 contre la domination égyptienne d'Ibrahim Pacha, révolte que certains historiens considèrent comme le premier soulèvement national en Palestine. Ce village était un bel exemple d'architecture rurale, avec ses rues étroites parallèles aux pentes de la montagne. La relative prospérité dont il avait joui, comme beaucoup d'autres, notamment pendant et après la Seconde Guerre mondiale, s'était manifestée par la construction de nouvelles maisons, l'amélioration de la voirie et des chaussées et la hausse générale du niveau de vie. Lifta était un gros village de 2 500 habitants, la plupart musulmans, avec un petit nombre de chrétiens. Un autre signe de la prospérité récente était l'école de filles : plusieurs villages s'étaient associés pour la construire en 1945, investissant des fonds ensemble.

La vie sociale à Lifta tournait autour d'un petit centre commercial. Celui-ci comprenait un club et deux cafés, et attirait aussi les habitants de Jérusalem, comme il le ferait sans nul doute aujourd'hui s'il existait encore. Lors de son attaque du 28 décembre 1947, la Haganah prit pour cible l'un des cafés. Ses hommes l'arrosèrent à la mitrailleuse, tandis que, non loin de là, des membres du groupe Stern arrêtaient un autobus et tiraient dedans au hasard. Ce fut la première opération du groupe en Palestine rurale ; avant l'attaque, il avait distribué des brochures à ses militants : « Détruire les quartiers arabes et punir les villages arabes[154] ».

La contribution du groupe Stern à l'attaque de Lifta ne faisait pas partie du plan d'ensemble de la Haganah à Jérusalem, à en croire le Conseil consultatif ; mais, après coup, on l'intégra dans le plan. Et la démarche allait souvent se répéter : créer des faits accomplis devint l'une des composantes de la stratégie globale. Le Haut Commandement de la Haganah avait d'abord condamné l'action du groupe Stern de la fin de décembre. Mais, quand il comprit que cette attaque avait fait fuir les

villageois, il ordonna une autre expédition contre le même village le 11 janvier pour achever l'expulsion. La Haganah fit sauter la plupart des maisons et chassa tous ceux qui se trouvaient encore sur place.

Tel a été l'ultime résultat du Long Séminaire : même si la direction sioniste reconnaissait la nécessité d'une campagne coordonnée et contrôlée, elle a décidé de faire de toute initiative non autorisée une partie intégrante du plan en lui donnant rétrospectivement sa bénédiction. C'est ce qui s'est passé à Jérusalem, où des actions de représailles sporadiques ont été systématisées en offensive d'occupation et d'expulsion. Le 31 janvier, Ben Gourion ordonna directement à David Shaltiel, le commandant des forces militaires de la ville, d'assurer la contiguïté et l'expansion de la présence juive en détruisant Cheikh Jarrah, en occupant d'autres quartiers et en installant immédiatement des Juifs dans les zones dont les habitants avaient été expulsés. Sa mission consistait à « établir des Juifs dans chaque maison d'un quartier semi-arabe évacué, comme Romema[155] ».

Cette mission fut accomplie avec succès. Le 7 février 1948 – c'était un samedi, le shabbat juif –, Ben Gourion arriva de Tel-Aviv pour voir de ses yeux le village de Lifta vidé de ses habitants et détruit. Le soir, il rapporta avec jubilation au conseil du Mapai de Jérusalem ce qu'il avait vu :

> À présent, quand je viens à Jérusalem, j'ai le sentiment d'être dans une ville juive [*ivrit*]. C'est une impression que je n'avais qu'à Tel-Aviv ou dans une exploitation agricole. Certes, Jérusalem n'est pas juive en totalité, mais la ville a déjà en elle un énorme bloc juif. Quand on y entre par Lifta et Romema et qu'on traverse Mahaneh Yehuda, King George Street et Mea Shearim – il n'y a pas d'Arabes. 100 % de Juifs. Jamais depuis que Jérusalem a été détruite par les Romains la ville n'a été aussi juive qu'aujourd'hui. Dans beaucoup de quartiers arabes de l'Ouest, on ne voit pas un seul Arabe. Je ne crois pas que cela va changer. Et ce qui s'est passé à Jérusalem et à Haïfa peut arriver dans de vastes zones du pays. Si nous persistons, il est tout à fait possible que, dans les six ou huit prochains mois, il y ait des changements considérables dans le pays, vraiment considérables, et à notre avantage. Il y aura sûrement des changements considérables dans la composition démographique du pays[156].

Le journal de Ben Gourion révèle aussi combien il était désireux, en janvier, d'avancer dans la construction d'une force offensive plus efficace. Il était particulièrement inquiet de voir l'Irgoun et le groupe Stern poursuivre leurs attaques terroristes contre la population palestinienne hors de toute coordination avec le commandement de la Haganah. David Shaltiel, qui commandait la Haganah à Jérusalem, l'informa que dans sa ville – et en fait dans tout le pays – l'Irgoun agissait souvent sur des zones

où les autres forces n’étaient pas encore vraiment préparées à intervenir. Par exemple, les soldats de l’Irgoun avaient assassiné des chauffeurs arabes à Tibériade et torturaient partout des villageois captifs. Shaltiel s’inquiétait surtout des conséquences de leurs actes sur le quartier juif isolé de la Vieille Ville de Jérusalem. Toutes les tentatives juives pour occuper cette partie de la ville avaient échoué et elles ne réussiraient pas davantage par la suite : elles se heurtaient à la résistance de la Légion arabe, déployée là pour garantir que la Vieille Ville resterait intégrée à la Jordanie. Finalement, la population du quartier juif décida elle-même de se rendre.

Allon, Yadin, Sadeh et Dayan, les militaires du Conseil consultatif, comprenaient le « Vieux » (comme ils appelaient affectueusement Ben Gourion) mieux que quiconque. Toute action militaire, autorisée ou non, contribuait à l’expulsion des « étrangers ». Quand il leur confiait en privé ses pensées, il ajoutait une autre raison pour encourager simultanément une politique coordonnée officielle et des initiatives locales « non autorisées » : la nouvelle politique d’intimidation devait être liée à la question des implantations juives. Il y en avait trente dans l’État que l’ONU destinait aux Arabes. L’un des moyens les plus sûrs de les intégrer à l’État juif consistait à créer entre elles et le territoire attribué aux Juifs de nouveaux alignements d’implantations. C’est la tactique qu’Israël allait réutiliser en Cisjordanie occupée pendant les années des accords d’Oslo, et à nouveau dans les premières années du XXIe siècle.

Celui qui comprenait le moins bien Ben Gourion était Éliahou Sasson. Il rapporta au Long Séminaire un autre cas qu’il percevait comme une agression juive « barbare » et non provoquée contre de paisibles villageois. C’était l’affaire de Khisas, que nous avons déjà mentionnée. Il s’en plaignit au séminaire : « Des actions comme celle de Khisas vont pousser des Arabes tranquilles à agir contre nous. Dans toutes les régions où nous n’avons commis aucune provocation – dans la plaine littorale et au Néguev –, tout est calme, mais pas en Galilée. » Comme lors de ses interventions précédentes, nul ne l’écouta. Tous les participants étaient bien d’accord avec Moshe Dayan quand il lui répondit : « Notre action contre Khisas a embrasé la Galilée, et c’est bien. » Il semble que la réaction initiale de Ben Gourion à l’opération de Khisas – il était allé jusqu’à faire des excuses publiques – avait disparu sans laisser de trace. Pendant le Long Séminaire, il prit le parti de ceux qui approuvaient Khisas, mais il suggéra

que ce type d’action ne fût pas accompli officiellement au nom de la Haganah : « Nous devons engager le Mossad [l’organisation spéciale qui allait devenir le service de renseignement d’Israël] dans ce genre d’opération. » Dans son journal, il résume laconiquement la réunion en notant les propos d’Allon :

> Il faut maintenant avoir une réaction forte et brutale. Nous devons être précis sur le moment, l’endroit et ceux que nous frappons. Si nous accusons une famille – il faut la frapper sans merci, femmes et enfants compris. Autrement, ce n’est pas une réaction efficace. Pendant l’opération, il n’y a aucun besoin de distinguer coupables et non-coupables[157].

Éliahou Sasson quitta le Long Séminaire en croyant qu’il avait persuadé Ben Gourion de continuer à suivre une politique sélective dirigée contre les Arabes « hostiles », et qui permettrait aux zones « amicales » – en fait, l’essentiel du pays – de rester calmes et pacifiques. Mais, lors des réunions suivantes, nous constatons qu’il s’aligne vite sur l’orientation générale et ne mentionne plus la stratégie du « diviser pour régner » dont il s’était fait le champion : il a compris qu’exploiter les distinctions entre forces politiques n’intéressait plus aucun de ses interlocuteurs, qui ne pensaient qu’à expulser le plus de Palestiniens possible.

Yigal Allon et Israël Galili, quant à eux, sortirent de la réunion avec l’impression d’avoir reçu carte blanche pour lancer des attaques massives contre les villes et villages palestiniens situés sur le territoire convoité pour l’État juif. Il apparaît que les militaires comprenaient mieux ce que souhaitait Ben Gourion, ou du moins supposaient qu’il ne s’opposerait pas à des initiatives plus agressives de leur part. Ils avaient raison.

S’il y a eu à ce moment-là dans la pensée de Ben Gourion un tournant en direction d’opérations systématiques de conquête, d’occupation et d’expulsion, cela avait beaucoup à voir avec sa compréhension fine des fluctuations de l’état d’esprit au niveau mondial. Lors du Long Séminaire, il a insisté sur la nécessité de nouvelles opérations rapides parce qu’il pensait que la volonté politique internationale au sujet de la crise en Palestine pouvait changer. Les hauts responsables de l’ONU commençaient à se rendre compte que la résolution de paix qu’avait votée leur organisation n’était absolument pas une solution, mais en réalité poussait à la guerre, comme l’avaient déjà compris les diplomates américains et les dirigeants britanniques. Certes, la présence de l’ALA (Armée de libération arabe), à

tout prendre, avait pour effet de restreindre les actions palestiniennes et de remettre à plus tard toute invasion générale arabe de grande envergure ; mais le risque d'un revirement politique de l'ONU et des États-Unis était fort, et, de l'avis de Ben Gourion, créer des faits accomplis était le meilleur moyen de conjurer ce possible changement de cap.

Un autre facteur renforçait ce sentiment d'être à un « moment propice » pour nettoyer le pays : les dirigeants sionistes connaissaient la faiblesse réelle des formations militaires palestiniennes et arabes qui leur faisaient face. Le service de renseignement de la Haganah savait très bien, par les télégrammes qu'il interceptait, que l'ALA ne coopérait pas avec les groupes paramilitaires d'Abdelkader al-Husseini à Jérusalem et de Hassan Salameh à Jaffa. C'est à cause de ce manque de coopération que l'ALA décida, en janvier 1948, de ne pas opérer dans les villes mais d'essayer plutôt d'attaquer des implantations juives isolées[158]. Son commandement opérationnel était assuré par Fawzi al-Qawuqji, officier syrien qui avait dirigé, pendant la révolte de 1936 en Palestine, un groupe de volontaires essentiellement originaires d'Irak. Depuis, il n'avait cessé d'être à couteaux tirés avec la famille Husseini, et son allégeance allait plutôt aux gouvernements de Syrie et d'Irak, qui avaient autorisé son entrée en Palestine tant en 1936 qu'en 1948. Le gouvernement irakien considérait al-Hadj Amin al-Husseini comme un rival de son pays frère hachémite, la Jordanie, et le gouvernement syrien de l'époque redoutait les ambitions panarabes du mufti. La décision de la Ligue arabe de diviser la Palestine entre les trois commandants – al-Qawuqji dans le Nord, Abdelkader à Jérusalem et Salameh à Jaffa – était donc une comédie, et la faible puissance militaire dont disposaient les Palestiniens a été rendue totalement inefficace par la façon dont elle a été employée.

En un sens, la modestie de l'activité militaire panarabe et les hésitations de la communauté internationale devant le tour pris par les événements auraient pu aboutir à un retour au calme en Palestine, et à une autre tentative pour trouver une solution. Mais la nouvelle politique sioniste d'offensive à outrance, que le Conseil consultatif s'était hâté d'adopter, empêchait toute évolution vers une autre réalité plus propice à la réconciliation.

Le 9 janvier 1948, la première unité importante de l'armée de volontaires, l'ALA, entra en Palestine, essentiellement dans les territoires que les

Nations unies avaient attribués à l'État arabe ; très souvent, ses hommes vinrent camper le long des frontières de cet État imaginaire. En général, leur politique était défensive, centrée sur la mise en place de lignes fortifiées pour protéger la population, en coopération avec les comités nationaux – corps de notables locaux créés en 1937, qui faisaient office d'autorité de crise dans les villes – et les mukhtars de village. Néanmoins, dans plusieurs cas limités, notamment juste après avoir franchi la frontière, ils attaquèrent des convois et des implantations juifs. Les premières implantations attaquées furent Kfar Sold (9 janvier 1948) et Kfar Etzion (14 janvier 1948). Trente-cinq soldats juifs qui faisaient partie d'un convoi envoyé au secours de Kfar Etzion (au sud-ouest de Jérusalem) tombèrent dans une embuscade et furent tués. Longtemps après la mort de ces hommes de la Haganah, « trente-cinq » – Lamed-Heh en hébreu (où les lettres tiennent lieu de chiffres) – resta le nom de code d'opérations prétendument menées à titre de représailles à cette attaque. Comme le fait justement remarquer Michel Bar-Zohar, le biographe de Ben Gourion, ces opérations avaient déjà été prévues pendant le Long Séminaire, et toutes visaient à infliger le type de « dégâts collatéraux » que Ben Gourion avait alors jugé souhaitable. L'attaque du convoi Lamed-Heh ne fut qu'un prétexte de plus pour justifier la nouvelle politique offensive, dont le plan final allait être mis à exécution en mars 1948[159].

Après le Long Séminaire, les opérations militaires juives se mirent plus systématiquement à transcender l'action punitive et les représailles pour s'orienter vers des initiatives de nettoyage sur le territoire alloué par l'ONU à l'État juif. Le mot « nettoyage », *tihour*, était peu utilisé dans les réunions du Conseil consultatif, mais il figure sur tous les ordres donnés par le Haut Commandement aux unités sur le terrain. Son sens en hébreu est le même que dans toutes les autres langues : l'expulsion de populations entières de leurs villages et de leurs villes. Cette détermination a primé toute autre considération politique. Il y a eu plus tard des « carrefours » où la direction sioniste s'est vu offrir une occasion de prendre un autre chemin, tant par les États-Unis que par des acteurs arabes sur le terrain. Ben Gourion et son Conseil consultatif s'étaient fixé une voie précise, et ils ont rejeté ces offres l'une après l'autre.

Février 1948 : le choc et la terreur

Rien ne restait de l'atmosphère des premières réunions du Conseil consultatif dans les discours passionnés que Ben Gourion prononçait à l'intention du grand public. Mélodramatique, donnant à fond dans le pathos, il déclarait à ses auditeurs : « C'est une guerre qui vise à détruire et éliminer la communauté juive » – sans la moindre allusion à la passivité des Palestiniens ni à la nature provocatrice des opérations sionistes.

Ces discours, il faut le dire, n'étaient pas de la pure rhétorique. Les forces juives subissaient effectivement des pertes au cours de leur effort pour maintenir la communication avec l'ensemble des implantations isolées que les sionistes avaient créées au cœur des zones palestiniennes. À la fin de janvier, 400 colons juifs étaient morts dans ces attaques – un chiffre élevé pour une communauté de 660 000 personnes (mais encore très inférieur aux 1 500 Palestiniens tués à cette date dans les bombardements et les pilonnages aléatoires de leurs villages et quartiers). Ces morts, Ben Gourion les muait à présent en « victimes d'un second Holocauste ».

La tentative pour présenter les Palestiniens, et les Arabes en général, comme des nazis était une astuce délibérée de relations publiques : il s'agissait de garantir que, trois ans après l'Holocauste, les soldats juifs ne seraient pas écœurés quand on leur ordonnerait de « nettoyer », tuer et détruire d'autres êtres humains. Dès 1945, Nathan Alterman, le poète national de la communauté juive, avait assimilé l'affrontement imminent avec les Palestiniens à la guerre contre les nazis en Europe :

> Comme toi, brave nation anglaise,
> Qui a tenu bon, dos
> Au mur, quand l'Europe et la France
> Étaient couvertes de noir
> Et qui t'es battue sur les plages, dans les maisons et dans les rues,
> Nous nous battrons sur les plages, dans les maisons et dans les rues.
> Le peuple anglais triomphant salue notre ultime bataille.

Dans certaines de ses apparitions publiques, Ben Gourion alla jusqu'à prétendre que l'effort de guerre juif était une tentative pour protéger l'honneur de l'ONU et sa charte. Cette discordance entre une politique

sioniste violente et destructrice et un discours public de paix réapparaîtra à divers moments de l’histoire du conflit, mais en 1948 la tromperie semble avoir été particulièrement stupéfiante.

En février 1948, David Ben Gourion décida d’élargir le Conseil consultatif en y intégrant des membres des organisations sionistes responsables de la mobilisation et des achats d’armes. Ce qui souligne, une fois de plus, à quel point les problèmes du nettoyage ethnique et de la puissance militaire étaient étroitement liés. Si Ben Gourion continuait à développer en public des scénarios d’apocalypse ou de second Holocauste, le Conseil consultatif élargi l’entendit détailler les progrès impressionnants accomplis au niveau du service militaire obligatoire, que la direction sioniste avait imposé à la communauté juive, et des achats d’armes, en particulier de matériel lourd et d’avions.

Ce sont ces nouveaux achats d’armes qui, en février 1948, ont permis aux unités sur le terrain d’étendre leurs opérations et d’agir plus efficacement dans la Palestine rurale. L’un des principaux résultats de l’amélioration de l’armement fut le pilonnage massif, notamment avec de nouveaux mortiers, de villages et de quartiers à forte densité démographique.

Pour prendre la mesure de l’assurance des militaires, il faut savoir que l’armée juive était désormais capable de développer ses propres armes de destruction. Ben Gourion suivit personnellement l’acquisition d’une arme particulièrement dévastatrice, qui servirait bientôt à incendier les champs et les maisons des Palestiniens : un lance-flammes. Un professeur juif anglais de chimie, Sasha Goldberg, dirigea l’opération d’achat, puis la fabrication, d’abord dans un laboratoire de Londres et ensuite à Rehovot, au sud de Tel-Aviv, dans ce qui deviendrait au cours des années 1950 l’Institut Weizmann[160]. L’histoire orale de la Nakba regorge de preuves des terribles effets de cette arme sur les personnes et sur les biens.

Le projet « lance-flammes » était l’une des activités d’une unité plus importante qui œuvrait à la mise au point d’armes de guerre biologiques, sous la direction du chimiste Ephraim Katzir (futur président d’Israël qui, dans les années 1980, révéla au monde, par un lapsus, que l’État juif possédait l’arme nucléaire). L’unité biologique qu’il présidait avec son frère Aaron commença à travailler sérieusement en février. Son principal objectif était de créer une arme capable d’ôter la vue. « Nous expérimentons sur les

animaux », écrivit-il à Ben Gourion. « Nos chercheurs portent des masques à gaz et une tenue adéquate. Bons résultats. Les animaux ne sont pas morts [ils étaient seulement devenus aveugles]. Nous pouvons produire 20 kilos par jour de ce produit. » En juin, Katzir suggéra de l'utiliser contre des humains[161].

Une autre raison imposait de renforcer la puissance militaire : les unités de l'Armée de libération arabe avaient maintenant pris position dans certains villages qu'il faudrait donc davantage d'efforts pour occuper. En certains endroits, l'arrivée de l'ALA eut un effet plus psychologique que matériel. Ses hommes n'avaient ni le temps de transformer les habitants en combattants ni le matériel nécessaire pour défendre les lieux. Globalement, l'ALA n'avait atteint en février que quelques villages, et la plupart des Palestiniens ne se doutaient absolument pas qu'un tournant spectaculaire et décisif était sur le point de changer leur vie. Ni leurs dirigeants ni la presse palestinienne n'avaient la moindre idée de ce qui s'envisageait à huis clos dans la Maison rouge, à proximité de la banlieue nord de Jaffa. Des opérations de nettoyage de grande ampleur eurent lieu en février 1948, et ce fut seulement à ce moment-là, dans certaines régions du pays, que le sens de la catastrophe imminente commença à s'imposer dans les esprits.

À la mi-février 1948, le Conseil consultatif se réunit pour discuter des conséquences de la présence croissante de volontaires arabes en Palestine. Éliahou Sasson déclara qu'à cette date les hommes entrés en Palestine dans le cadre de l'ALA n'étaient pas plus de 3 000 (le journal de Ben Gourion indique un nombre inférieur), et tous « mal entraînés ». « Si nous ne les provoquons pas », conclut-il, « ils resteront inactifs et les États arabes n'enverront plus de volontaires. » Cette remarque incita une fois de plus Yigal Allon à réclamer avec force de vastes opérations de nettoyage. Il fut contré par Yaacov Drori, le chef d'état-major désigné, qui insista pour l'adoption d'une méthode plus prudente. Mais Drori tomba malade peu après et ne joua plus aucun rôle. Il fut remplacé par le plus belliqueux Yigaël Yadin[162].

Le 9 février, Yadin avait déjà révélé ses véritables intentions en appelant à des « invasions en profondeur » des campagnes palestiniennes. Il cita des cibles précises, des villages très peuplés comme Fassuta, Tarbikha et Ailout, dans le nord de la Galilée ; l'objectif serait leur destruction totale. Le Conseil consultatif rejeta son plan, jugé trop ambitieux, et Ben Gourion

suggéra de le laisser de côté pour l'instant. Le nom de code que Yadin lui avait donné était Lamed-Heh : il l'avait conçu en tant qu'action de représailles à l'attaque contre le convoi de Gush Etzion[163*1]. Quelques jours plus tard, le Conseil consultatif approuva d'autres plans comparables – sous le même nom de code – à l'intérieur des zones rurales de Palestine, mais en insistant malgré tout pour qu'il y ait un lien, même vague, avec des actes d'hostilité arabes. Ces opérations aussi avaient été imaginées par Yigaël Yadin. Elles commencèrent le 13 février 1948 et ciblèrent plusieurs régions. À Jaffa, des maisons furent choisies au hasard puis dynamitées avec leurs habitants. Le village de Sa‚sa fut attaqué, ainsi que trois autres autour de Qisariya (aujourd'hui Césarée).

Les opérations de février, soigneusement planifiées par le Conseil consultatif, se distinguaient des actions de décembre car elles n'étaient plus sporadiques. Elles s'inscrivaient dans un premier effort pour lier l'idée de libre circulation juive sur les principales routes de Palestine et le nettoyage ethnique des villages. Mais, à la différence de ce qui allait se passer dans les mois suivants – quand chaque opération aurait son nom de code, son territoire et ses objectifs clairement définis –, les directives restaient vagues.

Les premières cibles furent trois villages proches de l'antique cité romaine de Césarée, dont l'histoire impressionnante remontait directement aux Phéniciens. À l'origine colonie commerçante, elle avait été rebaptisée Césarée par Hérode le Grand en l'honneur de son patron à Rome, Auguste César. Le plus grand de ces villages était Qisariya, où habitaient 1 500 personnes dans l'enceinte des vieux remparts de la cité antique. Parmi eux, comme c'était tout à fait courant dans les localités palestiniennes du littoral, on comptait plusieurs familles juives qui avaient acheté des terres à proximité et vivaient pratiquement à l'intérieur du village. La plupart des habitants avaient des maisons de pierre, au côté de familles bédouines qui faisaient partie du village mais vivaient encore sous la tente. Les puits du village fournissaient suffisamment d'eau à la fois à la communauté semi-sédentaire et à la communauté paysanne, leur permettant de cultiver des parcelles étendues et d'y produire des denrées variées, dont des agrumes et des bananes. Qisariya était donc un exemple typique du « vivre et laisser vivre » omniprésent dans la vie rurale du littoral palestinien.

Les trois villages avaient été choisis parce qu'ils représentaient des proies faciles. Ils n'avaient aucune force de défense : ni milice locale, ni

volontaires étrangers. L’ordre d’occupation-expulsion-destruction arriva le 5 février[164].

Qisariya fut le premier village dont l’ensemble de la population fut expulsée, le 15 février 1948. L’opération ne prit que quelques heures et fut accomplie si méthodiquement que les soldats juifs parvinrent à évacuer et détruire quatre autres villages le même jour, sous l’œil attentif des soldats britanniques des postes de police voisins[165].

Le second village fut Barrat Qisariya (qui signifie « hors de Qisariya »), comptant un millier d’habitants. Plusieurs photographies des années 1930 montrent son site pittoresque, sur la plage de sable proche des ruines de la cité romaine. Il fut effacé de la carte en février, dans une attaque si soudaine et féroce que les historiens, tant israéliens que palestiniens, parlent de sa disparition comme d’un événement assez énigmatique. Aujourd’hui, une ville nouvelle juive, Or Akiva, s’étend sur chaque mètre carré de ce village détruit. Certaines maisons anciennes s’y trouvaient encore dans les années 1970, mais elles ont vite été démolies quand des équipes de chercheurs palestiniens ont entrepris de les étudier dans le cadre d’un effort global pour reconstituer l’héritage palestinien dans cette partie du pays.

De même, nous n’avons qu’une vague connaissance du village voisin de Khirbat al-Burj. Il était plus petit que les deux autres et, si l’on est observateur, on peut encore voir ses vestiges en traversant la région à l’est de l’implantation juive ancienne de Binyamina (« ancienneté » toute relative, puisqu’elle date de 1922). Son principal bâtiment était une auberge ottomane, un khan. C’est le seul à tenir encore debout. On l’appelle le Burj, et une plaque indique qu’autrefois c’était un château historique – sans dire un mot du village. Aujourd’hui, il offre un cadre apprécié pour des expositions, des salons et des fêtes familiales[166].

Au nord de ces trois villages, mais pas très loin, se trouve un autre monument très ancien, le château croisé d’Atlit. Il avait magnifiquement résisté au passage du temps et aux diverses armées d’invasion lâchées sur la région depuis le Moyen Âge. Le village d’Atlit avait été construit juste à côté et se distinguait dans la Palestine du Mandat en donnant un exemple rare de coopération judéo-arabe dans l’industrie du sel sur ses plages. Depuis des millénaires, sa topographie en avait fait un lieu d’extraction du

sel marin. Juifs et Palestiniens travaillaient ensemble dans les évaporateurs du sud-ouest du village, qui produisaient un sel de qualité. Une entreprise palestinienne, les Salins d'Atlit, avait invité 500 Juifs à venir vivre et travailler aux côtés des 1 000 habitants arabes du village. Mais, dans les années 1940, la Haganah transforma la partie juive du village en terrain d'entraînement pour ses membres, dont la présence intimidante réduisit bientôt le nombre de Palestiniens à 200. Avec l'opération menée contre le village de Qisariya tout proche, les soldats juifs de cette base n'ont pas hésité à expulser du village commun leurs camarades de travail palestiniens. Aujourd'hui, le château est fermé au public, car il est devenu une importante base d'entraînement pour les unités d'élite des commandos de marine d'Israël.

En février, les soldats juifs entrèrent dans le village de Daliyat al-Rawha, sur le plateau surplombant la vallée du Milq qui relie la côte au Marj Ibn Amir, dans le nord-est de la Palestine. En arabe, ce nom signifie « le vin aromatique », hommage aux parfums et paysages qui caractérisent encore cette splendide région. C'était aussi une localité où des Juifs vivaient parmi les Arabes et possédaient des terres. L'initiative de l'attaque était venue de Yossef Weitz, qui voulait utiliser la nouvelle phase des opérations pour se débarrasser de ce village. Il avait en vue ses sols riches, généreusement irrigués par une source naturelle des plus abondantes qui était à l'origine de la fertilité de ses champs et de ses vignobles[167].

Puis vint le raid sur Sa‚sa, dans la nuit du 14 au 15 février. Aujourd'hui, on ne peut pas manquer Sa‚sa. La prononciation arabe comporte deux « a » laryngés, mais l'écriteau à l'entrée du kibboutz construit sur les ruines du village palestinien indique « Sasa ». L'hébraïsation s'est débarrassée de la prononciation gutturale de l'arabe (difficile à maîtriser pour des Européens) en faveur du « a » doux, manifestement plus occidental. Certaines maisons palestiniennes d'origine existent encore : elles sont maintenant à l'intérieur du kibboutz, qui se trouve sur la route menant au point culminant de la Palestine, Djebel Djermak (en hébreu, Har Meron) (1 208 m). Magnifiquement situé dans la seule région du pays toujours verte, Sa‚sa, avec ses maisons en pierre taillée, est l'un de ces villages palestiniens qui apparaissent très souvent dans les guides touristiques officiels israéliens.

L'ordre d'attaquer Sa‚sa est venu de Yigal Allon, le commandant du Palmah dans le Nord, et l'opération a été confiée à Moshe Kalman,

commandant en second du troisième bataillon, celui qui avait commis les atrocités de Khisas. Allon expliqua que le village devait être attaqué en raison de sa situation géographique. « Nous devons nous prouver à nous-mêmes que nous pouvons prendre l'initiative », écrivit-il à Kalman. L'ordre était très clair : « Vous devez faire sauter vingt maisons et tuer autant de combattants [lisez : "villageois"] que vous pourrez. » Sa,sa fut attaqué à minuit – tous les villages attaqués dans le cadre de l'opération Lamed-Heh l'ont été vers minuit, dira plus tard Moshe Kalman. Le *New York Times* (16 avril 1948) a écrit que son unité, nombreuse, n'a rencontré aucune résistance quand elle est entrée dans le village et a commencé à attacher la TNT aux maisons. « Nous sommes tombés sur un garde arabe », racontera plus tard Kalman. « Il était si abasourdi qu'il n'a pas demandé "*Min hada ?*" ("Qui est-ce ?"), mais "*Eish hada ?*" ("Qu'est-ce que c'est ?"). L'un de nos soldats qui connaissait l'arabe a répondu avec humour [*sic*] : "*Hada esh !*" ("C'est [en arabe] le feu [en hébreu] !"), et l'a mitraillé. » Les soldats de Kalman ont pris la rue principale du village et ont fait sauter les maisons méthodiquement, l'une après l'autre, avec les familles encore endormies à l'intérieur. « Finalement, le ciel s'est ouvert », poursuit Kalman, poétique, alors qu'un tiers du village a explosé. « Nous avons laissé derrière nous 35 maisons démolies et 60 à 80 cadavres » (dont bon nombre d'enfants)[168]. Et il remercie l'armée britannique d'avoir aidé ses hommes à transporter jusqu'à l'hôpital de Safed les deux soldats blessés – par des débris projetés dans les airs[169].

Les membres du Long Séminaire furent convoqués à une nouvelle réunion le 19 février 1948, quatre jours après l'attaque contre Sa,sa. C'était un jeudi matin, ils se retrouvèrent au domicile de Ben Gourion, et le dirigeant sioniste a noté presque mot pour mot la discussion dans son journal. L'objet de la réunion était d'examiner l'impact des opérations Lamed-Heh sur les Palestiniens.

Josh Palmon exprima le point de vue « orientaliste » : les Palestiniens ne montraient toujours aucune envie de se battre. Ezra Danin confirma : « Les villageois ne manifestent aucun désir de combattre. » De plus, l'ALA limitait clairement ses activités aux territoires que la résolution de l'ONU allouait au futur État palestinien. Ces propos ne produisirent aucun effet sur Ben Gourion. Ses pensées étaient déjà ailleurs. Il était insatisfait de la modestie des opérations : « Une petite réaction [aux actes d'hostilité

arabes] n'impressionne personne. Une maison détruite – rien. Détruisez un quartier, et vous commencez à faire impression ! » Il avait aimé l'opération de Sa‚sa parce qu'elle avait « fait fuir les Arabes ».

Danin estimait que cette opération avait envoyé dans les villages voisins une onde de choc qui servirait à dissuader leurs habitants de prendre part aux combats. La conclusion était donc claire : il fallait procéder à des représailles vigoureuses à chaque action arabe, sans trop se demander si tel village ou tel Arabe personnellement était neutre[170]. Cette boucle de rétroaction entre riposte et poursuite de la planification allait se poursuivre jusqu'en mars 1948. Après quoi le nettoyage ethnique cessa d'être intégré aux représailles, car il avait été codifié dans un plan bien défini pour déraciner massivement les Palestiniens.

Allon s'étendit longuement sur les leçons des opérations Lamed-Heh lors de la réunion de la mi-février du Conseil consultatif : « Si nous détruisons des quartiers entiers, de nombreuses maisons dans le village, comme nous l'avons fait à Sa‚sa, nous impressionnons. » On avait invité à cette réunion plus de monde que d'habitude. Des « experts » des affaires arabes de l'ensemble du pays avaient été convoqués, dont Giyora Zayd, de Galilée occidentale, et David Qaron, du Néguev. La réunion exprima le souhait de préparer une opération globale. Tous les présents, sans exception, rapportèrent que la Palestine rurale ne manifestait aucun désir de se battre ni d'attaquer, et qu'elle était sans défense. Ben Gourion conclut qu'il préférait agir prudemment pour l'instant et voir quelle tournure allaient prendre les événements. En attendant, le mieux était « de continuer à terroriser les zones rurales [...] par une série d'offensives [...], afin que la passivité qui a été rapportée [...] continue[171] ». Une passivité qui empêchait d'agir dans certaines régions, mais qui a conduit à multiplier les opérations ailleurs.

Le mois s'acheva par l'occupation-expulsion d'un autre village du district d'Haïfa, Kira. Lui aussi avait une population mixte juive et arabe, et là aussi, comme à Daliyat al-Rawha, la présence de colons juifs sur les terres du village fut cruciale pour sceller son destin. Là encore, ce fut Yossef Weitz qui poussa les chefs de l'armée à ne pas différer trop longtemps l'opération sur ce village. « Il faut se débarrasser d'eux maintenant[172] »,

suggéra-t-il. Kira était proche d'un autre village, Kamoun, et les colons juifs avaient construit leurs maisons stratégiquement entre les deux.

Kira se trouve tout près de l'endroit où j'habite aujourd'hui. Son nom actuel est Yoqneam : des Juifs néerlandais y avaient acheté des terres en 1935, avant d'« intégrer » à leur implantation les deux villages palestiniens évacués en 1948. Hazorea, un kibboutz voisin, a pris aussi une partie de leurs terres. Yoqneam est un lieu attrayant, parce qu'il compte l'une des dernières rivières propres du Marj Ibn Amir. Au printemps, son eau jaillit de gorges magnifiques jusqu'à la vallée, comme au temps où elle atteignait les maisons de pierre du village. Les habitants de Kira l'appelaient la Muqata, les Israéliens la « rivière de la Paix ». Comme tant d'autres sites splendides de cette région, voués aux activités récréatives et au tourisme, cet endroit dissimule les ruines d'un village de 1948. À ma honte, il m'a fallu des années pour le découvrir.

Kira et Kamoun n'ont pas été les seuls lieux où Weitz a pu donner libre cours à ses envies d'expulsion. Il avait hâte d'agir partout où il le pouvait. En janvier, peu après avoir été invité à se joindre au Conseil consultatif, il a écrit dans son journal des phrases attestant qu'il envisageait d'utiliser la politique de « représailles » pour chasser les métayers palestiniens des terres déjà achetées par des Juifs. « N'est-ce pas le moment de nous débarrasser d'eux ? Pourquoi continuerions-nous à garder ces épines dans notre chair[173] ? » Dans une autre entrée, le 20 janvier, il recommandait de traiter ces métayers suivant « notre plan initial », c'est-à-dire les idées qu'il avait avancées dans les années 1930 sur le transfert des Palestiniens[174].

Benny Morris énumère plusieurs opérations dirigées par Weitz en février-mars pour lesquelles, précise-t-il, ce qu'il appelle par euphémisme la « direction politique » n'avait donné aucune autorisation. C'est impossible. Le commandement central de la Haganah autorisait toutes les actions d'expulsion ; il est vrai que, avant le 10 mars 1948, il ne souhaitait pas nécessairement en être informé à l'avance, mais il a toujours donné son aval rétrospectivement. Aucun reproche n'a jamais été adressé à Weitz pour les expulsions dont il a pris l'initiative à Kamoun et Kira, Arab al-Ghawarina dans la vallée de Naman, Qumiya, Mansurat al-Kheit, Husseiniya, Ulmaniya, Kirad al-Ghannama et Ubeidiya, villages qu'il avait choisis soit

pour la qualité de leurs terres, soit parce que des colons juifs y résidaient ou vivaient à proximité[175].

---

*1 Gush Etzion est le nom du groupe de cinq implantations dont faisait partie Kfar Etzion.

Mars : dernières touches au plan directeur

Le Conseil consultatif avait commencé à discuter d'une ébauche du plan Daleth pendant la seconde moitié de février 1948. Selon le journal de Ben Gourion, ce fut le dimanche 29 février, bien qu'un historien militaire israélien donne la date du 14 février[176]. Le plan Daleth fut finalisé dans les premiers jours de mars. En se fondant sur les souvenirs des généraux de cette période, l'historiographie israélienne affirme couramment que mars 1948 a été le mois le plus difficile de la guerre. Mais cette évaluation ne repose que sur un seul aspect du conflit en cours : au début de mars, les attaques de l'ALA contre les convois juifs en route vers les implantations juives isolées se révélèrent, pour peu de temps, relativement efficaces. De plus, certains officiers de l'ALA tentèrent au même moment de mettre un frein, ou de répliquer, aux offensives juives en cours dans les villes mixtes en terrorisant les quartiers juifs par une série de mini-raids. Deux attaques de ce genre donnèrent à la population l'impression (fausse) que l'ALA, après tout, pourrait opposer une certaine résistance à une conquête juive.

En fait, mars 1948 a commencé par cet ultime effort militaire sans lendemain des Palestiniens pour protéger leur communauté. Les forces juives n'étaient pas encore assez bien organisées pour pouvoir réagir immédiatement et avec succès à toute contre-attaque, d'où le sentiment de détresse qu'ont connu certaines composantes de la communauté juive. Mais le Conseil consultatif n'a pas cessé un seul instant de tenir la situation bien en main. Quand ses membres se sont réunis à nouveau au début de mars, ils n'ont même pas discuté de la contre-attaque de l'ALA. De toute évidence, la situation globale ne leur semblait pas particulièrement inquiétante. Bien au contraire, sous la direction de Ben Gourion, ils ont travaillé avec ardeur à la mise au point définitive d'un plan d'ensemble.

Certains membres du Conseil consultatif ont proposé de poursuivre les opérations de nettoyage ethnique pour protéger les routes menant aux implantations isolées : c'était selon eux le moyen le plus efficace. Leur grand souci était la route Tel-Aviv-Jérusalem. Mais Ben Gourion s'était déjà décidé pour une action plus exhaustive. La conclusion qu'il avait tirée de la période écoulée, de la fin de novembre 1947 au début de mars 1948, était claire : en dépit de tous les efforts venus d'en haut, il manquait encore

une main compétente pour diriger sur le terrain. Il estimait aussi que les trois plans élaborés antérieurement par la Haganah pour la conquête de l'État du Mandat – un en 1937 et les deux autres en 1946 – avaient besoin d'une mise à jour. Il a donc ordonné de réviser ces plans, dont les deux plus récents portaient les noms de code de plans B et C.

Nous n'avons aucune trace des propos qu'a tenus Ben Gourion sur le nettoyage ethnique le 10 mars 1948, pendant la réunion régulière du mercredi après-midi, devant les membres du Conseil consultatif. Mais nous avons le plan rédigé et finalisé par leurs soins, puis approuvé par le Haut Commandement de la Haganah et communiqué aux troupes sous forme d'ordres militaires.

Officiellement, le plan Daleth s'appelait plan Yehoshua. Né en Biélorussie en 1905, Yehoshua Globerman avait été jeté en prison dans les années 1920 pour activités anticommunistes, puis libéré après trois ans passés dans une geôle soviétique : Maxime Gorki, ami de ses parents, était intervenu en sa faveur. Globerman avait commandé la Haganah dans plusieurs régions de Palestine et était mort en décembre 1947, assassiné par des agresseurs inconnus qui l'avaient abattu au volant de sa voiture. Il devait devenir l'un des chefs d'état-major de la future armée israélienne, mais il est mort au mauvais moment : son nom allait donc être associé non à des prouesses militaires mais au plan général sioniste de nettoyage ethnique de la Palestine. Il était si vénéré par ses pairs qu'on l'a nommé général à titre posthume après la création de l'État juif.

Quelques jours après l'assassinat de Globerman, le service de renseignement de la Haganah a rédigé le plan d'ensemble pour les mois suivants. Sous le nom de code de « plan D », il faisait directement référence tant aux paramètres géographiques du futur État juif (les 78 % convoités par Ben Gourion) qu'au sort du million de Palestiniens qui vivaient dans cet espace :

> Ces opérations peuvent être exécutées de la façon suivante : soit en détruisant les villages (en y mettant le feu, en les faisant sauter et en posant des mines dans les décombres), notamment ceux qui sont difficiles à contrôler de manière permanente ; soit en montant des opérations de ratissage et de contrôle conformément aux directives suivantes : encerclement des villages, recherches à l'intérieur. En cas de résistance, les éléments armés seront éliminés et la population expulsée hors des frontières de l'État[177].

La population devait être expulsée en totalité dans deux cas : quand le village était situé à un endroit stratégique ou quand on s'attendait à rencontrer une résistance. Lorsque ces ordres ont été donnés, on savait bien que l'occupation provoquerait toujours une certaine résistance, donc qu'aucun village ne serait à l'abri, soit en raison de son site, soit parce qu'il ne se laisserait pas occuper. C'était un plan global d'expulsion de tous les villages de la Palestine rurale. Des instructions semblables ont été données, à peu près dans les mêmes termes, pour les actions visant les centres urbains.

Les ordres qui arrivaient aux unités sur le terrain étaient plus précis. Le pays avait été divisé en autant de zones qu'il y avait de brigades – c'est pour faciliter la mise en œuvre de ce plan que la Haganah n'avait plus quatre mais douze brigades. Chaque commandant de brigade a reçu une liste de villages ou de quartiers voués à l'occupation, à la destruction et à l'expulsion, avec des dates spécifiques. Certains se sont montrés trop ambitieux en exécutant les ordres : emportés par leur zèle, ils ont ajouté des localités supplémentaires. Dans d'autres cas, en revanche, la mission s'est révélée trop étendue et n'a pu être accomplie dans le délai imparti. C'est ainsi que plusieurs villages du littoral qu'il avait été prévu d'occuper en mai n'ont été détruits qu'en juillet. Et les villages de la région du Wadi Ara – vallée reliant la côte près de Hadera au Marj Ibn Amir (Emek Izrael) et à Afoula (l'actuelle Route 65) – ont réussi à survivre à des attaques juives répétées pendant toute la guerre. Mais c'était l'exception : la règle, ce sont les 531 villages et les 11 quartiers de grandes et petites villes qui ont été détruits et dont les habitants ont été expulsés sous l'effet direct des ordres donnés par le Conseil consultatif en mars 1948. À cette date, 30 villages avaient déjà disparu.

Quelques jours après avoir été dactylographié, le plan D a été distribué aux commandants des douze brigades que comptait désormais la Haganah. La liste qu'a reçue chacun d'eux s'accompagnait d'une description détaillée des villages de sa zone d'opération et de la mention de leur sort imminent : occupation, destruction, expulsion. Les documents israéliens des Archives des FDI déclassifiés à la fin des années 1990 montrent clairement que, contrairement aux assertions d'historiens comme Benny Morris, le plan Daleth a été remis aux commandants de brigade sous la forme non de vagues lignes directrices, mais d'ordres opérationnels précis à exécuter[178].

À la différence de la version générale envoyée aux dirigeants politiques, la liste de villages remise aux militaires n'indiquait pas comment devait être effectuée la destruction ou l'expulsion. Elle ne spécifiait pas non plus les moyens qu'avaient les villages de se sauver eux-mêmes – par exemple en capitulant sans conditions, comme le promettait le document général. Il y avait une autre différence entre la version du plan communiquée aux politiques et celle transmise aux commandants de l'armée : la version officielle disait que le plan ne serait activé qu'après la fin du Mandat ; les officiers sur le terrain ont reçu ordre de commencer à l'exécuter quelques jours après son adoption. Cette dichotomie est typique de la relation qui existe en Israël, jusqu'à ce jour, entre l'armée et les responsables civils : il est très fréquent que les militaires désinforment les politiques quant à leurs intentions réelles. Moshe Dayan l'a fait en 1956, Ariel Sharon en 1982 et Shaul Mofaz en 2000.

Ce que la version politique du plan Daleth et les directives militaires avaient en commun, c'était l'objectif global. Autrement dit, avant même que les ordres directs n'atteignent le terrain, les soldats savaient déjà exactement ce qu'on attendait d'eux. Comme l'a rappelé la vénérable et courageuse militante israélienne des droits civiques Shulamit Aloni, qui était officier à l'époque, des officiers politiques spéciaux venaient exciter les soldats en diabolisant les Palestiniens et en invoquant l'Holocauste, dont ils faisaient le point de référence des opérations qui allaient commencer – très souvent le lendemain même de cet endoctrinement[179].

Après l'approbation du plan Daleth par le Conseil consultatif, Yigaël Yadin, chef d'état-major en exercice, a convoqué tous les officiers du renseignement de la Haganah dans l'immeuble qui abritait le siège central du service de santé publique juif, Kupat Holim, rue Zamenhof à Tel-Aviv (il sert toujours à cet usage, en face d'un restaurant indien très populaire). Des centaines d'officiers se pressaient dans ce qui, en temps normal, était une salle d'attente pour les patients.

Yadin ne leur a pas parlé du plan Daleth : les ordres avaient été envoyés pendant la semaine à leurs commandants de brigade. Mais il leur en a donné une idée générale, afin de ne laisser subsister aucun doute dans leur esprit quant à l'aptitude des troupes à mener à bien ce plan. L'officier du renseignement était aussi une sorte de Politruk (commissaire politique), et Yadin avait compris qu'il lui fallait combler l'écart entre les déclarations

publiques de la direction sur l'imminence d'un « second Holocauste » et la réalité, qui était que les forces juives, de toute évidence, ne se heurtaient à aucun défi réel dans leur entreprise de dépeuplement planifié du territoire qu'il s'agissait de transformer en État juif. Yadin, théâtral comme toujours, décida de bien faire comprendre la situation à ses auditeurs. Puisqu'on allait leur donner ordre d'occuper, de conquérir et de spolier une population, ils méritaient qu'on leur explique comment ils pouvaient s'offrir ce luxe alors que, à en croire ce qu'ils lisaient dans les journaux et ce que disaient les responsables politiques, ils étaient eux-mêmes « menacés d'anéantissement ». L'officier, dont la haute et svelte silhouette deviendrait bientôt familière à tous les Israéliens, lança donc fièrement à son public : « Aujourd'hui, nous avons toutes les armes dont nous avons besoin. Elles sont déjà sur des bateaux, les Britanniques s'en vont, nous allons faire entrer les armes et toute la situation sur les fronts va changer[180]. »

Autrement dit, quand on voit Yigaël Yadin présenter dans son récit les dernières semaines de mars 1948 comme la période la plus dure de toute la guerre, il serait peut-être plus juste de conclure que la communauté juive en Palestine ne courait aucun danger d'anéantissement : elle était confrontée à certains obstacles dans sa mise en œuvre du plan de nettoyage ethnique. Ses difficultés étaient le manque d'armes (relatif) et l'isolement de certaines colonies juives sur le territoire de l'État arabe prévu par l'ONU. Les quelques implantations situées au cœur de la Cisjordanie semblaient particulièrement vulnérables, ainsi que celles qui se trouvaient dans le nord-ouest du Néguev (Negba, Yad Mordechai, Nizanim et Gat). Ces quatre-là seraient laissées à elles-mêmes, y compris pendant l'intervention en Palestine des forces égyptiennes, qui les occupèrent pour une courte période. De même, certaines implantations de haute Galilée n'étaient faciles ni à atteindre ni à défendre, car elles étaient entourées de dizaines de villages palestiniens qui avaient la chance de jouir de la protection de centaines de volontaires de l'ALA. Enfin, la route de Jérusalem subissait les attaques de francs-tireurs palestiniens, assez graves pour que règne dans les quartiers juifs de la ville, au cours de ce mois, le sentiment d'être assiégé.

L'historiographie officielle israélienne présente le mois suivant, avril 1948, comme un tournant. Selon cette version, une communauté juive de Palestine isolée et menacée est alors passée de la défensive à l'offensive après avoir bien failli succomber. La situation réelle n'aurait pu être plus

différente. L’équilibre militaire, politique et économique global entre les deux communautés était tel que non seulement la majorité des Juifs ne couraient absolument aucun danger mais que, entre le début de décembre 1947 et la fin de mars 1948, leur armée avait réussi à achever la première phase du nettoyage de la Palestine, avant même la mise en œuvre du plan directeur. Si tournant il y eut en avril, ce fut le passage des attaques et des contre-attaques sporadiques contre la population civile palestinienne à la méga-opération systématique de nettoyage ethnique qui allait suivre.

5

La marche à suivre du nettoyage ethnique : le plan Daleth

Les Serbes voulaient créer une Republika Srpska ethniquement pure pour les Serbes, mais, avec les fortes minorités musulmanes, en particulier dans les villes, ils avaient du mal à découper un territoire ethniquement homogène. Par conséquent, l'armée de la Republika Srpska, sous le commandement du général Ratko Mladic, s'est engagée dans une politique de « nettoyage ethnique » contre les musulmans dans ce qu'elle considérait comme des terres serbes.

GlobalSecurity.org, 2000-2005.

Les éditeurs du journal de Ben Gourion ont eu la surprise de le découvrir : entre le 1er avril et le 15 mai 1948, le dirigeant de la communauté juive de Palestine semble avoir un peu oublié la dimension militaire des événements[181].

La politique intérieure sioniste le préoccupait beaucoup plus, et il travaillait intensément sur des questions organisationnelles comme la transformation des institutions diasporiques en organes du nouvel État d'Israël. Il est clair que son journal ne laisse percer aucun sentiment de catastrophe imminente ou de « second Holocauste », comme il le proclamait en termes pathétiques lors de ses apparitions publiques.

À son cercle d'intimes, il parlait un autre langage. Au début d'avril, il énuméra fièrement devant des adhérents de son parti, le Mapai, les noms des villages arabes que les soldats juifs avaient récemment occupés. En une autre occasion, le 6 avril, il rabroua les membres socialisants de la direction de la Histadrout, le principal syndicat de travailleurs, qui lui reprochaient d'attaquer les paysans au lieu de s'en prendre aux effendis, les gros propriétaires : « Je ne suis pas d'accord avec vous quand vous dites que

nous sommes confrontés aux effendis et pas aux paysans », dit-il à l'une de ces grandes figures. « Nos ennemis sont les paysans arabes[182] ! »

De fait, le ton de son journal tranche radicalement sur la peur qu'il a inspirée à ses auditeurs dans les rassemblements publics, et ainsi gravée dans la mémoire collective israélienne. Cela suggère qu'à cette date il avait compris que la Palestine était déjà entre ses mains. Mais il ne s'abandonnait pas non plus à un excès d'assurance. Il ne s'est pas joint aux festivités du 15 mai 1948, conscient de l'énormité de la tâche qui l'attendait : nettoyer la Palestine et faire en sorte que les efforts arabes n'arrêtent pas la conquête juive. Comme le Conseil consultatif, il craignait l'issue des événements là où existait un déséquilibre évident entre des implantations juives isolées et une armée arabe potentielle – c'était le cas dans les zones éloignées de la Galilée et du Néguev, ou dans certains quartiers de Jérusalem. Néanmoins, Ben Gourion et ses proches associés comprenaient très bien que ces désavantages locaux ne pouvaient pas changer le tableau général, à savoir la capacité des forces juives à prendre, avant même le départ des Britanniques, de nombreuses régions que la résolution de partition de l'ONU avait attribuées à l'État juif. « Prendre » n'a ici qu'un seul sens : expulser massivement les Palestiniens qui y vivaient, chassés de leurs maisons, de leurs commerces et de leurs terres, dans les villes comme dans les campagnes.

Ben Gourion ne s'est peut-être pas réjoui publiquement avec les masses juives qui ont dansé dans la rue le jour où le Mandat britannique a pris fin, mais il savait parfaitement que la puissance militaire juive avait déjà commencé à se manifester sur le terrain. Quand le plan Daleth a été mis en œuvre, la Haganah disposait de plus de 50 000 soldats, dont la moitié entraînée par l'armée britannique pendant la Seconde Guerre mondiale. L'heure était venue de mettre le plan à exécution.

L’opération Nahshon : la première opération du plan Daleth

La stratégie sioniste de construction d’implantations isolées dans des régions arabes à forte densité démographique, approuvée rétroactivement par les autorités du Mandat britannique, s’est révélée problématique en période de tension. Le succès des tentatives pour ravitailler ces postes éloignés et y envoyer des soldats ne pouvait être toujours garanti, et, quand le pays s’est embrasé, l’accès à Jérusalem par la route de l’ouest, qui traversait de nombreux villages palestiniens, a été particulièrement difficile à maintenir, ce qui a donné à la petite population juive de la ville le sentiment d’être assiégée. Les dirigeants sionistes avaient aussi d’autres inquiétudes au sujet des Juifs de Jérusalem : il s’agissait essentiellement de communautés orthodoxes et mizrahi (orientales), dont l’attachement au sionisme et à ses aspirations était très ténu, voire douteux. La première région retenue pour mettre en œuvre le plan Daleth fut donc la zone rurale des versants occidentaux des montagnes de Jérusalem, à mi-chemin sur la route de Tel-Aviv. Ce fut l’opération Nahshon, qui allait servir de modèle aux campagnes suivantes : sa méthode, l’expulsion massive et soudaine, allait se révéler la plus efficace pour soutenir les implantations juives isolées ou débloquer des routes sous menace ennemie, comme celle qui menait à Jérusalem.

On demanda à chaque brigade assignée à l’opération de se préparer à passer au *mazav daleth*, à l’état D, c’est-à-dire de se tenir prête à exécuter les ordres du plan D. « Vous allez passer à l’état Daleth pour une mise en œuvre opérationnelle du plan Daleth » : telle était la première phrase pour chaque unité. Puis : « Les villages que vous allez prendre, nettoyer ou détruire seront déterminés en consultation avec vos conseillers aux affaires arabes et les officiers du renseignement »[183]. À en juger par le bilan final de cette étape – avril-mai 1948 –, leur conseil a été de n’épargner aucun village. Si le plan Daleth officiel laissait aux villages la possibilité de se rendre, les ordres opérationnels n’en exemptaient aucun pour quelque motif que ce fût. C’est ainsi que la « marche à suivre » a été convertie en ordre militaire de commencer la destruction des villages. Les dates ont été différentes en fonction de la géographie : la brigade Alexandroni, qui allait prendre d’assaut le littoral avec ses dizaines de villages, n’en laissant

subsister que deux, reçut ses ordres vers la fin d’avril. L’instruction de nettoyer la Galilée orientale arriva au quartier général de la brigade Golani le 6 mai 1948, et le lendemain le premier village de sa « zone », Shajara, fut nettoyé[184].

Les unités du Palmah ont reçu leurs ordres pour Nahshon le premier jour du mois d’avril 1948. La veille au soir, le Conseil consultatif s’était réuni au domicile de Ben Gourion pour finaliser les directives transmises aux unités. Elles étaient claires : « L’objectif principal de l’opération est la destruction des villages arabes [...] [et] l’évacuation des villageois, afin qu’ils deviennent un poids économique pour les forces générales arabes[185]. »

L’opération Nahshon fut aussi une nouveauté à d’autres titres. Pour la première fois, toutes les organisations militaires juives s’engagèrent à la mener ensemble comme une armée unique – posant ainsi les bases des futures Forces de défense israéliennes (FDI). Et, pour la première fois aussi, les Juifs d’Europe de l’Est – ces vétérans qui, naturellement, dominaient les unités militaires – participèrent à cette campagne aux côtés d’autres groupes ethniques, nouveaux venus originaires du monde arabe ou de l’Europe d’après l’Holocauste.

Le commandant d’un bataillon qui a participé à l’opération, Uri Ben-Ari, a écrit dans ses Mémoires que la « fusion des diasporas » avait été l’un des principaux objectifs de Nahshon. Ben-Ari était un jeune Juif allemand arrivé en Palestine quelques années plus tôt. Son unité avait effectué ses derniers préparatifs pour Nahshon sur la côte méditerranéenne, près de Hadera. Il se souvient qu’il s’assimilait aux généraux russes combattant les nazis pendant la Seconde Guerre mondiale. Dans son cas, les « nazis » étaient un grand nombre de villages palestiniens sans défense à proximité de la route Jaffa-Jérusalem, et les paramilitaires d’Abdelkader al-Husseini qui s’étaient portés à leur secours. À titre de représailles à des attaques juives antérieures, les hommes d’al-Husseini avaient tiré au hasard sur des véhicules juifs qui circulaient sur la route, blessant et tuant des passagers. Mais les villageois eux-mêmes, comme ailleurs en Palestine, s’efforçaient de continuer à vivre normalement, inconscients de l’image diabolisée que se faisaient d’eux Ben-Ari et ses camarades. Quelques jours plus tard, la plupart avaient été expulsés pour toujours des maisons et des champs où leurs ancêtres avaient vécu et travaillé pendant des siècles. Les paramilitaires palestiniens que commandait Abdelkader al-Husseini ont

opposé plus de résistance que ce à quoi le bataillon de Ben-Ari s’était attendu, et l’opération Nahshon, au début, n’a donc pas fonctionné comme prévu. Néanmoins, le 9 avril, elle était terminée.

C’est ce jour-là que le premier des nombreux villages qui entouraient Jérusalem tomba aux mains des soldats juifs, en dépit de son nom de bon augure : Qastal (le château). Il possédait effectivement des fortifications anciennes, mais elles n’ont pu le protéger de la force supérieure des assaillants. Qastal était situé sur le dernier sommet occidental avant la montée finale vers Jérusalem. Le monument à la Haganah qu’Israël a érigé sur le site ne signale pas qu’il y avait autrefois à cet endroit même un village palestinien. La plaque commémorant la bataille est un exemple typique, qui montre combien le langage du plan Daleth s’est ancré en profondeur dans l’historiographie populaire israélienne d’aujourd’hui. Sur la plaque comme dans le plan, Qastal n’apparaît pas comme un village mais comme une « base ennemie » : les villageois palestiniens sont déshumanisés pour être transformés en « cibles légitimes » des destructions et expulsions. Partout en Israël, quantité d’implantations nouvelles et de parcs nationaux sont entrés dans la mémoire collective du pays sans aucune référence aux villages palestiniens qui se trouvaient autrefois sur ces sites, même lorsqu’il en reste des vestiges – une maison isolée, une mosquée, quelque chose de bien visible attestant qu’en 1948 encore des gens vivaient là.

Le 9 avril, alors qu’il défendait Qastal, Abdelkader al-Husseini fut tué dans un combat. Sa mort démoralisa tellement ses troupes que tous les autres villages de la région du grand Jérusalem tombèrent rapidement aux mains des forces juives. Un par un, ils furent encerclés, attaqués, occupés, leur population expulsée, leurs maisons et autres bâtiments démolis. Dans certains d’entre eux, l’expulsion fut accompagnée de massacres : le plus notoire fut perpétré, le jour même où Qastal tomba, à Deir Yassin.

Deir Yassin

Ils nous faisaient sortir du rang l’un après l’autre ; ils ont abattu un vieux et, quand l’une de ses filles a crié, ils l’ont tuée aussi. Puis ils ont appelé mon frère Muhammad et l’ont tué devant nous, et quand ma mère a hurlé en

se penchant sur lui – avec ma petite sœur Hudra dans les bras, parce qu’elle l’allaitait encore –, ils l’ont abattue aussi[187].

La nature systématique du plan Daleth s’est manifestée à Deir Yassin, village pastoral et cordial qui avait conclu un pacte de non-agression avec la Haganah de Jérusalem, mais qui était condamné à disparaître parce qu’il se trouvait dans une zone que le plan Daleth avait décidé de nettoyer. En raison de l’accord qu’elle avait signé avec ce village, la Haganah décida d’y envoyer les hommes de l’Irgoun et du groupe Stern afin de ne pas avoir elle-même à rendre des comptes officiellement. Par la suite, dans les nettoyages de villages « amicaux », même ce stratagème ne paraîtrait plus nécessaire.

Le 9 avril 1948, les forces juives occupèrent le village de Deir Yassin. Il se trouvait sur une montagne à l’ouest de Jérusalem, à huit cents mètres d’altitude et à proximité du quartier juif de Givat Shaul. La vieille école de Deir Yassin sert aujourd’hui d’hôpital psychiatrique à ce quartier de Jérusalem-Ouest qui s’est étendu sur le village détruit.

Quand ils firent irruption dans le village, les soldats arrosèrent les maisons à la mitrailleuse, tuant de nombreux habitants. Les villageois restants furent rassemblés en un même lieu et assassinés de sang-froid, leurs corps odieusement traités, plusieurs femmes violées puis tuées[186].

Fahim Zaydan, qui avait douze ans à l’époque, a vu sa famille assassinée sous ses yeux :

> Ils nous faisaient sortir du rang l’un après l’autre ; ils ont abattu un vieux et, quand l’une de ses filles a crié, ils l’ont tuée aussi. Puis ils ont appelé mon frère Muhammad et l’ont tué devant nous, et quand ma mère a hurlé en se penchant sur lui – avec ma petite sœur Hudra dans les bras, parce qu’elle l’allaitait encore –, ils l’ont abattue aussi[187].

Les soldats juifs tirèrent également sur Zaydan dans une rangée d’enfants qu’ils avaient alignée contre un mur puis arrosée de balles avant leur départ, « juste pour s’amuser ». Zaydan eut la chance de survivre à ses blessures.

Les recherches récentes ont ramené le nombre admis des massacrés de Deir Yassin de 170 à 93. En plus des massacrés à proprement parler, des dizaines d’autres, évidemment, ont été tués pendant le combat et n’ont donc pas été inclus dans la liste officielle des victimes. Mais, puisque les forces juives considéraient tout village palestinien comme une base militaire

ennemie, la distinction entre massacrer les habitants et les tuer « au combat » était mince. Il suffit de savoir qu'il y avait trente bébés parmi les morts de Deir Yassin pour comprendre que l'argumentation « quantitative » – que les Israéliens ont répétée en avril 2002 pour le massacre de Djénine – n'a aucun sens. À l'époque, la direction juive a annoncé fièrement un nombre élevé de victimes afin de faire de Deir Yassin l'épicentre de la catastrophe – et d'avertir tous les Palestiniens qu'un sort semblable les attendait s'ils refusaient d'abandonner leurs maisons et de s'enfuir[188].

Puis ce fut le tour de quatre villages voisins : Qaluniya, Saris, Beit Surik et Biddou. Les unités de la Haganah ne passèrent qu'environ une heure dans chacun d'eux : elles firent sauter les maisons et expulsèrent les habitants. Notons avec intérêt (ou ironie, si l'on préfère) que les officiers de la Haganah, à les en croire, ont dû lutter contre leurs subordonnés pour empêcher une frénésie de pillage à la fin de chaque occupation. Ben-Ari, qui supervisait l'unité de sapeurs chargée de dynamiter les maisons, assure dans ses Mémoires qu'il a arrêté les pillages à lui seul, mais le moins que l'on puisse dire est que cette prétention paraît exagérée, puisque les paysans de ces villages se sont enfuis sans rien emporter et que des objets qui leur appartenaient se sont retrouvés dans les chambres et les fermes des soldats et dans celles des officiers comme souvenirs de guerre[189].

Deux villages de la même zone furent épargnés, Abou Ghosh et Nabi Samuel. Cela parce que leurs mukhtars avaient établi des relations assez cordiales avec les chefs locaux du groupe Stern. Bizarrement, c'est ce qui les a sauvés de la destruction et de l'expulsion : quand la Haganah a voulu les démolir, l'organisation la plus extrémiste, le groupe Stern, est venue les défendre. Mais ce fut une rare exception, et des centaines de villages ont subi le même sort que Qaluniya et Qastal[190].

L’urbicide de la Palestine

On mesure la confiance qu’avait le Haut Commandement, au début d’avril, dans sa capacité non seulement à conquérir mais aussi à nettoyer les zones que les Nations unies avaient accordées à l’État juif, quand on le voit, immédiatement après l’opération Nahshon, tourner son attention vers les grands centres urbains de Palestine. Ceux-ci ont été systématiquement attaqués pendant tout le reste du mois, sous le regard indifférent des agents de l’ONU et des responsables britanniques.

L’offensive contre les villes a commencé par Tibériade. Dès que les nouvelles de Deir Yassin et du massacre qui avait eu lieu trois jours plus tard (le 12 avril) dans le village voisin de Khirbat Nasr al-Din se répandirent dans la population palestinienne de la ville, beaucoup prirent la fuite[191]. Les habitants ont aussi été terrorisés par le pilonnage massif et quotidien que leur faisaient subir les forces juives, en position sur les montagnes qui surplombaient cette capitale historique de l’Antiquité sur le lac de Tibériade, où 6 000 Juifs et 5 000 Arabes coexistaient paisiblement, comme le faisaient leurs ancêtres depuis des siècles. En raison de l’obstruction britannique, l’ALA n’avait réussi à envoyer dans la ville qu’une trentaine de volontaires. Ils ne faisaient pas le poids face aux forces de la Haganah qui, depuis les hauteurs, faisaient dévaler des barils d’explosifs et diffusaient par haut-parleurs des bruits terrifiants pour épouvanter la population – prélude aux vols supersoniques au-dessus de Beyrouth en 1983 et de Gaza en 2005, jugés criminels par les organisations de défense des droits de l’homme. Tibériade est tombée le 18 avril[192].

Les Britanniques ont joué un rôle douteux dans l’attaque contre Tibériade. Ils ont d’abord offert de protéger les habitants palestiniens, mais ils les ont vite incités à négocier avec les forces juives une évacuation générale de la ville. Le roi Abdallah de Jordanie a été plus « pratique » : il a envoyé trente camions pour aider à déplacer les femmes et les enfants. Dans ses Mémoires, il affirme qu’il était convaincu qu’on était tout proche d’un nouveau Deir Yassin[193]. Les officiers britanniques ont dit plus tard qu’ils avaient eu des appréhensions du même ordre, mais les documents qui prouvent l’ampleur des pressions exercées par les Britanniques sur les

dirigeants de la communauté palestinienne pour que celle-ci quitte la ville n'attestent pas un bien grand souci quant à un massacre imminent. Certains diront que les Britanniques ont sauvé la population arabe de Tibériade d'une tuerie ; d'autres soutiendront qu'ils ont collaboré avec les expulseurs. Leur rôle est plus clair, et beaucoup plus négatif, dans les chapitres suivants de l'urbicide en Palestine : l'occupation d'Haïfa et de Jaffa.

La désarabisation d'Haïfa

Les opérations à Haïfa, on l'a dit, avaient été bien accueillies et approuvées *a posteriori* par le Conseil consultatif, bien qu'il n'en ait pas nécessairement été l'initiateur. La première vague de terreur contre la population arabe de la ville, en décembre 1947, avait incité de nombreux membres de l'élite palestinienne à gagner leurs résidences secondaires au Liban ou en Égypte en attendant le retour au calme. Il est difficile d'estimer combien ont été ceux qui ont agi ainsi. La plupart des historiens parlent de 15 000 à 20 000 personnes[194].

Le 12 janvier 1948, un dirigeant local nommé Farid Sa'ad, directeur de l'Arab Bank à Haïfa et membre du comité national local, envoya au docteur Hussein Khalidi, secrétaire du Haut Comité arabe, un télégramme désespéré : « Heureusement que les Juifs ne savent pas la vérité[195]. » La « vérité », c'était qu'au bout d'un mois de pilonnage massif et d'agressions l'élite urbaine palestinienne s'était effondrée. Mais les Juifs, en réalité, étaient très bien informés sur ce qui se passait. Le Conseil consultatif savait parfaitement que les citadins riches et aisés étaient partis dès le mois de décembre, que les armes arabes n'arrivaient pas et que les gouvernements arabes ne faisaient guère plus qu'exhaler tous azimuts une rhétorique guerrière enflammée afin de cacher leur inaction et leur peu d'envie d'intervenir pour défendre les Palestiniens.

Le départ des riches laissait sans chefs les 55 000 à 60 000 Palestiniens d'Haïfa, qui, le nombre de volontaires arabes armés dans la ville étant relativement faible, étaient en avril 1948 à la merci des forces juives – malgré la présence des soldats britanniques, théoriquement responsables de la sécurité et du bien-être des habitants de la ville.

Cette phase de l'opération juive autour d'Haïfa reçut le nom inquiétant de Ciseaux (Misparayim), qui indiquait simultanément deux idées : prendre la ville en tenailles et la couper de son arrière-pays palestinien. Haïfa, comme Tibériade, avait été allouée par l'ONU à l'État juif : le passage sous contrôle juif du seul grand port du pays était une preuve de plus de l'injustice manifeste du plan de paix des Nations unies à l'égard des Palestiniens. Les sionistes voulaient le port, mais sans les 75 000 Palestiniens qui l'habitaient, et, en avril 1948, ils ont atteint leur objectif.

En sa qualité de port principal de la Palestine, Haïfa était aussi la dernière étape dans le mouvement de retrait britannique. Les Britanniques devaient rester jusqu'au mois d'août, mais, en février 1948, ils avaient décidé d'avancer leur départ au mois de mai. Leurs soldats, qui étaient donc très nombreux à Haïfa, avaient encore le pouvoir légal et, pourrait-on soutenir, le devoir moral de maintenir l'ordre dans la ville. Leur comportement, comme devaient l'admettre plus tard beaucoup d'hommes d'État britanniques, constitue l'un des chapitres les plus honteux de l'histoire de l'Empire britannique au Moyen-Orient[196]. La campagne juive pour terroriser la population – pilonnages massifs, tirs de *snipers*, rivières d'huile et de fioul enflammés dévalant les pentes, barils d'explosifs avec détonateurs – avait commencé en décembre et s'était poursuivie au cours des premiers mois de 1948, mais elle s'est intensifiée au début d'avril. Le 18 avril, jour où les Palestiniens de Tibériade ont été mis en fuite, le commandant britannique du secteur Nord, dont le QG était à Haïfa, le général de brigade Hugh Stockwell, convoqua dans son bureau les autorités juives de la ville et les informa que, dans les deux jours, les soldats britanniques seraient retirés des postes où ils s'interposaient entre les deux communautés. Cette « zone tampon » était le seul obstacle qui empêchait les forces juives de donner l'assaut et de s'emparer des quartiers palestiniens, où vivaient plus de 50 000 personnes. La voie était libre pour la désarabisation d'Haïfa.

La tâche fut confiée à la brigade Carmeli, l'une des unités d'élite de l'armée juive (il y avait des brigades de « qualité inférieure », comme la Qiryati, composée de Juifs arabes, qu'on n'envoyait effectuer que des pillages et d'autres « missions » peu séduisantes ; on peut trouver des documents israéliens qui définissent la Qiryati par sa « moindre qualité

humaine »[197]). Les 2 000 soldats de la brigade Carmeli se trouvaient face à une armée de 500 volontaires, locaux et surtout libanais, mal équipés : armes inférieures, peu de munitions, en tout cas de sûrement rien de comparable aux véhicules blindés et aux mortiers des forces juives.

Le retrait de la barrière britannique permit de remplacer l'opération Ciseaux par l'opération Nettoyage du levain (Biour hametz). L'expression en hébreu signifie « grand nettoyage » et renvoie à une pratique religieuse juive : l'élimination de la moindre trace de pain ou de levure dans les maisons avant Pâque, puisque ces aliments sont interdits pendant cette fête de plusieurs jours[*1]. Avec un à-propos brutal, le nettoyage d'Haïfa, où les Palestiniens étaient le pain et la farine, a commencé la veille de Pâque, le 21 avril.

Stockwell, le général britannique, était informé de l'imminence d'une attaque juive, et, le jour même où l'assaut allait avoir lieu, il invita pour consultation la « direction palestinienne » de la ville. Il eut pour interlocuteurs quatre hommes épuisés, devenus les dirigeants de la communauté arabe pour l'occasion, puisque aucun des postes qu'ils occupaient officiellement ne les préparait au moment historique crucial devant lequel ils se trouvèrent dans le bureau du général ce matin-là. Une correspondance antérieure entre eux et Stockwell montre qu'ils lui faisaient confiance pour maintenir l'ordre dans la ville. L'officier britannique leur conseilla de partir : mieux valait que les Palestiniens quittent la ville où la plupart de leurs familles vivaient et travaillaient depuis le milieu du XVIIIe siècle, l'époque à laquelle Haïfa était devenue une ville moderne importante. Peu à peu, en écoutant Stockwell et en sentant s'évanouir la confiance qu'ils avaient en lui, ils comprirent qu'ils ne parviendraient pas à sauver leur communauté et se préparèrent donc au pire : puisque les Britanniques n'allaient pas les protéger, ils étaient voués à l'expulsion. Ils dirent à Stockwell qu'ils voulaient partir en bon ordre. La brigade Carmeli fit en sorte que cela se fasse dans le carnage et le chaos[198].

Alors qu'ils se rendaient chez le commandant britannique, les quatre hommes purent entendre sur leur chemin les haut-parleurs juifs qui incitaient les femmes et les enfants palestiniens à s'en aller avant qu'il ne soit trop tard. Dans d'autres quartiers de la ville, des haut-parleurs diffusaient un message diamétralement opposé, qui venait du maire juif de

la ville, Shabtai Levi – honnête homme de l’avis de tous : il suppliait les habitants de rester et leur promettait qu’aucun mal ne leur serait fait. Mais ce n’était pas Levi qui décidait, c’était Mordechai Maklef, l’officier des opérations de la brigade Carmeli. Maklef organisait la campagne de nettoyage, et les ordres qu’il donna à ses soldats étaient clairs et simples : « Tuez tous les Arabes que vous rencontrez, incendiez tout ce qui est inflammable et ouvrez les portes à l’explosif. » (Il devint plus tard chef d’état-major de l’armée israélienne[199].)

Quand ces ordres furent promptement exécutés dans la zone de 1,5 kilomètre carré où vivaient encore les milliers de Palestiniens sans défense d’Haïfa, le choc et la terreur furent tels que, sans emporter le moindre bagage ni même savoir ce qu’ils faisaient, les habitants partirent en masse. En pleine panique, ils se dirigèrent vers le port, espérant trouver un bateau ou une barque pour quitter la ville. Dès qu’ils eurent fui, les soldats juifs entrèrent dans les maisons et les pillèrent.

Quand Golda Meir, l’une des plus importantes dirigeantes sionistes, vint à Haïfa quelques jours plus tard, elle eut d’abord du mal à réprimer un sentiment d’horreur en pénétrant dans des maisons où le repas était encore sur la table, où des enfants avaient laissé par terre des jouets et des livres et où la vie semblait s’être figée en un instant. Golda Meir venait des États-Unis, où sa famille s’était réfugiée après les pogroms en Russie, et ce qu’elle a vu ce jour-là lui a rappelé les pires récits que lui avaient faits ses parents des violences des Russes contre les Juifs au cours des décennies précédentes[200]. Toutefois, il est clair que cette expérience n’a eu aucun effet durable sur sa détermination ni sur celle des autres dirigeants à poursuivre le nettoyage ethnique de la Palestine.

Dès les premières heures de l’aube, le 22 avril, les habitants de la ville commencèrent à affluer vers le port. Comme il y avait déjà foule dans les rues de ce quartier où se pressaient tous ceux qui cherchaient à s’échapper, la direction autoproclamée de la communauté arabe tenta de mettre un peu d’ordre dans le chaos. Des haut-parleurs demandèrent aux gens de se rassembler dans le vieux marché près du port et de s’y abriter jusqu’à ce que soit organisée une évacuation ordonnée par mer. « Les Juifs ont occupé Stanton Road et ils avancent », hurlaient les haut-parleurs.

Le « livre de guerre » de la brigade Carmeli, chronique de ses actions à l'époque, ne trahit guère de remords pour ce qui a suivi. Les officiers de la brigade, sachant qu'on avait conseillé aux gens de se rassembler non loin de l'entrée principale du port, ordonnèrent à leurs hommes de mettre en position des mortiers de 76 mm sur le versant de la montagne qui surplombait le marché et le port – à l'endroit où se trouve aujourd'hui l'hôpital Rothschild – et de bombarder la foule qui se massait en contrebas. L'objectif était de garantir que les habitants de la ville ne reviendraient pas sur leur décision de fuir, et qu'ils fuiraient dans une seule direction. Une fois les Palestiniens concentrés sur la place du marché – joyau architectural de la période ottomane couvert de voûtes blanches, mais détruit jusqu'à en être devenu méconnaissable après la création de l'État d'Israël –, ils étaient une cible facile pour les tireurs juifs[201].

Le marché d'Haïfa se trouvait à moins de 100 mètres de ce qui était alors l'accès principal au port. Quand le pilonnage commença, les Palestiniens pris de panique coururent naturellement vers ce portail. Balayant les policiers qui en gardaient l'entrée, la foule fit alors irruption dans le port. Des dizaines de personnes se précipitèrent dans les bateaux et commencèrent à fuir la ville. Les souvenirs horrifiés de certains survivants, publiés récemment, nous apprennent ce qui s'est passé ensuite. En voici un aperçu :

> Les hommes marchaient sur leurs amis, les femmes sur leurs propres enfants. Les bateaux dans le port furent vite remplis d'une cargaison vivante. La surcharge était horrible. Beaucoup ont chaviré et coulé avec tous leurs passagers[202].

Ces scènes ont été si effroyables que, lorsque les rapports sont parvenus à Londres, ils ont poussé le gouvernement britannique à agir : certains responsables, probablement pour la première fois, commençaient à mesurer l'énormité du désastre que leur inaction créait en Palestine. Le secrétaire au Foreign Office britannique, Ernest Bevin, était furieux du comportement de Stockwell, mais le maréchal Montgomery, chef d'état-major impérial, donc supérieur du général, a pris sa défense[203]. Le dernier contact entre les dirigeants palestiniens d'Haïfa et le général Stockwell a été une lettre qui en dit long :

> Nous sommes désespérés et profondément affligés par le manque de sympathie des autorités britanniques, qui ne sont pas venues en aide aux blessés bien que nous leur ayons demandé de le

faire[204].

Et maintenant, Safed[205]

Quand Haïfa est tombée, seules quelques villes de Palestine étaient encore libres, dont Acre, Nazareth et Safed. La bataille de Safed a commencé à la mi-avril et duré jusqu'au 1er mai. Non pas en raison d'une résistance opiniâtre des Palestiniens ou des volontaires de l'ALA, bien qu'ils aient fait dans cette ville des efforts plus sérieux qu'ailleurs. Ce sont plutôt des considérations tactiques qui ont orienté l'offensive juive, dans un premier temps, vers l'arrière-pays rural de Safed, et ensuite seulement vers la ville elle-même.

À Safed, il y avait 9 500 Arabes et 2 400 Juifs. La plupart de ces derniers étaient des ultra-orthodoxes : le sionisme ne les intéressait pas du tout, et se battre avec leurs voisins arabes moins encore. Cette situation et la façon assez graduelle dont avançait la conquête juive ont pu donner des illusions aux onze membres du comité national local, les persuadant que leur ville s'en sortirait mieux que d'autres. Le comité était assez représentatif : il comprenait les notables de la ville, des oulémas (dignitaires religieux), des marchands, des propriétaires fonciers et d'anciens militants de la révolte de 1936, dont Safed avait été l'un des principaux foyers[206]. Leur sentiment fallacieux de sécurité était renforcé par la présence relativement importante des volontaires arabes : ils étaient plus de 400 à Safed, bien que la moitié seulement possédât un fusil. Les escarmouches avaient commencé dans la ville au début de janvier, déclenchées par une incursion de « reconnaissance violente » de quelques membres de la Haganah dans les quartiers palestiniens et sur le marché. Un officier syrien charismatique, Ihasn Qam Ulmaz, organisait la défense contre les attaques répétées de l'unité commando de la Haganah, le Palmah.

Au début, ces attaques du Palmah étaient sporadiques et inefficaces, car ses hommes dirigeaient en fait leurs efforts contre les campagnes qui entouraient la ville. Mais, quand ils en eurent fini avec les villages des environs de Safed (dont nous reparlerons plus loin dans ce chapitre), ils purent se concentrer entièrement sur la ville, le 29 avril 1948. Malheureusement pour la population de Safed, c'est précisément au

moment où elle avait le plus besoin de lui qu'elle perdit le militaire compétent qu'était Ulmaz. Le nouveau commandant de l'ALA en Galilée, Adib Chichakli (qui deviendrait l'un des gouvernants de la Syrie dans les années 1950), le remplaça par l'un des officiers les plus ineptes de cette armée. On peut douter, néanmoins, qu'Ulmaz aurait fait beaucoup mieux au vu du déséquilibre des forces : 1 000 soldats du Palmah bien entraînés face à 400 volontaires arabes – l'un des nombreux cas de déséquilibres locaux qui montrent l'inconsistance du mythe du David juif affrontant le Goliath arabe en 1948[207].

Les soldats du Palmah expulsèrent la plupart des habitants, n'autorisant à rester qu'une centaine de personnes âgées – mais pas pour longtemps. Le 5 juin, Ben Gourion note sèchement dans son journal : « Abraham Hanuki, d'Ayelet Hashahar [un kibboutz], m'a dit que, puisqu'il ne restait à Safed que cent personnes âgées, elles ont été expulsées au Liban[208]. »

La ville fantôme de Jérusalem

L'urbicide n'a pas épargné Jérusalem : comme le dit un livre récent de Salim Tamari, la « Ville éternelle » s'est rapidement transformée en « ville fantôme »[209]. Les soldats juifs ont pilonné, attaqué et occupé les quartiers arabes de l'Ouest en avril 1948. Certains des habitants palestiniens les plus riches avaient quitté ces zones prospères quelques semaines auparavant. Les autres ont été expulsés de maisons qui, aujourd'hui encore, attestent la beauté architecturale des quartiers que l'élite palestinienne avait commencé à construire hors des murs de la Vieille Ville à la fin du XIXe siècle. Ces dernières années, quelques-uns de ces chefs-d'œuvre ont commencé à disparaître : la fièvre de l'immobilier, l'excentricité architecturale et la cupidité des promoteurs ont uni leurs forces pour transformer ces élégantes zones résidentielles en rues bordées de villas monstrueuses et de palais extravagants, à l'intention des Juifs américains riches qui affluent à Jérusalem dans leurs vieux jours.

Les troupes britanniques étaient encore en Palestine quand ces quartiers ont été nettoyés et occupés, mais elles sont restées à l'écart et ne sont pas intervenues. Dans un seul d'entre eux, Cheikh Jarrah – le premier quartier palestinien construit en dehors des murs de la Vieille Ville, où se trouvaient

les domiciles des grandes familles de notables, comme les Husseini, les Nashashibi et les Khalidi –, le commandant britannique local décida d'agir.

Les instructions données aux forces juives en avril 1948 étaient très claires : « Occuper le quartier et détruire toutes ses maisons[210]. » L'attaque de nettoyage commença le 24 avril 1948, mais fut arrêtée par les Britanniques avant d'avoir pu atteindre pleinement ses objectifs. Nous avons un témoignage capital sur ce qui s'est passé à Cheikh Jarrah, celui du secrétaire du Haut Comité arabe, le docteur Hussein Khalidi, qui y résidait : les télégrammes désespérés qu'il envoyait au mufti étaient souvent interceptés par le renseignement sioniste et ont été conservés aux archives israéliennes[211]. Khalidi fait savoir que les soldats britanniques ont sauvé le quartier, à l'exception de vingt maisons que la Haganah a réussi à faire sauter. Ce cas montre à quel point le sort de nombreux Palestiniens eût été différent si les soldats britanniques étaient aussi intervenus ailleurs, comme ils étaient tenus de le faire au vu des obligations que leur fixaient la charte du Mandat et les termes de la résolution de partition de l'ONU.

L'inaction britannique a été la règle, cependant, ainsi que le soulignent les appels frénétiques de Khalidi au sujet des autres quartiers de Jérusalem, en particulier dans la partie occidentale de la ville. Ces zones subissaient des pilonnages répétés depuis le 1er janvier, et là, contrairement à ce qui s'est passé à Cheikh Jarrah, les Britanniques ont joué un rôle vraiment diabolique : ils ont pris leurs armes aux quelques habitants palestiniens qui en avaient, en promettant de protéger la population contre les attaques juives, après quoi ils sont immédiatement revenus sur leur promesse.

Dans l'un de ses télégrammes du début de janvier, le docteur Khalidi écrivit à al-Hadj Amin, au Caire, qu'une foule de citoyens en colère manifestait presque tous les jours devant sa maison : ils cherchaient un dirigeant, appelaient à l'aide. Des médecins présents parmi eux disaient à Khalidi que les hôpitaux étaient submergés de blessés, manquaient de linceuls pour couvrir les cadavres. C'était l'anarchie totale et les gens étaient en pleine panique.

Mais le pire restait à venir[212]. Quelques jours après l'attaque avortée contre Cheikh Jarrah, à l'aide des mêmes obus de mortier de 76 mm que ceux utilisés à Haïfa, les quartiers palestiniens du nord et de l'ouest de Jérusalem furent soumis à un pilonnage incessant. Seul Shu'fat tint bon et

refusa de se rendre. Katamon tomba dans les derniers jours d'avril. Yitzhak Levy, le chef du renseignement de la Haganah à Jérusalem, se souvient : « Tandis que le nettoyage de Katamon était en cours, les pillages et les vols ont commencé. Des soldats et des citoyens y ont pris part. Ils entraient dans les maisons et prenaient les meubles, les vêtements, les appareils électriques et les produits alimentaires[213]. »

L'entrée en jeu de la Légion arabe jordanienne changea la situation, et les opérations de nettoyage furent arrêtées à la mi-mai 1948. Des Jordaniens avaient déjà participé aux combats antérieurs en qualité de volontaires, contribuant ainsi à ralentir l'avance juive, notamment pendant la conquête de Katamon, qui avait nécessité des combats acharnés dans le monastère de Saint-Simon. Mais, en dépit de leurs efforts héroïques – c'est le terme qu'emploient Lévy et ses amis – pour défendre les quartiers palestiniens de l'Ouest, ils ont échoué. Globalement, huit quartiers palestiniens et trente-neuf villages ont subi le nettoyage ethnique dans la région du grand Jérusalem, et leur population a été transférée dans la partie est de la ville. Aujourd'hui, les villages ont tous disparu, mais certaines des plus belles maisons de Jérusalem sont encore debout, désormais habitées par les familles juives qui les ont prises immédiatement après l'éviction de leurs anciens propriétaires – rappel muet du sort tragique de ces derniers.

Acre et Baysan

L'urbicide s'est poursuivi au mois de mai avec l'occupation d'Acre, sur le littoral, et de Baysan, dans l'Est, le 6 mai 1948. Au début de mai, Acre a prouvé, une fois de plus, que Napoléon n'était pas le seul à avoir eu du mal à la prendre. En dépit d'un grave surpeuplement dû à l'énorme afflux de réfugiés en provenance de sa voisine Haïfa, le pilonnage massif et quotidien des forces juives ne réussissait pas à vaincre la ville des croisés. Mais son alimentation en eau, vulnérable – elle venait des sources de Kabri, à dix kilomètre au nord, par un aqueduc qui avait près de deux cents ans –, a été son talon d'Achille. Pendant le siège, des germes de la typhoïde ont manifestement été injectés dans cette eau. Des émissaires locaux de la Croix-Rouge internationale ont envoyé à ce sujet des rapports à leur siège central, laissant fort peu de doutes quant à l'identité, selon eux, du suspect : la Haganah. Ces rapports décrivent une soudaine épidémie de typhoïde et,

même dans leur langage prudent, soulignent qu'un empoisonnement extérieur en est la seule explication possible[214].

Le 6 mai 1948, une réunion de crise fut convoquée à l'hôpital libanais d'Acre, qui appartenait à la Croix-Rouge. Le général de brigade Beveridge, chef des services médicaux britanniques, le colonel Bonnet, de l'armée britannique, le docteur Maclean, des services médicaux, et M. de Meuron, le délégué de la Croix-Rouge en Palestine, discutèrent avec des responsables de la municipalité des soixante-dix victimes qu'avait déjà emportées l'épidémie. Ils conclurent que l'infection était incontestablement portée par l'eau, et qu'elle n'était pas due au surpeuplement ou au manque d'hygiène, comme l'affirmait la Haganah. Fait éloquent : elle avait touché cinquante-cinq soldats britanniques, qui avaient été transférés à l'hôpital de Port-Saïd en Égypte. « Rien de tel ne s'est jamais produit en Palestine », déclara le général de brigade Beveridge à Meuron. Dès l'instant où l'aqueduc a été identifié comme source de l'infection, la population est passée aux puits artésiens et à l'eau de la station agricole au nord d'Acre. Les réfugiés d'Acre qui se trouvaient déjà dans des camps dans le Nord ont aussi été examinés pour empêcher l'épidémie de se répandre.

Leur moral affaibli par l'épidémie de typhoïde et le pilonnage intensif, les habitants ont fini par écouter l'appel des haut-parleurs qui leur hurlaient : « Rendez-vous ou suicidez-vous. Nous allons vous détruire jusqu'au dernier[215]. » Le lieutenant Petite, observateur français de l'ONU, a signalé dans son rapport qu'après la chute de la ville l'armée s'était livrée à un pillage massif et systématique, allant jusqu'à emporter les meubles, les vêtements et tout ce qui pouvait être utile aux nouveaux immigrants juifs et dont l'enlèvement pouvait dissuader les réfugiés de revenir.

Le 27 mai, une tentative semblable pour empoisonner l'alimentation en eau de Gaza a été déjouée. Les Égyptiens ont pris deux Juifs, David Horin et David Mizrahi, alors qu'ils essayaient d'injecter les virus de la dysenterie et de la typhoïde dans les puits de Gaza. Le général Yadin a rapporté l'incident à Ben Gourion, alors Premier ministre d'Israël, qui l'a noté dans son journal, sans commentaire. Les deux hommes ont été plus tard exécutés par les Égyptiens. Il n'y a eu aucune protestation officielle israélienne[216].

Ernest David Bergman ainsi que les frères Katzir, cités plus haut, faisaient partie d'une équipe qui travaillait à doter Israël de capacités de guerre

biologique. Celle-ci avait été créée par Ben Gourion dans les années 1940 et appelée par euphémisme le « Corps scientifique » de la Haganah. Ephraim Katzir en a été nommé directeur en mai 1948, date à laquelle cet organisme a été rebaptisé « HEMED » (acronyme de Hayl Mada, Corps scientifique), mot qui signifie « Douceur ». Il n'a joué aucun rôle important dans les campagnes de 1948, mais ses premières contributions donnaient un avant-goût des futures aspirations non conventionnelles de l'État d'Israël[217].

À peu près à la même date que l'occupation d'Acre, la brigade Golani prit la ville de Baysan au cours de l'opération Gédéon. Comme à Safed, les forces juives ont commencé par occuper plusieurs villages des alentours avant de se concentrer sur la ville. Après leur succès à Haïfa, à Tibériade et à Safed, elles étaient sûres d'elles et très efficaces. Désormais expérimentées en matière d'expulsions collectives, elles ont essayé d'imposer un départ rapide aux habitants de Baysan en leur lançant un ultimatum : ils avaient dix heures pour quitter leurs maisons. Cet ultimatum a été remis aux « notables de la ville », c'est-à-dire à certains membres du comité national local. Ils l'ont rejeté et se sont efforcés de réunir en hâte des réserves de nourriture pour soutenir un long siège ; ils ont disposé quelques armes, essentiellement deux canons amenés par les volontaires, pour repousser l'assaut imminent. Nahum Spigel, qui commandait la brigade Golani, voulait lancer une offensive rapide et faire des prisonniers de guerre afin de les échanger contre des prisonniers juifs que les forces jordaniennes avaient faits lorsqu'elles avaient réussi à occuper le quartier juif de la Vieille Ville de Jérusalem et l'implantation sioniste de Gush Etzion. En fait, la Légion arabe avait plutôt sauvé les colons de Gush Etzion des mains de paramilitaires palestiniens furieux qui avaient attaqué cette colonie juive isolée et le convoi qui s'était porté à son secours[218]. (Aujourd'hui, Gush Etzion est une grande colonie juive de Cisjordanie.) Avec les habitants du vieux quartier juif de Jérusalem, ces colons ont fait partie des rares prisonniers de guerre juifs de ce conflit. Ils ont été correctement traités et libérés peu après, à la différence des milliers de Palestiniens qui, en droit international, étaient alors citoyens de l'État d'Israël mais qui, prisonniers, étaient parqués dans des enclos.

Après de lourds bombardements quotidiens, y compris aériens, le comité local de Baysan a décidé de se rendre. Lorsqu'il a pris cette décision, il comptait quatre membres : le cadi, le prêtre local, le secrétaire de mairie et

le marchand le plus riche de la ville. Ils ont rencontré Palti Sela et ses collègues pour discuter des conditions de la capitulation. (Avant cette réunion, ils avaient demandé l'autorisation de se rendre à Naplouse pour discuter de leur reddition, mais elle leur avait été refusée.) Le 11 mai, la ville est passée aux mains des Juifs. Palti Sela a été particulièrement frappé par les deux vieilles pièces d'artillerie pathétiques qui étaient censées protéger Baysan, deux canons antiaériens français de la Première Guerre mondiale, des armes archaïques bien représentatives du niveau général de l'armement dont disposaient les Palestiniens et les volontaires à la veille de l'entrée des armées régulières arabes en Palestine.

Aussitôt après, Palti Sela et ses collègues ont pu superviser l'« expulsion ordonnée » des habitants de la ville. Certains ont été transférés à Nazareth – qui était encore, en mai, une ville palestinienne libre, mais pas pour très longtemps –, d'autres à Djénine, mais la plupart ont été conduits sur l'autre rive du Jourdain, tout proche[219]. Les témoins oculaires se souviennent de ces hordes sorties de Baysan, particulièrement paniquées, terrorisées, avançant en toute hâte vers le Jourdain, puis s'enfonçant à l'intérieur des terres jusqu'à des campements de fortune. Néanmoins, tandis que les soldats juifs menaient d'autres opérations aux alentours, bon nombre d'habitants ont réussi à revenir. Baysan est vraiment situé tout près de la Cisjordanie et du Jourdain : il était donc assez simple de s'infiltrer pour y retourner discrètement. Ceux qui y sont parvenus sont restés jusqu'à la mi-juin, après quoi l'armée israélienne est venue, l'arme au poing, les embarquer sur des camions et les reconduire sur l'autre rive du fleuve.

La destruction de Jaffa

Jaffa a été la dernière ville à être prise, le 13 mai, deux jours avant la fin du Mandat. Comme tant de villes de Palestine, elle avait une longue histoire qui remontait à l'âge du bronze et un héritage romain et byzantin impressionnant. C'est le chef militaire musulman Amr Ibn al-'Aas qui l'a arabisée quand il l'a conquise en 632. Le grand Jaffa comprenait vingt-quatre villages et dix-sept mosquées ; il reste aujourd'hui une mosquée, mais plus aucun village.

Le 13 mai, 5 000 soldats de l'Irgoun et de la Haganah attaquèrent la ville, que des volontaires arabes dirigés par Michel al-Issa, un chrétien local,

tentaient de défendre. Ils comptaient dans leurs rangs une unité peu ordinaire de cinquante musulmans bosniaques et des membres de la seconde génération des templiers, des colons allemands venus au milieu du XIXe siècle comme missionnaires et qui avaient décidé de défendre leurs colonies (en Galilée, d'autres templiers s'étaient rendus sans combattre et avaient été chassés prestement de leurs deux jolies colonies, Waldheim et Beit Lehem, à l'ouest de Nazareth).

Globalement, Jaffa jouissait de la force de défense la plus nombreuse de toutes les localités palestiniennes : 1 500 volontaires au total faisant face aux 5 000 soldats juifs. Ils ont soutenu un siège et un assaut de trois semaines, de la mi-avril à la mi-mai. Quand Jaffa est tombée, toute sa population – 50 000 habitants – a été expulsée, avec l'« aide » de la médiation britannique, ce qui veut dire que leur fuite a été moins chaotique qu'à Haïfa. Il y eut néanmoins des scènes rappelant les horreurs qui avaient eu lieu dans le grand port du Nord : certains furent littéralement poussés à la mer quand les expulsés se précipitèrent pour monter sur les bateaux de pêche beaucoup trop petits qui allaient les emmener à Gaza, tandis que les soldats juifs tiraient au-dessus de leurs têtes pour hâter leur départ.

Avec la chute de Jaffa, les forces d'occupation juives avaient vidé et dépeuplé tous les grands centres urbains de Palestine. L'immense majorité de leurs habitants – sans distinction de classe, de confession ou de métier – n'ont jamais revu leur ville ; les plus politisés joueraient plus tard un rôle essentiel dans la réémergence du mouvement national palestinien sous la forme de l'OLP, dont la revendication première serait leur droit au retour.

---

*1 La Pâque juive commémore la sortie d'Égypte. Selon l'Exode, le Pharaon, après s'être longtemps opposé à leur départ, finit par ordonner aux Hébreux de partir à l'instant même, sans leur laisser le temps de faire lever leur pain. Telle est l'origine de cette interdiction totale de la levure et du levain pendant les fêtes de Pâque, qui donnent lieu chaque année à un « grand nettoyage de printemps » de toutes les maisons.

Le nettoyage continue

Dès la fin de mars, les opérations juives avaient détruit une grande partie de l'arrière-pays rural de Jaffa et de Tel-Aviv. Il y avait une division du travail évidente entre les forces de la Haganah et l'Irgoun. Tandis que la Haganah avançait en bon ordre d'un village au suivant conformément au plan, on laissait l'Irgoun mener des actions sporadiques dans des villages qui ne figuraient pas sur la liste initiale. C'est ainsi que l'Irgoun entra le 30 mars dans le village de Cheikh Muwannis (ou Munis, comme on l'appelle aujourd'hui) et en expulsa les habitants par la force. Aujourd'hui, ses ruines se trouvent sous l'élégant campus de l'université de Tel-Aviv, et l'une de ses rares maisons restées debout sert de foyer aux enseignants[220].

Sans l'entente tacite entre la Haganah et l'Irgoun, Cheikh Muwannis aurait peut-être été sauvé. Les chefs du village avaient fait de sérieux efforts pour entretenir des rapports cordiaux avec la Haganah afin d'éviter l'expulsion, mais les « arabisants » qui avaient conclu ce traité étaient introuvables le jour où l'Irgoun s'est présentée et a expulsé toute la population[221].

En avril, les opérations dans les campagnes ont été étroitement liées à l'urbicide. Ce sont les villages proches des centres urbains qui ont été pris et évacués, parfois avec des massacres, dans une campagne de terreur qui visait à préparer le terrain pour s'emparer plus facilement des villes.

Le Conseil consultatif se réunit à nouveau le mercredi 7 avril 1948. Il décida de détruire, avec expulsion totale des habitants, tous les villages qui se trouvaient sur les routes Tel-Aviv-Haïfa, Djénine-Haïfa et Jérusalem-Jaffa. En définitive, à l'exception d'une minuscule poignée de villages, aucun ne fut épargné[222].

Ainsi, tandis que l'Irgoun effaçait de la carte le village de Cheikh Muwannis, la Haganah occupa en l'espace d'une semaine six villages de la même zone : d'abord Khirbat Azzun, le 2 avril, puis Khirbat Lid, Arab al-Fuqara, Arab al-Nufay'at et Damira, qui avaient tous été nettoyés le 10, et enfin Cherqis, le 15. À la fin du mois, trois autres villages proches de Jaffa-

Tel-Aviv – Khirbat al-Manshiya, Biyar ,Adas et le gros village de Miska – avaient été pris et détruits[223].

Tout cela a eu lieu avant qu'un seul soldat des armées régulières arabes ne soit entré en Palestine, et le rythme est ensuite devenu difficile à suivre, tant à l'époque que plus tard pour les historiens. Du 30 mars au 15 mai, 200 villages ont été occupés et leurs habitants expulsés. C'est un fait, à dire et à répéter, car il anéantit le mythe israélien selon lequel les « Arabes » se seraient enfuis quand l'« invasion arabe » a commencé. Près de la moitié des villages arabes avaient déjà été attaqués quand les gouvernements arabes ont finalement décidé – à contrecœur, nous le savons – d'envoyer leurs troupes. Quatre-vingt-dix autres villages seraient rayés de la carte entre le 15 mai et le 11 juin 1948, date à laquelle la première de deux trêves entra enfin en vigueur[224].

Côté juif, les témoins oculaires se souviennent clairement d'avoir pensé tout au long du mois d'avril que l'armée pouvait faire plus. Dans son récent entretien avec des historiens officiels, Palti Sela, dont on peut trouver le témoignage aux Archives de la Haganah à Tel-Aviv, use d'un langage haut en couleur pour rendre ce climat d'excès de zèle. Palti Sela était membre des forces juives qui ont occupé et nettoyé la ville de Baysan et reçu l'ordre de chasser les grandes tribus bédouines qui, depuis des siècles, passaient certaines saisons dans la région. Il dit par exemple :

> Quand nous avons terminé de nettoyer la région des tribus bédouines, le pus [il se sert ici du mot yiddish qui désigne une blessure purulente : *farunkel*] de Baysan était encore infecté par deux villages, Faruna et Samariya. [Leurs habitants] n'avaient pas l'air d'avoir peur, cultivaient encore leurs champs et continuaient à circuler sur les routes[225].

L'un des nombreux villages pris pendant ces attaques à l'est fut celui de Sirin. Son histoire résume le malheur qui s'est abattu sur des dizaines de villages dépeuplés par les forces juives dans le Marj Ibn Amir et la vallée de Baysan, où l'on cherche aujourd'hui en vain la moindre trace de la vie palestinienne qui y prospérait autrefois.

Le village de Sirin

Sirin a été occupé le 12 mai 1948. Il se trouve près de Baysan, sur l'une des terres du Jiftiliq : historiquement, ces terres, parfois appelées terres

« mudawar », appartenaient nominalement au sultan ottoman, mais elles étaient cultivées par des paysans palestiniens. Sirin avait grandi jusqu'à devenir un village prospère autour de la sépulture (*maqam*) d'un saint homme musulman nommé cheikh Ibn Sirin. Dans cette région de Palestine, le sol est rude et, l'été, la chaleur est insupportable. Pourtant, l'habitat qui s'était développé autour du *maqam* et de sources voisines, à trois kilomètres, ressemblait à celui de villages dotés d'un bien meilleur climat et d'une eau coulant en permanence. Les animaux apportaient l'eau des puits, et des paysans diligents s'en servaient pour transformer une terre âpre en un petit jardin d'Éden. Sirin était un village isolé car on ne pouvait y accéder en voiture, mais les étrangers qui s'y rendaient avaient remarqué le style particulier des bâtiments : ses maisons étaient construites en pierres volcaniques noires mêlées d'argile, et leurs toits étaient recouverts de couches entrecroisées de bois et de bambou.

Sirin était connu pour être un bel exemple du système collectif de partage des terres, auquel tenaient les villageois et qui remontait à la période ottomane. Dans ce village, il avait survécu tant à la capitalisation de l'agriculture locale qu'aux efforts sionistes d'acquisition foncière. Sirin s'enorgueillissait de trois riches boustans (vergers) et d'oliveraies qui occupaient 9 000 dounoums cultivés (sur 17 000). La terre appartenait collectivement au village, et la taille de chaque famille déterminait sa part des récoltes et du territoire.

Sirin était aussi un village qui avait les relations qu'il fallait. La principale famille, les Zu'bi, s'était vu promettre l'immunité par l'Agence juive parce qu'elle appartenait à un clan collaborateur. Moubarak al-Hadj al-Zu'bi, le mukhtar, jeune homme instruit qui avait des liens étroits avec les partis d'opposition, était un ami du maire juif d'Haïfa, Shabtai Levi, depuis l'époque où ils travaillaient ensemble dans la compagnie du baron Rothschild. Il était certain que les sept cents habitants de son village se verraient épargner le sort de leurs voisins. Mais il y avait un autre clan dans le village, la hamulla d'Abou al-Hija, plus fidèle à l'ex-mufti al-Hadj Amin al-Husseini et à son parti national. Selon le dossier de village réalisé par la Haganah en 1943 sur Sirin, c'était la présence de ce clan qui condamnait le village. Le dossier notait que dix membres du clan d'Abou al-Hija avaient participé à la révolte de 1936, qu'« aucun d'entre eux n'avait été arrêté ou tué et qu'ils avaient gardé leurs dix fusils ».

Le village souffrait de temps à autre de l'animosité qui régnait entre les deux grandes hamullas, mais, comme partout en Palestine, la situation s'était améliorée après la Grande Révolte, et, à la fin du Mandat, Sirin avait laissé derrière lui la scission qui l'avait déchiré dans le climat tumultueux des années 1930.

Le mukhtar de Sirin espérait que l'immunité serait encore plus assurée grâce à la présence d'un petit clan chrétien qui avait d'excellentes relations avec le reste de la population. L'un de ses membres était l'enseignant du village, et, dans sa classe de quarante élèves, il éduquait la génération suivante hors de tout préjugé politique ou affiliation à un clan. Son meilleur ami était le cheikh Muhammad al-Mustafa, imam de la mosquée locale et gardien de l'église et du monastère chrétiens qui se trouvaient aussi dans le village.

En quelques heures, ce microcosme de coexistence religieuse et d'harmonie a été ravagé. Les villageois ne se sont pas battus. Les soldats juifs ont réuni musulmans – des deux clans – et chrétiens et leur ont ordonné de traverser le Jourdain. Puis ils ont démoli la mosquée, l'église et le monastère, ainsi que toutes les maisons. Bientôt, tous les arbres des boustans ont dépéri et sont morts.

Aujourd'hui, une haie de cactus entoure les gravats qui ont été Sirin. Les Juifs n'ont jamais réussi, comme l'avaient fait les Palestiniens, à exploiter les terres ingrates de la vallée, mais les sources des alentours sont encore là – étrange spectacle puisqu'elles ne servent à personne[226].

L'ALA dans le Marj Ibn Amir

À l'ouest de Sirin, dans le Marj Ibn Amir (la vallée Izrael), Fawzi al-Qawuqji faisait ce qu'il pouvait pour limiter la conquête juive, et il lança quelques attaques avortées contre le principal kibboutz de la région, Mishmar Ha-Emek. Au cours de l'un des bombardements de ce kibboutz avec l'unique canon dont il disposait, une frappe directe tua trois enfants. Cette horrible tragédie est le seul acte d'hostilité que mentionnent les livres d'histoire officiels israéliens pour cette région.

Les villages voisins n'ont guère contribué aux efforts de l'ALA pour ramener à la Ligue arabe de bonnes nouvelles du front. Beaucoup, en fait,

avaient signé des pactes de non-agression avec les kibboutzim voisins. Mais, quand l'attaque de l'ALA contre Mishmar Ha-Emek déclencha la fureur vengeresse des kibboutzniks, ces villages ne furent plus à l'abri des agressions, en plein essor dans la vallée. Les kibboutzniks incitèrent les soldats à poursuivre le nettoyage ethnique qu'ils avaient entamé à l'est de cette région. Dans cette partie de la Galilée, beaucoup de kibboutzim appartenaient au parti sioniste-socialiste Hachomer Hatzaïr, dont certains membres tentaient d'adopter une position plus humaine. En juillet, des membres en vue du Mapam – formation politique située à la gauche du parti dominant d'Israël, le Mapai – étaient allés se plaindre à Ben Gourion de l'expansion des opérations de nettoyage, qui à leur avis n'était « pas nécessaire ». Ben Gourion rappela vite à ces kibboutzniks objecteurs de conscience qu'ils avaient eux-mêmes été fort satisfaits du lancement de la première phase dans la région au mois d'avril[227]. De fait, être un Juif sioniste en 1948 signifiait nécessairement soutenir pleinement la désarabisation de la Palestine.

L'attaque d'al-Qawuqji contre le kibboutz Mishmar Ha-Emek, le 4 avril, était une riposte aux expulsions massives que les forces juives avaient commencé à mettre en œuvre vers le 15 mars. Les premiers villages à partir, ce jour-là, avaient été Ghubaiya al-Tahta et Ghubaiya al-Fauqa, dont chacun comptait plus d'un millier d'habitants. Puis, dans la même journée, ce fut le tour du village plus petit de Khirbat al-Ras. Là aussi, l'occupation eut les caractéristiques désormais familières du nettoyage ethnique : expulsion de la population et destruction des maisons.

Après l'attaque de Mishmar Ha-Emek, de plus gros villages furent visés : Abou Shusha, Kafrin, Abou Zureiq, Mansi et Naghnaghiya (prononcer Narnariya). Les routes à l'est de Djénine furent vite couvertes de milliers de Palestiniens que les soldats juifs avaient expulsés, non loin du bastion des kibboutzim du sionisme socialiste. Le petit village de Wadi Ara, 250 habitants, fut le dernier à être rayé de la carte en avril[228].

Dans cette région aussi, l'Irgoun apporta sa contribution à la destruction en cours des campagnes palestiniennes. Elle acheva, alors que les soldats du Mandat britannique étaient encore là, l'assaut vengeur contre les villages restants du Marj Ibn Amir : Sabbarin, Sindiyana, Barieka, Khubbeiza et Umm al-Shouf. Certains habitants de ces villages s'enfuirent sous le feu des mortiers lourds des assaillants, tandis que d'autres, qui agitaient des

drapeaux blancs pour indiquer qu'ils capitulaient, furent aussitôt exilés. À Sabbarin, les bandits de l'Irgoun, furieux de s'être heurtés à une certaine résistance armée, décidèrent à titre de punition d'enfermer pendant quelques jours les femmes, les vieux et les enfants entre des fils barbelés – très proches des cages dans lesquelles les Palestiniens sont aujourd'hui gardés pendant des heures aux *checkpoints* de Cisjordanie quand ils ne présentent pas le bon laissez-passer. Sept jeunes Palestiniens trouvés en possession d'armes furent exécutés sur place par les soldats juifs, qui expulsèrent ensuite les autres villageois vers Umm al-Fahm, localité qui n'était pas encore entre leurs mains[229].

Chaque phase ou opération dans les diverses situations géographiques créait de nouveaux modèles de comportement qui étaient ensuite adoptés par les autres forces militaires. Quelques jours après l'occupation du village de Kafrin et l'expulsion de ses habitants, l'armée exerça ses talents sur le village désormais vide et l'effaça totalement de la surface de la terre[230]. Ce type de manœuvres a été reproduit de multiples fois, longtemps après la fin de la guerre de 1948, jusque tard dans les années 1950.

L'opération dans l'arrière-pays de Safed devait déjà moins à la rage qu'à une planification efficace, et elle avait reçu un nom de code lourd de sens : « Balai » (*matateh*). Elle commença par le nettoyage des villages le long de la route Tibériade-Safed. Le premier à disparaître fut Ghuweir. Après la chute de Tibériade, le mukhtar avait immédiatement compris ce qui attendait son village, puisqu'il était le plus proche de la ville. Il demanda à Adib Chichakli, le commandant des volontaires de l'ALA, de lui venir en aide, et il lui suggéra de distribuer des armes aux villageois, mais Chichakli refusa. La nouvelle démoralisa les habitants de Ghuweir, et les femmes et les enfants commencèrent à fuir vers Rama, sur la route d'Acre, de l'autre côté des montagnes de Galilée. Le mukhtar recruta cinquante paysans qui, armés de leurs *hartooush* (vieux fusils de chasse de la Première Guerre mondiale), attendirent l'attaque juive. Le 22 avril, les Juifs, comme ils en avaient pris l'habitude, envoyèrent d'abord une délégation pour proposer une évacuation collective des hommes sans combat. Cette fois-ci, cependant, la délégation sortait de l'ordinaire : elle se composait de gens qui avaient eu autrefois des liens d'amitié avec le village, et les Palestiniens présents lors de cette rencontre se souviendraient plus tard du ton désolé sur lequel ces délégués leur avaient expliqué que tous les villages situés sur la

route Tibériade-Safed étaient voués à l’expulsion. Le mukhtar ne leur révéla pas que Ghuweir était presque désert et leur dit que les habitants « défendraient leurs maisons »[231].

Après la rapide occupation du village, une procédure nouvelle apparut. Un soldat juif monta sur le toit d’une maison et demanda si, parmi les hommes faits prisonniers, il y avait des druzes. « S’il y en a », hurla-t-il, « ils peuvent rester. Les autres doivent partir au Liban. » Mais même cette dernière option n’était pas ouverte à tous, car les forces d’occupation décidèrent d’effectuer une sélection avant d’« autoriser » les villageois à partir pour le Liban. Cette opération servirait de modèle aux expulsions suivantes, et elle est restée profondément gravée dans la mémoire collective qu’ont gardée les Palestiniens des années de la Nakba : elle les hante jusqu’à nos jours. Les hommes jeunes, de dix à trente ans, ont été séparés des autres et envoyés dans des camps de prisonniers. Quarante hommes de Ghuweir ont ainsi été éloignés de leurs familles pendant dix-huit mois, pour languir dans des enclos.

Le village de Ghuweir recevait souvent la visite d’observateurs de l’ONU, venus vérifier sur le terrain la façon dont la résolution de partition était mise en œuvre. Ils ont assisté aux expulsions. Les représentants des médias occidentaux, dont un journaliste du *New York Times*, envoyaient encore des articles sur des villages individuels, même si, à cette date, l’intérêt de l’opinion publique pour leur destin faiblissait ; de toute manière, les lecteurs occidentaux n’ont jamais eu accès à un panorama complet des événements[232]. De plus, à ce qu’il semble, aucun correspondant de presse étranger n’osait critiquer ouvertement les actes de la nation juive trois ans seulement après l’Holocauste.

C’est dans et autour d’Haïfa que l’opération de nettoyage ethnique a pris son élan, le rythme terrible qui annonçait les destructions à venir. Quinze villages – certains petits, avec moins de 300 habitants, d’autres très gros, qui en comptaient dans les 5 000 – ont été vidés de leur population très rapidement, les uns après les autres. Abou Shusha, Abou Zureiq, Arab al-Fuqara, Arab al-Nufay‘at, Arab Zahrat al-Dumayri, Balad al-Cheikh, Damoun, Khirbat al-Kasayir, Khirbat al-Manshiya, Rihaniya, Khirbat al-Sarkas, Khirbat Sa‘sa, Wa‘rat al-Sarris et Yajour ont été effacés de la carte de Palestine, dans un sous-district riche en soldats britanniques, en émissaires de l’ONU et en journalistes étrangers.

L’expulsion et la fuite n’ont pas suffi à sauver les villageois. Beaucoup ont été abattus par les kibboutzniks marxistes de Hachomer Hatzaïr, qui pillaient rapidement et efficacement leurs maisons avant de les faire sauter. Nous disposons de documents qui gardent trace des condamnations verbales d’hommes politiques sionistes de l’époque préoccupés d’éthique – ils ont fourni aux « nouveaux historiens » d’Israël des informations sur les atrocités que ceux-ci n’avaient pas trouvées dans les autres sources archivées[233]. Aujourd’hui, les plaintes de ces soldats et responsables juifs « sensibles » apparaissent plutôt comme des efforts pour libérer leur conscience. Ils relèvent d’un ethos israélien dont la meilleure définition est « Tire et pleure » – titre d’un recueil, supposé moral, de textes écrits par des soldats israéliens qui avaient participé à une opération de nettoyage ethnique de faible envergure pendant la guerre de juin 1967 et qui y exprimaient leurs remords. Ces soldats et officiers soucieux d’éthique avaient ensuite été invités par le populaire écrivain israélien Amos Oz et ses amis à accomplir un « rite d’exonération » dans la Maison rouge avant sa démolition. Pour en revenir à 1948, des remontrances du même ordre ont pu apaiser la conscience tourmentée de soldats juifs engagés dans des atrocités et crimes de guerre contre une population civile largement sans défense.

Pleurer très fort tout en tuant et en expulsant des innocents était une tactique pour faire face aux conséquences morales du plan D. L’autre consistait à déshumaniser les Palestiniens. L’Agence juive avait promis à l’ONU qu’ils deviendraient des citoyens à part entière de l’État d’Israël. En fait, ils ont été expulsés, incarcérés ou tués : « Notre armée avance, prend les villages arabes, et leurs habitants fuient comme des souris », écrivit Yossef Weitz[234].

L’éventail des activités militaires était encore très large en avril. Contrairement à ce qui allait se passer quelques mois plus tard, lorsque le nettoyage aurait lieu par vastes zones, certains villages, en avril, n’étaient pas du tout inquiétés. D’autres ont subi un pire destin que l’expulsion : ils ont été le cadre de massacres. Les ordres militaires reflétaient cette diversité, puisqu’ils distinguaient entre deux types d’action à entreprendre contre les villages palestiniens : le nettoyage (*le-taher*) et le harcèlement (*le-hatrid*). Le harcèlement n’était jamais spécifié. Il était fait de tirs d’obus aléatoires sur les villes, les bourgs et les villages, et de tirs au jugé sur les véhicules civils[235]. Le 14 avril, Ben Gourion écrivit à Sharett : « De jour en

jour, nous étendons notre occupation. Nous occupons de nouveaux villages, et ce n’est qu’un début[236]. »

Dans certains villages proches des centres urbains, les soldats juifs ont procédé à des massacres afin d’accélérer la fuite des habitants des villes et des bourgs voisins. C’est ce qui s’est passé à Nasr al-Din, près de Tibériade, à Ein Zeitoun, près de Safed, et à Tirat Haïfa, près d’Haïfa. Dans ces trois villages, des groupes d’hommes qui étaient, dans le vocabulaire de la Haganah, « des mâles de dix à cinquante ans » ont été exécutés pour terroriser la population de la localité et celle des villes voisines[237]. Sur ces trois massacres, si celui de Nasr al-Din n’a pas encore été totalement reconstitué par les historiens, les deux autres sont bien documentés. Le plus connu est celui d’Ein Zeitoun.

Ein Zeitoun

Ein Zeitoun est le mieux connu de ces massacres parce que son histoire a servi de base au seul roman épique dont nous disposions à ce jour sur la catastrophe palestinienne, *Bab al-Chams*, d’Elias Khoury[*1]. Les événements qui se sont produits dans ce village ont aussi été évoqués dans un bref roman israélien semi-fictionnel sur cette période, *Entre les nœuds*[*2], de Netiva Ben-Yehuda[238]. *Bab al-Chams* a été porté à l’écran[*3], dans le cadre d’une coproduction franco-égyptienne[239]. Les scènes du film ressemblent de très près aux descriptions que nous trouvons dans *Entre les nœuds*, pour lesquelles Netiva Ben-Yehuda s’est beaucoup appuyée sur les rapports des archives militaires et les souvenirs oraux. Par ailleurs, le film rend fidèlement la beauté du village : il était situé dans des gorges profondes qui coupent en deux les hautes montagnes de Galilée sur la route Meiroun-Safed, et était embelli par l’eau pure d’un cours d’eau qu’entouraient des bassins d’eau chaude.

La situation stratégique du village, à deux kilomètres à l’ouest de Safed, en faisait une cible idéale. Il était aussi convoité par les colons juifs locaux, qui avaient commencé à acheter des terres dans le voisinage et avaient eu avec les villageois des relations difficiles vers la fin du Mandat. L’opération Balai a donné l’occasion à l’unité d’élite de la Haganah, le Palmah, non seulement de nettoyer le village conformément au plan Daleth, le 2 mai

1948, mais aussi de régler de « vieux comptes », en l'occurrence de se venger de l'hostilité avec laquelle les villageois palestiniens avaient perçu et reçu les colons.

L'opération fut confiée à Moshe Kalman, qui avait déjà supervisé avec succès les attaques sauvages contre Khisas, Sa,sa et Husseiniya dans le même district. Ses troupes rencontrèrent très peu de résistance, car les volontaires syriens en position dans le village s'enfuirent précipitamment quand le pilonnage commença au petit matin : il s'agissait d'un bombardement massif, au mortier, suivi d'un jet systématique de grenades à main. Les forces de Kalman entrèrent dans le village vers midi. Les femmes, les enfants, les vieux et quelques jeunes qui n'avaient pas fui avec les volontaires syriens sortirent de leurs abris en agitant un drapeau blanc. Ils furent immédiatement rassemblés au centre du village[240].

Le film reconstitue alors la scène de recherche et arrestation – en l'occurrence, recherche et exécution – telle que la jouaient habituellement les unités spéciales du renseignement de la Haganah. Elles faisaient d'abord venir un informateur encagoulé qui examinait les hommes alignés sur la place du village. Ceux dont les noms figuraient sur une liste établie d'avance, que les officiers du renseignement avaient apportée, étaient identifiés. Ils étaient alors emmenés plus loin et abattus. Quand d'autres se rebellaient ou protestaient, on les tuait aussi. Au cours d'un incident que le film rend à la perfection, un des villageois, Yusuf Ahmad Hajjar, dit à ses gardiens que lui et les autres se sont rendus, et donc « s'attendent à être traités humainement ». Le commandant du Palmah le gifle puis, à titre de sanction, lui ordonne de choisir au hasard trente-sept jeunes de moins de vingt ans. Tandis que les autres villageois sont enfermés de force dans l'entrepôt de la mosquée du village, les adolescents sont abattus, les mains liées derrière le dos.

Dans son livre, Hans Lebrecht donne un autre aperçu sur ces atrocités : « À la fin de mai 1948, j'ai reçu ordre de l'unité militaire où je servais de construire une station de pompage temporaire afin de détourner le cours d'eau du village “abandonné” d'Ein Zeitoun pour alimenter en eau le bataillon. Le village avait été totalement détruit, et, parmi les décombres, il y avait de nombreux cadavres ; nous avons trouvé notamment beaucoup de cadavres de femmes, d'enfants et de bébés près de la mosquée locale. J'ai persuadé l'armée de brûler les corps[241]. »

Ces descriptions impressionnantes se trouvent aussi dans les rapports militaires de la Haganah[242], mais il est difficile de dire combien de villageois d'Ein Zeitoun ont été effectivement exécutés. Les documents militaires rapportent que, globalement, exécutions comprises, 70 personnes ont été abattues ; d'autres sources donnent un chiffre bien plus élevé. Netiva Ben-Yehuda faisait partie du Palmah, et elle se trouvait dans le village quand l'exécution a eu lieu, mais elle a préféré raconter l'histoire de façon romancée. Son récit contient, néanmoins, un tableau horriblement précis de la façon dont les hommes du village ont été abattus, les mains liées, et parle de plusieurs centaines d'exécutés.

> Mais Yehonathan continuait à hurler, et soudain il tourna le dos à Meirke et s'en alla, furieux, sans cesser un instant de proférer ses griefs : « Il a perdu la tête ! Des centaines de personnes sont couchées là, ligotées ! Va les tuer ! Va détruire des centaines de personnes ! Seul un fou tue des gens attachés comme ça, et seul un fou gaspille toutes ses munitions sur eux ! » [...] Je ne sais pas qui ils avaient à l'esprit, qui va venir les inspecter, mais je comprends que ça devient urgent. Vite, nous devons défaire les nœuds aux poignets et aux chevilles de ces prisonniers de guerre, et alors j'ai compris qu'ils étaient tous morts, « problème résolu »[243].

Selon ce récit, le massacre – et nous le savons pour beaucoup d'autres tueries – n'a pas eu lieu uniquement pour « punir » une « impertinence », mais aussi parce que la Haganah n'avait pas encore de camps de prisonniers de guerre où enfermer les villageois capturés en nombre. Néanmoins, même après l'ouverture de ces camps, des massacres eurent lieu lorsque de très nombreux villageois étaient faits prisonniers, comme à Tantoura et à Dawaimeh après le 15 mai 1948.

Les histoires orales, qui ont fourni à Elias Khoury la matière de *Bab al-Chams*, renforcent aussi l'impression que les documents d'archives ne disent pas tout : ils sont laconiques sur les méthodes employées et trompeurs sur le nombre de tués en cette journée fatidique de mai 1948.

Comme on l'a dit, chaque village créait un précédent qui s'intégrait à un modèle, lequel facilitait ensuite la systématisation des expulsions. À Ein Zeitoun, les habitants ont été conduits à la limite de leur village et les soldats juifs se sont mis à tirer au-dessus de leurs têtes en leur ordonnant de fuir. Les procédures habituelles ont également été suivies : les habitants ont été dépouillés de tous leurs biens avant d'être bannis de leur patrie.

Le Palmah s'est emparé plus tard du village voisin, Biriya, et, comme à Ein Zeitoun, il a donné l'ordre de brûler toutes les maisons pour

démoraliser les Arabes de Safed[244]. Il n’est resté que deux villages dans la région. La Haganah était à présent confrontée à une tâche plus complexe : trouver un moyen pour homogénéiser de la même façon, ou plutôt « judaïser », la région du Marj Ibn Amir et les vastes plaines qui s’étendaient entre la vallée et le Jourdain, jusqu’à la ville occupée de Baysan à l’est et, au nord, jusqu’à Nazareth, qui à cette date était encore libre.

L’achèvement du travail à l’est

Ce fut Yigaël Yadin qui, en avril, réclama un effort plus résolu pour dépeupler cette vaste région. Il semble qu’il soupçonnait les soldats de ne pas manifester un enthousiasme suffisant, et il écrivit directement à plusieurs kibboutzniks de la région pour vérifier que l’armée avait bien occupé et détruit les villages qu’on lui avait demandé d’éliminer[245].

Mais les hésitations des soldats n’étaient pas dues à un manque de motivation ou de zèle. En fait, c’étaient les officiers du renseignement qui restreignaient les opérations. Dans une partie de la région, en particulier près de la ville de Nazareth et dans toute la zone jusqu’à Afoula, des clans importants au sein des Palestiniens coopéraient – lisez : « collaboraient » – avec eux depuis des années. Fallait-il les expulser aussi ?

Les officiers du renseignement locaux, comme Palti Sela, s’inquiétaient en particulier du sort d’un très gros clan : les Zu’bi. Palti Sela voulait qu’il fût épargné. Dans un entretien qu’il a accordé en 2002, il a expliqué qu’il n’était pas sûr, dans la précipitation d’une expulsion, de pouvoir sélectionner les bonnes personnes. Tout dépendait, se souvenait-il, de sa capacité à les différencier des autres : « Les Zu’bi s’étaient toujours distingués extérieurement des autres villageois. Les hommes, pas les femmes. On ne pouvait pas faire la différence entre les femmes, ni entre les hommes âgés. » Quoi qu’il en soit, il a plus tard regretté ses efforts, car les Zu’bi, finalement, ne se sont pas montrés si coopératifs ; après 1948, ils ont accentué leur identité palestinienne. « Aujourd’hui, ils sont du “choléra” » (de la « racaille », en hébreu familier), a-t-il dit à son intervieweur, ajoutant qu’« ils crachaient dans le plat qui les nourrissait[246] ».

On a finalement décidé de laisser intacts les villages où le clan Zu'biya avait du poids. La décision la plus « difficile » concernait Sirin, car il n'abritait que quelques membres de ce clan ; en fin de compte, nous l'avons vu, toute sa population a été expulsée. Palti Sela avait écrit une lettre aux chefs de famille : « Bien que vous fassiez partie des sept villages qui étaient autorisés à rester, nous ne pouvons pas vous protéger. Je vous suggère de tous partir pour la Jordanie[247] » – ce qu'ils ont fait.

Pendant des années, ses camarades kibboutzniks ont refusé de lui pardonner pour un village qu'il avait « sauvé » : Zarain. « Derrière mon dos on m'appelle le traître, mais j'en suis fier », a-t-il confié au journaliste qui l'a interviewé bien des années plus tard[248].

---

*1 Trad. fr. de Rania Samara, *La Porte du soleil*, Arles, Sindbad-Actes Sud, 2002.

*2 Comme il est dit plus loin, la romancière israélienne Netiva Ben-Yehuda faisait partie en 1948 des commandos du Palmah. Le titre de son roman, qui n'a pas été traduit en français, peut aussi être rendu par *Entre les liens*.

*3 *La Porte du soleil*, film de Yousry Nasrallah, 2004.

Les palestiniens ont succombé à une force supérieure

L'un des principaux indices qui prouvent que les forces juives avaient le dessus en 1948, et que, globalement, la communauté juive en Palestine était loin d'être menacée d'extinction et de destruction, contrairement à ce qu'affirme le mythe sioniste officiel, a été la décision de plusieurs minorités ethniques d'abandonner le camp palestinien pour rallier les forces juives.

La première de ces minorités et la plus importante a été la communauté druze, une secte religieuse qui se considère comme musulmane bien que l'orthodoxie islamique n'accepte pas cette prétention. Elle s'est développée à partir de l'ismaélisme, qui était lui-même un rameau de l'islam chiite. Les druzes qui s'étaient joints à l'ALA quand elle était entrée dans le pays ont joué dans cette affaire un rôle particulièrement important. Au début d'avril 1948, cinq cents d'entre eux sont passés de l'ALA aux forces juives. La façon dont ils l'ont fait constitue l'un des chapitres les plus curieux de la guerre de 1948. Des déserteurs ont expliqué aux commandants juifs en Galilée qu'avant de changer de camp les druzes voulaient participer à une fausse bataille où ils seraient faits prisonniers : c'est seulement après qu'ils feraient allégeance au sionisme. Cette bataille fut dûment mise en scène près de la ville de Shafa ,Amr, entre les villages de Khirbat al-Kasayir et de Hawsha – qui seraient tous deux détruits plus tard –, après quoi les druzes signèrent un pacte pompeusement nommé « traité de sang »[249].

Khirbat al-Kasayir et Hawsha ont été les deux premiers villages attaqués et occupés par les soldats juifs dans la zone que la résolution de partition de l'ONU attribuait à un État palestinien. Ces attaques soulignent combien le mouvement sioniste était déterminé à conquérir la plus grande partie possible de la Palestine, avant même la fin du Mandat.

L'une des conséquences les plus tragiques de la défection des soldats druzes a été leur rôle dans le nettoyage ethnique de la Galilée : ils en sont devenus l'instrument principal. Leur alliance avec le mouvement sioniste les a inexorablement coupés des autres Palestiniens. Ce n'est que récemment qu'une jeune génération a paru commencer à se révolter contre cet isolement, mais elle a aussi découvert combien il était difficile de le faire dans une société patriarcale fermement tenue en main par ses anciens et par ses chefs spirituels.

Une autre secte, celle des circassiens, qui avait plusieurs villages dans le nord du pays, a aussi décidé de faire allégeance à la puissance militaire juive, et trois cent cinquante de ses membres ont rallié les forces juives en avril. Ce mélange de druzes et de circassiens allait constituer le noyau de la future Police des frontières d'Israël, la principale unité militaire chargée, avant 1967, de maintenir l'ordre dans les zones arabes d'Israël, puis, après cette date, d'imposer l'occupation israélienne en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

Les réactions arabes

Quand les forces juives ont commencé à occuper et à détruire les premiers villages, en décembre 1947, la Galilée paraissait être la seule région où il y avait une chance d'arrêter leur offensive, avec l'aide de Fawzi al-Qawuqji. Celui-ci commandait une armée de 2 000 hommes et avait impressionné la population locale en menant une série d'attaques contre des implantations juives isolées (comme l'avaient fait d'autres unités entrées en Palestine par la Cisjordanie actuelle). Mais ces tentatives, finalement, n'ont pas réussi et n'ont jamais provoqué le moindre changement significatif dans le rapport de forces. Al-Qawuqji voyait ses capacités limitées par sa stratégie, qui consistait à diviser ses troupes en petites unités pour les envoyer dans le plus grand nombre possible de villes, de bourgs et de villages – où elles constituaient alors des forces de défense insuffisantes.

La présence de cette armée de volontaires aurait pu dégrader encore plus la situation et précipiter la Palestine dans un affrontement direct. Mais ce n'est pas ce qui s'est passé. Bien au contraire, après avoir attaqué une série d'implantations juives isolées et les convois venus les secourir, al-Qawuqji, dès janvier, chercha à conclure une trêve, et il poursuivit cet effort tout au long des mois de février et mars 1948. Comprenant que les Juifs jouissaient de la supériorité militaire à tous les points de vue, il tenta de négocier directement avec le Conseil consultatif, car il connaissait certains de ses membres depuis les années 1930. À la fin de mars, il rencontra Yehoshua Palmon, apparemment avec la bénédiction du roi Abdallah de Jordanie, et lui proposa un pacte de non-agression : les forces juives resteraient au sein de l'État juif prévu, et l'on pourrait négocier plus tard à propos d'une Palestine divisée en cantons. Inutile de dire que cette offre fut rejetée. Néanmoins, al-Qawuqji ne lança jamais d'offensive importante – il n'en avait pas les moyens –, jusqu'au moment où les forces juives entrèrent sur les territoires attribués par l'ONU à l'État arabe.

Al-Qawuqji ne proposait pas seulement un cessez-le-feu, il s'engageait aussi à faire réexaminer par la Ligue arabe la question d'une présence juive en Palestine afin de discuter de son avenir. Mais Palmon lui avait été envoyé en espion plus qu'en négociateur. Il fut frappé par l'équipement

lamentable de l'ALA et par son manque de combativité. C'était la principale information que le Conseil consultatif souhaitait avoir[250].

L'apparition d'al-Qawuqji s'était accompagnée de l'arrivée, dans la plaine littorale du Sud, de volontaires des Frères musulmans, venus d'Égypte. Ils étaient très enthousiastes, mais totalement inefficaces en tant que soldats : la preuve en a vite été faite quand les villages qu'ils étaient censés défendre ont été occupés, vidés de leurs habitants et détruits à un rythme accéléré.

En janvier 1948, le niveau de la rhétorique belliqueuse dans le monde arabe était monté à de nouveaux sommets. Mais les gouvernements arabes, en gros, n'ont jamais rien fait de plus que parler de la nécessité de secourir la Palestine, alors même que les médias et quotidiens locaux, comme *Filastin*, et la presse étrangère, en particulier le *New York Times*, rapportaient systématiquement les attaques juives contre les villages et les quartiers palestiniens.

Le secrétaire général de la Ligue arabe, Azzam Pacha – un homme politique égyptien –, espérait alors que l'ONU allait réintervenir et épargner aux États arabes un affrontement direct en Palestine[251]. Mais l'organisation internationale ne savait que faire. Curieusement, les Nations unies ne s'étaient jamais demandé comment elles agiraient si les Palestiniens décidaient de rejeter le plan de partition. Elles avaient laissé la question en suspens, et leurs responsables, grâce aux bons offices de pays comme la Grande-Bretagne et la France, cherchaient seulement à savoir s'il était possible que des pays arabes voisins annexent les territoires dévolus aux Palestiniens. Ils furent fondamentalement satisfaits d'apprendre qu'un de ces pays, la Jordanie, négociait déjà avec les Juifs une possible prise en charge de la Palestine « arabe ». En fin de compte, les Jordaniens annexèrent effectivement la région qu'on allait appeler la Cisjordanie, en tout cas la plus grande portion de ce territoire, sans tirer un seul coup de feu. Les autres États arabes ne voulaient pas encore jouer ce jeu : ils s'en tenaient donc à l'affirmation selon laquelle l'objectif de leur intervention était d'aider les Palestiniens à libérer la Palestine, ou du moins à en sauver une partie.

La décision des dirigeants arabes quant à l'envergure de leur intervention et de leur aide a été directement influencée par ce qui se passait sur le terrain. Et ce qu'ils y voyaient – les hommes politiques avec un désarroi

croissant, les intellectuels et les journalistes avec horreur –, c'était le début d'un dépeuplement, qui prenait forme sous leurs yeux. Ils avaient assez de représentants sur place pour être très bien informés sur la finalité et l'ampleur des opérations juives. Ils étaient pratiquement tous persuadés à ce premier stade, au début de l'année 1948, qu'un désastre potentiel menaçait les Palestiniens. Mais ils ont traîné les pieds, différé aussi longtemps qu'ils ont pu l'inévitable intervention militaire, puis n'ont été que trop heureux de la terminer le plus tôt possible. Ils savaient très bien que les Palestiniens étaient vaincus, mais aussi que leurs armées n'avaient aucune chance face à la supériorité militaire des forces juives. En fait, ils ont envoyé leurs soldats faire une guerre qu'ils savaient quasiment perdue d'avance.

Beaucoup de dirigeants arabes envisageaient avec cynisme la catastrophe imminente en Palestine, et peu en étaient réellement tourmentés. Même ces derniers avaient besoin de temps pour évaluer, non la situation, mais les conséquences possibles qu'aurait un engagement sur leur propre position précaire dans leur pays. L'Égypte et l'Irak étaient engagés dans les phases finales de leurs luttes de libération ; la Syrie et le Liban étaient de jeunes pays qui venaient d'obtenir leur indépendance[252]. C'est seulement quand les forces juives ont intensifié leurs actions et que leurs véritables intentions sont devenues parfaitement évidentes que les gouvernements arabes ont organisé une riposte plus ou moins coordonnée. Pour ne pas être aspirés dans un tourbillon qui risquait de miner leur situation déjà fragile dans leur propre société, ils ont transféré la décision à leur institution régionale, le Conseil de la Ligue arabe, composé, nous l'avons dit, des ministres des Affaires étrangères des États arabes. C'était un organisme inefficace, car chaque État pouvait rejeter ses décisions, les déformer à sa guise ou, s'il les acceptait, ne les exécuter que partiellement. Ce Conseil a fait traîner en longueur les discussions, même quand la réalité des événements en cours dans la Palestine rurale et urbaine est devenue trop douloureusement claire pour être ignorée, et ce n'est qu'à la fin d'avril 1948 qu'il a été décidé d'envoyer des troupes en Palestine. À cette date, 250 000 Palestiniens avaient déjà été expulsés, 200 villages détruits et des dizaines de villes vidées de leurs habitants.

À bien des égards, c'est la défaite d'al-Qawuqji dans le Marj Ibn Amir qui a persuadé les dirigeants arabes qu'ils devaient engager des forces régulières. Al-Qawuqji n'avait pas réussi à prendre le kibboutz Mishmar

Ha-Emek après dix jours d'un combat qui avait commencé le 4 avril – seule action offensive arabe avant mai 1948.

Avant la décision finale d'entrer en Palestine, prise le 30 avril, les réactions des États arabes avaient été variables. Le Conseil avait demandé à chacun d'envoyer des armes et des volontaires, mais tous ne s'étaient pas exécutés. L'Arabie Saoudite et l'Égypte avaient promis une petite aide financière, le Liban un nombre limité d'armes à feu. Seule la Syrie paraissait prête à s'engager dans des préparatifs militaires adaptés, et elle avait aussi persuadé son voisin irakien de former des volontaires et de les envoyer en Palestine[253].

Des volontaires, il n'en manquait pas. Beaucoup de gens dans les pays arabes voisins étaient descendus dans la rue afin de manifester contre l'inaction de leur gouvernement ; des milliers de jeunes étaient prêts à sacrifier leur vie pour les Palestiniens. On a beaucoup écrit sur ce puissant débordement d'émotion, mais il reste une énigme – et l'étiqueter « panarabisme » ne lui rend nullement justice. La meilleure explication que l'on puisse donner est peut-être que la Palestine et l'Algérie sont devenues les modèles de la lutte anticolonialiste acharnée, courageuse, et que cet affrontement a enflammé la ferveur nationale des jeunes Arabes dans tout le Moyen-Orient, tandis que, dans le reste du monde arabe, la libération nationale a été obtenue au moyen de longues négociations diplomatiques, ce qui est toujours beaucoup moins excitant. Mais, je tiens à le souligner encore une fois, ce n'est qu'une analyse partielle de la détermination des jeunes Bagdadis ou Damascènes à tout abandonner pour une mission qu'ils considéraient sûrement comme sacrée, même s'ils ne la voyaient pas du tout comme religieuse.

Un homme faisait bande à part dans cette configuration : le roi Abdallah de Jordanie. Il utilisait la nouvelle situation pour intensifier ses négociations avec l'Agence juive et aboutir à un accord avec elle sur la Palestine de l'après-Mandat. Son armée avait des unités en territoire palestinien, et certaines d'entre elles, ici et là, souhaitaient aider les villageois à protéger leurs maisons et leurs terres, mais elles étaient freinées par leurs chefs. Le journal de Fawzi al-Qawuqji révèle la frustration croissante du commandant de l'ALA à cet égard : les unités de la Légion arabe stationnées en Palestine ne voulaient pas coopérer avec ses hommes[254].

Pendant les opérations juives de janvier à mai 1948, qui ont chassé par la violence quelque 250 000 Palestiniens de leurs foyers, la Légion arabe est restée l'arme au pied. En fait, c'est en janvier que les Jordaniens et les Juifs ont scellé leur accord tacite. Au début de février 1948, le Premier ministre jordanien s'est envolé pour Londres afin d'annoncer la conclusion de cette alliance secrète sur la partition de la Palestine d'après Mandat entre la Jordanie et l'État juif. Les Jordaniens devaient annexer la plus grande partie de la zone dévolue aux Arabes dans la résolution de partition ; en retour, ils ne participeraient pas aux opérations militaires contre l'État juif. Les Britanniques donnèrent leur bénédiction à ce plan[255]. La Légion arabe – l'armée jordanienne – était la force la mieux entraînée du monde arabe. Elle était aussi efficace que les troupes juives, et même à certains égards supérieure. Mais le roi et son chef d'état-major britannique, John Glubb Pacha, réduisirent son action aux zones que les Jordaniens considéraient comme les leurs : Jérusalem-Est et ce qu'on appelle aujourd'hui la Cisjordanie.

L'ultime réunion qui détermina le rôle limité que la Légion allait jouer dans l'action pour secourir la Palestine eut lieu le 2 mai 1948. Un des plus haut gradés juifs, Shlomo Shamir, rencontra deux officiers supérieurs de la Légion arabe – des Britanniques, comme l'étaient la plupart : le colonel Goldie et le major Crocker. Les invités jordaniens apportèrent un message de leur roi, qui disait qu'il reconnaissait l'État juif mais se demandait si les Juifs « voulaient prendre toute la Palestine ». Shamir répondit franchement : « Nous le pourrions si nous le voulions ; mais c'est une question politique. » Les officiers expliquèrent alors quelles étaient les principales appréhensions des Jordaniens : ils avaient remarqué que les forces juives occupaient et nettoyaient des zones qui se trouvaient à l'intérieur de l'État arabe prévu par l'ONU, par exemple Jaffa[*1]. Shamir répondit que l'opération de Jaffa avait été nécessaire pour sécuriser la route de Jérusalem. Il expliqua ensuite clairement aux émissaires de la Jordanie que, pour les sionistes, l'État dévolu aux Arabes par l'ONU s'était rétréci et comprenait uniquement la Cisjordanie, que les Israéliens étaient prêts à « laisser » aux Jordaniens[256].

La réunion se termina par une tentative avortée des officiers jordaniens pour parvenir à un accord sur l'avenir de Jérusalem. Si l'Agence juive était disposée à partager la Palestine avec les Jordaniens, pourquoi ne pas

appliquer le même principe à Jérusalem ? En fidèle mandataire de Ben Gourion, Shamir rejeta l'offre. Il savait le chef sioniste convaincu que son armée était assez forte pour prendre l'ensemble de la ville. Une entrée du journal de Ben Gourion rédigée quelques jours plus tard, le 11 mai, montre qu'il se rendait bien compte que la Légion allait se battre durement pour Jérusalem, et si nécessaire pour l'ensemble de sa part dans la Palestine de l'après-Mandat, c'est-à-dire la Cisjordanie. Ce qui fut dûment confirmé deux jours plus tard, le 13 mai, quand Golda Meir rencontra le roi Abdallah à Amman. Le roi lui parut plus tendu que jamais, en raison du double jeu qu'il jouait dans son effort pour sortir gagnant des événements : d'un côté il promettait aux États membres de la Ligue arabe qu'il allait prendre la tête de l'effort militaire arabe en Palestine ; de l'autre il s'efforçait de conclure un accord avec l'État juif[257].

Finalement, c'est le second volet qui devint décisif dans l'orientation qu'il allait donner à son action. Abdallah fit tout ce qu'il put pour donner l'impression de participer sérieusement à l'effort panarabe contre l'État juif, mais, en pratique, son objectif principal était le maintien du consentement israélien à son annexion de la Cisjordanie.

Sir Alec Kirkbride était le représentant britannique à Amman, poste qui associait les fonctions d'ambassadeur et celles de haut-commissaire. Le 13 mai 1948, il écrivit à Ernest Bevin, le secrétaire au Foreign Office :

> Il y a eu des négociations entre la Légion arabe et la Haganah, qui ont été menées par des officiers britanniques de la Légion arabe. Il est clair que ces négociations top secret ont pour objet de délimiter les zones que ces deux forces vont occuper en Palestine.

Bevin répondit :

> Je ne veux rien faire qui puisse porter préjudice au succès de ces négociations, qui visent manifestement à éviter des hostilités entre les Arabes et les Juifs. La mise en œuvre de cet accord dépend des officiers britanniques de la Légion. C'est pourquoi nous ne devons pas retirer [de Palestine] les officiers de la Légion[258].

Mais Ben Gourion n'a jamais été certain que les Jordaniens s'en tiendraient au rôle limité qu'il leur avait réservé, ce qui renforce l'impression que l'on peut avoir de sa confiance dans la puissance militaire du nouvel État : elle serait suffisante pour affronter avec succès même la Légion arabe tout en poursuivant le nettoyage ethnique.

En définitive, la Légion a dû se battre pour réaliser l'annexion, malgré la collusion de la Jordanie avec Israël. On a d'abord laissé les Jordaniens occuper les territoires qu'ils voulaient sans qu'un seul coup de feu fût tiré. Mais, quelques semaines après la fin du Mandat, l'armée israélienne a tenté de leur en arracher quelques parties. David Ben Gourion regrettait apparemment sa décision de ne pas exploiter davantage la guerre pour étendre l'État juif au-delà même des 78 % qu'il convoitait. L'occasion qu'offrait au mouvement sioniste l'impuissance générale des Arabes était trop bonne pour être manquée. Mais Ben Gourion a sous-estimé la détermination des Jordaniens. Les régions de la Palestine que le roi Abdallah voulait absolument ont été défendues avec succès par la Légion jusqu'à la fin de la guerre. Autrement dit, la Cisjordanie a été occupée par la Jordanie en raison d'un accord préalable avec les Juifs, mais elle est restée entre les mains des Hachémites grâce aux durs efforts défensifs des Jordaniens – et des forces irakiennes, qui ont contribué à repousser les attaques israéliennes. Il est possible de voir cet épisode sous un angle différent : en annexant la Cisjordanie, les Jordaniens ont sauvé 250 000 Palestiniens de l'expulsion – jusqu'au jour de 1967 où la région a été occupée par Israël et ses habitants soumis à de nouvelles vagues d'expulsions, comme ils le sont encore aujourd'hui, même si celles-ci sont plus lentes et mesurées. La vraie politique jordanienne au cours des derniers jours du Mandat sera examinée en détail dans le prochain chapitre.

Quant aux derniers dirigeants palestiniens, ils étaient divisés et en proie à un désarroi total. Certains d'entre eux avaient quitté le pays précipitamment – et temporairement, croyaient-ils à tort. Très peu avaient voulu rester pour soutenir le choc de l'agression juive en décembre 1947 et du début du nettoyage ethnique en janvier 1948. Certains l'avaient fait, néanmoins, et ils siégeaient officiellement dans les comités nationaux. Le Haut Comité arabe, gouvernement officieux des Palestiniens depuis les années 1930, était censé coordonner et superviser leurs activités, mais la moitié de ses membres étaient partis, eux aussi, et les autres avaient du mal à faire face à la situation. Ces derniers, quelles qu'aient pu être leurs insuffisances passées, allaient demeurer aux côtés de leur communauté presque jusqu'à la dernière extrémité, alors qu'ils auraient pu facilement opter pour la fuite. Ils s'appelaient Émile al-Ghury, Ahmad Hilmi, Rafiq Tamimi, Mu'in al-Madi et Hussein Khalidi. Chacun d'eux était en contact avec plusieurs comités nationaux locaux et avec al-Hadj Amin al-Husseini, président du Haut

Comité arabe, qui, du Caire où il résidait désormais, suivait les événements en compagnie de ses proches collaborateurs, Cheikh Hassan Abou Su'ud et Ishaq Darwish. Amin al-Husseini avait été exilé par les Britanniques en 1937. Aurait-il pu rentrer en cette période de chaos et de tumulte, étant donné la présence britannique dans le pays ? Il n'a jamais essayé de revenir, donc la question reste ouverte. Son parent Jamal al-Husseini, président par intérim du Haut Comité arabe en son absence, partit en janvier aux États-Unis afin d'essayer de lancer, tardivement, une campagne diplomatique contre la résolution de l'ONU. Concrètement, la communauté palestinienne était une nation sans chef.

Dans ce contexte, il faut à nouveau citer Abdelkader al-Husseini, car il a essayé d'organiser une unité paramilitaire recrutée chez les villageois eux-mêmes pour les protéger. Son armée, l'« Armée de la guerre sainte » – un nom bien grandiose pour le groupe assez fragile qu'il dirigeait –, a tenu jusqu'au 9 avril, date à laquelle elle a été battue et Abdelkader tué par les forces de la Haganah, supérieures en nombre, en matériel et en expérience militaire.

Un effort semblable fut tenté dans la région du grand Jaffa par Hassan Salameh, que j'ai déjà mentionné, et Nimr Hawari (qui plus tard se rendit aux Juifs et devint le premier juge palestinien en Israël dans les années 1950). Tous deux essayèrent de transformer leurs mouvements scouts en unités paramilitaires, mais celles-ci furent battues, elles aussi, en quelques semaines[259].

Donc, avant la fin du Mandat, ni les volontaires arabes venus de l'extérieur de la Palestine ni les paramilitaires de l'intérieur ne firent courir à la communauté juive le moindre risque sérieux de perdre la bataille ou d'être contrainte à la capitulation. Loin de là. Tout ce que ces forces étrangères et locales essayaient de faire, sans en avoir les moyens, c'était protéger la population palestinienne de l'agression juive.

L'opinion publique en Israël, et surtout aux États-Unis, a réussi à perpétuer le mythe de la destruction potentielle ou du « second Holocauste » qui attendait le futur État juif. Exploitant cette mythologie, Israël a pu ensuite assurer un soutien massif des communautés juives du monde entier à l'État, tout en diabolisant les Arabes en général et les Palestiniens en particulier aux yeux du grand public américain. La réalité

sur le terrain était presque diamétralement opposée : c'étaient les Palestiniens qui étaient voués à l'expulsion massive. Pendant le mois présenté dans l'historiographie israélienne comme le plus « dur », les Palestiniens, en fait, avaient seulement pour objectif d'échapper à ce destin, et non de détruire la communauté juive. Quand cet épisode a pris fin, la voie a été totalement libre pour les soldats nettoyeurs d'Israël.

---

*1 Peu avant le vote de la résolution de partition, un sous-comité de l'Assemblée générale de l'ONU, modifiant la carte prévue par l'UNSCOP, avait rattaché les villes de Jaffa et de Beersheba à l'État arabe.

Vers la « vraie guerre »

En apparence, du point de vue palestinien, la situation parut s'améliorer vers la deuxième quinzaine d'avril 1948. Abdallah informa ses interlocuteurs juifs que la Ligue arabe avait décidé d'envoyer les armées régulières en Palestine. Avec ce qui s'était passé dans ce pays en mars-avril, les dirigeants du monde arabe n'avaient pas le choix. Ils commençaient donc à préparer sérieusement une intervention militaire. C'est alors qu'une nouvelle inattendue arriva de Washington : le département d'État faisait pression pour que les États-Unis changent d'approche. Leurs représentants sur le terrain étaient désormais tout à fait conscients des expulsions qui avaient lieu, et ils avaient suggéré à leurs supérieurs de mettre fin à l'application du plan de partition et d'essayer de travailler à une autre solution.

Dès le 12 mars 1948, le département d'État avait élaboré une nouvelle proposition à l'ONU : elle recommandait un mandat international de cinq ans sur la Palestine, période pendant laquelle les deux camps négocieraient une solution à l'amiable. C'était, a-t-on dit, la proposition la plus raisonnable que les États-Unis aient faite dans l'histoire de la Palestine : elle n'a jamais eu, hélas, d'équivalent depuis. L'ambassadeur américain auprès de l'ONU, Warren Austin, déclara : « La position des États-Unis est que la partition de la Palestine n'est plus une option viable[260]. »

Les États membres de l'ONU, réunis à Flushing Meadow, à New York, où les Nations unies avaient leur siège avant de s'installer dans leur gratte-ciel actuel à Manhattan, ont aimé l'idée. Il était tout à fait juste de conclure que la partition n'avait pas réussi à apporter la paix en Palestine, et qu'en réalité elle stimulait la violence et faisait couler le sang. Mais, si la logique était un aspect des choses à prendre en considération, le souhait de ne pas s'aliéner un puissant lobby intérieur en était un autre, en l'occurrence plus crucial. Sans l'efficacité des pressions du lobby sioniste sur le président Harry Truman, le cours de l'histoire de la Palestine aurait pu être fort différent. L'affaire, en réalité, a appris quelque chose d'important aux composantes sionistes de la communauté juive américaine : qu'elles pouvaient avoir un impact sur la politique américaine en Palestine (et plus tard dans tout le Moyen-Orient). Dans un effort de longue haleine qui s'est poursuivi durant

les années 1950 et au début des années 1960, le lobby sioniste a réussi à marginaliser les experts du monde arabe au sein du département d'État et à laisser la politique moyen-orientale des États-Unis aux mains du Congrès et de la Maison-Blanche, où les sionistes étaient fort influents.

Mais la victoire au Congrès n'a pas été facile. Les « arabisants » du département d'État, qui lisaient plus attentivement les articles du *New York Times* que les hommes du président, ont désespérément tenté de convaincre Truman, sinon de remplacer la partition par un mandat, du moins de s'accorder plus de temps pour la repenser. Ils l'ont persuadé de proposer aux deux camps un armistice de trois mois.

Le 12 mai – un mercredi après-midi –, la réunion ordinaire du Matkal et du Conseil consultatif fut reportée en raison d'une réunion capitale d'une nouvelle institution, le « Bureau du peuple », qui deviendrait trois jours plus tard le gouvernement de l'État d'Israël. Ben Gourion a affirmé que la quasi-totalité des présents soutenaient sa décision de rejeter la proposition américaine. Les historiens ont dit plus tard qu'il avait eu du mal à faire adopter sa résolution, qui impliquait non seulement de refuser le plan américain mais aussi de proclamer un État trois jours plus tard. Ce n'était pas une réunion si importante que cela, après tout, puisque le Conseil consultatif avançait déjà dans ses opérations de nettoyage ethnique, que Ben Gourion n'aurait jamais laissé interrompre par d'autres membres de l'élite politique sioniste qui n'étaient pas dans le secret de la stratégie et du plan. Puis la Maison-Blanche a reconnu le nouvel État, et le département d'État s'est à nouveau retrouvé au second plan de la politique américaine en Palestine[261].

Le dernier jour d'avril, le monde arabe avait nommé à la tête de son effort militaire en Palestine l'homme dont la plupart de ses dirigeants n'ignoraient pas qu'il avait un accord secret avec les Juifs. On ne saurait s'étonner que l'Égypte, le plus grand État arabe, ait attendu l'échec de la dernière initiative américaine pour décider de se joindre à une campagne militaire que son gouvernement savait vouée au fiasco. Cette décision, votée au sénat égyptien le 12 mai, laissait à l'armée égyptienne moins de trois jours pour préparer l'« invasion », et son comportement sur le champ de bataille montra bien qu'un délai aussi bref était intenable[262]. Les autres armées, nous le verrons plus loin, ne faisaient pas mieux. En ces jours d'avril et de

mai, la Grande-Bretagne restait l'ultime espoir, mais nulle part dans son empire Albion ne s'était montrée aussi perfide.

La responsabilité britannique

Les Britanniques étaient-ils informés du plan Daleth ? On suppose que oui, mais il n'est pas facile de le prouver. Ce qui est tout à fait frappant, c'est qu'après l'adoption du plan Daleth ils ont annoncé qu'ils n'assumaient plus la responsabilité du maintien de l'ordre dans les zones où leurs troupes étaient encore cantonnées, et se sont limités à protéger leurs soldats. Cela signifiait que Haïfa et Jaffa, et toute la région littorale qui les séparait, constituaient désormais un seul et même espace ouvert, où les dirigeants sionistes pouvaient mettre en œuvre le plan Daleth sans aucune crainte d'être contrecarrés par l'armée britannique ou même d'avoir affaire à elle. Et il y avait bien pis : l'abandon des villes et des campagnes par les Britanniques était synonyme d'effondrement total de l'ordre public dans l'ensemble de la Palestine. Les journaux de la période, le quotidien *Filastin* par exemple, se faisaient l'écho de l'angoisse de la population face à la montée d'une certaine criminalité – le vol et le cambriolage en ville, le pillage autour des villages. Le retrait des policiers britanniques des petites et grandes villes signifiait aussi, par exemple, que beaucoup de Palestiniens ne pouvaient plus aller toucher leur salaire dans les municipalités : la plupart des services publics avaient leur siège dans les quartiers juifs, où ils risquaient de se faire agresser.

Il n'est pas étonnant qu'on puisse encore aujourd'hui entendre des Palestiniens dire : « La responsabilité principale dans notre catastrophe incombe au Mandat britannique. » Cette phrase est de Jamal Khaddura, réfugié de Suhmata, près d'Acre[263]. Il a porté avec lui toute sa vie ce sentiment de trahison, et il l'a reformulé devant une commission d'enquête parlementaire conjointe des deux Chambres britanniques sur le Moyen-Orient consacrée aux réfugiés palestiniens et créée en 2001. D'autres réfugiés qui ont témoigné devant cette commission ont fait écho à l'amertume, aux accusations et aux reproches de Khaddura.

Effectivement, les Britanniques ont évité toute intervention sérieuse dès octobre 1947, et ils sont restés passifs face aux tentatives des forces juives pour prendre le contrôle des avant-postes. Ils n'ont pas essayé non plus

d’arrêter l’infiltration à petite échelle des volontaires arabes. En décembre, ils avaient encore 75 000 hommes en Palestine, mais leur seule mission était de sécuriser l’évacuation des soldats, des officiers et des fonctionnaires du Mandat.

Les Britanniques ont parfois contribué d’une autre façon, plus directe, au nettoyage ethnique, en fournissant aux dirigeants juifs des actes de propriété et d’autres documents cruciaux qu’ils avaient photocopiés avant de les détruire – procédé tout à fait courant dans leurs processus de décolonisation. Cet inventaire a ajouté aux dossiers de village les ultimes détails dont les sionistes avaient besoin pour le dépeuplement massif. La force militaire, utilisée brutalement, est de première nécessité pour expulser et occuper, mais la bureaucratie n’est pas moins importante pour réaliser efficacement une énorme opération de nettoyage qui implique non seulement de spolier la population, mais aussi de récupérer le butin.

La trahison de l’ONU

Selon les termes de la résolution de partition, l’ONU devait être présente sur le terrain pour superviser la mise en œuvre de son plan de paix : la transformation de l’ensemble de la Palestine en pays indépendant, avec deux États distincts qui devaient constituer une unité économique. La résolution du 29 novembre 1947 contenait des impératifs très clairs. Les Nations unies s’y engageaient notamment à prévenir toute tentative de l’une quelconque des parties pour confisquer des terres appartenant aux citoyens de l’autre État ou à l’autre groupe national, qu’il s’agisse de terres cultivées ou non cultivées, c’est-à-dire laissées en jachère pendant environ un an.

On peut au moins mettre au crédit des émissaires locaux de l’ONU qu’ils ont senti que la situation se dégradait et fait pression pour une réévaluation de la politique de partition. Mais, dans les débuts du nettoyage ethnique, ils n’ont pris aucune autre mesure que de l’observer et de rédiger des rapports. L’ONU n’avait qu’un accès limité à la Palestine, puisque les autorités britanniques lui avaient interdit d’avoir sur place une organisation, ignorant ainsi la partie de la résolution de partition qui imposait la présence sur le terrain d’un comité des Nations unies. La Grande-Bretagne a laissé le nettoyage se dérouler sous les yeux de ses soldats et de ses fonctionnaires pendant la période du Mandat, qui s’est terminée le 14 mai 1948 à minuit,

et elle a entravé les efforts de l'ONU pour intervenir d'une façon qui aurait pu sauver bon nombre de Palestiniens. Après le 15 mai, les Nations unies n'ont aucune excuse pour avoir abandonné le peuple dont elles avaient partagé le territoire, et dont elles avaient livré la vie et le bien-être aux Juifs qui, depuis la fin du XIXe siècle, souhaitaient le déraciner et prendre sa place dans ce pays qu'ils considéraient comme le leur.

6

Drôle de guerre et vraie guerre pour la Palestine : mai 1948

Je n'ai aucun doute là-dessus : un massacre a eu lieu à Tantoura. Je ne suis pas allé le crier sur les toits. Ce n'est pas précisément quelque chose dont on peut être fier. Mais, l'affaire ayant été rendue publique, on doit dire la vérité. Cinquante-deux ans plus tard, l'État d'Israël est assez fort et mûr pour affronter son passé.

Eli Shimoni, officier supérieur de la brigade Alexandroni, Maariv, 4 février 2001.

À quelques semaines de la fin du Mandat, les troupes juives avaient atteint l'immense majorité des implantations isolées. Seules deux avaient été perdues : la Légion arabe les avait prises parce qu'elles se trouvaient dans la région destinée d'un commun accord par les deux camps, avant mai 1948, à être occupée et annexée par la Jordanie – la Cisjordanie[264]. Les Jordaniens tenaient également à avoir au moins la moitié de Jérusalem, dont la Vieille Ville, où se trouvaient les sanctuaires musulmans mais aussi le quartier juif. Puisqu'il n'y avait pas eu d'accord préalable sur ce point, ils durent se battre pour avoir gain de cause. Ils le firent courageusement et avec succès. C'est à cette seule occasion que les deux camps se sont vraiment livré bataille, et le contraste est absolu avec l'inaction de la Légion arabe quand ses unités étaient stationnées près des villes et villages palestiniens que l'armée israélienne avait commencé à occuper, nettoyer et détruire.

Quand Ben Gourion réunit le Conseil consultatif le 11 mai, il demanda à ses collègues d'évaluer les conséquences possibles d'une campagne jordanienne plus agressive à l'avenir. La conclusion de cette réunion se trouve dans une lettre que Ben Gourion envoya aux commandants des

brigades de la Haganah. Il leur écrivit que les intentions plus offensives de la Légion arabe ne devaient pas distraire leurs troupes de leur mission principale : « le nettoyage de la Palestine demeure l'objectif premier du plan Daleth » (il emploie ici le nom *biour*, qui signifie soit « nettoyage du levain » à Pâque, soit « extirpation », « élimination »)[265].

Ce calcul s'est révélé juste. L'armée jordanienne était la plus forte des armées arabes et aurait donc constitué l'adversaire le plus redoutable pour l'État juif, mais elle avait été neutralisée dès le tout premier jour de la guerre de Palestine par l'alliance tacite que le roi Abdallah avait conclue avec le mouvement sioniste. Il n'est pas surprenant que le commandant en chef anglais de la Légion arabe, Glubb Pacha, ait qualifié la guerre de 1948 en Palestine de « drôle de guerre ». Non seulement Glubb était pleinement informé des restrictions qu'Abdallah avait imposées aux actions de la Légion, mais il était dans le secret des consultations et préparatifs panarabes. Comme les conseillers militaires britanniques des autres armées arabes (il y en avait beaucoup), il savait que les plans de ces armées pour l'opération de sauvetage en Palestine étaient absolument inefficaces – « pathétiques », disaient certains de ses collègues –, et ceux de l'ALA aussi[266].

Le seul changement constatable dans le comportement arabe global après la fin du Mandat a été d'ordre rhétorique. Les tambours de guerre battaient encore plus fort, faisaient encore plus de vacarme qu'avant, mais sans réussir à dissimuler l'inaction, la détresse et la confusion générales. La situation pouvait varier d'une capitale à l'autre, mais le tableau d'ensemble était tout à fait uniforme. Au Caire, le gouvernement n'a décidé qu'au tout dernier moment d'envoyer des troupes en Palestine : deux jours avant la fin du Mandat. Les 10 000 soldats qu'il avait assignés à cette opération comprenaient un gros contingent (près de 50 %) de volontaires des Frères musulmans. Les membres de ce mouvement politique – qui voulait ramener l'Égypte et le monde arabe aux voies orthodoxes de l'islam – considéraient la Palestine comme un champ de bataille crucial dans la lutte contre l'impérialisme européen. Cependant, dans les années 1940, ils estimaient aussi que le gouvernement égyptien collaborait avec cet impérialisme, et, lorsque les plus extrémistes d'entre eux avaient recouru à la violence, des milliers de Frères musulmans avaient été jetés en prison. On les a donc relâchés en mai 1948 pour qu'ils puissent se joindre au corps

expéditionnaire égyptien. Mais ils n’avaient évidemment reçu aucun entraînement militaire et, malgré toute leur ferveur, ils ne faisaient pas le poids face aux forces juives[267].

Les forces syriennes étaient mieux entraînées, et leurs dirigeants politiques plus engagés. Toutefois, quelques années seulement après la fin du Mandat français sur leur pays et son indépendance, le petit corps expéditionnaire que les Syriens ont envoyé en Palestine s’est si mal battu que, avant même la fin de mai 1948, le Conseil consultatif songeait à étendre les frontières de l’État juif vers le nord-est, en territoire syrien proprement dit, en annexant le plateau du Golan[268]. Les unités libanaises étaient encore plus réduites et encore moins déterminées. Pendant presque toute la guerre, elles ont préféré rester de leur côté de la frontière, d’où elles essayaient sans grand enthousiasme de défendre les villages adjacents.

Les troupes irakiennes constituaient la dernière et la plus curieuse des composantes de l’effort panarabe. Elles comptaient quelques milliers d’hommes et leur gouvernement leur avait donné ordre de suivre les directives jordaniennes, c’est-à-dire de ne pas attaquer l’État juif mais de défendre simplement la zone allouée au roi Abdallah : la Cisjordanie. Les Irakiens ont donc été déployés dans le nord de la Cisjordanie. Mais, au mépris des instructions de leurs dirigeants politiques, ils ont tenté de jouer un rôle plus efficace. C’est pour cela que quinze villages du Wadi Ara, sur la route Afoula-Hadera, ont tenu bon et ont échappé à l’expulsion. (Ils ont été cédés à Israël par le gouvernement jordanien au cours de l’été 1949, dans le cadre d’un accord d’armistice bilatéral.)

Pendant trois semaines, ces unités arabes – certaines poussées à l’action par l’hypocrisie de leurs politiciens, d’autres dissuadées d’agir à cause de cette hypocrisie – ont réussi à entrer dans les territoires que la résolution de partition de l’ONU avait attribués à l’État arabe, et à les tenir. Dans certains endroits, elles sont parvenues à encercler des colonies juives isolées et à les occuper un moment, pour les reperdre quelques jours plus tard.

Les troupes arabes qui sont entrées en Palestine ont rapidement découvert qu’elles avaient trop étiré leurs lignes logistiques : elles ne recevaient donc plus de munitions pour leurs armes surannées, qui assez souvent fonctionnaient mal. Puis leurs officiers ont constaté que personne ne coordonnait les diverses armées nationales et que, même quand les routes

d’approvisionnement étaient ouvertes, le matériel militaire dans leur pays d’origine s’épuisait. Il y avait pénurie d’armements, puisque les principaux fournisseurs des armées arabes étaient la Grande-Bretagne et la France, lesquelles avaient déclaré un embargo sur les armes vers la Palestine. Celui-ci handicapait les armées arabes mais ne gênait guère les forces juives, car l’Union soviétique et son nouveau bloc de l’Est étaient tout disposés à les fournir[269]. Quant au manque de coordination, c’était l’inévitable résultat de la décision de la Ligue arabe de nommer le roi Abdallah commandant en chef de l’armée panarabe, avec un général irakien pour assurer le commandement sur le terrain. Les Jordaniens n’ont jamais réexaminé ces journées de mai, juin et juillet 1948 où ils ont fait tout ce qu’ils ont pu pour compromettre l’effort général des États arabes, mais les dirigeants révolutionnaires irakiens arrivés au pouvoir en 1958 ont traduit leurs généraux en justice pour leur rôle dans la catastrophe.

Malgré tout, il y avait assez de soldats arabes pour engager le combat avec l’armée juive et provoquer certaines réactions courageuses chez les Juifs, en particulier dans les communautés isolées au cœur de l’État que l’ONU avait attribué aux Arabes ou aux confins du pays, où Ben Gourion avait pris la décision stratégique de laisser les avant-postes juifs vulnérables se défendre seuls quand les unités arabes commencèrent à entrer en Palestine le 15 mai. Des unités de l’armée syrienne ont avancé ce jour-là sur la route Damas-Tibériade et ont engagé le combat autour de quatre implantations isolées de cette région, Mishmar Ha-Yarden, Ayelet Hashahar, Haztor et Menahemiya. Ils n’ont réussi à occuper que Mishmar Ha-Yarden, où ils sont restés jusqu’au premier jour de la trêve (11 juin). Pour citer le renseignement israélien, ils « n’ont montré aucun esprit offensif » quand ils ont été ensuite attaqués et chassés de Palestine[270].

Des historiens israéliens ont plus tard reproché à Ben Gourion d’avoir momentanément abandonné ces implantations[271]. D’un point de vue purement militaire, Ben Gourion avait raison, puisque aucune d’entre elles, finalement, n’est restée aux mains des Arabes ; de plus, même si l’opération de nettoyage ethnique était manifestement bien plus importante et prioritaire dans son programme, il ne s’est pas désintéressé du destin de ces lieux éloignés.

Cette situation explique aussi pourquoi la plupart des récits héroïques qui ont nourri la mythologie et la mémoire collective israéliennes de la guerre de 1948 sont liés aux trois premières semaines des hostilités. La vraie guerre a aussi mis à l'épreuve sur d'autres plans la résistance et la détermination israéliennes – Tel-Aviv, par exemple, a été plusieurs fois bombardée par les avions égyptiens dans les premiers jours de la guerre –, mais tout cela s'est apaisé et dissipé au cours des semaines suivantes. Et la présence des soldats arabes n'a jamais été suffisante pour arrêter le nettoyage ethnique – dont les horreurs ne sont jamais venues troubler le récit officiel et populaire israélien, puisqu'elles en ont été totalement effacées.

De plus, les opérations de nettoyage menées au cours de la seconde quinzaine de mai 1948 ne se sont distinguées en rien de celles d'avril et du début de mai. Autrement dit, les évacuations de masse n'ont pas été affectées par la fin du Mandat : elles se sont poursuivies sans discontinuer. Il y a eu des opérations de nettoyage ethnique du même ordre la veille et le lendemain du 15 mai 1948. Israël avait assez de soldats pour pouvoir simultanément faire face aux armées arabes et continuer à nettoyer le pays.

Cela doit à présent être clair : le mythe fondateur israélien voulant que les Palestiniens aient fui volontairement au moment où la guerre a commencé – en réponse à un appel des dirigeants arabes leur demandant de dégager le terrain pour les armées d'invasion – ne tient pas la route. C'est une pure fabrication de prétendre qu'il y a eu des tentatives juives pour persuader les Palestiniens de rester, comme l'affirment encore aujourd'hui les manuels scolaires israéliens. Des centaines de milliers de Palestiniens, nous l'avons vu, avaient déjà été expulsés par la force avant le début de la guerre, et des dizaines de milliers d'autres le seraient pendant la première semaine des hostilités. Pour la plupart des Palestiniens, la date du 15 mai 1948 n'a eu à l'époque aucune signification spéciale. Ce n'était qu'une journée de plus dans l'odieux calendrier du nettoyage ethnique, qui avait commencé plus de cinq mois plus tôt[272].

Jours de tihour

Tihour est un autre mot hébreu pour dire « nettoyage » – son sens littéral est « purification ». Après la proclamation de l'État juif le soir du 14 mai, les ordres reçus d'en haut par les unités sur le terrain ont fréquemment et explicitement utilisé ce terme. C'est par ce type de langage que le Haut Commandement avait choisi de galvaniser les soldats israéliens avant de les envoyer détruire les districts ruraux et urbains palestiniens. Cette escalade rhétorique a été la seule différence évidente avec le mois précédent ; pour le reste, les opérations de nettoyage se sont poursuivies à plein régime[273].

Le Conseil consultatif continuait à se réunir, mais moins régulièrement, puisque l'État juif était devenu un fait accompli, avec un gouvernement, un cabinet, un commandement militaire, des services secrets, etc., bien en place. Ses membres ne s'intéressaient plus au plan directeur d'expulsion : depuis que le plan Daleth avait été lancé, il avait toujours bien fonctionné et il ne nécessitait pas d'effort de coordination et de direction supplémentaire. Leur attention se concentrait désormais sur un autre point : avaient-ils assez de soldats pour faire la « guerre » sur deux fronts – contre les armées arabes et contre le million de Palestiniens qui, en droit international, étaient devenus citoyens israéliens le 15 mai ? À la fin de mai, même ces craintes s'étaient apaisées.

S'il y avait du nouveau dans la façon dont le Conseil consultatif fonctionnait désormais, c'était seulement à cause de son transfert physique dans un autre bâtiment, au sommet d'une colline surplombant le village évacué de Cheikh Muwannis. Cet endroit était devenu le Matkal, le QG de l'état-major général de l'armée israélienne[274]. De ce nouveau belvédère, le Conseil consultatif pouvait observer, au sens littéral du terme, l'assaut qui avait commencé le 1er mai contre les villages palestiniens du voisinage. Ce n'était nullement la seule opération du jour : des actions identiques se déroulaient simultanément dans l'Est et dans le Nord. Une seule brigade, l'Alexandroni, se vit confier la mission de nettoyer les villages à l'est et au nord de Tel-Aviv-Jaffa. Puis elle reçut l'ordre de se diriger vers le nord et, avec d'autres unités, de commencer à dépeupler l'ensemble du littoral palestinien jusqu'à Haïfa.

Les ordres étaient arrivés le 12 mai. « Vous devez entre le 14 et le 15 occuper et détruire : Tira, Qalansuwa et Qaqoun, Irata, Danba, Iktaba et Shuweika. De plus, vous devez occuper Qalqilya mais sans la détruire [il s'agit de la ville de Cisjordanie occupée : la brigade Alexandroni n'a pas réussi à la prendre, et elle se trouve aujourd'hui totalement encerclée par le mur de ségrégation de huit mètres de haut construit par Israël][275]. » Deux jours plus tard, l'ordre suivant arriva au quartier général de la brigade Alexandroni : « Vous attaquerez et nettoierez Tirat Haïfa, Aïn Ghazal, Ijzim, Kfar Lam, Jaba, Aïn Hawd et Mazar[276]. »

Si l'on reconstitue la route suivie par la brigade, on constate qu'elle a préféré balayer systématiquement la zone du sud au nord et détruire les villages dans l'ordre qui lui semblait bon, au lieu de respecter à la lettre les instructions quant à ceux qu'il fallait frapper d'abord. Comme l'objectif global était de terminer la liste, aucun ordre de priorité clair n'était mentionné. La brigade Alexandroni a donc commencé par les villages au nord et à l'est de Tel-Aviv – Kfar Saba et Qaqoun –, dont les populations ont été dûment expulsées. À Qaqoun, les Nations unies ont affirmé que l'occupation s'était accompagnée d'un cas de viol, et des témoignages de soldats juifs l'ont confirmé.

En tout, il y avait soixante-quatre villages dans la zone qui s'étendait de Tel-Aviv à Haïfa, rectangle de 100 kilomètres de long et de 15 à 20 de large. Seuls deux ont été finalement épargnés : Fureidis et Jisr al-Zarqa. Ils avaient été programmés pour l'expulsion, eux aussi, mais des membres d'implantations juives voisines ont convaincu les chefs de l'armée de les laisser en paix en leur disant qu'ils avaient besoin de ces villageois pour le travail non qualifié sur leurs terres et dans leurs maisons[277]. Aujourd'hui, ce rectangle est coupé par les deux autoroutes qui relient les deux grandes villes, les autoroutes 2 et 4. Des centaines de milliers d'Israéliens les empruntent pour se rendre au travail, sans avoir la moindre idée, pour la plupart, des endroits qu'ils traversent et encore moins de leur histoire. Des implantations juives, des forêts de pins et des étangs d'aquaculture ont remplacé les villages palestiniens qui autrefois prospéraient en ces lieux.

La brigade Alexandroni a effectué le nettoyage du rectangle littoral à un rythme d'enfer. Dans la seule seconde quinzaine du mois, elle a nettoyé Manshiya (dans la région de Tulkarem), Buteimat, Khirbat al-Manara,

Qannir, Khirbat Qumbaza et Khirbat al-Shuna. Un petit nombre de villages lui ont courageusement opposé une forte résistance, l'empêchant de les prendre ; ils n'en ont pas moins été nettoyés, en fin de compte, en juillet. Les opérations de nettoyage ethnique dans la plaine littorale centrale ont donc eu lieu en deux étapes : la première en mai et la seconde en juillet. Dans la seconde quinzaine de mai, le principal « trophée » a été le village de Tantoura, que la brigade Alexandroni a pris le 21 mai 1948.

Le massacre de Tantoura[278]

Tantoura était l'un des villages les plus importants de la côte, et, pour les envahisseurs, « un os en travers de la gorge », comme le dit le livre de guerre officiel de la brigade Alexandroni. Son heure a sonné le 22 mai.

C'était un très ancien village palestinien de la côte méditerranéenne. Un gros village, pour l'époque : environ 1 500 habitants, qui vivaient de l'agriculture, de la pêche et d'emplois subalternes dans la ville voisine d'Haïfa. Le 15 mai 1948, un petit groupe de notables de Tantoura, dont le mukhtar du village, ont rencontré des officiers du renseignement juif, qui leur ont proposé des conditions de capitulation. Se doutant que la capitulation aboutirait à l'expulsion des villageois, les notables ont rejeté cette offre.

Une semaine plus tard, le 22 mai 1948, le village a été attaqué de nuit. L'officier juif qui commandait l'opération voulait d'abord envoyer un camion à haut-parleur pour appeler la population à capituler, mais ce projet n'a pas été réalisé.

L'offensive a été menée des quatre côtés à la fois. Ce n'était pas l'usage. En général, la brigade attaquait les villages de trois côtés, créant ainsi tactiquement sur le quatrième une « porte ouverte » par laquelle elle pouvait chasser les habitants. Par manque de coordination, les soldats juifs ont cette fois encerclé totalement le village, et se sont donc retrouvés avec un très grand nombre de villageois entre leurs mains.

Sous la menace des armes, les habitants faits prisonniers à Tantoura ont été conduits sur la plage. Les soldats ont alors séparé les hommes des femmes et des enfants, expulsant ces derniers vers le village voisin de Fureidis où certains hommes les rejoindraient un an et demi plus tard. Les centaines d'hommes rassemblés sur la plage ont reçu l'ordre de s'asseoir et d'attendre l'arrivée d'un officier du renseignement israélien, Shimshon Mashvitz, qui vivait dans une implantation voisine, Givat Ada : le village se trouvait dans son « district ».

Mashvitz est arrivé avec un collaborateur local, cagoulé, comme à Ein Zeitoun. Il a choisi des hommes individuellement – rappelons que, pour l'armée israélienne, les « hommes » étaient tous les individus de sexe

masculin de dix à cinquante ans – et les a conduits par petits groupes vers un autre endroit où ils ont été exécutés. Ces hommes figuraient sur une liste établie d'avance. Elle provenait du dossier de village de Tantoura et comprenait tous ceux qui avaient participé à la révolte de 1936 ou à des agressions contre des véhicules juifs, qui avaient eu des contacts avec le mufti, ainsi que d'autres personnes qui avaient « commis » l'un des « crimes » valant automatiquement condamnation.

Ils n'ont pas été les seuls à être exécutés. Avant ce processus de sélection et de meurtre sur la plage, l'unité d'occupation avait semé la mort dans les maisons et dans les rues. Joel Skolnik, sapeur dans le bataillon, blessé dans cette attaque, avait entendu après son hospitalisation d'autres soldats dire que cette bataille avait été « l'une des plus honteuses que l'armée israélienne avait livrées ». Selon lui, des *snipers* avaient tiré de l'intérieur du village quand les soldats juifs étaient entrés, ce qui avait rendu ces derniers fous furieux, juste après la prise du village et avant les scènes de la plage. Quand l'attaque a eu lieu, les villageois avaient déjà signifié qu'ils capitulaient en agitant un drapeau blanc.

Skolnik apprit que deux soldats en particulier avaient accompli ce carnage, et qu'ils auraient continué si certains habitants d'une implantation juive voisine, Zikhron Yaacov, n'étaient pas venus les arrêter. C'est le chef de l'implantation de Zikhron Yaacov, Yaacov Epstein, qui a réussi à mettre un terme à cette orgie de meurtres à Tantoura, mais « il est arrivé trop tard », dit amèrement un survivant.

La plupart des meurtres ont été commis de sang-froid sur la plage. Certaines victimes ont d'abord été interrogées au sujet d'une « énorme cache » d'armes que l'on croyait dissimulée quelque part dans le village. Comme elles n'ont rien pu en dire – cette cache n'existait pas –, elles ont été abattues sur place. Aujourd'hui, bon nombre des survivants de ces horribles événements se trouvent dans le camp de réfugiés de Yarmouk, en Syrie. Ils ont été traumatisés d'avoir assisté à ces exécutions et ont eu beaucoup de mal à vivre ensuite.

Voici comment un officier juif a décrit les exécutions à Tantoura :

> Les prisonniers étaient conduits par groupes à 200 mètres et ils étaient abattus. Des soldats venaient voir le commandant en chef et disaient : « Mon cousin a été tué à la guerre. » Le commandant entendait cela et ordonnait à ses hommes de prendre un groupe de cinq à sept personnes et de les exécuter. Un autre soldat venait et disait que son frère avait été tué dans une

bataille. Pour un frère, les représailles étaient plus fortes. Le commandant ordonnait à ses hommes de prendre un groupe plus important, et ils étaient abattus. Et ainsi de suite.

Autrement dit, ce qui s'est passé à Tantoura a été l'exécution systématique d'hommes jeunes et physiquement aptes par des soldats et des officiers du renseignement. Un témoin oculaire, Abou Machayekh, séjournait à Tantoura chez un ami : il était originaire de Qisariya, village que les soldats juifs avaient déjà détruit et évacué au mois de février. Il a vu de ses yeux l'exécution de 85 jeunes gens de Tantoura, qui ont été emmenés par groupes de dix et exécutés dans le cimetière et dans la mosquée voisine. À son avis, le nombre d'exécutés a même été supérieur, et il l'a estimé à peut-être 110. Il a vu Shimshon Mashvitz superviser toute l'opération : « Il avait une “Sten” [une mitraillette] et il les tuait. » Plus loin, Abou Machayekh précise : « Ils étaient contre le mur, face au mur. Il est venu par-derrière et leur a tiré dans la tête, à tous. » Il signale aussi la satisfaction manifeste des soldats juifs assistant aux exécutions.

Fawzi Muhammad Tanj – Abou Khalid – a aussi été témoin des exécutions. Selon le récit qu'il en fait, les hommes du village ont été séparés des femmes puis ont été emmenés par groupes de sept à dix et exécutés. Il a été témoin du meurtre de 90 personnes.

Mahmoud Abou Salih de Tantoura a aussi rapporté l'assassinat de 90 personnes. Il avait dix-sept ans à l'époque, et son souvenir le plus vif est le meurtre d'un père devant ses enfants. Abou Salih est resté en contact avec l'un des fils, qui a perdu la raison en voyant son père se faire exécuter et ne s'en est jamais remis. Abou Salih a assisté à l'exécution de sept membres masculins de sa propre famille.

Mustafa Abou Masri, dit Abou Jamil, avait treize ans à l'époque, mais, pendant la sélection, on a probablement cru par erreur qu'il était plus jeune et on l'a donc classé dans le groupe des femmes et des enfants, ce qui l'a sauvé. Une douzaine de membres de sa famille âgés de dix à trente ans ont eu moins de chance, et il a été témoin de leur exécution. La suite d'événements qu'il raconte est terrible à lire. Son père s'est adressé à un officier juif que la famille connaissait et en qui elle avait confiance, et il a envoyé sa famille avec cet officier ; lui-même a été abattu plus tard. Abou Jamil se souvient que 125 personnes ont été tuées dans les exécutions sommaires. Il a vu Shimshon Mashvitz circuler avec un fouet parmi les

hommes rassemblés sur la plage et les cingler « juste pour le plaisir ». Anis Ali Jarban a raconté sur Mashvitz d'horribles histoires du même ordre. Il venait du village voisin de Jisr al-Zarqa et s'était réfugié avec sa famille à Tantoura, pensant que ce gros village serait plus sûr.

Quand les exactions et les exécutions dans le village ont pris fin, deux Palestiniens ont reçu ordre de creuser des fosses communes sous la surveillance de Mordechai Sokoler, de Zikhron Yaacov, le propriétaire des tracteurs qu'on avait apportés pour effectuer ce sinistre travail. En 1999, ce dernier a dit se souvenir d'avoir enterré là 230 cadavres ; le nombre exact était clair dans son esprit : « Je les ai déposés un par un dans la fosse. »

Plusieurs autres Palestiniens ayant travaillé à creuser les fosses communes ont parlé du moment horrible où ils ont compris qu'on allait les tuer aussi. Ils n'ont eu la vie sauve que parce que Yaacov Epstein, qui était déjà intervenu pour mettre fin au déchaînement de violence dans le village, est arrivé et a stoppé les meurtres sur la plage. Abou Fihmi, l'un des habitants les plus vieux et les plus respectés du village, a été l'un de ceux qui ont été chargés d'effectuer une première identification des corps, puis d'aider à les porter jusqu'aux fosses. Shimshon Mashvitz lui a ordonné de faire la liste des cadavres, et il en a compté 95. Jamila Ihsan Shura Khalil a vu la suite : on a chargé les cadavres sur des charrettes que les villageois ont poussées jusqu'au lieu d'inhumation.

La plupart des interviews de survivants ont été réalisées en 1999 par un étudiant chercheur israélien, Teddy Katz, qui était « tombé » sur le massacre en préparant son mémoire de maîtrise à l'université d'Haïfa. Quand l'affaire est devenue publique, l'université a disqualifié rétroactivement le travail de Teddy Katz et les vétérans de la brigade Alexandroni l'ont assigné en justice pour diffamation. Le plus haut placé des interviewés de Katz était Shlomo Ambar, devenu plus tard général dans l'armée israélienne. Celui-ci a refusé de lui donner des détails sur ce qu'il avait vu. « Je veux oublier ce qui s'est passé là bas », a-t-il affirmé. Comme Katz insistait, voici tout ce qu'il a bien voulu lui dire :

> Je le lie au fait que j'étais allé combattre les Allemands [il avait servi dans la Brigade juive pendant la Seconde Guerre mondiale]. Les Allemands, c'était le pire ennemi que le peuple juif ait jamais eu, mais quand nous nous battions, nous le faisions suivant les lois de la guerre dictées par la communauté internationale. Les Allemands ne tuaient pas les prisonniers de guerre, ils tuaient les prisonniers de guerre slaves, mais pas britanniques, même [s'ils étaient] juifs.

Ambar a reconnu qu'il cachait des choses : « Je n'ai pas parlé à l'époque, pourquoi le ferais-je maintenant ? » On peut le comprendre, étant donné les images qui lui sont venues à l'esprit quand Katz lui a demandé ce qu'avaient fait ses camarades à Tantoura.

L'affaire de Tantoura, en fait, avait été révélée dès 1950, mais elle n'avait pas alors attiré autant d'attention que le massacre de Deir Yassin. Elle est évoquée dans les Mémoires d'un notable d'Haïfa, Muhammad Nimr al-Khatib. Quelques jours après la bataille, il a consigné le témoignage d'un Palestinien qui lui avait parlé des exécutions sommaires de dizaines d'habitants sur la plage. Voici le passage *in extenso* :

> Dans la nuit du 22 au 23 mai, les Juifs ont attaqué de trois côtés et débarqué de bateaux stationnés sur la côte. Nous avons résisté dans les rues et dans les maisons, et le matin on voyait des cadavres partout. Je n'oublierai jamais ce jour de toute ma vie. Les Juifs ont réuni les femmes et les enfants à un endroit où ils ont jeté tous les corps, pour qu'ils voient leurs maris, leurs pères, leurs frères morts, et pour les terrifier, mais ils sont restés calmes.
>
> Ils ont rassemblé les hommes à un autre endroit, les ont pris par groupe et les ont abattus. Quand les femmes ont entendu les tirs, elles ont demandé à leur garde juif ce que c'était. Il a répondu : « Nous nous vengeons pour nos morts. » Un officier a choisi quarante hommes et les a emmenés sur la place du village. Ils les ont rangés par quatre. Ils en abattaient un et ordonnaient aux trois autres de jeter son corps dans une grande fosse. Puis ils tuaient le second et les deux autres portaient son corps jusqu'à la fosse, etc.[279].

Quand elle eut fini de nettoyer la côte, la brigade Alexandroni reçut ordre de faire mouvement vers la haute Galilée :

> Il vous est demandé d'occuper Qadas, Meiroun, Nabi Yusha' et Malikiya ; Qadas doit être détruit ; les deux autres doivent être remis à la brigade Golani et son commandant décidera ce qu'il faut en faire. Meiroun doit être occupé et remis à la Golani[280].

La distance géographique entre ces diverses localités est assez considérable, ce qui révèle, encore une fois, le rythme soutenu que les troupes étaient censées maintenir dans leur parcours de destruction.

La piste sanglante des brigades

Les événements que nous venons de relater s'inscrivent dans la piste sanglante que la brigade Alexandroni a laissée derrière elle sur le littoral palestinien. D'autres massacres commis par d'autres brigades allaient suivre, dont les pires ont eu lieu à l'automne 1948, quand les Palestiniens ont fini par réussir, en certains endroits, à opposer un minimum de résistance au nettoyage ethnique, les expulseurs réagissant en intensifiant sans cesse leurs atrocités.

Pendant ce temps, la brigade Golani suivait les pas de l'Alexandroni. Elle attaquait les poches que les autres brigades avaient manquées ou les enclaves qui, pour quelque raison que ce fût, n'avaient pas encore été prises. Une de ses destinations a été le village d'Umm al-Zinat, qui avait été épargné dans l'opération de nettoyage du district d'Haïfa en février. Une autre a été Lajoun, près des ruines de la cité antique de Meggido. Avec la prise de contrôle de la zone qui séparait Lajoun d'Umm al-Zinat, l'ensemble du flanc ouest du Marj Ibn Amir et du Wadi Milk – les gorges qui, de la route du littoral, menaient à la vallée – était désormais tenu par les Juifs.

À la fin de mai 1948 demeuraient à l'intérieur de l'État juif certaines enclaves palestiniennes plus difficiles à occuper que les autres : il faudrait encore quelques mois pour achever le travail. Les tentatives faites en mai pour prendre le contrôle des zones les plus lointaines de la haute Galilée, par exemple, échouèrent, essentiellement parce que des volontaires libanais et locaux défendirent courageusement des villages comme Sa,sa, qui a été la première cible des forces juives.

L'ordre donné à la brigade Golani pour la seconde attaque sur Sa,sa précisait : « L'occupation n'a pas pour but de s'installer en permanence, mais de détruire le village et de miner les décombres et les carrefours des environs. » Sa,sa a été épargné quelques mois de plus, cependant. Malgré l'efficacité et l'ardeur des soldats de la Golani, le plan s'était révélé trop ambitieux. Vers la fin de mai est arrivé l'éclaircissement suivant : « Si vous manquez de soldats, vous avez le droit de limiter (temporairement) l'opération de nettoyage, conquête et destruction des villages ennemis de votre district[281]. »

Les ordres qui parvenaient désormais aux brigades étaient formulés dans un langage plus explicite que les vagues instructions orales qu'elles avaient reçues au début. Le destin d'un village était scellé quand l'ordre disait soit *le-teher*, « nettoyer », c'est-à-dire laisser les maisons intactes mais expulser la population, soit *le-hashmid*, « détruire », c'est-à-dire dynamiter les maisons après l'expulsion des habitants et poser des mines dans les décombres pour empêcher leur retour. Il n'y a eu aucun ordre direct de massacre, mais pas non plus de condamnation totale et véritable de ceux qui se sont produits.

Parfois, on laissait aux commandants locaux le soin de trancher entre « nettoyer » et « détruire » : « Les villages de votre district, vous devez soit les nettoyer, soit les détruire, décidez vous-mêmes en consultation avec les conseillers arabes et les officiers du Shai [le renseignement militaire][282]. »

Tandis que ces deux brigades, l'Alexandroni et la Golani, appliquaient presque religieusement à la zone littorale les méthodes exposées dans le plan Daleth, une troisième, la Carmeli, fut envoyée au nord d'Haïfa et en Galilée occidentale. Comme d'autres brigades au même moment ou plus tard, elle reçut ordre également de prendre la région du Wadi Ara, vallée qui comprenait quinze villages et qui reliait la côte près de Hadera à l'angle oriental du Marj Ibn Amir près d'Afoula. Si la brigade Carmeli prit deux villages proches – Jalama le 23 avril et Kabara peu après –, elle n'entra pas dans la vallée. Le commandement israélien considérait cette route comme une ligne de communication cruciale, mais il ne réussit jamais à l'occuper. Comme on l'a dit, elle fut ensuite cédée à Israël par le roi Abdallah pendant l'été 1949, fin tragique pour un groupe important de Palestiniens qui avaient résisté avec succès à l'expulsion.

Comme au cours du mois précédent, l'Irgoun – dont les unités faisaient maintenant partie de la nouvelle armée israélienne – fut envoyée dans la seconde quinzaine de mai contre des poches le long de la côte pour achever des opérations que la Haganah avait jugées douteuses, ou du moins peu souhaitables, à ce moment particulier. Mais, même avant son intégration officielle dans l'armée, l'Irgoun avait coopéré avec la Haganah pour l'occupation de la zone du grand Haïfa. Elle avait aidé la Haganah à lancer l'opération Hametz (« Levain ») le 29 avril 1948. Trois brigades avaient pris part à cette opération : l'Alexandroni, la Qiryati et la Givati. Elles prirent et nettoyèrent Beit Dajan, Kfar Ana, Abbasiya, Yahudiya, Saffuriya,

Kheiriya, Salama et Yazour, ainsi que deux banlieues de Jaffa : Jabaya et Abou Kabir.

Dans la seconde quinzaine du mois de mai, l'Irgoun reçut la zone du grand Jaffa pour y achever le travail des trois brigades de la Haganah. L'Irgoun était considérée comme une force inférieure, de même que la brigade Qiryati. Les chefs militaires israéliens disaient que cette dernière était composée de « soldats de moindre [qualité] », c'est-à-dire de Juifs mizrahi. Un rapport sur toutes les brigades établi en juin 1948 par un officier qui les supervisait présente la Qiryati comme une brigade « très problématique », composée d'« illettrés, sans aucun candidat au grade de sous-officier ni bien sûr d'officier[283] ».

L'Irgoun et la Qiryati reçurent l'ordre de continuer leurs opérations de liquidation des derniers vestiges au sud de Jaffa. À la mi-mai, leurs soldats contribuèrent à terminer l'opération Hametz. Les ruines de certains villages et faubourgs occupés et expulsés pendant cette opération sont ensevelies sous la « Ville blanche » de Tel-Aviv, la première cité « hébraïque », que les Juifs avaient fondée en 1909 sur des dunes de sable achetées à un propriétaire local et qui s'est étendue jusqu'à devenir la métropole tentaculaire d'aujourd'hui.

Dans les archives militaires israéliennes, on trouve une question posée par le commandant de la brigade Qiryati, en date du 22 mai 1948 : il demande s'il peut utiliser des bulldozers pour détruire les villages, au lieu de le faire à l'explosif, comme l'ordonne le plan Daleth. Sa requête montre à quel point la guerre était une « drôle de guerre » : elle n'avait commencé que depuis une semaine, et ce chef de brigade avait tout le temps de choisir une méthode plus lente pour démolir et raser les dizaines de villages qui figuraient sur sa liste[284].

La brigade Harel de Yitzhak Rabin n'a montré aucune hésitation quant à la méthode de démolition à employer. Dès le 11 mai, veille du jour où ont été publiés les ordres définitifs sur la phase suivante du nettoyage ethnique, elle a fait savoir qu'elle avait occupé le village de Beit Masir, dans l'actuel parc national de Jérusalem, sur le versant ouest des montagnes : « En ce moment, nous faisons sauter les maisons. Nous en avons déjà fait sauter soixante à soixante-dix[285]. »

Avec la brigade Etzioni, les soldats de la Harel se concentraient sur la région du grand Jérusalem. Bien loin de là, dans les vallées du nord-est du pays, les soldats de la « Brigade bulgare » réussissaient si bien dans leur mission destructrice que le Haut Commandement estima à l'époque qu'ils pouvaient passer immédiatement à l'occupation de certaines régions du nord de la Cisjordanie et de certaines zones de haute Galilée. Mais en définitive ce plan se révéla trop ambitieux et échoua. Les « Bulgarim », comme on les appelait, ne purent déloger le contingent irakien qui tenait Djénine, et il leur fallut attendre le mois d'octobre pour parvenir à prendre la haute Galilée. Bien qu'elle fût présomptueuse, la croyance en la capacité de cette brigade de s'emparer du nord de la Cisjordanie – en dépit de l'accord avec Abdallah –, et même d'effectuer des missions d'invasion au Sud-Liban, tout en nettoyant de vastes régions de la Palestine, révèle à nouveau le cynisme du mythe selon lequel Israël livrait une « guerre pour sa survie ». La brigade avait d'ailleurs « suffisamment » de succès à son actif comme cela, et elle pouvait se vanter d'avoir détruit et expulsé plus de villages que prévu.

Les deux fronts de la « vraie guerre » et de la « drôle de guerre » ont fusionné en ces derniers jours du mois de mai, car le Haut Commandement s'est alors senti assez sûr de lui pour dépêcher des unités dans les zones frontières adjacentes aux pays arabes afin de livrer bataille aux corps expéditionnaires que leurs gouvernements avaient envoyés en Palestine le 15 mai 1948. Pendant ce temps, les brigades Golani et Yiftah se concentraient sur des opérations de nettoyage aux frontières avec la Syrie et le Liban. En fait, elles ont pu mener à bien leur mission sans problème, en suivant la routine habituelle pour chaque village qu'on leur avait ordonné de détruire : les unités libanaises ou syriennes voisines sont restées passives, préférant regarder ailleurs plutôt que de mettre en danger la vie de leurs propres hommes.

Campagnes vengeresses

Le succès n’a pas été sans limites, cependant. Il y a eu, inévitablement, des problèmes dans le galop effréné des opérations israéliennes, et un prix à payer pour gérer simultanément le nettoyage systématique de la Palestine et l’affrontement avec les armées régulières arabes qui commençaient à entrer dans le pays. Les implantations isolées ont été laissées en situation vulnérable – dans le Sud face aux troupes égyptiennes, qui en ont occupé plusieurs, mais pour quelques jours seulement, et dans le Nord face aux troupes syriennes, qui en ont pris trois, pendant quelques jours également. L’envoi fréquent de convois à travers des zones arabes très peuplées et non encore prises a occasionné d’autres sacrifices : certains de ces convois ont été attaqués avec succès et plus de 200 soldats juifs ont été tués.

À la suite d’une de ces attaques, qui visait un convoi se dirigeant vers l’implantation juive de Yechiam, à l’extrémité nord-ouest du pays, les soldats qui ont mené plus tard des opérations dans cette région se sont montrés particulièrement durs et vindicatifs dans leur façon d’accomplir leur mission. L’implantation de Yechiam se trouvait à plusieurs kilomètres au sud de la frontière occidentale de la Palestine avec le Liban. On a dit expressément aux soldats juifs participant aux attaques de villages de l’opération Ben-Ami, en mai 1948, que leurs objectifs devaient être anéantis pour venger la perte du convoi. C’est ainsi que les villages de Sumiriya, Zib, Bassa, Kabri, Umm al-Faraj et Nahr ont été soumis à une version aggravée, plus cruelle, de la procédure « détruire et expulser » des unités israéliennes : « Notre mission : attaquer pour occuper, [...] tuer les hommes, détruire et mettre le feu à Kabri, Umm al-Faraj et Nahr[286]. »

Le supplément d’ardeur ainsi inspiré aux troupes a produit l’une des opérations de dépeuplement les plus rapides dans l’une des régions arabes à plus forte densité démographique de Palestine. À vingt-neuf heures de la fin du Mandat, presque tous les villages des districts du nord-ouest de la Galilée – qui se trouvaient tous sur le territoire de l’État dévolu aux Arabes – avaient été détruits, ce qui permit à un Ben Gourion content de lui d’annoncer au Parlement fraîchement constitué : « La Galilée occidentale a été libérée » (certains villages au nord d’Haïfa n’ont en réalité été occupés que plus tard). Autrement dit, il n’avait fallu aux troupes juives qu’un peu

plus d’une journée pour transformer un district peuplé de 96 % de Palestiniens et de 4 % de Juifs – avec des proportions comparables pour la propriété des terres – en une zone presque exclusivement juive. Ben Gourion était particulièrement satisfait de la facilité avec laquelle on avait expulsé les populations des gros villages, comme Kabri, qui comptait 1 500 habitants, Zib, qui en comptait 2 000, et le plus important, Bassa, où vivaient 3 000 personnes.

Il fallut plus d’une journée pour vaincre Bassa, en raison de la résistance de ses miliciens et de quelques volontaires de l’ALA. Si l’ordre d’être particulièrement dur avec ce village pour se venger de l’attaque contre le convoi de Yechiam ne suffisait pas, sa résistance a été perçue comme une autre raison de « punir » le village (c’est-à-dire de faire plus qu’expulser sa population). Ce modèle-là allait se reproduire. Les villages qui se révélaient difficiles à soumettre devaient être « sanctionnés ». Comme pour tous les traumatismes dans la vie des êtres humains, certaines des pires atrocités restent gravées en profondeur dans la mémoire des survivants. Les membres des familles des victimes ont conservé ces souvenirs et les ont transmis d’une génération à l’autre. Nizar al-Hanna appartient à l’une de ces familles, dont les souvenirs reposent sur les scènes traumatisantes qu’a vécues sa grand-mère :

> Ma grand-mère maternelle était une adolescente quand les troupes israéliennes sont entrées dans Bassa et que tous les hommes jeunes ont été alignés devant l’une des églises et exécutés. Ma grand-mère a vu la Haganah exécuter deux de ses frères – l’un avait vingt et un ans, l’autre vingt-deux, et il venait de se marier[287].

La destruction totale qui a suivi le massacre a épargné une église où priaient les chrétiens orthodoxes grecs du village ainsi qu’un sanctuaire musulman à coupole qui servait à l’autre moitié de la population. On peut encore apercevoir aujourd’hui quelques maisons entourées de barbelés dans un champ en friche, exproprié au bénéfice de citoyens juifs. Le territoire du village était si vaste (25 000 dounoums, dont 17 000 étaient cultivés) qu’il comprend actuellement un aéroport militaire, un kibboutz et une ville nouvelle. Le visiteur attentif ne peut pas ne pas remarquer les vestiges d’un système complexe d’adduction d’eau qui faisait la fierté des villageois : il venait d’être terminé quand l’endroit a été rayé de la carte.

L’expulsion de tant de villageois – ex-citoyens du Mandat britannique que la résolution de partition des Nations unies venait de transformer en citoyens soit de l’État arabe prévu, soit de l’État juif – est passée inaperçue à l’ONU. En dépit de l’événement spectaculaire qu’était le retrait britannique et de l’accroc potentiel que représentait l’envoi par le monde arabe d’un corps expéditionnaire en Palestine, la dynamique du nettoyage ethnique s’est poursuivie sans interruption. Les dirigeants de l’État d’Israël fraîchement créé – encore en gestation – et ses chefs militaires savaient qu’ils avaient des forces suffisantes à leur disposition pour arrêter les unités arabes tout en continuant à nettoyer inlassablement le pays. Il était évident aussi qu’au cours du mois suivant les capacités des forces juives allaient atteindre de nouveaux sommets : au début de juin, les ordres envoyés aux troupes étaient encore plus ambitieux, tant par leur envergure géographique que par l’importance du quota de villages que chaque brigade avait désormais pour mission de prendre et de détruire.

Le commandement général arabe, lui, perdait prise rapidement. Les généraux égyptiens avaient fondé leurs espoirs sur leur aviation, mais les appareils qu’ils avaient envoyés pendant la seconde quinzaine de mai – période cruciale – avaient échoué dans la plupart de leurs missions, sauf pour quelques raids sur Tel-Aviv. En juin, les forces aériennes d’Égypte et des autres pays arabes avaient d’autres préoccupations ailleurs, car leur mission principale était de protéger les régimes arabes et non de contribuer au sauvetage de territoires palestiniens.

Je ne suis pas un expert en histoire militaire, et ce n’est pas le lieu de traiter les aspects purement militaires du conflit, puisque ce ne sont pas les stratégies qui nous intéressent ici mais leurs résultats, c’est-à-dire les crimes de guerre. Il est significatif que, dans leurs synthèses sur le mois de mai, beaucoup d’historiens militaires aient été particulièrement impressionnés par la performance de l’armée syrienne, qui a commencé sa campagne en mai 1948 et l’a intensifiée par intermittence jusqu’en décembre. En réalité, son bilan est assez lamentable. Pendant trois jours seulement, du 15 au 18 mai, l’artillerie, les chars et l’infanterie des Syriens, avec l’aide occasionnelle de leur aviation, ont constitué une certaine menace pour les forces israéliennes. Quelques jours plus tard, leurs efforts étaient déjà devenus sporadiques et bien moins efficaces. Après la première trêve, ils ont repris le chemin de leur pays.

À la fin de mai 1948, le nettoyage ethnique de la Palestine progressait conformément au plan. Évaluant la force potentielle des troupes que la Ligue arabe avait fini par envoyer en Palestine, Ben Gourion et ses conseillers conclurent – comme ils l'avaient déjà prédit une semaine après l'entrée des armées arabes dans le pays – que l'armée panarabe pouvait attaquer des implantations juives isolées d'une façon marginalement plus efficace que l'armée de volontaires, mais que, ce point mis à part, elle était aussi faible et inefficace que les paramilitaires irréguliers qui l'avaient précédée.

Cette prise de conscience créa un sentiment d'euphorie qui se reflète clairement dans les ordres donnés aux douze brigades de l'armée israélienne de commencer à envisager l'occupation de la Cisjordanie, du plateau du Golan et du Sud-Liban. Le 24 mai, après une rencontre avec ses conseillers, l'entrée du journal de Ben Gourion respire plus que jamais le triomphalisme et la volonté de puissance :

> Nous allons créer un État chrétien au Liban, dont la frontière sud sera le Litani. Nous allons briser la Transjordanie, bombarder Amman et détruire son armée, et alors la Syrie tombera, après quoi, si l'Égypte veut continuer à se battre – nous bombarderons Port-Saïd, Alexandrie et Le Caire. Ce sera notre vengeance pour ce qu'ils [les Égyptiens, les Araméens et les Assyriens] ont fait à nos aïeux à l'époque biblique[288].

Le même jour, l'armée israélienne avait reçu une grosse cargaison de canons modernes 45 mm flambant neufs, venus du bloc de l'Est communiste. Israël possédait désormais une artillerie sans équivalent non seulement dans les troupes arabes présentes en Palestine mais dans toutes les armées arabes réunies. Notons que le Parti communiste israélien a joué un grand rôle dans l'organisation de cette transaction.

Le Conseil consultatif pouvait à présent oublier les appréhensions qu'il avait eues au début de la « vraie guerre » quant à la capacité globale de son armée à gérer les deux fronts efficacement et complètement. Ses membres étaient désormais libres de s'intéresser à d'autres problèmes relevant davantage des compétences de la composante orientaliste du Conseil, par exemple de conseiller Ben Gourion sur ce qu'il convenait de faire des petites communautés de Palestiniens que l'on avait laissées dans les villes mixtes. La solution qu'ils trouvèrent consistait à transférer tous ces Palestiniens dans un quartier précis de chaque ville, à les priver de la liberté de circulation et à les placer sous administration militaire.

Enfin, il est peut-être utile de signaler une grande décision prise en mai : celle concernant l’infrastructure définitive des FDI et, en son sein, la place centrale de l’administration militaire (en hébreu Ha-Mimshal Ha-Tzvai) et des services de sécurité intérieure d’Israël, le Shabak. On n’avait plus besoin du Conseil consultatif. Le mécanisme du nettoyage ethnique fonctionnait tout seul, sur sa propre lancée.

Le dernier jour de mai, des volontaires arabes et certaines unités régulières firent une ultime tentative pour reprendre certains villages du territoire de l’État arabe prévu par l’ONU, mais en vain. La puissance militaire qu’ils affrontaient était telle que, tant qu’elle n’était pas défiée par une armée professionnelle bien entraînée comme la Légion arabe, elle n’avait pas d’adversaire à sa taille. La Légion arabe défendit les territoires de Cisjordanie qui, aux yeux d’Abdallah, devaient être son trophée, le récompensant de s’être tenu à l’écart des zones que le mouvement sioniste avait décidé de garder pour son État juif – promesse que le roi a tenue jusqu’à la fin de la guerre. Néanmoins, son armée paya chèrement l’incapacité des deux parties à se mettre d’accord sur le devenir de Jérusalem : la plupart des soldats jordaniens tués pendant la guerre tombèrent pendant les combats de la Légion arabe pour la partie est de la Ville sainte.

7

L’escalade des opérations de nettoyage : juin-septembre 1948

Article 9 : Nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé.
Article 13/2 : Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays.
Article 17/2 : Nul ne peut être arbitrairement privé de sa propriété.
Déclaration universelle des droits de l’homme, résolution 217 A (III) de l’Assemblée générale de l’ONU adoptée le 10 décembre 1948, la veille du jour où la résolution 194 a déclaré le droit inconditionnel des réfugiés palestiniens à regagner leurs foyers.

Au début de juin, la liste des villages effacés en comprenait beaucoup qui avaient été jusque-là protégés par des kibboutzim voisins. Tel fut le sort, dans le district de Gaza, de Najd, Bureir, Simsim, Kaufakha, Muharraqa et Houj. Leur destruction, semble-t-il, a été un véritable choc pour les kibboutzim tout proches quand ils ont appris que ces villages amis avaient été attaqués sauvagement, leurs maisons détruites et tous leurs habitants expulsés[289]. C’est sur les terres de Houj qu’Ariel Sharon a construit sa résidence privée, Havat Hashikmim, un ranch couvrant 5 000 dounoums des champs de ce village.

En dépit des pourparlers en cours sous les auspices du médiateur de l’ONU, le comte Folke Bernadotte, pour négocier une trêve, le nettoyage ethnique se poursuivait sans entraves. Avec une évidente satisfaction, Ben Gourion note dans son journal le 5 juin 1948 : « Aujourd’hui nous avons occupé Yibneh (il n’y a eu aucune résistance sérieuse) et Qaqoun. Là-bas, l’opération de nettoyage [*tihour*] continue ; n’ai pas eu de nouvelles des autres fronts. » De fait, à la fin de mai, son journal reflète un regain d’intérêt pour le nettoyage ethnique. Aidé de Yossef Weitz, Ben Gourion a établi une liste des villages pris, avec la superficie de leurs terres et le

nombre d'expulsés, et il l'a minutieusement recopiée dans son journal. Ici, plus de précautions de langage : « Voici la liste des villages occupés et évacués [*mefounim*]. » Deux jours plus tard, il convoque une réunion à son domicile pour évaluer le montant des sommes pillées dans les banques des « Arabes » et le nombre d'exploitations d'agrumes et d'autres actifs confisqués. Eliezer Kaplan, son ministre des Finances, le persuade d'autoriser la confiscation de tous les biens palestiniens déjà pris pour empêcher les luttes frénétiques qui menacent déjà d'éclater entre les divers prédateurs prêts à s'en emparer.

Le partage du butin était une question qui préoccupait le Premier ministre. Ben Gourion était un autocrate, mais il portait aussi une attention tatillonne aux détails et avait l'obsession des questions de sécurité. Son journal signale ainsi d'autres problèmes, minuscules, qui ont accompagné la destruction systématique de la Palestine. Dans plusieurs entrées, il note des conversations qu'il a eues avec des officiers sur la pénurie de TNT à cause du grand nombre de maisons individuelles que l'armée avait ordre de faire sauter dans le cadre du plan D[290].

Comme un ouragan qui grossit, les troupes israéliennes n'épargnaient plus personne dans leur zèle destructeur. Tous les moyens devenaient légitimes, y compris détruire les maisons par le feu quand la dynamite manquait, ou incendier les champs et les vestiges du village palestinien qu'elles avaient attaqué[291]. Cette escalade des opérations de nettoyage de l'armée était la conséquence d'une réunion du nouveau Conseil consultatif, plus réduit, qui avait eu lieu le 1er juin sans Ben Gourion. Ses participants informèrent ensuite le Premier ministre que les villageois tentaient de regagner leurs maisons, et qu'ils avaient décidé d'ordonner à l'armée de l'empêcher à tout prix. Pour être certain que les plus libéraux des membres de son gouvernement ne s'opposeraient pas à cette politique, Ben Gourion exigea que son action fût approuvée d'avance, et on lui donna *carte blanche*[*1] le 16 juin 1948[292].

Ce durcissement s'inscrivait aussi dans la réaction israélienne à un bref regain d'activité des armées arabes au début de juin. Leur artillerie bombardait tout ce qui était à sa portée, et l'aviation égyptienne mena quatre ou cinq raids aériens sur Tel-Aviv, réussissant le 4 juin une frappe directe sur le domicile de Ben Gourion, qui ne fit que peu de dégâts.

L'aviation israélienne riposta en bombardant les capitales arabes : il y eut un nombre considérable de victimes. Mais l'élan arabe pour sauver la Palestine retombait déjà, essentiellement parce que la Légion arabe voulait absolument que Jérusalem-Est reste partie intégrante de la Jordanie. La guerre traînait en longueur : avec la division du travail, déterminée par le seul Ben Gourion, entre les forces israéliennes réparties sur les divers fronts, l'effort de guerre juif n'avait pas l'impact nécessaire pour l'emporter sur les Jordaniens. Les combats duraient aussi à cause de la ténacité des volontaires égyptiens, en particulier les Frères musulmans : malgré leur mauvais équipement et leur absence d'entraînement, ils réussissaient à maintenir leur front dans le Néguev. Les Égyptiens étaient également parvenus à tenir assez longtemps la ville palestinienne d'Isdud, sur la côte, et quelques enclaves dans le Naqab (Néguev), ainsi que les villages au sud-ouest de Jérusalem. Comprenant qu'ils avaient peut-être eu un trop gros appétit et voulu en faire plus qu'ils ne le pouvaient dans l'immédiat, les Israéliens acceptèrent la trêve proposée par le médiateur de l'ONU, le comte Folke Bernadotte.

---

*1 En français dans le texte.

La première trêve

La démolition a été une composante essentielle des activités israéliennes à partir du moment où la trêve est entrée en vigueur (elle a été officiellement déclarée le 8 juin 1948, mais a commencé en pratique le 11, pour quatre semaines). Pendant la trêve, l'armée a procédé à la destruction totale de plusieurs villages expulsés : Mazar dans le Sud, Fajja près de Petah-Tikvah, Biyar ,Adas, Misea, Hawsha, Sumiriya et Manshiya près d'Acre. De très gros villages comme Daliyat al-Rawha, Buteimat et Sabbarin ont été détruits en un jour ; beaucoup d'autres avaient disparu de la surface de la terre quand la trêve a pris fin, le 8 juillet 1948.

Globalement, le niveau des préparatifs effectués par le commandement militaire pendant le mois de juin en vue des phases suivantes reflète une confiance croissante dans l'aptitude de l'armée israélienne non seulement à continuer ses opérations de nettoyage ethnique, mais aussi à étendre l'État juif au-delà des 78 % de la Palestine du Mandat déjà occupés. L'une des raisons de cette assurance était l'important renforcement de l'aviation. À la fin de mai, les Israéliens n'étaient désavantagés que dans un seul domaine : la puissance aérienne. En juin, ils ont reçu une assez grosse livraison de nouveaux avions s'ajoutant à leurs appareils assez primitifs.

L'opération Yitzhak a été lancée le 1er juin 1948 pour attaquer et occuper Djénine, Tulkarem et Qalqilya et prendre les ponts sur le Jourdain. Comme nous l'avons vu, Djénine avait été attaquée le mois précédent, mais le contingent irakien qui protégeait la ville et ses environs avait réussi à défendre cette zone[293]. Si, à ce moment-là, les opérations aériennes israéliennes étaient essentiellement limitées à des raids le long des frontières de l'État, on peut trouver dans les archives militaires des ordres de bombardement aérien de Djénine et de Tulkarem ainsi que de villages situés aux frontières de la Palestine. À partir de juillet, les avions ont été utilisés sans remords dans les opérations de nettoyage : ils contribuaient à forcer les villageois à l'exode massif – et visaient sans distinction tous ceux qui ne parvenaient pas à se mettre à l'abri à temps.

Au début de juin, Ben Gourion se concentrait avec satisfaction sur la longue marche en haute Galilée, conduisant ses troupes jusqu'à la frontière du Liban. L'armée libanaise était forte de 5 000 hommes, dont 2 000 étaient

en position sur la frontière. Ils étaient soutenus par 2 000 volontaires de l'ALA, la plupart cantonnés autour de la ville de Nazareth et les autres dispersés par petits groupes dans les dizaines de villages de la région. Sous le commandement charismatique de Fawzi al-Qawuqji, les volontaires continuaient du mieux qu'ils pouvaient à défendre les villages et montraient une certaine fermeté face à l'offensive israélienne imminente. Ils n'en étaient pas moins handicapés par leur infériorité numérique et leur moindre compétence militaire, mais aussi par la mauvaise qualité de leurs armes et le manque de munitions.

L'un des bataillons de l'ALA s'appelait le bataillon Hittin. Son commandant a envoyé un jour le message suivant à al-Qawuqji : « Le matériel du bataillon n'est pas utilisable parce qu'il est encrassé. C'est vrai pour les fusils, les mitrailleuses et les véhicules. » Il se plaignait aussi de la logistique : il n'y avait qu'une seule route d'approvisionnement à partir de la Syrie, et elle était souvent fermée. Même quand les lignes logistiques étaient ouvertes, il y avait d'autres problèmes à surmonter. Un jour, ce commandant a reçu un télégramme qui disait : « En réponse à votre câble demandant des voitures pour transporter du ravitaillement de Tarshiha à Rama, nous n'avons pas de carburant pour les voitures, donc nous ne pouvons pas arriver jusqu'à vous » (envoyé le 29 juin et intercepté par le renseignement militaire israélien).

Par conséquent, en l'absence de toute force régulière arabe, la Galilée était ouverte aux assaillants israéliens. Mais, dès le mois de juin, et de plus en plus au cours des mois suivants, les villages eux-mêmes commençaient à opposer davantage de résistance à la progression des troupes. C'est une des raisons pour lesquelles il reste encore aujourd'hui des villages palestiniens en Galilée, à la différence de ce qu'on observe dans le Marj Ibn Amir, sur la côte, dans les plaines intérieures et dans le nord du Néguev.

Le courage désespéré de ces villages palestiniens explique aussi, cependant, la brutalité de ce front. Au cours de leur avancée, les troupes israéliennes se sont montrées plus déterminées que jamais à recourir aux exécutions sommaires et à tout autre moyen susceptible d'accélérer les expulsions. L'un des premiers villages à être victimes de cette stratégie a été Mi'ar, site actuel de plusieurs implantations juives construites dans les années 1970 : Segev, Yaad et Manof. Paradoxalement, cette partie des terres prises par la force en 1948 est restée inhabitée pendant des décennies,

et a même été cultivée par des Palestiniens du voisinage, puis, au cours des années 1970, elle a été reconfisquée dans le cadre de ce qu'Israël appelle la « judaïsation de la Galilée », effort brutal de l'État pour désarabiser cette région qui était encore démographiquement, dans certaines zones, divisée à égalité entre Juifs et Arabes. Il semble qu'Israël ait l'intention de réactiver ce plan avec les milliards de dollars qu'il espère recevoir de l'État américain à la suite du retrait de Gaza en août 2005.

L'écrivain Muhammad Ali Taha avait dix-sept ans quand, le 20 juin 1948, les soldats israéliens sont entrés dans le village de Mi'ar. Il est né tout près, à Saffuriya, mais aujourd'hui une grande partie de la poésie et des œuvres en prose de ce citoyen israélien est inspirée par les événements traumatisants dont il a été témoin à Mi'ar. En ce mois de juin, il a vu arriver au coucher du soleil les troupes israéliennes qui ont tiré indistinctement sur les villageois, encore au travail dans les champs à moissonner leur sorgho. Une fois lassés de cette débauche de meurtres, les soldats se sont mis à détruire les maisons. Plus tard, les gens sont retournés à Mi'ar et y sont restés jusqu'à la mi-juillet, date à laquelle les troupes israéliennes ont réoccupé l'endroit et les ont expulsés pour de bon. Quarante personnes ont été tuées dans l'attaque du 20 juin : elles font partie des quelques milliers de Palestiniens morts dans les massacres qui ont accompagné le nettoyage ethnique[294].

Le rythme de l'occupation et du nettoyage des villages en basse Galilée et en Galilée orientale a été plus rapide que dans toutes les phases antérieures des opérations. Le 29 juin, de gros villages où les soldats de l'ALA étaient présents en nombre, comme Kuweikat, Amqa, Tel-Qisan, Lubiya, Tarbikha, Majd al-Kroum, Mghar, Itaroun, Malqiya, Saffuriya, Kfar Yassif, Abou Sinan, Judeida et Tabash, sont apparus sur les listes de futures cibles remises aux troupes. En moins de dix jours, tous avaient été pris – dans certains les habitants ont été expulsés, dans d'autres non, pour des raisons différentes d'un village à l'autre.

Majd al-Kroum et Mghar existent encore aujourd'hui. À Majd al-Kroum, les forces d'occupation avaient commencé une évacuation massive du village quand une dispute a soudain éclaté entre les officiers du renseignement. Elle a abouti au retour de la moitié des habitants, autorisés à rebrousser chemin sur la route de l'exil forcé[295]. Le nom de ce village signifie littéralement « Très glorieuses oliveraies ». Et il est toujours

environné de vastes vignobles et oliveraies adjacents aux versants nord des montagnes les plus hautes de Galilée, non loin d'Acre. À la haute époque, l'endroit s'appelait Majd Allah, « la Gloire de Dieu ». Mais il a changé de nom quand les vignobles qui ont commencé à se développer autour de lui sont devenus célèbres. Au centre du village, il y avait un puits, et c'est son eau qui explique l'abondance des plantations et des vergers aux alentours. Certaines maisons paraissaient être là depuis des temps immémoriaux – construites en pierre et renforcées d'argile, entourées par les oliviers au sud et par de vastes parcelles cultivées à l'est et à l'ouest.

Aujourd'hui, Majd al-Kroum est étranglé par la politique discriminatoire d'Israël, qui ne permet aucune extension naturelle aux villages palestiniens mais continue à construire autour d'eux de nouvelles implantations juives. C'est pourquoi, depuis 1948, le village a toujours eu une puissante structure politique de résistance nationaliste et communiste, et l'État a voulu l'en punir en démolissant des maisons, dont les décombres, laissés sur place par les villageois en mémoire de leurs actes passés de résistance et d'héroïsme, sont encore visibles aujourd'hui depuis l'autoroute Acre-Safed.

Mghar aussi est toujours là, dans les magnifiques gorges de la vallée qui descend de la basse Galilée au lac de Tibériade. Ici, les forces occupantes se sont trouvées face à un village où chrétiens, musulmans et druzes coexistaient depuis des siècles. Leur commandant a interprété le plan Daleth comme n'exigeant que l'expulsion des musulmans. Pour que celle-ci soit rapide, il a exécuté plusieurs musulmans sur la place du village, devant tous les villageois, ce qui a efficacement « persuadé » les autres de fuir[296].

Beaucoup de villages en Galilée étaient comme Mghar : leur population était mixte. C'est pourquoi, à partir de cette date, les chefs militaires ont reçu l'ordre absolu de laisser aux officiers du renseignement le soin de déterminer qui pouvait ou ne pouvait pas rester[297]. Les druzes, à cette époque, collaboraient pleinement avec les Juifs, et, dans les villages en partie druzes, les chrétiens, en général, n'ont pas été expulsés.

Saffuriya eut moins de chance. Tous ses habitants furent chassés, les soldats tirant au-dessus des têtes pour accélérer leur départ. Al-Hadj Abou Salim avait vingt-sept ans, et une fille qu'il aimait beaucoup, quand le village a été pris. Sa femme attendait un autre enfant, et il se souvient de la chaleur du foyer familial, avec son père, un homme bon et généreux, l'un

des plus riches paysans du village. Pour Abou Salim, la Nakba a commencé par la nouvelle que d'autres villages se rendaient. « Quand la maison du voisin brûle, on commence à s'inquiéter » : ce proverbe arabe bien connu résume les émotions et le trouble des villageois pris au piège de la catastrophe.

Saffuriya a été l'un des premiers villages que les forces israéliennes ont bombardés du ciel. En juillet, beaucoup d'autres seraient terrorisés de cette façon, mais en juin c'était exceptionnel. Terrifiées, les femmes ont pris leurs enfants avec elles et sont allées se réfugier en hâte dans des grottes antiques toutes proches. Les jeunes gens ont préparé leurs fusils primitifs pour l'assaut inévitable, mais les volontaires des pays arabes ont eu peur et se sont échappés de l'école de filles où ils étaient cantonnés. Abou Salim est resté se battre avec les hommes, même si, a-t-il raconté bien des années plus tard, « l'officier de l'ALA nous a conseillé, à moi et aux autres, de nous enfuir », ce qui semblait, il le reconnaît, le plus raisonnable. Mais il est resté. C'est ainsi qu'il est devenu un témoin oculaire crucial des événements qui ont suivi.

Après le bombardement aérien est venue l'attaque au sol, contre le village mais aussi contre les grottes. « Les femmes et les enfants ont été rapidement découverts par les Juifs, et ma mère a été tuée par les soldats », a déclaré Abou Salim à un journaliste cinquante-trois ans plus tard. « Elle essayait d'entrer dans l'église de l'Annonciation quand les Juifs ont jeté une bombe qui l'a touchée à l'estomac. » Son père a pris l'épouse d'Abou Salim et s'est enfui à Reina, village qui s'était déjà rendu. Ils se sont réfugiés pendant quelques mois chez une famille chrétienne locale qui a partagé avec eux ses vivres et ses vêtements. Ils travaillaient dans les vergers de cette famille et étaient bien traités. Comme les habitants de Saffuriya avaient été forcés de laisser leurs propres vêtements dans leur village, ils essayaient d'aller les récupérer en pleine nuit. Les soldats israéliens en ont pris plusieurs et les ont abattus sur place. En 2001, Abou Salim, alors âgé de quatre-vingts ans, a conclu son récit en disant qu'il restait prêt, comme il l'avait toujours été, à racheter son ancienne maison, en y mettant le prix. Ce qu'il ne peut pas reconstruire, c'est sa famille. Il a perdu contact avec son frère ; il pense qu'il a des enfants quelque part dans la diaspora, mais il n'a pu retrouver la trace d'aucun d'entre eux.

Comme beaucoup de villageois des environs de Nazareth, ceux de Saffuriya ont fui en direction de cette ville. Aujourd’hui, 60 % des habitants de Nazareth sont des réfugiés de l’intérieur. L’officier israélien qui a occupé Nazareth le mois suivant a décidé de ne pas chasser ses habitants, ce qui a épargné à quantité d’expulsés des alentours l’épreuve d’une seconde évacuation. Avec de nombreux survivants d’autres localités, les gens de Saffuriya se sont construit de nouvelles maisons dans un quartier qui faisait face à leur ancien village et qu’on appelle aujourd’hui Safafra. Ce fut pour eux une nouvelle expérience traumatisante : ils ont vu de leurs yeux les colons juifs se mettre à vider leurs maisons, à les occuper et à transformer lentement leur cher village en *moshav* – implantation agricole collective. Ce *moshav* a été appelé Zippori, et les archéologues israéliens ont vite affirmé que c’était le nom de la ville talmudique initiale.

Dans d’autres quartiers de la ville de Nazareth, on peut rencontrer aujourd’hui des survivants de Maloul et de Mujeidil : ils se sont installés dans le sud de la ville, aussi près qu’ils ont pu de la ville nouvelle israélienne de Migdal Ha-Emek, construite sur les ruines de leur village après son occupation en juillet. Maloul a disparu sans laisser de trace ; à Mujeidil, deux églises et une mosquée étaient, jusqu’à une date récente, les seuls vestiges de la présence palestinienne. La mosquée a été détruite en 2003 pour faire place à un centre commercial, et seules demeurent les églises.

Le village de Mujeidil avait 2 000 habitants, dont la plupart ont fui à Nazareth avant que les soldats n’atteignent leurs maisons. Pour une raison quelconque, l’armée a laissé ces dernières intactes. En 1950, après intervention du pape, on a offert aux chrétiens la possibilité de revenir, mais ils ont refusé de le faire sans leurs voisins musulmans[298]. Israël a alors détruit la moitié des maisons et l’une des mosquées du village. La mosquée al-Huda de Mujeidil, construite en 1930, avait douze mètres de haut et huit de large. Un *kuttab* – école élémentaire coranique – se trouvait tout à côté. L’endroit était célèbre pour le complexe mécanisme qui recueillait l’eau de pluie sur le toit de la mosquée et la dirigeait vers un puits. Un minaret d’une hauteur impressionnante avait été ajouté à l’édifice dans les années 1940.

Les sites chrétiens étaient tout aussi pittoresques. Une partie de l’église orthodoxe russe est toujours là aujourd’hui, bien que ses murs aient disparu depuis longtemps. Elle avait été édifiée en l’honneur du frère du tsar,

Sergueï Alexandrov, qui avait visité les lieux en 1882 et avait donné l’argent nécessaire à sa construction dans l’espoir que les chrétiens locaux des autres confessions seraient convertis à l’orthodoxie. Mais, après son départ, il est apparu que le représentant local de l’Église orthodoxe en Palestine, le patriarche Nikodim, se préoccupait moins de la tâche missionnaire qu’on lui avait confiée que de l’éducation de tous, qui lui tenait vraiment à cœur : il a ouvert l’église à toutes les confessions du village et a fait en sorte qu’elle serve la plupart du temps d’école communale.

Le village avait aussi une église catholique, construite en 1903, dont le premier étage abritait une école trilingue pour garçons et filles (l’enseignement était donné en arabe, en italien et en français). On y trouvait également une clinique locale, ouverte à tous les villageois. Cette église est encore là, et une ancienne famille qui a décidé de revenir de Nazareth pour s’occuper du site, la famille Abou Hani, veille aujourd’hui sur son charmant verger et sur l’école.

Comme en d’autres lieux en Palestine, il est intéressant de s’attarder un peu sur l’histoire locale du village, car elle montre que ce ne sont pas seulement des maisons ou des champs qui ont été détruits au cours de la Nakba : toute une communauté a disparu, avec ses réseaux sociaux complexes et ses réussites culturelles. Ainsi, à Mujeidil, l’armée israélienne a effacé une tranche d’histoire qui comprenait de beaux spécimens architecturaux et une série d’importants développements sociaux. Vingt ans seulement avant la Nakba, les fiers habitants du village avaient décidé de transformer – en fait, de moderniser – le vieux système traditionnel qui plaçait le mukhtar à la tête de la communauté villageoise. Dès 1925, ils avaient élu un conseil municipal, dont le premier projet avait été d’assurer l’éclairage des rues.

Mujeidil était un village exceptionnel à bien d’autres titres. Outre ses lieux de culte et son infrastructure moderne, il comptait un nombre d’écoles assez important. En plus des deux associées aux églises, il y en avait une troisième, publique, l’école Banin, célèbre pour ses arbres splendides qui faisaient de l’ombre aux élèves pendant les récréations, pour son puits situé en plein milieu de la cour et pour les arbres fruitiers qui l’entouraient. La source principale de la richesse collective du village qui sous-tendait toutes ces constructions impressionnantes était un moulin, bâti au XVIIIe siècle,

qu’utilisaient les habitants des villages environnants, dont ceux de l’« ancienne » implantation juive de Nahalal (Moshe Dayan, originaire de Nahalal, signale que son père avait recours à ce moulin).

L’opération Palmier

Mujeidil fut pris au cours de l’opération militaire visant Nazareth et les villages des alentours, dont le nom de code était Dekel, qui signifie « palmier ». En fait, ce sont des pins et non des palmiers qui recouvrent aujourd’hui bon nombre de villages palestiniens détruits : leurs vestiges sont dissimulés sous les vastes « poumons verts » plantés par le Fonds national juif pour « les loisirs et le tourisme ». Une forêt de pins de ce genre a été plantée sur le village détruit de Lubiya. Seul le travail diligent et méticuleux des générations postérieures, et au premier chef de l’historien Mahmoud Issa, qui vit aujourd’hui au Danemark, a permis aux visiteurs actuels de situer les vestiges du village et de commémorer le souvenir des soixante personnes qui y ont péri. Ce village se trouve près d’un grand carrefour (aujourd’hui nommé le « carrefour Golani »), le dernier de la route Nazareth-Tibériade avant son abrupte descente vers le lac.

En ces jours de juin 1948 où les forces israéliennes étaient globalement capables d’occuper et de nettoyer les villages palestiniens assez facilement, certaines poches de résistance acharnée tenaient parfois un peu plus, bien que ce ne fût jamais très longtemps. C’étaient en général des endroits dans lesquels des volontaires de l’ALA ou des soldats réguliers arabes, en particulier irakiens, aidaient à repousser les assauts. Qaqoun était l’un de ces villages. Il avait été attaqué et occupé une première fois en mai par la brigade Alexandroni, mais les soldats irakiens l’avaient repris. Le 3 juin, le quartier général israélien ordonna une opération spéciale dont le nom de code était « Kippa » (qui signifie en hébreu « sommet », « dôme », mais aussi « calotte »), afin de réoccuper le village : le renseignement militaire israélien estimait que 200 Irakiens et volontaires de l’ALA y étaient retranchés. Même ce chiffre se révéla exagéré : quand la brigade Alexandroni reprit l’endroit, elle trouva beaucoup moins de défenseurs.

L’ordre de l’opération Kippa introduisait un nouveau mot hébreu signifiant « nettoyage ». Nous avons déjà rencontré *tihour* et *biour*, et voici que le peloton D de la brigade Alexandroni recevait l’ordre d’exécuter une opération de « nettoiement » (*nikkouy*)[299] ; tous ces synonymes correspondent aux définitions internationales admises du nettoyage ethnique.

L’assaut contre Qaqoun a aussi été le premier lors duquel la police militaire du nouvel État s’est vu attribuer un rôle dans l’occupation. Bien avant l’attaque, elle a créé des camps de prisonniers aux alentours pour les villageois expulsés, cela pour éviter le problème rencontré à Tantoura, et plus tôt à Ein Zeitoun, où les forces d’occupation avaient eu entre leurs mains bien trop d’hommes d’« âge militaire » (de dix à cinquante ans), et en avaient donc tué beaucoup.

En juillet, les troupes israéliennes ont pris bon nombre des « poches » qu’elles avaient laissées au cours des deux mois précédents. Plusieurs villages de la route littorale qui avaient courageusement tenu bon, Aïn Ghazal, Jaba, Aïn Hawd, Tirat Haïfa, Kfar Lam et Ijzim, sont tombés pendant cette période, ainsi que la ville de Nazareth et certains des villages qui l’entouraient.

L’entre-deux-trêves

La première trêve avait pris fin le 8 juillet 1948. Il fallut dix jours au médiateur de l’ONU, le comte Folke Bernadotte, pour en négocier une seconde, qui entra en vigueur le 18 juillet. Comme nous l’avons vu, la date du 15 mai 1948 a peut-être eu une grande importance pour la « guerre officielle » entre Israël et les armées arabes, mais elle n’en a eu aucune pour les opérations de nettoyage ethnique. Il en va de même pour les deux périodes de trêve. Elles ont beaucoup compté pour la guerre, mais pas du tout pour le nettoyage, à une réserve près peut-être : pendant les combats de la « guerre officielle », il était plus facile de nettoyer en grand. C’est ce qu’ont fait les Israéliens entre les deux trêves, en expulsant les populations des villes de Lydda et Ramla – 70 000 personnes en tout –, et à nouveau après la seconde trêve, en reprenant le nettoyage ethnique général de la Palestine par de très vastes opérations de déracinement, de déportation et de dépeuplement dans le Sud et dans le Nord.

À partir du 9 juillet, lendemain du jour où la première trêve a pris fin, des combats sporadiques entre l’armée israélienne et les unités arabes venues de Jordanie, d’Irak, de Syrie et du Liban se sont poursuivis pendant dix jours. En moins de deux semaines, des centaines de milliers de Palestiniens ont été expulsés de leur village, de leur bourg, de leur ville. Tel était le résultat du plan de « paix » de l’ONU : des gens terrorisés par la guerre psychologique, le bombardement lourd des populations civiles, les expulsions, les scènes terribles auxquelles ils avaient assisté – parents exécutés, épouses et filles maltraitées, volées et parfois violées. En juillet, la plupart de leurs maisons avaient disparu, dynamitées par les sapeurs israéliens. Les Palestiniens ne pouvaient espérer aucune intervention internationale en 1948, ni compter sur aucun mouvement d’indignation à l’étranger face aux atroces événements en cours en Palestine. Aucune aide ne venait non plus des observateurs de l’ONU, qui sillonnaient le pays par dizaines pour « observer » de très près la plongée dans la barbarie et les meurtres, mais ne voulaient ou ne pouvaient rien faire.

Un seul émissaire des Nations unies était différent. Le comte Folke Bernadotte était arrivé en Palestine le 20 mai, et il y est resté jusqu’au jour où des terroristes juifs l’ont assassiné, en septembre, pour avoir « osé »

proposer une redivision du pays en deux parties égales et le retour inconditionnel de tous les réfugiés. Il avait déjà demandé le rapatriement des réfugiés pendant la première trêve, appel que l'on avait ignoré ; lorsqu'il a répété cette recommandation dans le rapport final qu'il a soumis à l'ONU, il a été assassiné. Néanmoins, c'est grâce à Bernadotte qu'en décembre 1948 l'Assemblée générale des Nations unies, adoptant à titre posthume sa position, a recommandé le retour sans condition de tous les réfugiés qu'Israël avait expulsés – l'une des très nombreuses résolutions de l'ONU qu'Israël a systématiquement ignorées. En sa qualité de président de la Croix-Rouge suédoise, Bernadotte avait joué un grand rôle pour sauver des Juifs des griffes des nazis pendant la Seconde Guerre mondiale, et c'est pour cela que les dirigeants israéliens avaient accepté sa nomination comme médiateur de l'ONU. Ils ne s'étaient pas attendus à le voir tenter de faire pour les Palestiniens ce qu'il avait fait pour les Juifs quelques années auparavant.

Bernadotte avait réussi à faire peser une certaine pression internationale sur Israël, ou du moins à créer la base potentielle d'une telle pression. Pour contrer ce danger, les architectes israéliens du programme de nettoyage ethnique ont compris qu'il leur faudrait impliquer plus directement les diplomates et le ministère des Affaires étrangères. En juillet, au sein du nouvel État d'Israël, l'appareil politique, le corps diplomatique et les organismes militaires coopéraient déjà harmonieusement. Avant juillet, on ne sait pas clairement jusqu'à quel point les diplomates et les hauts fonctionnaires israéliens avaient été mis dans le secret du plan de nettoyage ethnique. Mais, quand les résultats sont progressivement devenus visibles, le gouvernement a ressenti le besoin de lancer une campagne de relations publiques pour endiguer les réactions internationales négatives, et il s'est mis à impliquer et informer les personnes chargées de répandre à l'étranger la bonne image – celle d'une démocratie libérale en gestation. Les responsables du ministère des Affaires étrangères travaillaient en contact étroit avec les officiers du renseignement, qui les prévenaient à l'avance des phases suivantes du nettoyage ethnique pour être sûrs qu'elles seraient dissimulées aux yeux du public.

Yaacov Shimoni servait d'agent de liaison entre ces deux composantes de l'État. Orientaliste et Juif d'Europe, il était particulièrement bien placé pour contribuer à défendre la cause d'Israël à l'étranger. En juillet, il

recommanda vivement que le rythme s’accélère sur le terrain : il y avait selon lui une conjoncture favorable pour achever le déracinement et l’occupation avant que le monde ne redevienne attentif à la Palestine[300]. Shimoni serait plus tard l’un des doyens de l’orientalisme dans le monde savant israélien en raison de son expertise sur la Palestine et le monde arabe, expertise qu’il avait acquise – comme beaucoup de ses collègues dans les universités israéliennes – pendant le nettoyage ethnique et la désarabisation de la Palestine.

Les premières cibles des forces israéliennes pendant les dix jours de l’entre-deux-trêves ont été les poches internes à la Galilée, autour d’Acre et de Nazareth. « Nettoyez totalement l’ennemi des villages », disait l’ordre adressé à trois brigades le 6 juillet, deux jours avant que les troupes israéliennes – qui tiraient sur leur laisse pour continuer les opérations de nettoyage – ne reçoivent l’ordre de violer la première trêve. Les soldats juifs comprenaient immédiatement que l’« ennemi » désignait les villageois palestiniens sans défense et leurs familles. Les brigades auxquelles ils appartenaient étaient la Carmeli, la Golani et la brigade Sept, les trois brigades du Nord qui seraient aussi chargées des ultimes opérations de nettoyage en haute Galilée en octobre. Les esprits inventifs qui avaient mission de trouver les noms des opérations de ce genre étaient passés des synonymes de « nettoyage » (« Balai », « Ciseaux ») aux arbres : « Palmier » (Dekel) pour la région de Nazareth et « Cyprès » (Brosh) pour la vallée du Jourdain[301].

L’opération contre la ville de Nazareth et ses alentours fut exécutée à vive allure, et les gros villages qui n’avaient pas été pris en mai tombèrent alors rapidement : Amqa, Birwa (le village où est né le célèbre poète palestinien contemporain Mahmoud Darwish), Damoun, Khirbat Jiddin et Kuweikat avaient tous plus de 1 500 habitants, et pourtant ils furent facilement vidés de leur population par la force.

C’est la brigade Sept qui a supervisé l’exécution de l’opération Palmier, avec des forces auxiliaires issues des brigades Carmeli et Golani. Dans les nombreux témoignages oraux palestiniens désormais rendus publics, on trouve peu de noms de brigade. Mais celui de la brigade Sept est mentionné à de multiples reprises, avec des adjectifs tels que « terroriste » et « barbare »[302].

Le premier village attaqué a été Amqa, qui, comme tant de localités de la plaine littorale, du sud au nord, avait une longue histoire remontant au moins au VIe siècle. Amqa était aussi caractéristique de cette zone par sa mixité : c'était un village musulman et druze, où les deux communautés vivaient ensemble en harmonie avant que la politique israélienne du « diviser pour régner » ne les sépare, en déportant les musulmans et en autorisant les druzes à rejoindre d'autres villages druzes de la région[303].

Aujourd'hui, quelques vestiges d'Amqa restent visibles, malgré la destruction massive opérée il y a près de soixante ans. Au milieu des mauvaises herbes qui recouvrent les lieux, on peut apercevoir clairement ce qui reste de l'école et de la mosquée du village. Bien qu'elle soit en ruine, la mosquée montre encore le délicat travail de maçonnerie qu'avaient accompli les villageois pour la construire. On ne peut pas y entrer, car son « propriétaire » juif actuel l'utilise comme entrepôt, mais sa taille et sa structure exceptionnelles sont visibles de l'extérieur.

L'opération Palmier a achevé la conquête de la Galilée occidentale. Quelques villages ont été laissés intacts : Kfar Yassif, Iblin et la ville de Shafa ,Amr. C'étaient des localités mixtes où vivaient des chrétiens, des musulmans et des druzes. Néanmoins, beaucoup de leurs habitants ayant la « mauvaise » origine ou affiliation ont été déportés. En fait, de nombreuses familles, conscientes du sort qu'on leur réservait, avaient fui ces villages avant leur occupation. Certains villages ont été entièrement vidés de leurs habitants, mais ils existent toujours aujourd'hui parce que les Israéliens les ont laissé repeupler par des réfugiés venus d'autres villages qu'ils avaient détruits. Les mesures de ce genre créaient la confusion et le chaos : les ordres étaient souvent suivis de contrordres, et même les expulseurs étaient désorientés. Dans certains villages mixtes, les Israéliens ont expulsé en toute hâte la moitié de la population, essentiellement les musulmans, puis ont permis aux réfugiés chrétiens des villages voisins, vidés de leurs habitants, de se réinstaller dans les maisons ainsi évacuées : c'est ce qui s'est passé à Kfar Yassif, à Iblin et dans la ville de Shafa ,Amr.

À la suite de ces mouvements de population internes à la Galilée, Shafa‘Amr est devenue une grande ville, grossie par les flots de réfugiés qui y avaient afflué dans le sillage des opérations de mai à juillet dans la région. Elle a été occupée le 16 juillet, mais, fondamentalement, on l'a laissée en paix : personne n'a été expulsé. C'était une décision exceptionnelle, qui

allait se reproduire à Nazareth – dans les deux cas à l'initiative des commandants locaux.

Yigaël Yadin, chef d'état-major en exercice, se rendit avant la fin du mois à Shafa ,Amr et fut manifestement abasourdi de découvrir une ville arabe dont tous les habitants étaient encore présents. « Les habitants de la ville circulent librement », écrivit-il avec effarement à Ben Gourion. Yadin fit aussitôt imposer un couvre-feu et lancer une campagne de recherche et arrestation, mais il donna pour instruction de ne pas importuner les druzes[304].

L'opération Policier

Une poche de résistance a tenu si longtemps que certains villages de la région ont subi dix jours de combat. Cela s'est passé sur la côte, au sud d'Haïfa. Des six villages qui s'y trouvaient, trois sont tombés avant l'annonce de la seconde trêve ; les trois autres ont succombé *après* l'entrée en vigueur de la trêve.

Les trois premiers étaient Tirat Haïfa, Kfar Lam et Aïn Hawd. Le plus gros, Tirat Haïfa, ne se trouvait qu'à quelques kilomètres au sud d'Haïfa et comptait 5 000 habitants. Aujourd'hui, c'est une morne ville nouvelle juive – qui porte presque le même nom, Tirat Hacarmel – accrochée au bas des pentes occidentales du Carmel, au-dessous du quartier le plus riche d'Haïfa, Denya, qui, de la crête du mont Carmel, s'est peu à peu étendu vers le bas (et où se trouve l'université d'Haïfa). Mais la municipalité d'Haïfa évite soigneusement de relier ces deux zones urbaines par un réseau routier.

Tirat était le village le plus peuplé du district, et le second en termes de superficie. Au temps des Croisés, il s'appelait Saint-Jean-de-Tyr, et c'est alors qu'il était devenu un site important pour les pèlerins chrétiens comme pour les églises locales. Par la suite, à côté de sa majorité musulmane, Tirat Haïfa avait toujours eu une petite minorité chrétienne. Les deux communautés respectaient l'héritage chrétien du village et son caractère globalement musulman. En 1596, quand Tirat avait été intégré au sous-district de Lajoun, il n'avait que 286 habitants. Trois cents ans plus tard, il était en voie de devenir une petite ville, mais il fut victime de la nouvelle politique centralisatrice de la dernière période de l'Empire ottoman et de la

conscription massive de ses jeunes dans l'armée ottomane : la plupart choisirent de ne pas revenir.

Tirat Haïfa était un de ces villages qui, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, étaient passés d'une période dure et austère à l'aube d'une ère nouvelle. Les signes de reprise étaient visibles partout : on construisait de nouvelles maisons de pierre et de brique crue, et les deux écoles du village, l'une pour les garçons, l'autre pour les filles, avaient été rénovées. L'économie était fondée sur les grandes cultures, les légumes et les fruits. Tirat était plus riche que la plupart des villages parce qu'il était parfaitement alimenté en eau, à partir des sources voisines. Sa fierté était ses amandes, célèbres dans toute la région. Tirat al-Lawz, « Tira des amandes », était une expression connue de tous en Palestine. Et il y avait une source supplémentaire de revenu : le tourisme, essentiellement centré sur la visite des ruines du monastère de Saint-Brocard, qui existent toujours aujourd'hui.

Pendant toute mon enfance, des vestiges des vieilles maisons de pierre du village se trouvaient là, épars, autour des immeubles cubiques gris de la ville nouvelle juive édifiée sur le site. Après 1967, la municipalité locale a démoli la plupart de ces ruines, motivée par l'appât du gain immobilier plus que par le mémoricide idéologique qui était resté une priorité des Israéliens.

Comme tant d'autres villages de la zone du grand Haïfa, Tirat Haïfa avait subi, avant son dépeuplement final, des attaques et des assauts constants de la part des forces juives. L'Irgoun l'avait bombardé dès décembre 1947 en faisant treize morts, essentiellement des enfants et des personnes âgées. Après ce bombardement, une vingtaine de membres de l'Irgoun s'étaient approchés et avaient ouvert le feu sur une maison isolée, à la limite du village. Du 23 avril au 3 mai, toutes les femmes et tous les enfants de Tirat Haïfa avaient quitté le village dans le cadre de l'effort global de « médiation » britannique, qui permettait aux forces juives de nettoyer la zone du grand Haïfa sans être gênées par aucune pression extérieure. Les femmes et les enfants de Tirat Haïfa ont été transférés par autobus en Cisjordanie, tandis que les hommes sont restés. Une unité des forces spéciales qui réunissait les troupes d'élite de plusieurs brigades est venue abattre Tirat Haïfa le 16 juillet.

Puis, le même jour, ce fut le tour de Kfar Lam. Situé au sud de Tirat Haïfa, il était moins riche, même s'il se trouvait, lui aussi, bien alimenté en

eau, puisqu'il disposait d'une quinzaine de sources près des limites nord de ses terres. Une route poussiéreuse, non pavée, qui quittait la route principale goudronnée Haïfa-Tel-Aviv conduisait au village. Les maisons étaient en pierre taillée, les toits faits de ciment et des arcs en bois traditionnels. Il n'y avait ni clôtures ni tours de garde, même en juillet.

La relative pauvreté de Kfar Lam était due à son système inhabituel de propriété foncière, tout à fait différent de celui des villages qui l'entouraient. La moitié des champs cultivés appartenaient à Ali Bek al-Khalil et à son frère, d'Haïfa, qui louaient les terres contre une part des récoltes. Un petit nombre de familles n'étaient pas intégrées à cet accord de métayage et leurs membres devaient donc se rendre tous les jours à Haïfa pour gagner leur vie. L'ensemble du village était étroitement lié à Haïfa, car c'est dans cette ville que la plupart de ses produits agricoles étaient vendus. Et ici aussi, trois ans avant la Nakba, la vie semblait prendre meilleure tournure et devenir plus prometteuse.

Kfar Lam était un village particulièrement apolitique, ce qui pourrait expliquer sa relative placidité face aux destructions qui s'étaient déjà abattues sur sa région depuis février 1948. Le dossier du service de renseignement de la Haganah le qualifiait de « modéré », mais, dès le début des années 1940, on y avait inséré un inquiétant détail qui laissait présager son futur destin. Le dossier disait que ce village comptait parmi ses habitants quelques Samaritains, qui à l'origine étaient peut-être des Juifs, mais qui, dans les années 1940, s'étaient convertis à l'islam. Aux yeux de l'historien et éminent dirigeant politique du mouvement sioniste Yitzhak Ben-Zvi, cela suffisait à prouver la continuité de la présence juive le long du littoral palestinien.

Cette quête de la continuité était à l'époque l'une des grandes obsessions des universitaires sionistes. Ben-Zvi avait lui-même publié un livre (en yiddish) avec Ben Gourion dès 1918, où les deux hommes affirmaient que les *fallahin* (agriculteurs) arabes étaient les descendants des paysans juifs restés en Palestine après l'Exil romain. Ben-Zvi avait continué à développer cette thèse dans les années 1930-1940. Dans son ouvrage *Sha'ar ha-Yishouv* (La Porte de l'implantation juive), il soutenait dans le même esprit que les villageois des montagnes d'Hébron étaient en réalité des Juifs qui s'étaient convertis à l'islam.

En juillet 1948, la « preuve de la continuité » signifiait non pas que les *habitants* de Kfar Lam avaient le droit de rester en tant que citoyens du nouvel État juif, mais uniquement que leur *village* était à présent « justement restitué » au peuple juif. Ni le rendement relativement faible de ses moissons, ni l'indifférence politique de sa population n'ont pu sauver Kfar Lam : seule sa proximité avec les villages résistants de la côte lui a permis de survivre jusqu'en juillet.

Si Kfar Lam a disparu, le village d'Aïn Hawd, qui fut occupé à la même époque, est encore presque intact. Des adjectifs comme « beau », « séduisant » et d'autres synonymes ont été utilisés pour décrire certains villages, et nombre d'entre eux étaient effectivement perçus comme tels par les visiteurs et par leurs habitants eux-mêmes, qui leur donnaient souvent un nom exprimant clairement leur charme particulier, leur beauté, leur sérénité. C'est ce qu'ont fait, par exemple, les habitants de Kheiriya, dont le nom signifie littéralement, en arabe, « la Bénédiction de la Terre » – un village qu'Israël a démoli et transformé en décharge de la ville de Tel-Aviv.

Aïn Hawd était effectivement un lieu inhabituel. Il avait une place spéciale dans le cœur de nombreux habitants de la région. On prêtait à sa principale hamulla, les Abou al-Hija, des pouvoirs particuliers de guérison, et beaucoup de gens fréquentaient donc le village, gravissant, de la côte, le mont Carmel par une route en lacet à quinze kilomètres au sud d'Haïfa. Aïn Hawd était en partie caché dans l'une des nombreuses vallées fluviales qui descendaient des montagnes jusqu'à la mer, à l'ouest. Cet endroit particulièrement délicieux est resté intact en raison de la présence de quelques esprits bohèmes au sein de l'unité qui l'a occupé : ils ont immédiatement compris le potentiel du village et ont décidé de le laisser tel qu'ils l'avaient trouvé, pour revenir plus tard s'y installer et le transformer en colonie d'artistes. Pendant bien des années, il a été le lieu de résidence de certains des peintres, musiciens et écrivains les plus connus d'Israël, souvent affiliés au « camp de la paix ». Les maisons qui ont survécu au ravage de la vieille ville de Safed ou de celle de Jaffa ont aussi été transformées en enclaves spéciales pour artistes.

Aïn Hawd avait déjà été attaqué une fois en mai, et les cinq familles qui composaient le clan Abou al-Hija avaient réussi à repousser cette offensive, mais le 16 juillet elles ont succombé. Les villageois d'origine ont été expulsés et le « comité de nomination » gouvernemental, organisme chargé

de remplacer les noms palestiniens par des noms hébreux, a décidé que le village occupé s'appellerait Ein Hod. Une des cinq familles du clan Abou al-Hija a trouvé refuge dans la campagne voisine, à quelques kilomètres à l'est, et s'est installée là. Refusant obstinément, courageusement, de s'en aller, elle a créé peu à peu un nouveau village sous l'ancien nom d'Aïn Hawd.

Le succès de cette branche du clan des Abou al-Hija est tout à fait remarquable. Ses membres ont d'abord voulu se réfugier dans le village voisin de Tirat Haïfa, puis ils ont découvert qu'il avait été occupé la veille. Ils ont été refoulés dans les gorges proches de leur propre village, mais ont réussi à tenir bon là-bas. « Les opérations de nettoyage des poches de résistance des réfugiés dans l'oued à l'est du village continuent[305] », a écrit dans son rapport l'officier qui commandait les soldats israéliens. Mais ses efforts pour éloigner cette famille sont restés vains. Les autres habitants d'Aïn Hawd ont été dispersés : certains sont allés jusqu'en Irak, d'autres seulement jusqu'aux villages druzes qui surplombaient Aïn Hawd du haut du mont Carmel.

Dans les années 1950, les Abou al-Hija ont construit de nouvelles maisons en dur dans la forêt qui enveloppe maintenant leur village. Le gouvernement israélien a refusé de les reconnaître comme une implantation légale, et la menace d'une expulsion n'a cessé de planer au-dessus de leurs têtes. En 1986, les autorités ont voulu démolir le nouveau village, mais, héroïquement et contre toute attente, les Abou al-Hija ont réussi à enrayer cette tentative d'expulsion. Enfin, en 2005, un ministre de l'Intérieur relativement libéral a accordé au village une semi-reconnaissance.

La communauté des artistes juifs, en revanche, est entrée en déclin, et elle semble moins « attrayante » au XXIe siècle qu'elle ne l'a été à son apogée. Le café de la colonie, Bonanza, qui se trouve dans la mosquée du village initial, est souvent vide, ces temps-ci. Marcel Janko, le peintre fondateur du Ein Hod juif, voulait en faire le centre du dadaïsme, mouvement artistique antiestablishment apparu au début du XXe siècle qui valorisait le « primitif » comme contrepoids à la tradition classique gréco-romaine. Avec son désir de préserver l'essence « primitive » de l'art, Janko tenait à sauver d'une rénovation brutale une partie des maisons en pierre d'Aïn Hawd, mais les habitations originelles furent bientôt transformées en résidences modernes pour artistes juifs européens, et la magnifique école du vieux

village est devenue un lieu d’expositions, de carnavals et d’autres attractions touristiques.

Les œuvres personnelles de Janko illustrent à merveille le racisme que manifestent les intellectuels de gauche israéliens d’aujourd’hui à l’égard de la culture arabe en général et des Palestiniens en particulier – racisme dissimulé et parfois même nuancé, mais néanmoins omniprésent dans leurs écrits, leurs œuvres d’art et leur action politique. Les tableaux de Janko, par exemple, intègrent des personnages arabes, mais ces derniers sont toujours en train de s’estomper en arrière-plan dans l’Aïn Hawd occupé. À ce titre, ces œuvres anticipaient sur les peintures visibles aujourd’hui sur le mur d’apartheid qu’Israël a enfoncé en territoire cisjordanien. Là où il court à proximité des autoroutes israéliennes, on a demandé à des peintres israéliens de décorer certains tronçons de ce monstre de béton, haut de huit mètres, avec des panoramas du paysage splendide qui se trouve derrière, mais toujours en prenant bien soin d’en effacer les villages palestiniens présents de l’autre côté et leurs habitants.

Il ne restait sur le littoral que trois villages, juste au sud d’Haïfa, et tout au long des dix jours de combats de l’entre-deux-trêves une force juive massive essaya vainement de les prendre. Pour Ben Gourion, ces trois-là étaient devenus, semble-t-il, une véritable obsession, et il ordonna que l’effort pour les occuper se poursuive même après l’entrée en vigueur de la seconde trêve. Le Haut Commandement expliqua aux observateurs de l’ONU chargés de contrôler le respect de la trêve que l’action contre ces trois villages était une opération de police, et il donna même à l’ensemble de l’attaque le nom de code « Policier ».

Le plus gros des trois était le village d’Ijzim, qui comptait 3 000 habitants. C’est aussi celui qui a résisté aux assaillants le plus longtemps. On a érigé sur ses ruines l’implantation juive de Kerem Maharal. Il reste encore de ce village quelques maisons pittoresques, et c’est dans l’une d’elles que vit l’ancien chef des services secrets israéliens auteur d’une proposition de « paix » qu’il a récemment concoctée en compagnie d’un professeur palestinien : elle abolit le droit au retour des réfugiés en échange d’un retrait total d’Israël des territoires occupés en 1967.

L’opération Policier (en hébreu Shoter) a commencé le 25 juillet, une semaine exactement après le début de la « trêve », mais Ijzim a survécu

trois jours de plus, trois jours de combats acharnés au cours desquels un petit nombre de villageois armés ont tenu courageusement contre des centaines de soldats israéliens. Pour briser la résistance, Israël a fait donner son aviation. Quand les combats ont pris fin, la population a été expulsée en bloc à Djénine. Cent trente villageois sont morts dans la bataille, selon les souvenirs des survivants. Les officiers du renseignement israélien du front nord ont noté dans leur rapport : en entrant dans le village d'Ijzim le 28 juillet, « nos forces ont ramassé 200 cadavres, dont beaucoup étaient des civils tués par notre bombardement[306] ».

Aïn Ghazal est tombé avant. Dans ce village de 3 000 habitants on vivait, comme à Kfar Lam, une vie plus dure que dans les autres. Ses maisons étaient essentiellement faites de pisé, ce qui n'est pas typique de l'architecture de la région, et beaucoup avaient des puits et des trous spéciaux – parfois de trois mètres de profondeur – pour entreposer le blé. Cette tradition et le style de construction exceptionnel du village étaient peut-être dus à ses origines ethniques. Aïn Ghazal était relativement récent. Il n'avait « que » deux cent cinquante ans (par comparaison, quand nous parlons d'implantations juives relativement « anciennes », elles ont pu être construites trente à trente-cinq ans plus tôt seulement, même si quelques-unes, très peu nombreuses, ont été fondées à la fin du XIXe siècle). Les habitants d'Aïn Ghazal étaient venus du Soudan chercher du travail en Syrie et au Liban, et ils s'étaient installés là (les villages voisins comme Fureidis, Tantoura et Daliyat al-Rawha existaient depuis des siècles).

Aïn Ghazal était une destination populaire pour de nombreux musulmans, car on y trouvait un *maqam*, la sépulture d'un saint homme religieux, le cheikh Shehadeh. Certaines personnes qui avaient quitté les lieux avant l'attaque s'étaient réfugiées dans les deux seuls villages du littoral laissés intacts sur les soixante-quatre existant au départ – Fureidis et Jisr al-Zarqa. Des habitants âgés de ces villages n'ont cessé depuis 1948 d'essayer d'entretenir le *maqam* du cheikh Shehadeh. Conscientes de ces efforts, et pour tenter de mettre fin à ce voyage du souvenir et du culte, les autorités israéliennes ont déclaré que le *maqam* était un site sacré juif. L'un des réfugiés du village, Ali Hamuda, a sauvegardé le *maqam* presque à lui seul et lui a conservé son caractère musulman. Bien qu'il ait été mis à l'amende et menacé d'arrestation pour l'avoir rénové en 1985, il a persisté à maintenir en vie le lieu de son culte sacré et la mémoire de son village.

Les habitants d’Aïn Ghazal qui étaient restés se sont réjouis quand ils ont appris qu’une seconde trêve était entrée en vigueur. Même ceux qui gardaient le village depuis mai se sont dit qu’ils pouvaient maintenant relâcher leur surveillance. On était aussi à l’époque du jeûne annuel du ramadan. Le 26 juillet, la plupart des villageois étaient sortis dans la rue en fin d’après-midi pour rompre le jeûne, et ils se dirigeaient vers les cafés du centre quand un avion est apparu et a largué une bombe, qui a atteint directement la foule. Femmes et enfants se sont enfuis en pleine panique, tandis que les hommes sont restés derrière et, très vite, ont vu les soldats juifs entrer dans le village[307].

Les forces d’occupation ont ordonné aux « hommes » de se rassembler en un même lieu, comme c’était devenu l’habitude dans toute la Palestine rurale en de telles circonstances. L’informateur, toujours cagoulé, et l’officier du renseignement sont vite arrivés. Sous les yeux des habitants, dix-sept d’entre eux ont été désignés, essentiellement pour avoir pris part à la révolte de 1936, et exécutés sur place. Les autres ont été expulsés[308]. Le même jour, un sort semblable s’est abattu sur le sixième village de cette poche de résistance, Jaba.

L’opération Dani

Opération Dani est le nom de code, apparemment bien innocent, de l’attaque contre Lydda et Ramla, deux villes palestiniennes situées à peu près à mi-chemin entre Jaffa et Jérusalem.

Lydda se trouve dans les plaines intérieures de Palestine, à cinquante mètres au-dessus du niveau de la mer. Elle reste gravée dans la mémoire populaire locale comme « la ville des mosquées » : certaines étaient célèbres dans tout le monde arabe. La Grande Mosquée, Al-Umari, par exemple, toujours debout aujourd’hui, a été construite du temps des Mamelouks par le sultan Rukn al-Din Baybars, qui a pris la ville aux Croisés. La mosquée Dahamish était également très connue : elle pouvait accueillir huit cents fidèles et six boutiques y étaient accolées. Aujourd’hui, Lydda est la ville nouvelle juive de Lod – l’une des villes de la grande ceinture de Tel-Aviv, où logent les habitants les plus pauvres et défavorisés de la métropole. Pendant des années, Lod a aussi été le nom du seul

aéroport international d'Israël, aujourd'hui nommé « aéroport Ben Gourion ».

Le 10 juillet 1948, David Ben Gourion confia le commandement de l'attaque à Yigal Allon, secondé par Yitzhak Rabin. Allon ordonna d'abord un bombardement aérien sur Lydda : ce fut la première ville attaquée de cette façon. Puis vint une offensive directe contre le centre-ville, qui provoqua le départ de tous les volontaires restants de l'ALA : certains avaient déjà abandonné leurs positions quand ils avaient appris que les unités jordaniennes de la Légion arabe, cantonnées aux abords de la ville, avaient reçu de leur chef britannique, Glubb Pacha, l'ordre de se retirer. Comme Lydda et Ramla se trouvaient clairement, l'une et l'autre, à l'intérieur de l'État attribué aux Arabes, tant leurs habitants que leurs défenseurs avaient supposé que la Légion allait résister par la force à l'occupation israélienne, comme elle l'avait fait à Jérusalem-Est et dans la région de Latroun, à l'ouest de la ville (non loin de Lydda et de Ramla), mais ils s'étaient trompés. À cause de sa décision de repli, Glubb Pacha perdit plus tard son poste et dut rentrer en Grande-Bretagne.

Abandonnés par les volontaires comme par les légionnaires, les hommes de Lydda, armés de quelques vieux fusils, se sont alors abrités dans la mosquée Dahamish, au centre de la ville. Après quelques heures de combat, ils se sont rendus, mais ont été aussitôt massacrés à l'intérieur de la mosquée par les forces israéliennes. Les sources palestiniennes estiment que dans la mosquée et les rues voisines, où les soldats juifs ont à nouveau multiplié les meurtres et les pillages, 426 personnes – hommes, femmes et enfants – ont été tuées (176 cadavres ont été trouvés dans la mosquée). Le lendemain, 14 juillet, les soldats sont passés de maison en maison pour en faire sortir les habitants et les contraindre à quitter la ville à pied, au nombre d'environ cinquante mille, en direction de la Cisjordanie (plus de la moitié étaient déjà des réfugiés de villages proches)[309].

L'un des récits les plus détaillés sur ce qui s'est passé à Lydda a été publié pendant l'été 1998 par le sociologue Salim Tamari dans le *Journal of Palestine Studies*. Il s'est appuyé sur des entretiens avec Spiro Munayar, qui a toujours vécu à Lydda et a été directement témoin des événements de cette terrible journée de juillet. Celui-ci a vu l'occupation, le massacre dans la mosquée, les soldats israéliens faire irruption dans toutes les maisons sans exception et traîner dehors les familles. Il a regardé les militaires piller

ensuite les maisons et dépouiller les réfugiés, avant de leur dire de se mettre en marche en direction de la Cisjordanie, pendant l'un des mois les plus chauds de l'année dans l'une des zones les plus torrides de Palestine.

Il travaillait en tant que jeune médecin à l'hôpital local, aux côtés du dévoué docteur Georges Habache, le futur fondateur et dirigeant du Front populaire de libération de la Palestine. Il se souvient du défilé interminable des cadavres et des blessés qu'on leur amenait depuis le lieu du massacre ; c'est d'ailleurs cette même expérience vécue de l'horreur qui allait hanter Habache et le pousser sur la voie de la guérilla pour reprendre sa ville et sa patrie à ceux qui les avaient ravagées en 1948.

Munayar a aussi évoqué l'angoisse des scènes d'expulsion dont il a été témoin :

> Pendant la nuit, les soldats ont commencé à entrer dans les maisons des quartiers qu'ils avaient occupés, à rassembler la population et à l'expulser de la ville. Ils ont ordonné à certains de partir pour Kharruba et Barfiliya, tandis que d'autres militaires disaient : « Allez chez le roi Abdallah, à Ramallah. » Les rues se sont remplies de gens qui s'en allaient vers des destinations indéterminées.

Les quelques journalistes étrangers présents ce jour-là dans la ville ont observé les mêmes scènes. Deux étaient américains, apparemment invités par les forces israéliennes à les accompagner dans leur attaque – c'était ce que nous appellerions aujourd'hui des correspondants « incorporés[*1] ». L'un des deux était Keith Wheeler, du *Chicago Sun Times*. « Pratiquement tout ce qui se trouvait sur leur passage [celui des forces israéliennes] mourait », a-t-il écrit. « Des cadavres criblés de balles gisaient le long de la route. » L'autre, Kenneth Bilby, du *New York Herald Tribune*, disait avoir vu « les cadavres d'hommes, de femmes et même d'enfants arabes joncher le sol dans le sillage de cette charge implacablement brillante ». Bilby écrivit aussi un livre sur ces événements, *New Star in the Near East*, publié deux ans plus tard.

On pourrait se demander pourquoi des articles de presse sur un massacre de cette envergure n'ont pas provoqué une vague d'indignation aux États-Unis. Pour ceux qui ont été choqués par la dureté et l'inhumanité dont les troupes américaines ont parfois fait preuve envers les Arabes au cours des opérations en Irak, les dépêches de Lydda semblent peut-être étrangement familières. À l'époque, des journalistes américains comme Wheeler ont été

stupéfaits de ce qu’ils appelaient ironiquement la « Blitzkrieg » israélienne et de la détermination des soldats juifs. Comme la description de Bilby (« implacablement brillante »), le compte rendu que donnait Wheeler de la campagne de l’armée israélienne s’abstenait malheureusement de fournir des informations aussi probantes sur le nombre de Palestiniens tués, blessés ou expulsés de leur village. Les dépêches des correspondants étaient totalement unilatérales.

The Economist, de Londres, s’est montré plus sensible et moins partial en décrivant pour ses lecteurs les scènes horribles qui ont eu lieu quand les habitants ont été forcés de se mettre en marche après le pillage de leur maison, l’assassinat de membres de leur famille et la mise à sac de leur ville : « Les réfugiés arabes ont été systématiquement dépouillés de tout ce qu’ils avaient avant d’être envoyés dans leur longue marche vers la frontière. Appareils ménagers, provisions, vêtements, ils ont dû tout laisser. »

Ce vol systématique a aussi été relevé par Munayar :

> Les soldats d’occupation avaient érigé des barrages sur toutes les routes en direction de l’est et ils fouillaient les réfugiés, en particulier les femmes, auxquelles ils volaient les bijoux en or qu’elles portaient autour du cou, aux poignets, aux doigts, et tout ce qui était caché dans leurs vêtements, ainsi que l’argent et tout objet précieux assez léger pour avoir été emporté.

Ramla, ou Ramleh, comme on l’appelle actuellement, ville natale de l’un des chefs les plus respectés de l’OLP, aujourd’hui décédé, Khalil al-Wazir (Abou Jihad), se trouve tout près. L’attaque contre cette ville de 17 000 habitants avait commencé deux jours plus tôt, le 12 juillet 1948, mais Ramla ne fut totalement occupée qu’après la prise de Lydda. La ville avait déjà été la cible de plusieurs attentats terroristes de la part des forces juives ; le premier avait eu lieu le 18 février 1948 sur l’un de ses marchés, où l’Irgoun avait fait exploser une bombe qui avait tué plusieurs personnes.

Terrifiés par les nouvelles venues de Lydda, les notables de Ramla conclurent avec l’armée israélienne un accord qui, en apparence, autorisait la population à rester. Les unités israéliennes entrèrent dans la ville le 14 juillet, lancèrent immédiatement une opération de recherche de suspects qui se solda par l’arrestation de 3 000 personnes, transférées dans un camp de prisonniers voisin, et, le jour même, commencèrent à piller la ville. L’officier qui commandait sur le terrain était Yitzhak Rabin. Il dirait plus

tard qu’au départ Ben Gourion l’avait convoqué dans son bureau pour discuter du sort de Lydda et de Ramla : « Yigal Allon a demandé : que faut-il faire des habitants ? Ben Gourion a agité la main dans un geste qui voulait dire : “Chassez-les[310] !” »

Les habitants des deux villes ont été contraints de marcher, sans eau ni nourriture, jusqu’en Cisjordanie, et beaucoup sont morts de soif et de faim en chemin. Seules quelques centaines de personnes ont été autorisées à rester à Lydda et à Ramla, et, puisque les deux villes comptaient de nombreux réfugiés venus des villages voisins, 50 000 personnes au total, selon l’évaluation de Rabin, ont été « transférées » de cette façon inhumaine. Là encore, on se pose inévitablement la question : trois ans après l’Holocauste, qu’est-ce qui venait à l’esprit des Juifs qui regardaient passer ces malheureux ?

Plus à l’est, la Légion arabe, qui avait abandonné les deux villes palestiniennes, a défendu la région de Latroun avec tant de ténacité que cette bataille est restée gravée dans la mémoire collective de l’armée israélienne comme la plus grande défaite qu’elle ait connue pendant la guerre. Le souvenir cuisant de ce fiasco a suscité une envie de revanche ; l’occasion s’est présentée en juin 1967, lorsque Israël a occupé la zone. Les représailles ont alors frappé non les Jordaniens mais les Palestiniens. Trois villages de la vallée de Latroun – Biddou, Yalou et Imwas – ont été effacés et leurs habitants expulsés. La déportation massive de ces villageois a été le coup d’envoi d’une nouvelle vague de nettoyage ethnique.

La Légion arabe a également réussi à repousser les attaques israéliennes contre les quartiers est de Jérusalem en juillet, en particulier à Cheikh Jarrah. « Occupez et détruisez », avait exigé de l’armée un Ben Gourion vengeur, avec ce charmant quartier à l’esprit[311]. Grâce à la résistance de la Légion, on peut encore voir aujourd’hui, parmi ses nombreux trésors, l’hôtel de la Colonie américaine, l’une des premières maisons construites hors les murs à la fin du XIXe siècle – par Rabah al-Husseini, grande figure de l’aristocratie locale.

L’opération Palmier continue

Le 11 juillet, l’entrée du journal de Ben Gourion reflète une confiance considérable dans la puissance militaire d’Israël face à celle de ses voisins arabes réunis : « [J’ai donné ordre] d’occuper Naplouse, [d’effectuer] des bombardements massifs sur Le Caire, Alexandrie, Damas et Beyrouth[312]. » Naplouse n’a pas été prise, en dépit des instructions de Ben Gourion, mais une autre ville palestinienne allait tomber au cours des dix jours d’activité frénétique de l’entre-deux-trêves : Nazareth. Son histoire constitue l’un des épisodes les plus exceptionnels de la campagne d’urbicide. C’était une localité assez importante, mais elle n’avait que 500 volontaires de l’ALA, qui, commandés par Madlul Bek, étaient censés protéger non seulement sa population mais aussi les milliers d’habitants des villages voisins venus se réfugier dans la ville surpeuplée et ses environs.

L’attaque de Nazareth débuta le 9 juillet, le lendemain de la fin de la première trêve. Quand le pilonnage au mortier commença, les habitants de la ville virent venir l’évacuation forcée et décidèrent qu’ils préféraient partir. Mais Madlul Bek leur ordonna de rester. Les télégrammes échangés avec les commandants des armées arabes – qu’Israël a interceptés – révèlent qu’il avait reçu l’ordre, comme d’autres officiers de l’ALA, d’essayer par tous les moyens de mettre un terme aux expulsions. Les gouvernements arabes ne voulaient plus voir affluer des réfugiés dans leurs pays. Et il se trouve que Madlul a renvoyé dans la ville des personnes qui étaient déjà en train d’en sortir. Toutefois, quand le pilonnage s’intensifia, il ne vit pas de raison d’essayer de résister à la supériorité écrasante des forces juives et il incita la population à s’en aller. Lui-même rendit la ville le 16 juillet à vingt-deux heures.

Ben Gourion ne souhaitait pas que la ville de Nazareth fût dépeuplée, pour une raison simple : le monde chrétien, il le savait, avait les yeux fixés sur elle. Mais, sur place, le commandant en chef, le général Moshe Karmil, ordonna l’évacuation totale de tous ceux qui étaient restés (« 16 000 personnes », note Ben Gourion, « dont 10 000 étaient chrétiennes »)[313]. Ben Gourion donna alors à Karmil l’instruction d’annuler son ordre et de permettre aux habitants de rester. Il était d’accord avec cette remarque de Ben Donkelman, l’officier chargé des opérations : « Ici, le monde nous regarde. » Voilà pourquoi Nazareth a eu plus de chance que toute autre ville de Palestine[314]. Aujourd’hui, elle reste la seule ville arabe sur le territoire d’avant 1967.

Une fois de plus, cependant, ceux qui ont été autorisés à rester n’ont pas tous été épargnés. Certains ont été expulsés ou arrêtés le premier jour de l’occupation, quand les officiers du renseignement ont commencé à perquisitionner maison par maison pour prendre quiconque figurait sur leur liste préétablie de suspects et d’« indésirables ». Palti Sela circulait avec une personnalité arabe connue de Nazareth : ils avaient avec eux sept carnets pleins de noms d’habitants qui pouvaient rester, parce qu’ils appartenaient à des clans qui avaient collaboré avec les Israéliens ou pour une autre raison.

Un processus semblable a eu lieu dans les villages autour de Nazareth et, en 2002, Palti Sela a déclaré que, grâce à ses efforts, 1 600 personnes avaient eu le droit de rester, ce qui, là encore, lui avait valu plus tard des critiques. « Les carnets sont perdus », a-t-il précisé. Il se souvenait qu’il avait refusé d’y inscrire le nom d’un seul bédouin. « Ce sont tous des voleurs », avait-il dit à ses partenaires dans cette opération[315].

Mais nul n’était réellement en sécurité, pas même le notable arabe – resté anonyme – qui accompagnait Palti Sela. Pour une raison qu’on ignore, le premier gouverneur militaire local après la guerre ne l’aimait pas et a voulu le déporter. Palti Sela est alors intervenu et l’a sauvé, en promettant de le transférer, lui, sa famille rapprochée et ses amis, à Haïfa. Il a reconnu qu’en réalité un nombre non négligeable des « bons éléments » qui figuraient sur ses carnets ont finalement été expulsés du pays.

Un autre village de la région, situé entre Nazareth et Tibériade, avait fait l’objet d’un ordre d’occupation après l’échec des efforts pour le prendre au cours des mois précédents : c’était Hittin. Il existe de ce village une photographie de 1937 : elle pourrait sortir tout droit d’une brochure touristique d’aujourd’hui sur la Toscane ou sur la Grèce. À huit kilomètres au nord-ouest de Tibériade, le site était saisissant : accroché à flanc de montagne à 125 mètres d’altitude, il paraissait beaucoup plus haut puisqu’il surplombait le lac de Tibériade, qui est au-dessous du niveau de la mer. La photo, en noir et blanc, montre clairement les maisons de pierre de Hittin, les arcs en bois de leurs toits, les vergers et les haies de cactus qui les entouraient. Les voitures accédaient facilement au village, mais, en 1948, il s’est révélé difficile à prendre : il a opposé une forte résistance, même s’il n’était défendu que par vingt-cinq personnes, pas plus, tous des volontaires mal armés.

L’histoire du village remonte à la célèbre bataille entre Saladin et les Croisés en 1187. Sa gloire reposait aussi sur la présence de la tombe de Nabi Shueib, le saint prophète des druzes palestiniens, qui l’identifient à Jethro, le beau-père de Moïse : son *maqam* est pour eux un lieu de culte et de pèlerinage. Les druzes avaient déjà changé de camp pour s’allier à l’armée israélienne, ce qui encourageait celle-ci dans son ambition de prendre ce village. Aujourd’hui, on lit sur un site Internet des réfugiés de Hittin la remarque suivante sur les druzes : « Que ça leur plaise ou non, ils sont tout de même des Arabes palestiniens » – ce qui dit assez que les druzes ont ressenti pour leurs compatriotes palestiniens peu de solidarité et d’affinité et encore moins de compassion. Bien au contraire, beaucoup ont participé à la destruction de la Palestine rurale dont, tragiquement, eux-mêmes, bien sûr, faisaient aussi partie[316].

Comme pour tant d’autres villages mentionnés, la Nakba a frappé alors que la prospérité venait d’arriver. Signe de cette aisance de fraîche date, il y avait une nouvelle école et un nouveau système d’irrigation – mais les habitants de Hittin ont perdu tout cela après le 17 juillet 1948. À cette date, une unité de la brigade Sept est entrée dans le village et s’est mise à le nettoyer d’une façon particulièrement brutale. Beaucoup d’habitants se sont enfuis vers les localités voisines, qui allaient être occupées en octobre : ils seraient alors déracinés une seconde fois. Ainsi prit fin l’opération Palmier : elle avait expulsé la population de tous les villages autour de Nazareth.

Les soldats au sol pouvaient désormais compter sur l’aide de l’aviation israélienne embryonnaire. Deux villages, Saffuriya et Mujeidil, ont été pilonnés du ciel, ainsi que plusieurs villages du littoral – Jaba, Ijzim et Aïn Ghazal ont été bombardés et soumis en pleine seconde trêve. En fait, l’innovation qui s’est développée en juillet a été le nettoyage ethnique venu du ciel : les attaques aériennes sont devenues un outil majeur pour semer panique et destruction dans les gros villages de Palestine, afin de forcer leurs habitants à s’enfuir avant l’occupation réelle de ces localités. Cette nouvelle tactique a été particulièrement utile au mois d’octobre.

Mais, dès la seconde quinzaine de juillet, les pilotes israéliens ont pu constater, au vu du spectacle qui se déroulait sous leurs yeux, combien leurs sorties étaient efficaces : des foules de réfugiés, emportant quelques biens hâtivement réunis, quittaient en masse les villages et partaient sur la grand-

route, progressant lentement vers des refuges qu'ils espéraient plus sûrs. Aux yeux de certains soldats sur le terrain, ils constituaient une cible trop bonne pour être manquée. On lit dans un rapport du commandement nord du 17 juillet 1948 : « Nos forces ont commencé à harceler la seule route sortant de Sejra, où cheminait une masse de réfugiés[317]. » Sejra, un village proche du mont Tabor, avait eu des rapports difficiles avec les colonies sionistes « anciennes » qui avaient accueilli Ben Gourion à son arrivée en Palestine.

Mais, en cet été 1948, Ben Gourion s'intéressait moins au Nord, où il avait commencé sa carrière, et concentrait ses efforts sur le Sud, où il allait la terminer. En juillet, les opérations de nettoyage ethnique se sont aussi étendues pour la première fois au Naqab (Néguev). Les bédouins du Néguev habitaient la région depuis l'époque byzantine, et pratiquaient leur mode de vie semi-nomade depuis 1500 au moins. En 1948, il y avait 90 000 bédouins répartis en 96 tribus ; ils avaient déjà commencé à instaurer un système de propriété foncière, de droits de pacage, de droits d'accès à l'eau. Les soldats juifs ont immédiatement expulsé onze tribus, et en ont obligé dix-neuf autres à entrer dans des réserves qu'Israël a définies comme zones militaires fermées, ce qui signifie que les membres de ces tribus n'étaient autorisés à en sortir qu'avec un permis spécial. L'expulsion des bédouins du Néguev s'est poursuivie jusqu'en 1959[318].

La première tribu visée a été la Jubarat. Une partie de ses membres ont été expulsés en juillet ; puis, à la mi-octobre, la seconde trêve étant officiellement terminée, tous ont été transférés de force – la majorité à Hébron, les autres dans la bande de Gaza. En 1967, Israël les a déracinés une nouvelle fois, les expulsant, cette fois, vers la rive orientale du Jourdain. La plupart des autres tribus ont été chassées vers la fin de 1948.

---

*1 On sait que le terme *embedded*, « incorporés », a été introduit dans le vocabulaire du journalisme par l'armée américaine au début de la guerre d'Irak, quand elle a décidé que seuls les correspondants de guerre acceptant de s'intégrer totalement à une unité militaire seraient autorisés à couvrir le conflit.

La trêve qui n'a pas existé

La nouvelle d'une seconde trêve imminente, qui devait entrer en vigueur le 18 juillet 1948, est arrivée à un moment inopportun pour l'opération de nettoyage ethnique. Certaines actions ont été accélérées, donc terminées avant le début de la trêve, par exemple l'occupation des villages de Qula et de Khirbat Cheikh Meisar. Lorsque la trêve a commencé, les Israéliens avaient ajouté deux villes, Lydda et Ramla, et 68 nouveaux villages aux 290 qu'ils avaient déjà occupés et nettoyés.

La seconde trêve a été violée dès l'instant où elle est entrée en vigueur. Au cours de ses dix premiers jours, les forces israéliennes ont occupé des villages cruciaux au nord d'Haïfa, autre poche qu'elles avaient laissée de côté pour un temps, comme les villages du littoral au sud de la ville. Damoun, Imwas, Tamra, Qabul et Mi'ar ont donc été pris. Avec cette opération, la conquête de la Galilée occidentale était terminée.

Les combats ont continué aussi dans le Sud pendant la seconde trêve, car les Israéliens avaient du mal à vaincre les forces égyptiennes prises dans la « poche de Falluja ». L'axe principal de l'effort militaire des Égyptiens était le littoral, où leur avance avait été stoppée à la fin de la première semaine de la guerre officielle. Depuis cette débâcle, ils étaient progressivement repoussés vers la frontière. Un second corps expéditionnaire avait été envoyé vers le sud de Jérusalem, où ses soldats avaient au début remporté quelques succès. Mais à la mi-juillet, dans le nord du Néguev, un troisième contingent égyptien avait été coupé tant des forces présentes sur la côte que de celles qui se trouvaient au sud de Jérusalem, et attendait en vain les renforts jordaniens qui, dans le plan stratégique arabe initial, devaient venir faire jonction avec lui.

À la fin de juillet, les Israéliens ont commencé à durcir le siège autour de cette poche pour la forcer à capituler. Les Égyptiens, cependant, ont tenu jusqu'à la fin de l'année. La désintégration des forces égyptiennes a laissé le nord du Néguev, des pentes du mont Hébron à la Méditerranée près de Gaza, à la merci des troupes israéliennes. Les villages de la ceinture créée des siècles plus tôt par des nomades sédentarisés à la lisière de l'aride désert du Néguev ont été successivement, et très vite, attaqués, occupés et vidés de leurs habitants. Seules la bande de Gaza et la Cisjordanie ont été protégées

avec succès, respectivement par les forces égyptiennes et jordaniennes, qui ont ainsi empêché que de gros effectifs supplémentaires de réfugiés ne viennent grossir le flot des milliers de Palestiniens expulsés depuis décembre 1947.

Estimant que leur violation de la trêve ne serait pas sanctionnée si elle visait les poches « arabes » restantes à l'intérieur de l'État juif tel que le dessinait la résolution 181 de l'ONU, les dirigeants sionistes ont aussi continué leurs opérations de nettoyage en août, et au-delà. Certes, ils envisageaient clairement, à cette date, d'étendre leur « État juif » à l'essentiel de la Palestine – à sa totalité, en fait –, s'ils ne s'étaient pas heurtés à la fermeté des Égyptiens et, avant tout, des Jordaniens. Mais, pendant cette période, des villages qui avaient été peu à peu isolés ont été aisément nettoyés, tandis que les observateurs de l'ONU, venus superviser la trêve, restaient passifs.

En août également, les forces juives ont saisi l'occasion de la trêve pour effectuer certaines modifications dans des régions qu'elles avaient déjà occupées. Elles l'ont parfois fait sur ordre d'un commandant local, qui n'avait nul besoin pour cela d'une autorisation venue d'en haut, et à l'occasion à la demande d'une catégorie particulière, qui avait peut-être collaboré avec les sionistes et souhaitait à présent avoir sa part du butin. Le village druze d'Isfiya, sur le Carmel, a été dans ce cas. Ses notables druzes ont demandé que les bédouins qui vivaient dans leur localité soient expulsés, affirmant que c'étaient des voleurs et qu'ils étaient globalement « incompatibles ». L'officier qui exerçait le commandement localement leur a répondu qu'il n'avait pas le temps d'expulser des gens qui, de toute manière, n'étaient pas entièrement étrangers au village. Aujourd'hui, les bédouins d'Isfiya sont toujours là, à subir la discrimination en tant que membres « inférieurs » de la communauté locale, mais ils ont eu de la chance que l'armée israélienne ait été trop occupée pour satisfaire la demande des druzes[319]. Le sens de ces escarmouches intérieures est clair : dans le calme relatif qui s'était instauré sur les fronts avec les armées arabes, Israël avait décidé que l'heure était venue d'institutionnaliser l'occupation.

Ce qui, semble-t-il, gênait le plus les dirigeants sionistes, c'était de préciser le statut des zones occupées qui se trouvaient, légalement, dans l'État dévolu par l'ONU aux Arabes. En août, Ben Gourion qualifiait

encore ces territoires de « zones administrées », c'est-à-dire qui ne faisaient pas partie de l'État mais étaient gouvernées par un système de justice militaire. Le gouvernement israélien voulait entretenir la confusion sur le statut juridique de ces zones initialement attribuées aux Palestiniens, car il craignait que l'ONU ne lui demande des comptes sur leur occupation – mais cette crainte devait se révéler sans fondement. Inexplicablement, le problème du statut légal (lire : « illégal ») d'Israël dans la Palestine allouée par l'ONU aux Arabes n'a jamais été soulevé pendant la brève période où la communauté internationale a manifesté un intérêt pour le sort de la Palestine d'après Mandat et de sa population indigène. Jusqu'au jour de mai 1949 où Israël a été admis à l'ONU en tant que membre à part entière, la désignation de cette zone a oscillé entre territoires « administrés » et « occupés ». En mai 1949, toute distinction a disparu, avec les villages, les champs et les maisons : tout s'est « dissous » dans l'État juif d'Israël.

L'effondrement de la seconde trêve

La seconde trêve a duré jusqu'à la fin de l'été 1948, même si, les deux camps poursuivant les hostilités, elle semblait n'avoir de trêve que le nom. L'ONU a néanmoins réussi à empêcher une attaque israélienne contre le plateau du Golan et la seule vraie ville qui s'y trouvait, Quneitra, puisque l'ordre de cette offensive est parvenu au quartier général des troupes le jour où la trêve a pris fin. Même près de soixante ans plus tard, sa lecture fait froid dans le dos : « Vos ordres sont de détruire la ville », avait écrit Yigaël Yadin au commandant sur le terrain[320]. La ville allait rester à peu près indemne jusqu'en 1967, année où elle a été ethniquement nettoyée par les forces israéliennes quand elles ont occupé le plateau du Golan. En 1974, l'ordre laconique de Yadin a été littéralement exécuté : l'armée israélienne a détruit Quneitra, avant de rendre aux Syriens une ville fantôme dans le cadre d'un accord de désengagement.

En 1948, la détermination d'Israël de prendre le plateau du Golan était stimulée par le retrait graduel des troupes syriennes, d'abord jusqu'aux pentes du Golan, puis au-delà, en territoire syrien ; mais la plupart des dirigeants de l'État juif convoitaient la Palestine, pas la Syrie. En août, il restait trois grandes régions de Palestine qu'Israël n'avait pas encore prises mais que Ben Gourion jugeait essentielles pour l'État en gestation : le Wadi

Ara, l’ouest de la haute Galilée et le sud du Néguev. Les deux premières étaient des zones palestiniennes à forte densité démographique, et, inévitablement, elles sont donc devenues les cibles d’une campagne de nettoyage ethnique, tout à fait extérieure au théâtre d’opérations de la guerre avec les armées régulières arabes, qui de toute manière s’était calmée en août en raison de la trêve.

Septembre 1948 a beaucoup ressemblé à août 1948 : les vrais combats avec les armées régulières arabes s’étant considérablement réduits, les unités israéliennes ont essayé d’achever le travail qu’elles avaient commencé en décembre 1947. Certaines ont été envoyées dans des missions impossibles pour étendre l’occupation au-delà des 78 % de la Palestine qui étaient déjà sous l’emprise d’Israël. L’une de ces missions, en septembre, fut l’opération Automne : il s’agissait d’essayer pour la troisième fois d’occuper le Wadi Ara et l’extrémité nord de la Cisjordanie, avec l’ordre précis de prendre Qalqilya et Tulkarem. Cette tentative d’invasion du Wadi Ara fut à nouveau repoussée. La région ne serait annexée par Israël que lorsque le roi Abdallah de Jordanie déciderait de la lui céder, au printemps 1949, dans le cadre de l’accord d’armistice entre les deux pays. Ironie de l’histoire : aujourd’hui, beaucoup d’Israéliens, craignant de voir la « balance démographique » évoluer négativement, souhaitent le transfert de cette zone dans l’autre sens : son rattachement à la Cisjordanie sous autorité palestinienne. Être enfermé dans un bantoustan verrouillé en Cisjordanie ou « jouir » d’une citoyenneté de seconde classe en Israël, voilà un choix qui – c’est le moins qu’on puisse dire – n’a rien d’exaltant. Mais la population du Wadi, on peut le comprendre, préfère la seconde option, car elle soupçonne à juste titre que, comme par le passé, les Israéliens veulent le territoire sans les habitants. Israël a déjà déplacé 200 000 personnes depuis qu’a débuté la construction de son mur de ségrégation dans une zone très proche du Wadi et, comme lui, massivement peuplée de Palestiniens.

En septembre 1948, chacun des quinze villages qui constituaient le Wadi Ara a fait preuve de fermeté et de bravoure pour repousser les assaillants, avec l’aide d’officiers irakiens du contingent tout proche envoyé par la Ligue arabe pour protéger le nord de la Cisjordanie au début de la guerre. Ces Irakiens ont été parmi les rares voisins de la Palestine à s’être vraiment battus, et ils ont réussi à sauver des villages entiers. L’un des officiers irakiens, le capitaine Abou Rauf Abd al-Raziq, a contribué à défendre les

villages de Teitaba et Qalansuwa. Il avait pris la décision chevaleresque de rester quand tous les autres soldats irakiens avaient reçu ordre de s'en aller, quelques semaines avant l'opération Automne. Le major Abd al-Karim et le capitaine Farhan, de l'armée irakienne, ont dirigé la défense fortifiée à Zeita et à Jat, et le sergent Khalid Abou Hamud a supervisé la résistance à Attil. Le capitaine Najib et Muhammad Sulayman ont fait de même à Baqa al-Gharbiya, Khalil Bek dans le village d'Ara et Mamduh Miara à Arara. La liste des sous-officiers irakiens qui ont monté la garde et pris le commandement est d'une longueur impressionnante.

C'est aussi au mois de septembre que s'est préparée l'opération Snir, nouvel effort pour prendre le plateau du Golan, y compris, là encore, la ville de Quneitra, le jour J étant fixé au 14 septembre. La première étape a été différée au 26, et finalement réduite à une mini-opération dont le nom de code était « Bereshit » (Genèse) : il s'agissait d'essayer de prendre une position syrienne qui, selon la carte de l'ONU, se trouvait à l'intérieur de l'État juif (le poste 223). Les défenseurs syriens ont repoussé toutes les attaques israéliennes. Dans le cadre de leurs préparatifs, les Israéliens ont tenté de prendre contact avec les soldats circassiens et druzes de l'armée syrienne afin de les persuader de collaborer. L'action militaire d'Israël sur le front syrien s'est poursuivie jusqu'à une date avancée du printemps 1949, avec des ordres d'occuper non seulement des postes mais aussi des villages. Le 1er avril 1949, les ordres ont été révisés pour restreindre les offensives aux postes militaires seulement[321].

En septembre, l'opération de nettoyage ethnique s'est poursuivie en Galilée centrale, où les troupes israéliennes ont balayé des poches palestiniennes avant la dernière grande opération qui surviendrait un mois plus tard, en haute Galilée et dans le sud de la Palestine. Les volontaires locaux et l'ALA ont opposé une forte résistance dans plusieurs villages, et notamment à Ilaboun. Un rapport de l'armée israélienne évoque en ces termes l'assaut avorté : « Cette nuit, nos forces ont lancé un raid contre Ilaboun. Après avoir surmonté la résistance de l'ennemi, nous avons trouvé le village désert. Nous avons fait des destructions et massacré un troupeau, puis nos forces se sont retirées, sans cesser d'échanger des tirs avec l'ennemi[322]. » Autrement dit, Ilaboun n'avait pas encore été pris mais il était déjà vide de la plupart de ses habitants. Dans le village de Tarshiha, en revanche, les Palestiniens, pour la plupart chrétiens, ont défendu un village

où le gros de la population était encore présent. Avec le recul, il semble que ce soit leur décision de rester qui a sauvé les habitants de l'expulsion, bien que, s'ils avaient été majoritairement musulmans, leur destin eût peut-être été fort différent. Tarshiha a finalement été occupé en octobre, mais la population n'a pas été chassée ensuite. Si le village avait été pris en septembre, le dénouement aurait pu être très différent aussi, puisque les ordres de l'opération Aleph Ayin du 19 septembre 1948 précisaient : « Tarshiha doit être évacué vers le nord[323]. »

Mais de tels moments de grâce ont été rares. Et il n'y en a sûrement pas eu pour le dernier groupe de villages qui a été dépeuplé, dans l'ouest de la haute Galilée, le sud de la région d'Hébron, à Beersheba et sur la côte sud.

8

Achever le travail : octobre 1948-janvier 1949

Plus de 1,5 million d'Albanais ethniques – au moins 90 % de la population de la province du Kosovo – ont été expulsés de force de leurs foyers. Un million au moins ont quitté la province, et il apparaît qu'un demi-million de personnes ont été déplacées à l'intérieur du territoire. C'est une campagne à une échelle inconnue en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale.
Rapport du département d'État sur le Kosovo, 1999.

En 1948, 85 % des Palestiniens vivant sur le territoire qui est devenu l'État d'Israël sont devenus des réfugiés. On estime qu'il y avait, au début de 2003, plus de 7 millions de réfugiés et déplacés palestiniens.
Centre de ressources Badil, Faits et chiffres.

Le mois d'octobre commença de façon assez frustrante pour les nettoyeurs israéliens. La Galilée, en particulier ses régions les plus hautes, était toujours sous le contrôle de volontaires palestiniens aidés par des unités de l'ALA d'al-Qawuqji. Ces dernières étaient encore présentes dans de nombreux villages du nord de la Galilée – tous situés dans la zone attribuée par l'ONU à l'État arabe – où elles tentaient de mener une mini-guérilla contre les forces juives, essentiellement par des tirs de *snipers* sur des convois et des soldats. Mais ce type de résistance était inefficace, et à peu près vain. Octobre vit aussi le dernier effort, futile, de l'armée régulière libanaise pour user de sa puissance de feu dans un geste ultime et pathétique de solidarité arabe : elle pilonna une implantation juive, Manara, au nord de la haute Galilée. Plus au sud, en basse Galilée, elle laissait les volontaires arabes avec un unique canon à Ilaboun, ce qui symbolisait l'imminence de leur effondrement total.

Les derniers vestiges de résistance furent balayés dans la grande offensive de l'opération Hiram, au milieu du mois. Hiram était le nom du roi biblique de Tyr, ville qui constituait l'une des cibles de ce plan expansionniste et ambitieux : la conquête par Israël de la haute Galilée et du Sud-Liban.

Faisant un usage intensif des raids aériens et des pilonnages d’artillerie, les troupes juives occupèrent les deux régions en deux semaines.

L’opération Hiram

Ces deux semaines constituent aujourd’hui, avec la lutte héroïque pour sauver le Wadi Ara, l’un des chapitres les plus impressionnants de l’histoire de la résistance palestinienne pendant la Nakba. L’aviation israélienne a largué une dizaine de milliers de tracts qui appelaient les villageois à se rendre, sans leur promettre qu’ils ne seraient pas expulsés s’ils le faisaient. Aucun village ne s’est rendu, et pratiquement tous ont fait bloc pour affronter les agresseurs.

Ainsi, pour la première fois depuis le début du nettoyage ethnique, des villages palestiniens, défiant courageusement une puissance militaire très supérieure, se sont transformés en forteresses pour résister, pendant une brève période, au siège des troupes israéliennes. Jeunes de la région et derniers soldats de l’ALA s’y sont retranchés, et ils ont tenu une à deux semaines avec les maigres armes dont ils disposaient, avant d’être submergés par les assaillants. Cinquante de ces braves ont défendu Rameish ; il y en avait d’autres à Deir al-Qasi, dont la plupart en fait n’étaient pas des habitants du village mais des réfugiés de Saffuriya, bien décidés à ne pas être déplacés une seconde fois. Celui qui les commandait s’appelait Abou Hammoud, de l’ALA. Nous n’avons malheureusement que les noms de quelques officiers, qui figurent dans les dossiers du renseignement israélien ou sont mentionnés dans les récits d’histoire orale, par exemple Abou Ibrahim qui a défendu Kfar Manda, mais, comme les officiers irakiens évoqués pour la campagne du Wadi Ara, tous devraient être inscrits au grand livre palestinien, et universel, des héros qui ont fait tout ce qu’ils ont pu pour tenter d’empêcher le nettoyage ethnique. Israël et l’Occident en général les appellent, sur un mode anonyme et collectif, des insurgés ou des terroristes arabes – tout comme les Palestiniens qui se sont battus au sein de l’OLP jusqu’aux années 1980 et ceux qui ont mené les deux soulèvements contre l’occupation israélienne en Cisjordanie et dans la bande de Gaza en 1987 et en 2000. Il faudra plus que ce livre – je n’ai sur ce point aucune illusion – pour inverser la diabolisation d’un peuple qui a été colonisé, expulsé et occupé, et la glorification de ceux qui l’ont colonisé, expulsé et occupé.

Cette poignée de combattants occasionnels étaient inévitablement voués à la défaite, face aux bombardements massifs venus du ciel et aux terribles attaques au sol. Les volontaires de l'ALA se retiraient les premiers, après quoi les habitants du village décidaient de se rendre, assez souvent dans le cadre d'une médiation de l'ONU. Mais un caractère distinctif de cette phase de la Nakba a été le comportement des volontaires : ceux-ci, qui étaient alors présents depuis dix mois déjà en Palestine, ne se sont repliés qu'après avoir désespérément livré bataille pour défendre les villages, très souvent en désobéissant à leur quartier général, qui leur donnait ordre de s'en aller. Quatre cents de ces volontaires sont morts pendant ces journées d'octobre.

Les bombardement aériens israéliens ont été massifs et ont infligé des « dégâts collatéraux » considérables aux villages palestiniens. Certains villages ont souffert plus que les autres de ce pilonnage intensif : Rama, Suhmata, Malikiya et Kfar Bir'im. Seul Rama a été laissé intact ; les trois autres ont été occupés et détruits.

La plupart des villages de haute Galilée ont été pris en un seul jour à la fin du mois d'octobre : Deir Hanna, Ilaboun, Arraba, Iqrit, Farradiya, Mi'ilya, Khirbat Irribin, Kfar Inan, Tarbikha, Tarshiha, Meiroun, Safsaf, Sa,sa, Jish, Fassuta et Qaddita. La liste est longue, et elle comprend encore dix autres localités. Certains villages ont été évacués ; dans d'autres, les habitants ont été autorisés à rester.

La grande question qui se pose au sujet de ces journées n'est plus de savoir pourquoi des villages ont été expulsés ; c'est plutôt de comprendre pourquoi dans certains les villageois ont été autorisés à rester – presque toujours, de toute évidence, à la suite d'une décision prise par un commandant local. Pourquoi Jish a-t-il été laissé intact tandis qu'à Qaddita et à Meiroun, deux villages voisins, les habitants étaient expulsés par la force ? Pourquoi Rama a-t-il été épargné tandis que Safsaf, tout proche, était totalement démoli ? C'est difficile à dire, et ce qui suit se fonde en grande partie sur des spéculations.

Situé sur la route à forte circulation entre Acre et Safed, le village de Rama était déjà surpeuplé, car il avait accueilli un grand nombre de réfugiés en provenance d'autres localités. Le nombre de ses habitants mais peut-être aussi l'importance de sa communauté druze ont probablement été deux facteurs de poids dans la décision locale de ne pas expulser la population. Cependant, même dans les villages où les habitants étaient autorisés à

rester, des dizaines, voire des centaines de personnes ont été incarcérées dans des camps de prisonniers de guerre ou expulsées au Liban. En fait, le mot hébreu *tihour*, « nettoyage », a revêtu de nouvelles significations en octobre. Il désignait toujours, comme auparavant, l'expulsion totale et la destruction d'un village, mais il pouvait aussi servir, désormais, pour d'autres activités, par exemple des opérations sélectives de recherche et expulsion.

Si la politique israélienne du « diviser pour régner » se révélait efficace dans le cas des druzes, auxquels elle promettait non seulement l'immunité mais aussi des armes en récompense de leur collaboration, les communautés chrétiennes étaient moins « coopératives ». Au début, les forces israéliennes déportaient toujours les chrétiens avec les musulmans, mais ensuite elles ont commencé à les transférer dans des camps de transit qui se trouvaient dans la zone littorale centrale. En octobre, les musulmans sont rarement restés bien longtemps dans ces camps : ils ont été « transportés » (pour user du vocabulaire de l'armée israélienne) au Liban. Mais les chrétiens se sont vu proposer une autre possibilité. S'ils faisaient allégeance à l'État juif, on leur permettait de retourner un bref moment dans leur village. Au crédit des chrétiens, il faut dire que la plupart d'entre eux ont refusé de se prêter volontairement à ce processus de sélection. L'armée a donc vite décidé de réserver le même traitement aux villages chrétiens et aux villages musulmans là où il n'y avait pas de population druze.

Au lieu d'attendre d'être déportés, emprisonnés ou tués, beaucoup de villageois s'enfuyaient. Le bombardement massif qui précédait l'occupation précipitait la fuite d'une partie de la population – plus ou moins importante suivant les cas. Mais, dans la plupart des villages, la majorité des habitants sont restés, courageusement, jusqu'au moment où ils ont été déracinés de force. De plus, il semble qu'au cours des tout derniers jours d'octobre l'ardeur « nettoyeuse » des troupes israéliennes ait commencé à fléchir, car des villages très peuplés ont finalement été autorisés à rester. Cela peut contribuer à expliquer pourquoi Tarshiha, Deir Hanna et Ilaboun sont encore intacts.

Plus exactement, la moitié des habitants d'Ilaboun sont encore avec nous aujourd'hui ; l'autre moitié de la population initiale vit dans des camps de réfugiés au Liban. Ceux qui ont été autorisés à se réinstaller dans le village ont traversé de terribles épreuves. Pendant l'occupation, les villageois

avaient trouvé refuge dans les deux églises d'Ilaboun. Terrorisés, ils se serraient dans l'espace étroit de ces églises, puis ils se sont massés en tremblant vers les portes d'entrée quand ils ont été forcés d'écouter un long « discours » de l'officier israélien qui commandait l'opération. Cet individu sadique et capricieux a déclaré aux villageois assiégés qu'il leur reprochait la mutilation de deux cadavres juifs, pour laquelle il a procédé à des représailles immédiates en fauchant plusieurs jeunes gens devant la congrégation horrifiée. Le reste de la population a ensuite été évacué de force, sauf les hommes de dix à cinquante ans, emmenés comme prisonniers de guerre[324].

Dans un premier temps, tous les habitants du village ont été expulsés, et ils sont partis à pied, formant une longue colonne en direction de la frontière libanaise – plusieurs villageois sont morts en chemin. Puis le commandant israélien a changé d'avis, et il a ordonné aux chrétiens, qui constituaient la moitié des déportés, de revenir, par la même route dure et pénible qu'ils venaient de suivre à travers les montagnes pierreuses de Galilée. Sept cent cinquante personnes ont donc été autorisées à regagner leur village.

Savoir pourquoi on a permis à certains villages de rester est une question face à laquelle on reste perplexe, mais il est aussi difficile de comprendre pourquoi les forces israéliennes ont soumis certains villages et pas d'autres à un traitement exceptionnellement sauvage. Pourquoi, par exemple, parmi tous les villages conquis dans les dernières journées d'octobre, Sa,sa et Safsaf ont-ils eu à subir des actes barbares alors que les autres en ont été exemptés ?

Crimes de guerre pendant l'opération

Comme je l'ai déjà dit, en février 1948, les soldats juifs avaient perpétré dans le village de Sa,sa un massacre qui s'était terminé par le meurtre de quinze villageois, dont cinq enfants. Sa,sa est situé sur la route principale vers le mont Meiroun (aujourd'hui Meron), point culminant de la Palestine. Après son occupation, les soldats de la brigade Sept sont devenus fous furieux et se sont mis à tirer au hasard sur tout le monde dans les maisons et dans les rues. En plus des quinze villageois tués, ils ont laissé derrière eux un grand nombre de blessés. Les soldats ont ensuite démoli toutes les

maisons, sauf quelques-unes que les membres du kibboutz Sasa, construit sur les ruines du village, ont faites leurs après l'évacuation forcée de leurs propriétaires initiaux. Ce qui s'est passé à Sa,sa en 1948 n'est pas facile à reconstituer d'après les documents d'archives, mais il existe une communauté très active de survivants décidés à préserver leurs témoignages pour la postérité. La plupart d'entre eux vivent à Nahr al-Barid, camp de réfugiés proche de Tripoli, au Liban. Certains se trouvent dans le camp de Rashidiya, près de Tyr, et d'autres – membres d'un seul clan, pour la plupart – habitent à Ghazawiya. Il y a aussi une communauté plus réduite dans le camp de réfugiés d'Aïn Hilwa, au Sud-Liban, et j'ai rencontré quelques survivants qui vivent aujourd'hui dans le village de Jish, en Galilée[325]. Ils ont du mal à se repencher sur les horreurs qui ont accompagné l'occupation de leur village. Il faudra, certes, réunir davantage d'informations pour pouvoir reconstituer avec exactitude l'enchaînement des événements à Sa,sa, mais l'histoire qu'ils racontent indique, comme dans le cas des survivants de Tantoura, que les soldats israéliens y ont commis un massacre.

Nous en savons davantage sur Safsaf. Muhammad Abdullah Edghaim est né quinze ans avant la Nakba. Il a suivi l'enseignement élémentaire au village jusqu'en classe de cinquième, et avait terminé sa première année au lycée de Safed quand la ville est tombée aux mains des Juifs en mai. Ne pouvant plus se rendre au lycée, il était chez lui quand une unité mixte de soldats juifs et druzes est entrée dans son village le 29 octobre 1948.

Leur arrivée avait été précédée par un bombardement massif qui avait tué, entre autres, l'un des chanteurs les plus célèbres de Galilée, Muhammad Mahmoud Nasser Zaghmout. Il est mort lorsqu'un obus a frappé un groupe de villageois qui travaillaient dans les vignes à l'ouest du village. Le jeune garçon a vu la famille du chanteur essayer de porter son corps jusqu'au village, puis être contrainte d'y renoncer à cause du pilonnage.

Tous les défenseurs de Safsaf, dont certains étaient des volontaires de l'ALA, s'attendaient à ce que l'attaque arrive de l'est ; mais elle est venue de l'ouest, et le village a rapidement été submergé. Le lendemain matin, les habitants ont reçu l'ordre de se rassembler sur la place du village. La procédure familière d'identification des « suspects » a été appliquée, cette fois avec la participation des soldats druzes, et un grand nombre de personnes ont été sorties des rangs de la population captive. Soixante-dix de

ces malheureux ont été emmenés. On leur a bandé les yeux puis on les a transférés dans un lieu isolé où ils ont été sommairement abattus. Les documents d'archives israéliens confirment ce point[326]. Les autres villageois ont ensuite reçu l'ordre de s'en aller. Sans même pouvoir prendre leurs maigres effets personnels, ils ont été chassés par les soldats israéliens – qui tiraient en l'air au-dessus des têtes – vers la frontière libanaise toute proche.

À la différence des archives militaires israéliennes, les témoignages oraux évoquent des atrocités encore pires. Il n'y a guère de raisons de douter de ces récits de témoins oculaires, car beaucoup ont été corroborés par des sources indépendantes dans d'autres cas. Les survivants se rappellent que quatre femmes et une jeune fille ont été violées devant les autres villageois et qu'une femme enceinte a reçu un coup de baïonnette[327].

Quelques personnes ont été laissées sur place, comme à Tantoura, pour rassembler et enterrer les morts – plusieurs vieux et cinq garçons. Safsaf en arabe signifie « saule pleureur ». Muhammad Abdullah Edghaim, notre source principale sur ces atrocités, est aujourd'hui un vieillard qui habite encore dans le camp de réfugiés d'Aïn Hilwa. Sa petite cabane est entourée des nombreux saules pleureurs qu'il a plantés quand il est arrivé là-bas il y a près de soixante ans. C'est tout ce qui reste de Safsaf.

Buleida a été le dernier village pris pendant l'opération Hiram. Il a été laissé pour la fin, car sa population se montrait fermement déterminée à protéger ses maisons. Il se trouvait tout près de la frontière libanaise, et des soldats libanais ont franchi la frontière pour venir se battre aux côtés des villageois – initiative qui a probablement été la seule contribution libanaise importante à la défense de la Galilée. Pendant dix jours, le village a résisté à des assauts et à des raids répétés. Finalement, comprenant que leur situation était désespérée, les habitants ont fui avant même que les soldats israéliens n'entrent dans le village : ils ne voulaient pas subir les horreurs qu'avait vécues la population de Safsaf.

Le 31 octobre, la Galilée, région autrefois presque exclusivement palestinienne, était occupée en totalité par l'armée israélienne.

Opérations coup d'éponge

En novembre et décembre, un certain nettoyage s'est poursuivi en Galilée, mais sous la forme de ce que les Israéliens appelaient des « opérations coup d'éponge ». C'étaient, fondamentalement, des idées « venues après coup » de nettoyer des villages qui, au départ, n'avaient pas été pris pour cibles. Ces derniers ont été ajoutés à la liste des villages à évacuer parce que l'élite politique d'Israël voulait éradiquer l'incontestable « arabité » de la Galilée. Toutefois, aujourd'hui, en dépit de tous les efforts d'Israël pour la « judaïser » – les expulsions directes dans les années 1940, l'occupation militaire dans les années 1960, la confiscation massive des terres dans les années 1970, et un immense effort officiel de colonisation-judaïsation dans les années 1980 –, la Galilée reste la seule région qui a conservé sa beauté naturelle, son arôme moyen-oriental et sa culture palestinienne. Puisque la moitié de sa population est palestinienne, la « balance démographique » empêche de nombreux Juifs israéliens de penser ce territoire comme étant « à eux », même au début du XXIe siècle.

Pour en revenir à l'hiver 1948, citons, parmi les tentatives d'Israël pour renverser cette « balance » en sa faveur, l'expulsion de petits villages supplémentaires, comme Arab al-Samniya, près d'Acre, avec ses 200 habitants, et le gros village de Deir al-Qasi, qui en comptait 2 500[328]. Et il y a le cas unique des trois villages d'Iqrit, Kfar Bir'im et Ghabisiya, une affaire qui a commencé en octobre 1948 mais qui n'est pas encore finie. L'histoire d'Iqrit est assez représentative de ce qui s'est aussi passé dans les deux autres localités.

Ce village était situé près de la frontière libanaise, haut perché dans les montagnes, à une trentaine de kilomètres à l'est de la côte méditerranéenne. Un bataillon israélien l'a occupé le 31 octobre 1948. La population s'est rendue sans combattre : Iqrit était une communauté maronite, et ses habitants s'attendaient à être bien accueillis dans le nouvel État juif. Le commandant du bataillon leur a ordonné de s'en aller, au motif qu'il était dangereux pour eux de rester, mais il leur a promis qu'ils pourraient revenir deux semaines plus tard, après la fin des opérations militaires. Le 6 novembre, la population d'Iqrit a été évacuée et transportée à Rama dans des camions de l'armée. Cinquante personnes, dont le prêtre local, avaient été autorisées à rester pour surveiller les maisons et les biens. Mais, six mois plus tard, l'armée israélienne est revenue et les a évacuées aussi[329].

C'est un autre exemple de la façon dont la méthodologie du nettoyage variait. Le cas d'Iqrit et de Kfar Bir'im, un village voisin, est l'un des rares à avoir été rendus publics : les habitants indigènes ont décidé de demander réparation en engageant devant les tribunaux israéliens une longue procédure judiciaire. Étant chrétiens, ils avaient été autorisés à rester dans le pays, mais pas dans leur village. Ils n'ont pas capitulé, cependant, et ont entrepris un effort juridique prolongé pour avoir le droit de rentrer chez eux : ils exigeaient que l'armée tienne parole. Près de soixante ans plus tard, cette lutte pour récupérer leur vie volée n'est pas encore terminée.

Le 26 septembre 1949, le ministre de la Défense fit savoir qu'Iqrit était placé sous état d'urgence (conformément à des réglementations datant du Mandat britannique). Il entendait ainsi empêcher le rapatriement que l'officier qui commandait l'unité d'occupation avait promis au départ. Près d'un an et demi plus tard, le 28 mai 1951, la population d'Iqrit décida de porter l'affaire devant la Cour suprême d'Israël. Le 31 juillet, celle-ci déclara l'évacuation illégale et ordonna à l'armée de laisser la population d'Iqrit se réinstaller dans son village d'origine. Pour contourner ce jugement, l'armée devait montrer qu'elle avait donné un ordre officiel d'expulsion pendant la guerre de 1948, ce qui aurait fait d'Iqrit un village évacué de plus, semblable aux 530 autres villages palestiniens dont les tribunaux israéliens avaient accepté rétrospectivement le dépeuplement. Les FDI ont donc, sans hésitation ni scrupule, fabriqué cet ordre officiel. C'est ainsi qu'en septembre 1951 les ex-résidants d'Iqrit, devenus des réfugiés habitant le village de Rama, ont eu la stupéfaction de recevoir l'ordre militaire décrétant leur expulsion « en bonne et due forme ». Il était daté du 6 novembre 1948 mais avait été envoyé près de trois ans plus tard.

Afin de régler la question une fois pour toutes, la veille de Noël 1951, l'armée démolit entièrement toutes les maisons d'Iqrit, n'épargnant que l'église et le cimetière. La même année, elle avait également détruit des villages voisins, dont Qaddita, Deir Hanna, Kfar Bir'im et Ghabisiya, afin d'empêcher le rapatriement[330]. La population de Kfar Bir'im et celle de Ghabisiya avaient aussi obtenu de la justice israélienne un jugement catégorique en leur faveur. Comme pour Iqrit, l'armée avait aussitôt procédé à des « représailles » en détruisant leurs villages : avec un parfait cynisme, elle avait ensuite prétendu que, au cours de manœuvres militaires

effectuées dans la région, il s'était produit un bombardement aérien qui avait laissé les villages en ruine – et inhabitables.

Du point de vue d'Israël, ces destructions s'inscrivaient dans un combat permanent contre l'« arabisation » de la Galilée. En 1976, le plus haut fonctionnaire du ministère de l'Intérieur, Israël Koening, déclara que les Palestiniens de Galilée étaient « un cancer dans le corps de l'État », et le chef d'état-major de l'armée israélienne, Raphaël Eytan, les qualifia ouvertement de « cafards ». L'effort intensif de « judaïsation » n'a pas réussi, jusqu'ici, à rendre « juive » la Galilée, mais, puisque tant d'Israéliens aujourd'hui, hommes politiques comme universitaires, en sont venus à accepter et à justifier le nettoyage ethnique qui a eu lieu, et à le recommander à ceux qui conçoivent les politiques futures, le danger de nouvelles expulsions plane toujours sur la population palestinienne de cette région de la Palestine.

Les opérations « coup d'éponge » ont continué jusque dans le courant du mois d'avril 1949, et ont parfois provoqué de nouveaux massacres. C'est ce qui s'est passé dans le village de Khirbat Wara al-Sawda, où résidait la tribu bédouine al-Mawassi. Ce petit village de Galilée orientale avait tenu bon contre des assauts répétés pendant l'opération Hiram, et on l'avait ensuite laissé tranquille. À la suite de l'une de ces attaques, plusieurs villageois avaient coupé la tête de soldats israéliens morts. Après la fin définitive des hostilités, en novembre 1948, vint l'heure de la vengeance. Le rapport du commandant du bataillon 103, celui qui commit le crime, en fait un récit saisissant. Les hommes du village furent rassemblés en un même lieu tandis que les soldats mettaient le feu à toutes les maisons. Quatorze personnes furent alors exécutées sur place et les autres envoyées dans un camp de prisonniers[331].

La politique antirapatriement d’Israël

Vers la fin de l’opération de nettoyage ethnique de 1948, l’action s’est surtout concentrée sur la mise en œuvre de la politique anti-rapatriement d’Israël, à deux niveaux. Le premier était national, inauguré en août 1948 par la décision du gouvernement israélien de détruire tous les villages évacués et de les transformer en nouvelles implantations juives ou en forêts « naturelles ». Le second niveau était diplomatique : il s’agissait d’écarter, par des efforts acharnés, la pression internationale croissante pour amener l’État d’Israël à autoriser le retour des réfugiés. Les deux niveaux étaient étroitement liés. Le rythme de la démolition a été délibérément accéléré dans le but précis de rendre sans objet toute discussion sur le retour des réfugiés dans leurs maisons, puisqu’elles n’existaient plus.

Le principal effort international pour faciliter le retour des réfugiés a été mené par la Commission de conciliation de l’ONU sur la Palestine (CCP). C’était un petit comité qui ne comprenait que trois membres : un Français, un Turc et un Américain. La CCP préconisait le retour inconditionnel des réfugiés dans leurs foyers, comme l’avait exigé le médiateur de l’ONU assassiné, le comte Folke Bernadotte. Elle a fait de sa position une résolution de l’Assemblée générale des Nations unies qui, soutenue par la plupart des États membres, a été adoptée à une majorité écrasante le 11 décembre 1948. Ce texte, la résolution 194, permettait aux réfugiés soit d’exercer leur droit inconditionnel à revenir dans leurs foyers, soit d’accepter une indemnisation.

Il y avait un troisième effort antirapatriement : il consistait à contrôler la répartition démographique des Palestiniens tant au sein des villages qui n’avaient pas été nettoyés que dans les anciennes villes mixtes de Palestine, qui, à cette date, avaient déjà été totalement « désarabisées ». À cette fin, l’armée israélienne créa le 12 janvier 1949 une nouvelle unité, l’unité des Minorités. Elle était composée de druzes, de circassiens et de bédouins, recrutés pour une seule et unique mission : empêcher les villageois et citadins palestiniens de revenir dans leurs maisons. Certaines de leurs méthodes pour atteindre cet objectif sont évoquées dans le bilan de l’opération numéro 10, un rapport remis par l’unité des Minorités le 25 février 1949 :

> Rapport sur l'action recherche et identification des villages d'Arraba et de Deir Hanna. À Deir Hanna, des balles ont été tirées au-dessus des têtes des citoyens (*ezrahim*) que l'on rassemblait pour identification. Quatre-vingts ont été conduits en prison. Il y a eu des cas de comportement « inconvenant » de la part de la police militaire à l'égard des citoyens locaux pendant cette opération[332].

Comme nous le verrons, « comportement inconvenant » signifiait en général harcèlement physique et moral en tout genre. Dans d'autres rapports, ces cas étaient détaillés, mais ici ils sont noyés dans le brouillard d'une terminologie confuse.

Ceux qui étaient arrêtés étaient déportés au Liban ; mais, s'ils trouvaient refuge dans la zone restée sous occupation israélienne jusqu'au printemps 1949, ils risquaient fort d'être réexpulsés. Ce n'est que le 16 janvier 1949 qu'ordre a été donné de cesser les déportations sélectives au Sud-Liban et que l'unité des Minorités a reçu pour instruction de limiter strictement ses activités à la Galilée et aux anciennes villes mixtes. Sa mission dans ces zones était claire : empêcher toute tentative (et il y en avait un certain nombre) de réinfiltration des réfugiés, sans distinguer entre ceux qui cherchaient à regagner leur village ou leur maison pour s'y réinstaller et ceux qui voulaient seulement récupérer des objets personnels. Les « infiltrateurs », comme les appelait l'armée israélienne, étaient souvent des paysans venus subrepticement moissonner leurs champs ou récolter les fruits de leurs arbres, qui n'étaient plus entretenus. Les réfugiés qui essayaient de se glisser derrière les lignes de l'armée étaient très souvent tués par les patrouilles militaires israéliennes. Dans le vocabulaire des rapports du renseignement israélien, ils étaient « abattus par tir réussi ». Voici un extrait de l'un de ces rapports, daté du 4 décembre 1948 : « tir réussi contre des Palestiniens qui tentaient de revenir dans le village de Blahmiya et d'y récupérer leurs affaires[333] ».

Une unité du renseignement se plaignait d'un « important problème » : « Les Syriens tirent [de l'autre rive] sur les réfugiés ; donc nous leur rendons leurs tirs pour permettre aux réfugiés de traverser le Jourdain[334]. » Ceux qui essayaient de franchir le fleuve pour aller en Jordanie étaient souvent refoulés par les autorités hachémites, car elles commençaient à sentir le poids, sur leur territoire, d'une communauté de réfugiés qui ne cessait de croître et avait déjà fait doubler la population du royaume. Le

même rapport félicitait les Libanais, qui « permettaient » aux réfugiés d’entrer librement dans leur pays.

Toutefois, même quand ils n’étaient pas victimes d’opérations d’« arrestation-déportation » et quand on ne leur tirait pas dessus en tant qu’« infiltrateurs » ou retournés, les villageois autorisés à rester (ce qui concernait une cinquantaine de villages sur quatre cents au sein des frontières qu’Israël s’était dessinées, et qui ne comprenaient pas encore le Wadi Ara) étaient toujours en danger d’être évacués de force ou transférés en d’autres lieux à cause de l’avidité des fermiers juifs, en particulier des kibboutzniks, qui convoitaient leurs terres ou leur site.

C’est ce qui est arrivé le 5 novembre à un petit village, Dalhamiya, proche du kibboutz Ashdot Yaacov, dans la région de la vallée du Jourdain : il a été vidé de ses habitants pour que le kibboutz puisse s’étendre sur ses terres[335]. Le sort de Raml Zeita, près de la ville de Hadera, a été pire encore. Ce village a été déplacé une première fois, en avril 1949, plus près de la Cisjordanie, puis une seconde fois, en 1953, quand une nouvelle implantation juive, créée par la jeune génération des anciens kibboutzim, a décidé de se rapprocher du nouveau site de Zeita. À leur arrivée, les jeunes kibboutzniks ne se sont pas contentés de s’emparer des terres : ils ont aussi réclamé à l’État le transfert des maisons du village palestinien hors de leur vue[336].

La brutalité des exigences des kibboutzim correspondait bien à la transformation globale du langage des expulseurs. Pour l’opération Hiram, les ordres disaient :

> Prisonniers : des véhicules seront prêts pour transporter les réfugiés (*plitim*) à des points précis des frontières libanaise et syrienne. Des camps de prisonniers de guerre seront construits à Safed et à Haïfa, et un camp de transit à Acre ; tous les habitants musulmans doivent être conduits à l’extérieur[337].

Sous l’œil vigilant des observateurs de l’ONU qui patrouillaient dans le ciel de Galilée, l’ultime étape du nettoyage ethnique, commencée en octobre 1948, s’est poursuivie jusqu’à l’été 1949. Du ciel ou du sol, il était impossible de ne pas voir les hordes d’hommes, de femmes et d’enfants qui avançaient tous les jours vers le nord. Femmes et enfants déguenillés étaient manifestement majoritaires dans ces convois humains. Les hommes jeunes n’étaient plus là : arrêtés ou disparus. À cette date, les observateurs aériens

de l’ONU et les témoins oculaires juifs sur le terrain devaient avoir été désensibilisés à la souffrance de ceux qui passaient devant eux. Comment expliquer autrement l’acceptation silencieuse de la déportation massive qui se déroulait sous leurs yeux ?

Les observateurs de l’ONU ont tiré quelques conclusions en octobre, écrivant au secrétaire général – qui n’a pas publié leur rapport – que la politique israélienne consistait « à déraciner les Arabes de leurs villages natals en Palestine par la force ou la menace[338] ». Les États membres arabes ont tenté de porter le rapport sur la Palestine à l’attention du Conseil de sécurité, mais en vain. Pendant près de trente ans, les Nations unies allaient accepter sans critique le brouillage rhétorique d’Abba Eban, ambassadeur d’Israël auprès de l’ONU, qui parlait des réfugiés comme d’un « problème humain » dont personne ne pouvait être tenu pour responsable et sur lequel nul n’avait à rendre de comptes. Les observateurs de l’ONU avaient aussi été choqués par l’ampleur du pillage en cours, lequel, en octobre 1948, avait touché tous les villages et toutes les villes de Palestine. Après avoir voté à une majorité aussi écrasante une résolution de partition près d’un an plus tôt, l’ONU aurait pu adopter une autre résolution condamnant le nettoyage ethnique, mais elle ne l’a jamais fait. Et cette attitude allait empirer.

Un mini-empire en gestation

Les opérations d’Israël étaient si réussies pendant cette phase finale que les rêves de création d’un mini-empire ont resurgi. Les forces israéliennes ont été à nouveau mises en état d’alerte pour étendre l’État juif en Cisjordanie et au Sud-Liban. Ces ordres se distinguaient des précédents par le fait que les allusions à la Cisjordanie (alors appelée Samarie, ou Triangle arabe) étaient plus claires : ils constituaient donc la première infraction manifeste et officielle à l’accord tacite israélo-jordanien. L’ordre était d’essayer de prendre les territoires proches de Djénine, dans le nord de l’actuelle Cisjordanie, et, en cas de succès, de marcher sur Naplouse. L’attaque fut remise à plus tard mais, dans les mois qui suivirent, le Haut Commandement resta obsédé par les zones que l’armée n’avait pas encore occupées, en particulier la Cisjordanie. Nous disposons des noms donnés aux différentes opérations qu’Israël avait prévu d’exécuter là-bas entre décembre 1948 et mars 1949 – la plus connue est l’opération Snir. Quand Israël et la Jordanie ont signé un accord d’armistice, on a dû les mettre de côté.

Ces dernières actions ont été annulées parce que l’alliance militaire de la Grande-Bretagne avec la Jordanie suscitait des inquiétudes : officiellement au moins, le gouvernement de Sa Majesté était tenu de résister par la force à toute invasion israélienne du territoire jordanien. Ce que les ministres israéliens ne savaient pas, c’est que le gouvernement britannique ne considérait pas la Cisjordanie comme un territoire couvert par ce traité anglo-jordanien. Point intéressant : Ben Gourion, à une certaine date, déclara à son gouvernement qu’il avait obtenu l’accord de la France pour cette opération, mais qu’il craignait de possibles représailles britanniques[339]. Ces plans, comme on sait, ont été finalement réactivés en juin 1967, quand le gouvernement israélien a exploité la politique du « bord du gouffre » de Gamal Abdel Nasser pour lancer une offensive contre l’ensemble de la Cisjordanie.

Ben Gourion discutait des futurs plans, dont la nécessité d’une occupation du Sud-Liban, avec un comité de cinq personnes (tous vétérans du Conseil consultatif) qu’il invitait au nouveau quartier général de l’armée israélienne, dit « la Colline ». Ils se sont réunis plusieurs fois au cours des mois

d’octobre et de novembre, ce qui a dû éveiller chez Ben Gourion la nostalgie des conciliabules initiaux. Il a consulté les cinq membres de ce comité de prise de décision sur une occupation de la Cisjordanie. Ses camarades s’y sont montrés défavorables, en faisant valoir un argument nouveau. Pour citer l’un des participants, Yitzhak Greenbaum, le ministre de l’Intérieur d’Israël : « Il serait impossible de faire là-bas ce qui a été fait dans le reste de la Palestine », c’est-à-dire le nettoyage ethnique. « Si nous prenons des endroits comme Naplouse », ajouta Greenbaum, « le monde juif exigera que nous les gardions [donc nous n’aurons pas seulement Naplouse mais aussi ses habitants][340]. » Ce n’est qu’en 1967 que Ben Gourion comprit combien il serait difficile de répéter les expulsions de masse de 1948 dans les territoires qu’Israël avait occupés pendant la guerre de juin. Paradoxalement, c’est peut-être lui qui en dissuada le chef d’état-major de l’époque, Yitzhak Rabin, et qui lui conseilla de s’abstenir de ce genre d’opération massive, de se contenter de déporter 200 000 personnes « seulement ». Il recommanda aussi, par conséquent, de retirer immédiatement l’armée israélienne de Cisjordanie. Rabin, soutenu par le reste du gouvernement, préconisait au contraire d’annexer ces territoires à Israël.

Le projet d’occupation du Sud-Liban était fondé sur des rapports du renseignement selon lesquels les Libanais n’avaient pas de plans offensifs, mais seulement défensifs. Treize villages ont été pris au Sud-Liban, ce qui a encombré les Israéliens d’un plus grand nombre de « prisonniers de guerre », comme ils disaient – un mélange de villageois et de soldats réguliers –, qu’ils ne pouvaient en gérer. Par conséquent, il y a eu des exécutions là-bas aussi. Le 31 octobre 1948, les soldats israéliens ont exécuté plus de quatre-vingts personnes dans le seul village de Hula, et dans le village de Saliha ils en ont massacré plus de cent. Shmuel Lahis, qui allait devenir plus tard directeur général de l’Agence juive, a été jugé à l’époque par une cour martiale pour avoir exécuté à lui seul trente-cinq personnes. Dov Yirmiya, un commandant qui avait lui-même participé aux opérations de nettoyage ethnique entre mai et juillet, est l’un des rares officiers des FDI à avoir été réellement indignés quand ils comprirent où menaient les opérations. Il se mit à protester avec éclat contre toutes les atrocités dont il était témoin ou dont il entendait parler. C’est Yirmiya qui a fait traduire Lahis en cour martiale. Celui-ci a été condamné à sept ans de

prison, mais presque aussitôt gracié et pardonné par le président de l'État d'Israël, et il devait par la suite exercer de hautes fonctions[341].

Quand Israël a réenvahi le Sud-Liban en 1978, et à nouveau en 1982, le « problème » des prisonniers de guerre a été résolu : les FDI ont construit un réseau de prisons pour interroger et très souvent torturer ceux qu'elles y détenaient, avec l'aide de l'Armée du Liban-Sud[*1]. La prison de Khiyam est devenue synonyme de cruauté israélienne.

Pour en revenir à 1948, un autre phénomène récurrent est apparu, inévitable dans le répertoire d'une armée occupante, et qui allait se reproduire lors de l'occupation de 1982-2001 : l'exploitation de la population occupée et les violences à son égard. Dans une plainte du 14 décembre 1948, le commandant des forces israéliennes au Liban signale au Haut Commandement : « Les soldats du Sud-Liban ordonnent aux villageois de leur fournir et préparer de la nourriture[342]. » À en juger par les tendances constatées plus tard en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, on peut imaginer que ce n'était là que la pointe émergée d'un iceberg d'exactions et d'humiliations. Les forces israéliennes se sont retirées du Sud-Liban en avril 1949, mais, comme cela s'est reproduit en 1978 et à nouveau en 1982, leur occupation avait créé beaucoup d'hostilité et d'envie de revanche, car elles avaient étendu au sud du Liban les pratiques du nettoyage ethnique de 1948 en Palestine.

La totalité de la Galilée était désormais aux mains des forces juives. La Croix-Rouge fut autorisée à s'y rendre pour examiner la situation de ceux qu'on avait laissés dans la région, ou plutôt auxquels on avait permis d'y rester : Israël savait qu'interdire à la Croix-Rouge ce type d'inspection aurait nui à sa candidature au statut de membre à part entière de l'ONU. Les ravages provoqués par les sièges, les bombardements et les expulsions étaient partout en évidence. En novembre 1948, les représentants de l'organisation humanitaire ont décrit dans leur rapport des scènes de dévastation : dans tous les villages qu'ils avaient visités, les hommes valides avaient été incarcérés, et il ne restait que des femmes et des enfants ; or c'étaient les hommes qui, traditionnellement, faisaient vivre ces familles, d'où leur désarroi total. On n'avait pas moissonné, les céréales pourrissaient dans les champs, et des maladies se répandaient dans les campagnes à un rythme alarmant. La Croix-Rouge a constaté que la principale était le

paludisme, mais elle a aussi trouvé de nombreux cas de typhoïde, de rachitisme, de diphtérie et de scorbut[343].

---

*1 L'Armée du Liban-Sud était une milice libanaise chrétienne financée et entraînée par Israël. Elle contribuait à tenir la zone dite « de sécurité » que l'armée israélienne a occupée pendant vingt ans dans le sud du Liban.

Le nettoyage final au Sud et à l'Est

Le dernier front était le sud du Néguev, que les Israéliens ont atteint en novembre 1948. Chassant ce qui restait des forces égyptiennes, ils ont poursuivi leur avancée vers le sud et sont parvenus en mars 1949 à un village de pêcheurs sur la mer Rouge, Umm Rashrash, aujourd'hui la ville d'Eilat.

Yigal Allon, sachant que les meilleures brigades étaient engagées dans les opérations de nettoyage ethnique des régions peuplées, souhaitait les réorienter vers l'occupation du Néguev : « Il me faut remplacer la brigade du Néguev par la brigade Harel, et je souhaite avoir la brigade Huit. L'ennemi est fort, retranché et bien armé, il va se battre avec acharnement, mais nous pouvons vaincre[344]. »

La principale inquiétude, cependant, était une contre-offensive britannique, car les Israéliens s'imaginaient, à tort, que cette région était convoitée par la Grande-Bretagne, ou que le gouvernement de Sa Majesté allait mettre à exécution son traité de défense avec l'Égypte, puisque certaines unités israéliennes étaient sur le point d'entrer en territoire proprement égyptien. En l'occurrence, les Britanniques n'ont pris aucune de ces initiatives, même s'ils ont eu des affrontements ici ou là avec l'aviation israélienne qui bombardait sans merci, et peut-être sans raison, Rafah, Gaza et El-Arish[345]. Ce qui vaut aux habitants de Gaza, réfugiés ou originaires de la ville, d'avoir la plus longue histoire de victimes des bombardements aériens israéliens : de 1948 à nos jours.

Sur le front du nettoyage ethnique, les opérations finales dans le Sud ont été, bien évidemment, l'occasion de nouveaux épisodes de dépeuplement et d'expulsion. Les deux villes littorales du Sud, Isdud et Majdal, ont été prises en novembre 1948 et leur population expulsée vers la bande de Gaza. Plusieurs milliers de personnes qui étaient restées à Majdal ont été chassées en décembre 1949, ce qui a choqué certains Israéliens de gauche car c'était « en temps de paix »[346].

La grande affaire du mois de décembre 1948 a été de nettoyer le Néguev des nombreuses tribus bédouines qui l'habitaient. Une tribu très nombreuse, la Tarabine, a été expulsée vers Gaza ; l'armée n'a autorisé que mille de ses

membres à rester. Une autre, la Tayaha, a été coupée en deux : une moitié a été déportée vers Gaza et l'autre évacuée de force en Jordanie. Les al-Hajajre, dont le territoire était à cheval sur la ligne de chemin de fer, ont été poussés dans la bande de Gaza en décembre. Seuls les al-Azazmeh ont réussi à revenir, mais ils ont été à nouveau expulsés entre 1950 et 1954, quand ils sont devenus la cible favorite d'une force des commandos spéciaux israéliens, l'unité 101, dirigée par un jeune officier ambitieux nommé Ariel Sharon. En décembre, les forces israéliennes ont également achevé le dépeuplement du district de Beersheba, qu'elles avaient commencé à l'automne 1948. Quand elles eurent terminé, 90 % de la population qui vivait depuis des siècles dans cette région, la zone habitée la plus méridionale de Palestine, était partie[347].

En novembre et en décembre, les soldats israéliens ont attaqué une nouvelle fois le Wadi Ara, mais, encore une fois, la présence de volontaires, d'unités irakiennes et des villageois locaux les a dissuadés et, dans plusieurs cas, repoussés. Les villages dont les noms sont aujourd'hui familiers aux Israéliens qui empruntent la route 65, voie à forte circulation entre Afoula et Hadera, ont réussi à se défendre contre une force militaire de loin supérieure : Musheirifa, Mousmous, Mu,awiya, Arara, Barta'a, Shuweika et beaucoup d'autres. Le plus gros de ces villages est devenu la ville que nous appelons aujourd'hui Umm al-Fahm. Là, avec un peu d'entraînement, dispensé par les soldats irakiens, les villageois avaient organisé eux-mêmes une force qu'ils appelaient l'« Armée de l'honneur ». Cette cinquième tentative israélienne pour occuper les villages du Wadi Ara avait pour nom « Hidoush Yameinou le-Kedem » – « Restaurer notre glorieux passé » –, peut-être dans l'espoir qu'un nom de code aussi lourd de sens inspirerait aux assaillants une ardeur particulière. Mais l'offensive allait à nouveau échouer.

Un autre nom inquiétant avait été donné à l'opération menée contre la zone Beersheba-Hébron : « Python ». Outre Beersheba, petite ville de cinq mille habitants occupée le 21 octobre, deux gros villages, Kubeiba et Dawaimeh, ont été pris. Habib Jarada, qui vit aujourd'hui dans la ville de Gaza, se rappelle que les habitants de Beersheba ont été évacués sur Hébron *manu militari*. Son souvenir le plus précis est celui du maire de la ville suppliant le commandant des forces d'occupation de ne pas déporter la

population. « Nous avons besoin de terres, pas d’esclaves », répondit sèchement l’officier[348].

La ville de Beersheba avait surtout été défendue par des volontaires égyptiens du mouvement des Frères musulmans, sous le commandement d’un officier libyen, Ramadan al-Sanusi. Quand le combat s’est achevé, les soldats prisonniers et tous les habitants de la ville que les troupes israéliennes soupçonnaient d’avoir pris les armes ont été rassemblés, et on a tiré dans le tas, au hasard. Jarada se souvient encore des noms de beaucoup de ceux qui ont été tués, parmi lesquels se trouvaient son cousin Yussuf Jarada et son grand-père Ali Jarada. Lui-même a été conduit dans un camp de prisonniers et n’a été libéré que pendant l’été 1949, dans le cadre d’un échange de prisonniers qui a suivi l’armistice israélo-jordanien.

Le massacre de Dawaimeh

Puis il y a eu le cas du village de Dawaimeh, entre Beersheba et Hébron. Les événements qui s'y sont déroulés sont probablement les pires dans les annales des atrocités de la Nakba. Ce village a été occupé par le bataillon 89 de la brigade Huit.

La Commission de conciliation des Nations unies pour la Palestine, qui, on l'a dit, avait succédé au comte Bernadotte pour animer l'effort de médiation de l'ONU, a réuni une session spéciale pour enquêter sur ce qui s'était passé le 28 octobre 1948 dans ce village, situé à moins de 5 kilomètres à l'ouest de la ville d'Hébron. Sa population initiale était de 2 000 habitants, mais un afflux de 4 000 réfugiés l'avait fait tripler.

Le rapport aux Nations unies du 14 juin 1949 (aujourd'hui accessible sur Internet en cherchant simplement le nom du village[*1]) disait ce qui suit :

> Voici pourquoi on en sait si peu sur ce massacre, qui, à bien des égards, a été encore plus brutal que celui de Deir Yassin : la Légion arabe (l'armée qui contrôlait cette région) a craint que, si on laissait la nouvelle se répandre, elle n'ait sur le moral de la paysannerie le même effet que Deir Yassin, c'est-à-dire qu'elle ne provoque un nouvel afflux de réfugiés arabes.

Plus probablement, les Jordaniens redoutaient d'être mis en accusation, à juste titre, pour leur impuissance et leur passivité. Le rapport adressé à la Commission de conciliation se fondait essentiellement sur le témoignage du mukhtar. Il s'appelait Hassan Mahmoud Ihdeib, et ce qu'il dit est en grande partie corroboré par des rapports conservés dans les archives militaires israéliennes. Un célèbre écrivain israélien, Amos Keinan, qui a participé au massacre, a confirmé sa réalité dans une interview qu'il a donnée à la fin des années 1990 à l'acteur et cinéaste palestinien Muhammad Bakri dans le cadre de son documentaire *1948*.

Une demi-heure après la prière de midi, le 28 octobre, se souvient le mukhtar, vingt véhicules blindés se sont approchés du village en provenance de Kubeiba, tandis que des soldats attaquaient simultanément du côté opposé. Les vingt personnes qui gardaient Dawaimeh ont été immédiatement paralysées par la peur. Les soldats à bord des véhicules blindés ont ouvert le feu à l'arme automatique et au mortier, en effectuant autour du village un mouvement semi-circulaire. Conformément à la

méthode bien établie, ils ont encerclé celui-ci de trois côtés et laissé ouvert le flanc est, pour faire fuir les 6 000 habitants en une heure. Ce départ massif ne s'étant pas produit, les soldats ont sauté de leurs véhicules et commencé à tirer sans discrimination sur les villageois, dont beaucoup ont couru se mettre à l'abri dans la mosquée ou se réfugier dans une grotte sacrée toute proche appelée Iraq al-Zagh. Quand il s'est aventuré dans le village le lendemain, le mukhtar a vu avec horreur des piles de cadavres dans la mosquée, et beaucoup d'autres jonchaient les rues : des hommes, des femmes, des enfants, et parmi eux son propre père. Lorsqu'il est allé voir la grotte, il en a trouvé l'entrée bloquée par des dizaines de cadavres. Le mukhtar, faisant le compte, est parvenu au chiffre de 455 disparus, dont environ 170 femmes et enfants.

Les soldats juifs qui ont pris part au massacre ont aussi rapporté des horreurs : bébés au crâne fracassé, femmes violées ou brûlées vives dans les maisons, hommes poignardés. Et ce n'étaient pas des souvenirs rendus publics au bout de longues années, mais les récits de témoins oculaires envoyés au Haut Commandement quelques jours après l'événement[349]. Au vu du déchaînement de violence qu'ils décrivent, je suis encore plus convaincu de l'exactitude des informations données plus haut sur les crimes odieux commis par les soldats israéliens à Tantoura, Safsaf et Sa,sa, essentiellement reconstruits à l'aide de témoignages et de récits oraux palestiniens.

Tel a été le résultat de l'ordre que le commandant du bataillon 89 de la brigade Huit avait reçu du chef d'état-major Yigaël Yadin : « Vos préparatifs doivent inclure la guerre psychologique et le “traitement” (*tipoul*) des citoyens en tant que partie intégrante de l'opération[350]. »

Le massacre de Dawaimeh a été la dernière grande tuerie perpétrée par des soldats israéliens jusqu'en 1956, l'année où 49 habitants de Kfar Kassem, village transféré à Israël par l'accord d'armistice avec la Jordanie, ont été massacrés.

Le nettoyage ethnique n'est pas un génocide, mais il comporte des actes atroces de meurtre collectif. Des milliers de Palestiniens ont été tués implacablement et sauvagement par des soldats israéliens de toutes origines, de tout grade, de tout âge. Aucun de ces militaires n'a jamais été jugé pour crimes de guerre, en dépit de preuves accablantes.

Et si, en 1948, on entendait ici et là quelques remords, comme dans un poème de Nathan Alterman – le même Alterman qui en 1945 avait comparé les Palestiniens aux nazis –, ce n'était qu'un exemple de plus du « tire et pleure », attitude typiquement israélienne par laquelle on cherche vertueusement à s'auto-absoudre. Recevant la nouvelle d'un odieux massacre de civils innocents dans le Nord pendant l'opération Hiram, Alterman a écrit :

Dans une Jeep il traversait la rue
Un homme jeune, Prince des Bêtes
Un vieux couple tremblant rasait le mur
Avec son sourire angélique il a crié :
« Je vais essayer la mitraillette », et il l'a fait
Répandant le sang du vieux sur le capot.

Aucune contrition comme celle d'Alterman n'a empêché les forces militaires d'achever leur mission : nettoyer la Palestine, d'une façon qui se faisait toujours plus impitoyable et cruelle. Donc, sans discontinuer, de novembre 1948 à l'accord final avec la Syrie et le Liban pendant l'été 1949, 87 autres villages ont été occupés, dont 36 vidés de leurs habitants par la force, tandis que, dans les autres, la déportation était sélective. Au début de l'année 1950, l'énergie et la détermination des expulseurs a enfin commencé à s'émousser, et les Palestiniens qui vivaient encore en Palestine – à l'époque divisés entre l'État d'Israël, une Cisjordanie jordanienne et une bande de Gaza égyptienne – se sont trouvés pour l'essentiel à l'abri de l'expulsion. Certes, ils étaient placés sous administration militaire, tant en Israël qu'en Égypte, et à ce titre ils restaient vulnérables. Mais, quel que fût leur sort, il était meilleur que celui qu'ils avaient subi pendant cette année d'horreur que nous appelons aujourd'hui la Nakba.

---

*1 Il faut chercher avec l'orthographe anglaise, Dawaymeh, pour accéder à ce rapport, lui-même en anglais, adressé par le Congrès des réfugiés de Ramallah à la Commission de conciliation des Nations unies et intégré par celle-ci à ses documents techniques (http://domino.un.org/pdfs/AAC25ComTechW3.pdf).

9

L’occupation et son odieux visage

Les réfugiés ont affirmé que les forces serbes avaient systématiquement séparé les hommes d’ethnie albanaise d’« âge militaire » – c’est-à-dire de quatorze à cinquante-neuf ans – de la population quand elles ont expulsé les Kosovars albanais de leurs foyers. Les Serbes utilisent l’usine de ferronickel de Glogovac comme centre de détention pour un grand nombre de Kosovars albanais.
Rapport du département d’État sur le Kosovo, 1999.

L’ordre est de faire prisonnier tout Arabe suspect d’âge militaire, entre dix et cinquante ans.
Ordres des FDI, Archives des FDI, 5943/49/114, 13 avril 1948, ordre général sur le traitement des prisonniers de guerre.

Depuis le début de l’Intifada en septembre 2000, plus de 2 500 enfants ont été arrêtés. Actuellement, il y a au moins 340 enfants palestiniens détenus dans des prisons israéliennes.
The People’s Voice, 15 décembre 2005.

Depuis 1967, Israël a incarcéré 670 000 Palestiniens.
Déclaration officielle de la Ligue arabe, 9 janvier 2006.

Enfant : tout être humain âgé de moins de dix-huit ans.
Convention relative aux droits de l’enfant. Règles des Nations unies pour la protection des mineurs privés de liberté.

Israël avait fondamentalement terminé le nettoyage ethnique de la Palestine, mais les épreuves des Palestiniens n’ont pas pris fin pour autant. Environ 8 000 d’entre eux ont passé toute l’année 1949 dans les camps de prisonniers, d’autres ont subi des agressions physiques dans les villes, et beaucoup ont été harcelés de bien des façons sous l’administration militaire qu’Israël leur appliquait désormais. Leurs maisons ont continué à être pillées, leurs champs confisqués, leurs lieux saints profanés. Et Israël a violé des droits fondamentaux comme leur liberté de circulation, d’expression et d’égalité devant la loi.

Emprisonnement inhumain

C’est devenu un spectacle courant dans la Palestine rurale au lendemain des opérations de nettoyage : de grands enclos où les villageois de sexe masculin – des enfants de dix ans aux hommes de cinquante ans – étaient détenus après avoir été distingués par les Israéliens du reste de la population lors des opérations désormais routinières de « recherche et arrestation ». Ils étaient ensuite transférés dans des camps de prisonniers centraux. Les actions israéliennes de « recherche et arrestation » étaient assez systématiques : elles avaient lieu partout dans les campagnes et portaient généralement des noms de code génériques similaires, comme « opération Peigne » ou même « Distillation » (*ziqouq*)[351].

La première de ces opérations a eu lieu à Haïfa, quelques semaines après l’occupation de la ville. Les unités du renseignement israélien cherchaient des « retournés » – des réfugiés qui, après l’arrêt des combats et le retour apparent au calme et à la normalité dans les villes de Palestine, tentaient, par une réaction bien compréhensible, de rentrer chez eux. Mais d’autres aussi étaient visés : ceux qui appartenaient à la catégorie des « Arabes suspects ». En fait, ordre a été donné de trouver le plus possible d’« Arabes suspects », sans qu’on se soit vraiment soucié de définir la nature de cette suspicion[352].

Appliquant une procédure aujourd’hui familière à la plupart des Palestiniens de Cisjordanie et de la bande de Gaza, les troupes israéliennes commençaient par boucler la localité – ville ou village. Puis les unités du renseignement entamaient une fouille maison par maison, en faisant sortir ceux qu’elles soupçonnaient de se trouver « illégalement » en ces lieux et tout autre « Arabe suspect ». Souvent, il s’agissait de gens qui étaient dans leur propre maison. Tous ceux qui avaient été distingués dans ces raids étaient ensuite transférés vers un quartier général spécial.

À Haïfa, ce quartier général devint vite la terreur des Palestiniens de la ville. Il était situé dans le quartier Hadar, celui qui surplombe le port, assez haut sur la montagne. La maison est encore là aujourd’hui, au 11 rue Daniel : sa façade grise ne laisse rien paraître des scènes terribles qui ont eu lieu à l’intérieur en 1948. Tous ceux qui étaient choisis et conduits en ces

lieux pour interrogatoire étaient, au regard de la loi internationale, des citoyens de l'État d'Israël. Le pire crime était de ne pas être en possession d'une des cartes d'identité récemment émises : cela pouvait valoir au contrevenant jusqu'à un an et demi de prison, avec transfert immédiat dans un enclos où il rejoindrait d'autres Arabes « non autorisés » et « suspects » découverts sur les territoires désormais occupés par les Juifs. De temps à autre, même le Haut Commandement exprimait des réserves sur la brutalité dont faisaient preuve les hommes du renseignement à l'égard des Palestiniens internés au centre d'interrogatoire d'Haïfa[353].

Les campagnes étaient soumises au même traitement. Souvent, les opérations qui y étaient menées rappelaient aux villageois l'attaque initiale qui les avait visés et qui ne datait que de quelques mois, voire de quelques semaines. C'est alors que les Israéliens ont introduit une nouvelle pratique, qui tient aussi une place reconnue parmi les méthodes israéliennes actuelles dans les Territoires occupés : les barrages routiers, où ils menaient des contrôles d'identité surprises pour prendre ceux qui n'avaient pas la nouvelle carte d'identité. Mais l'octroi de cette carte, qui assurait une liberté de circulation limitée dans la région où l'on était domicilié, est lui-même devenu un moyen d'intimidation : elle n'était délivrée qu'après examen approfondi et approbation des services secrets israéliens.

La plupart des zones étaient de toute manière interdites, même si l'on avait le document d'identité requis. Il fallait pour s'y rendre un autre permis spécial. Une autorisation spécifique, par exemple, était nécessaire aux personnes qui vivaient en Galilée pour circuler sur leurs routes les plus ordinaires et naturelles, celles qu'elles empruntaient pour aller travailler ou aller voir leurs parents et amis, comme la route Haïfa-Nazareth. C'est là que les permis étaient les plus difficiles à obtenir[354].

Des milliers de Palestiniens ont langui tout au long de l'année 1949 dans les camps de prisonniers où ils avaient été transférés après leur passage dans les enclos temporaires. Il y en avait cinq, dont le plus important était celui de Jalil (près de l'actuelle Herzliya), et le second celui d'Atlit, au sud d'Haïfa. Selon le journal de Ben Gourion, il y avait 9 000 prisonniers[355].

À l'origine, le système carcéral était assez chaotique. « Notre problème », déplorait un officier vers la fin du mois de juin 1948, « est la concentration de gros effectifs de prisonniers de guerre arabes et de détenus civils. Il nous

faut les transférer dans des lieux plus sûrs[356]. » En octobre 1948, sous le contrôle direct de Yigaël Yadin, un réseau de camps de prisonniers avait été institutionnalisé, et le désarroi était terminé.

Dès février 1948, nous trouvons dans des directives de la Haganah sur le traitement des prisonniers de guerre : « Relâcher un détenu ou l'éliminer nécessite l'approbation de l'officier du renseignement[357]. » Autrement dit, il y avait déjà un processus de sélection qui fonctionnait, et des exécutions sommaires. Les officiers du renseignement israélien qui les orchestraient suivaient les détenus en permanence dès l'instant où ils arrivaient dans ces camps. C'est pourquoi, même après le transfert des prisonniers palestiniens dans des lieux « plus sûrs », comme disait l'armée, ils ne se sont sûrement pas sentis en sécurité dans ce milieu carcéral. D'abord, on avait décidé d'employer essentiellement d'anciens membres de l'Irgoun et du groupe Stern comme gardiens des camps[358]. Mais ils n'étaient pas les seuls à tourmenter les détenus. Un ancien officier supérieur de la Haganah, Yisca Shadmi, a été jugé coupable du meurtre de deux prisonniers palestiniens. C'est un nom familier dans l'histoire des Palestiniens en Israël : en octobre 1956, Shadmi fut l'un des auteurs principaux du massacre de Kfar Kassem, qui fit 49 morts palestiniens. Il échappa au châtiment pour sa participation à cette tuerie, et devint haut fonctionnaire dans l'administration qui gérait les relations de l'État avec sa minorité palestinienne. Il fut finalement acquitté en 1958. Son cas révèle deux caractéristiques, toujours d'actualité, du traitement qu'Israël réserve à ses citoyens palestiniens. La première : les individus accusés de crimes contre des Arabes continueront probablement à exercer des fonctions leur permettant d'intervenir dans la vie des Palestiniens. La seconde : ils ne seront jamais traduits en justice. La plus récente illustration de ces vérités est le cas des policiers qui ont assassiné treize citoyens palestiniens sans arme en octobre 2000, et dix-sept autres depuis.

Un officier préoccupé d'éthique et ayant visité un de ces camps-prisons a écrit : « Ces derniers temps, il y a eu quelques cas très graves dans le traitement des prisonniers. Le comportement barbare et cruel qu'ils révèlent mine la discipline de l'armée[359]. » Sa sollicitude pour l'armée plutôt que pour les victimes apparaît aujourd'hui comme un trait familier dans l'histoire de l'« autocritique » militaire en Israël.

Il y avait pis encore : les camps de travail. L'idée d'utiliser des prisonniers palestiniens pour du travail forcé est venue du Haut Commandement et a été avalisée par les politiques. Trois camps de travail spéciaux ont été construits à cette fin, un à Sarafand, un autre à Tel-Litwinski (aujourd'hui l'hôpital Tel-Hachomer) et le dernier à Umm Khalid (près de Netanya). Les autorités se servaient des détenus pour toutes sortes de tâches pouvant contribuer à fortifier l'économie israélienne et la puissance de l'armée[360].

Un survivant de Tantoura, une fois relâché après détention dans un de ces camps, a relaté les épreuves qu'il avait vécues dans un entretien avec un ancien notable d'Haïfa qui, en 1950, a publié un livre sur cette période. Muhammad Nimr al-Khatib a retranscrit le témoignage suivant :

> Les survivants du massacre de Tantoura ont été emprisonnés dans un enclos à proximité ; trois jours sans manger, puis poussés dans des camions, avec ordre de s'asseoir dans un espace impossible, mais sous menace d'être abattus. Ils n'ont pas tiré mais les ont matraqués sur la tête, et le sang jaillissait partout. Finalement conduits à Umm Khalid (Netanya)[361].

Le témoin décrit ensuite la routine du travail forcé dans le camp, dans des carrières à porter de lourdes pierres, avec une pomme de terre le matin et un demi-poisson séché à midi. Se plaindre aurait été absurde car toute désobéissance était punie de terribles flagellations. Au bout de quinze jours, 150 hommes ont été transférés dans un second camp à Jalil, où ils ont été soumis au même traitement : « Nous devions retirer les gravats de maisons arabes détruites. » Mais voici qu'un jour « un officier qui parlait bien l'anglais nous a dit que "dorénavant" nous serions traités conformément à la Convention de Genève. Et, effectivement, les conditions se sont améliorées ».

Cinq mois plus tard, ce témoin, selon ce qu'il a dit à al-Khatib, a été renvoyé à Umm Khalid, et les scènes dont il se souvient auraient pu venir tout droit d'une autre époque et d'un autre lieu. Quand les gardiens ont découvert que vingt personnes s'étaient évadées, « nous, les gens de Tantoura, on nous a mis dans une cage, on a versé de l'essence sur nos vêtements et on nous a enlevé nos couvertures[362] ».

Après l'une de leurs premières visites, le 11 novembre 1948, les représentants de la Croix-Rouge ont noté sèchement dans leur rapport que les prisonniers de guerre étaient exploités dans le cadre de l'effort général

pour « renforcer l’économie israélienne[363] ». Cette prudence de langage n’était pas fortuite. Étant donné son comportement déplorable pendant l’Holocauste, où elle n’avait pas rendu public ce qui se passait dans les camps de concentration nazis, sur lesquels elle était bien informée, la Croix-Rouge était mesurée dans ses reproches et critiques contre l’État juif. Mais ses documents apportent au moins quelque lumière sur l’expérience qu’ont vécue les détenus palestiniens, dont certains sont restés incarcérés dans ces camps jusqu’en 1955.

Comme on l’a dit, il y avait un contraste très net entre le comportement des Israéliens à l’égard des civils palestiniens détenus et le traitement réservé aux Israéliens faits prisonniers par la Légion arabe. Ben Gourion a été furieux quand la presse israélienne a fait savoir que les prisonniers de guerre israéliens étaient fort bien traités par les Jordaniens. Le 18 juin 1948, il note dans son journal : « C’est vrai, mais cela pourrait encourager des lieux isolés à se rendre. »

Exactions sous l’occupation

En 1948 et 1949, vivre hors des prisons ou des camps de travail n’était pas beaucoup plus facile. Les représentants de la Croix-Rouge qui circulaient dans tout le pays envoyaient aussi à leur siège central, à Genève, des rapports alarmants sur la vie sous l’occupation. Ils attestent une violation collective des droits fondamentaux, qui a commencé en avril 1948 pendant les attaques juives contre les villes mixtes et qui a continué jusqu’à une date avancée de 1949. Les pires exactions semblent avoir eu lieu à Jaffa.

Deux mois après l’occupation de Jaffa par les Israéliens, les représentants de la Croix-Rouge y ont découvert un monceau de cadavres. Ils ont demandé à rencontrer d’urgence le gouverneur militaire de Jaffa, et celui-ci a reconnu devant le représentant de la Croix-Rouge, M. Gouy, qu’il s’agissait probablement d’individus abattus par des soldats israéliens parce qu’ils n’avaient pas obéi aux ordres. Un couvre-feu était imposé tous les jours de dix-sept heures à six heures du matin, a-t-il expliqué, et les ordres étaient clairs : toute personne trouvée dehors « serait abattue »[364].

Sous le couvert des couvre-feux et des bouclages, les Israéliens ont commis à Jaffa d’autres crimes, largement représentatifs de ce qui se passait ailleurs. Le plus courant était le pillage, tant officiel et systématique que privé et sporadique. Le pillage du premier type s’effectuait sur ordre du gouvernement israélien lui-même et visait les réserves de sucre, de farine, d’orge, de blé et de riz que le Mandat britannique conservait à l’intention de la population arabe. Le butin était envoyé dans les implantations juives. Des actions de ce genre avaient souvent eu lieu avant même le 15 mai 1948, sous les yeux de soldats britanniques qui se contentaient de regarder ailleurs quand les miliciens juifs faisaient irruption dans des locaux qui, légalement, se trouvaient sous leur autorité et dont ils étaient responsables. Dans un rapport envoyé en juillet à Ben Gourion sur les progrès de la confiscation organisée, le gouverneur militaire de Jaffa écrit :

> Quant à votre demande que je fasse en sorte « que tous les produits nécessaires à notre armée, à notre aviation et à notre marine soient remis aux responsables compétents et quittent Jaffa le plus vite possible », je puis vous informer qu’à la date du 15 mai 1948 une charge moyenne de cent camions par jour sort de Jaffa. Le port est prêt à fonctionner. Les entrepôts ont été vidés et les marchandises emportées[365].

Ces mêmes responsables qui pillaient les réserves de produits alimentaires avaient promis aux Palestiniens d'Haïfa et d'autres villes occupées que leurs centres communautaires, leurs sites religieux et leurs établissements laïcs ne seraient ni saccagés ni pillés. Les habitants ont vite découvert que c'était une fausse promesse : leurs mosquées et leurs églises ont été profanées, leurs couvents et leurs écoles vandalisés. De plus en plus désespéré, le capitaine F. Marschal, l'un des observateurs des Nations unies, fit savoir à l'ONU que « les Juifs violaient fréquemment l'engagement pris plusieurs fois par les autorités juives de respecter tous les bâtiments appartenant à la communauté religieuse[366] ».

Jaffa était aussi particulièrement visée par les cambriolages, qui avaient lieu en plein jour. Les pillards prenaient les meubles, les vêtements, tout ce qui pouvait être utile aux immigrants juifs qui affluaient dans le pays. Les observateurs de l'ONU étaient convaincus que piller était également un moyen d'empêcher les réfugiés palestiniens de revenir, ce qui cadrait avec la logique globale du Haut Commandement israélien : celui-ci n'hésitait pas à ordonner froidement de brutales opérations punitives pour promouvoir sa visée stratégique.

Comme prétexte de leurs campagnes de vols et de pillages, les forces israéliennes invoquaient souvent la « recherche d'armes ». Et c'est aussi l'existence réelle ou imaginaire d'armes qui a provoqué les pires atrocités, car les inspections s'accompagnaient fréquemment de violences et s'achevaient inévitablement par des arrestations massives : « Beaucoup de gens sont arrêtés sans le moindre motif », écrit le gouverneur militaire de Jaffa, Yitzhak Chizik, à Ben Gourion[367].

La mise à sac de Jaffa était si intense que même Yitzhak Chizik estima devoir s'en plaindre : dans une lettre du 5 juin 1948 au ministre des Finances d'Israël, Eliezer Kaplan, il écrivit qu'il n'était plus en mesure de contrôler les pillages. Et il continua à protester. Puis, à la fin de juillet, constatant que ses remontrances étaient totalement ignorées, il démissionna, en précisant qu'il capitulait devant l'incontrôlable croisade de pillages et de vols qui était en cours[368]. Le contenu de ses dépêches, conservées aux Archives de l'État d'Israël, est pour l'essentiel censuré, notamment les passages qui signalent les exactions des soldats israéliens contre les

habitants de la ville. Dans l’un de ces passages qui n’a pas été correctement biffé, Chizik paraît manifestement scandalisé par la brutalité sans limites des soldats : « Ils n’arrêtent pas de battre les gens », écrit-il.

Chizik lui-même n’était pas un ange. Il lui est arrivé d’ordonner la démolition de maisons, et il a donné instruction à ses troupes d’incendier plusieurs magasins palestiniens. Mais c’étaient des opérations punitives qu’il entendait contrôler, conçues pour renforcer l’image qu’il se faisait de lui-même, celle d’un maître souverain du territoire occupé qu’il gouvernait : « Je suis au regret », écrit-il dans sa lettre à Kaplan, de ne plus pouvoir tolérer « le comportement des soldats dans des cas où j’ai donné l’ordre formel de ne pas mettre le feu à une maison ou à un magasin ; non seulement ils l’ignorent, mais ils se moquent de moi devant les Arabes. » Il critiquait aussi le pillage officiel en plein essor sous les auspices de deux messieurs, les dénommés Yakobson et Presiz, qui autorisaient « la razzia de beaucoup de choses dont l’armée n’a pas besoin »[369].

Pour enquêter sur ces plaintes, le Haut Commandement envoya Abraham Margalit, qui remit son rapport en juin 1948 : « Il y a de nombreuses violations de la discipline, en particulier dans l’attitude à l’égard des Arabes (coups et tortures) et le pillage, dues à l’ignorance plus qu’à la malveillance. » À en croire l’explication de Margalit, c’est par « ignorance » que les soldats avaient établi des locaux spéciaux « où ils détenaient et torturaient des Arabes »[370].

Ce rapport a entraîné une visite à Jaffa, le même mois, du ministre des Minorités d’Israël, Bechor Shitrit. Né à Tibériade, cet homme politique plutôt « colombe » s’était montré réceptif à l’idée d’une possible coexistence judéo-palestinienne au sein du nouvel État. Il avait été juge sous le Mandat britannique et deviendrait, des années plus tard, ministre de la Justice. Shitrit était la caution mizrahi d’un gouvernement à écrasante majorité ashkénaze, c’est-à-dire est-européenne, et c’est en tant que tel qu’on l’avait « promu », au départ, pour prendre en charge le poste le moins enviable du cabinet : les Arabes.

Shitrit a établi des relations personnelles avec certains notables qui, restés à Jaffa après l’occupation, dirigeaient la communauté palestinienne de la ville, comme Nicolas Sa’ab et Ahmad Abou Laben. Si, en juin 1948, il les a écoutés attentivement quand ils ont sollicité au moins la levée des mesures

les plus effroyables régissant la vie sous occupation militaire, et s'il a reconnu devant eux que leurs doléances étaient justifiées, beaucoup de temps s'est écoulé avant que quelque chose soit fait.

Les notables ont dit à Shitrit que les soldats israéliens entraient dans les domiciles privés par effraction, et ce sans aucune nécessité puisque eux-mêmes, en leur qualité de membres du comité national local, avaient les clés que les évacués leur avaient laissées, et qu'ils étaient prêts à les remettre à l'armée ; mais les soldats préféraient entrer en défonçant. Ils ne se doutaient pas qu'après le départ de Shitrit certains d'entre eux seraient arrêtés pour « possession de biens illégaux » – les clés des maisons vides dont ils avaient fait état[371]. Trois semaines plus tard, Ahmad Abou Laben s'est plaint à Shitrit qu'il n'y ait guère eu de changement depuis leur entretien : « Il n'y a pas une seule maison ou boutique où ils ne soient pas entrés par effraction. Les marchandises ont été retirées du port et des entrepôts. Des produits alimentaires ont été pris aux habitants[372]. » Abou Laben dirigeait dans la ville une usine en coopération avec un partenaire juif, mais cela ne l'a pas sauvé. Toutes les machines ont été emportées et l'usine a été pillée.

Le fait est là : tant les confiscations officielles que les rapines privées dans l'ensemble de la Palestine urbaine étaient d'une telle ampleur que les commandants locaux étaient incapables de les contrôler. Le 25 juin, le gouvernement décida de mettre un peu d'ordre dans le pillage et les saisies qui frappaient Jérusalem. Un citoyen de la ville, David Abulafya, fut nommé responsable des « confiscations et appropriations ». Il a signalé dans un rapport à Ben Gourion son « principal problème » : « les forces de sécurité et les milices continuent à confisquer sans autorisation[373] ».

La ghettoïsation des Palestiniens d'Haïfa

Les Israéliens avaient plusieurs façons d'emprisonner les gens ou de violer leurs droits les plus fondamentaux : ce qui est arrivé à la petite communauté de Palestiniens restée à Haïfa après le nettoyage de la ville par les troupes juives le 23 avril 1948 le montre bien. Son cas est unique, mais seulement dans ses détails ; par son esprit général, il illustre les épreuves et tribulations de l'ensemble de la minorité palestinienne sous l'occupation.

Le 1er juillet 1948, dans la soirée, le commandant militaire israélien de la ville convoqua les dirigeants de la communauté palestinienne d'Haïfa à son quartier général. L'objet de la réunion était d'ordonner à ces notables, qui représentaient les 3 000 à 5 000 Palestiniens restants après l'expulsion des quelque 70 000 habitants arabes, de « faciliter » leur transfert des divers quartiers où ils habitaient vers un seul, le petit quartier surpeuplé de Wadi Nisnas, l'un des plus pauvres de la ville. Certains de ceux qui étaient ainsi sommés de quitter leur maison sur les pentes du mont Carmel, voire tout en haut de la montagne, vivaient là depuis des années au milieu des nouveaux venus juifs. Le commandant leur ordonna à tous de faire en sorte que le transfert soit terminé le 5 juillet 1948. Les dirigeants et notables palestiniens furent aussitôt profondément choqués. Nombre d'entre eux appartenaient au Parti communiste, qui avait soutenu la partition, et ils espéraient que, les combats étant terminés, la vie allait redevenir normale sous les auspices d'un État juif à la création duquel ils ne s'étaient pas opposés[374].

« Je ne comprends pas – est-ce un ordre militaire ? Regardez la condition de ces gens. Je ne vois pas la moindre raison, pas même militaire, qui justifie une telle mesure », protesta Tewfik Toubi, qui serait plus tard un élu communiste à la Knesset israélienne. Il termina son intervention par ces mots : « Nous demandons que ces gens puissent rester où ils sont[375]. » Un autre participant, Bulus Farah, s'écria : « C'est du racisme ! » Et il assimila la décision, à très juste titre, à une « ghettoïsation des Palestiniens d'Haïfa »[376].

Même la sécheresse du compte rendu ne peut dissimuler l'indifférence méprisante de l'officier israélien. On entend presque le ton tranchant de sa voix quand il dit aux Palestiniens :

> Vous êtes là à me donner des conseils alors que vous avez été convoqués pour prendre connaissance de l'ordre du commandement de la Haganah [...]. Je ne me mêle ni ne m'occupe de politique. Je me contente d'exécuter les ordres [...]. Je dois obéir aux ordres. Je dois veiller à ce que ce soit exécuté avant le 5 ! [...] En cas d'échec de cette opération, je me chargerai de l'exécuter moi-même. Je suis un soldat[377].

Quand il eut fini son long monologue, un autre notable palestinien, Shehadeh Shalah, demanda : « Ceux d'entre eux qui sont propriétaires doivent-ils également quitter leur maison ? – Tout le monde doit partir[378] »,

répondit l’officier. Les notables apprirent ensuite que les habitants devraient eux-mêmes payer les frais de leur transfert forcé.

Victor Hyatt essaya alors de faire admettre au commandant israélien qu’il faudrait plus d’une journée pour avertir tous les intéressés, ce qui ne leur laissait guère de temps. « Quatre jours, c’est amplement suffisant », répliqua le commandant. La personne qui a transcrit la réunion a noté qu’à ce moment-là les représentants palestiniens se sont écriés comme un seul homme : « Mais nous avons si peu de temps ! » Réponse de l’officier : « Je n’y peux rien[379]. »

Cependant, ce n’était pas la fin de leurs ennuis. Dans le quartier où ils ont été confinés, Wadi Nisnas – celui où aujourd’hui la municipalité d’Haïfa célèbre tous les ans la convergence de Hanoukka, Noël et l’Aïd al-Fitr en tant que « fête de toutes les fêtes pour la paix et la coexistence » –, les Palestiniens ont continué à se faire voler et agresser, essentiellement par des membres de l’Irgoun et du groupe Stern, mais la Haganah a pris aussi une part active à ces violences. Ben Gourion, tout en condamnant ce comportement, n’a rien fait pour l’arrêter. Il s’est contenté de le noter dans son journal[380].

Les viols

Nous disposons de trois types de sources qui signalent des viols, et c’est ainsi que nous savons que plusieurs cas graves ont eu lieu. Il reste plus difficile de se faire une idée du nombre de femmes et de jeunes filles qui ont été victimes de soldats juifs sur ce plan-là. Notre première source, ce sont les organisations internationales, comme l’ONU et la Croix-Rouge. Elles n’ont jamais remis de rapport global, mais nous avons des récits brefs et concis de cas individuels. Par exemple, aussitôt après la prise de Jaffa, un responsable de la Croix-Rouge, de Meuron, fait savoir que des soldats juifs ont violé une fille et tué son frère. Il ajoute cette remarque générale : puisque les hommes palestiniens sont emmenés comme prisonniers, leurs épouses et leurs filles restent à la merci des Israéliens. Dans la lettre à Kaplan citée plus haut, Yitzhak Chizik écrit : « Quant aux viols, vous en avez probablement déjà entendu parler. » Et, dans un courrier antérieur à Ben Gourion, il informe celui-ci qu’« un groupe de soldats [a] fait irruption dans une maison, tué le père, blessé la mère et violé la fille ».

Nous en savons évidemment davantage sur les cas survenus à des endroits où des observateurs extérieurs étaient présents, mais cela ne signifie pas qu'il n'y a pas eu de viols ailleurs. Un autre rapport de la Croix-Rouge évoque une horrible histoire qui a commencé le 9 décembre 1948, quand deux soldats juifs ont fait irruption dans la maison d'al-Hadj Suleiman Daud, qui avait été expulsé avec sa famille à Shaqara. Ils ont frappé sa femme et kidnappé sa fille de dix-huit ans. Dix-sept jours plus tard, le père est parvenu à trouver un lieutenant israélien et a protesté auprès de lui. Il s'est avéré que les violeurs appartenaient à la brigade Sept. Il est impossible de savoir ce qui s'est exactement passé pendant ces dix-sept jours, avant la libération de la jeune fille ; on peut présumer le pire[381].

La seconde source, ce sont les archives israéliennes, qui ne concernent que les cas où les violeurs ont été traduits en justice. David Ben Gourion semble avoir été informé de chacun d'eux, et il les a notés dans son journal. Tous les quelques jours, il a une sous-section « Cas de viol ». L'une d'elles rapporte l'incident que lui a signalé Chizik : « Un cas à Acre où des soldats voulaient violer une fille. Ils ont tué le père et blessé la mère, et les officiers les ont couverts. Au moins un soldat a violé la fille[382]. »

Jaffa semble avoir été un haut lieu de la cruauté et des crimes de guerre des troupes israéliennes. Un bataillon particulier, le bataillon 3 – sous les ordres du même officier qui commandait lors des massacres de Khisas et de Sa,sa, ainsi que lors du nettoyage de Safed et de ses environs –, se comportait si sauvagement que ses membres étaient soupçonnés de la plupart des viols qui avaient lieu dans la ville ; le Haut Commandement décida que la meilleure solution était de le retirer de Jaffa. Mais d'autres unités se sont rendues tout aussi coupables d'agressions contre les femmes dans les trois ou quatre premiers mois de l'occupation. La pire période s'est située vers la fin de la première trêve (8 juillet) : même Ben Gourion ressentait alors une telle appréhension face aux types de comportement qui prenaient forme chez les soldats dans les villes occupées, en particulier le pillage privé et les viols, qu'il a décidé de ne pas autoriser certaines unités de l'armée à entrer dans Nazareth après la prise de la ville pendant la guerre des « dix jours »[383].

Notre troisième source est l'histoire orale, qui nous vient tant des persécuteurs que des victimes. Il est très difficile d'obtenir les faits dans le

premier cas, et presque impossible dans le second. Mais leurs récits ont déjà contribué à éclairer certains des crimes les plus atterrants et inhumains de la guerre qu'Israël a faite au peuple palestinien.

Les auteurs de ces crimes ne peuvent parler, semble-t-il, que protégés par l'éloignement dans le temps. C'est ainsi qu'un cas particulièrement effroyable n'a été connu que tout récemment. Le 12 août 1949, un peloton du Néguev basé au kibboutz Nirim, non loin de Beit Hanoun, à la limite nord de l'actuelle bande de Gaza, a capturé une Palestinienne de douze ans et l'a enfermée pour la nuit dans sa base militaire proche du kibboutz. Pendant les quelques jours qui ont suivi, elle est devenue l'esclave sexuelle de ce peloton. Les soldats lui ont rasé la tête, l'ont violée collectivement et ont fini par la tuer. Ben Gourion note ce viol-là aussi dans son journal, mais il a été censuré par ses éditeurs. Le 29 octobre 2003, le journal israélien *Ha'aretz* a rendu publique cette histoire sur la base des témoignages des violeurs : vingt-deux soldats avaient pris part à la torture et à l'exécution barbares de cette jeune fille. Quand ils ont été traduits en justice, la sanction la plus sévère prononcée par le tribunal a été une condamnation à deux ans de prison pour l'auteur direct du meurtre.

Les souvenirs oraux ont aussi révélé des cas de viol tout au long de l'occupation des villages de Palestine, de Tantoura en mai à Qula en juin et jusqu'à la suite de récits d'agressions et de viols dans les villages pris pendant l'opération Hiram. Beaucoup de ces cas ont été corroborés par les observateurs de l'ONU, qui se sont entretenus avec plusieurs villageoises prêtes à parler de ce qu'elles avaient vécu. Quand, bien des années plus tard, certaines de ces personnes ont été interviewées, on s'est aperçu qu'il était très difficile aux hommes et aux femmes des villages de donner des noms et des détails dans ces cas-là, et l'impression des intervieweurs a été qu'ils en savaient tous plus qu'ils ne voulaient ou ne pouvaient en dire.

Les témoins oculaires ont aussi souligné avec quelle méchanceté humiliante les femmes étaient dépouillées de leurs bijoux, jusqu'au dernier. Après quoi elles étaient harcelées physiquement par les soldats, ce qui à Tantoura s'est terminé par des viols. Voici ce qu'en a dit Najiah Ayoub : « J'ai vu que les soldats qui nous encerclaient essayaient de toucher les femmes, mais elles les repoussaient. Quand ils ont vu que les femmes ne céderaient pas, ils ont arrêté. Quand nous étions sur la plage, ils ont pris

deux femmes et ont essayé de les dévêtir, en disant qu’ils devaient faire une fouille au corps[384]. »

La tradition, la honte, le traumatisme : telles sont les barrières culturelles et psychologiques qui nous empêchent d’avoir une image globale des viols de Palestiniennes dans le cadre du pillage général mis en œuvre avec tant de férocité par les forces juives dans la Palestine rurale et urbaine en 1948 et 1949. Peut-être, avec le temps, quelqu’un pourra-t-il compléter ce chapitre de la chronique du nettoyage ethnique de la Palestine.

Le partage du butin

Une fois les vents de la guerre apaisés, quand le nouvel État d'Israël eut signé des accords d'armistice avec ses voisins, son gouvernement assouplit un peu son régime d'occupation et mit progressivement fin aux pillages et à la ghettoïsation des petits groupes de Palestiniens qui étaient restés dans les villes. En août 1948, une nouvelle structure fut mise en place pour s'occuper des conséquences du nettoyage ethnique : le « Comité des affaires arabes ». Comme précédemment, Bechor Shitrit se révéla la voix la plus humaine au sein de cet organisme, avec celle du premier ministre des Affaires étrangères d'Israël, Moshe Sharett. Mais le Comité comprenait aussi d'anciens membres du Conseil consultatif. La présence de Yaacov Shimoni, de Gad Mahnes, d'Ezra Danin et de Yossef Weitz, qui avaient tous contribué à concevoir les expulsions, aurait beaucoup inquiété les Palestiniens restants s'ils en avaient été informés.

En août, le nouvel organisme a essentiellement réfléchi à la pression internationale croissante qui pesait sur Israël pour qu'il autorise le rapatriement des réfugiés. La tactique qu'il a retenue consistait à tenter de faire adopter un plan de réinstallation à l'étranger, qui, pensait-il, préviendrait tout affrontement sur le sujet, soit parce que les principaux acteurs de la communauté internationale accepteraient de le soutenir, soit – ce qui serait encore mieux – parce qu'il les persuaderait d'abandonner totalement la question. La proposition israélienne suggérait que tous les réfugiés palestiniens devaient être réinstallés en Syrie, en Jordanie et au Liban. Ce n'est pas une surprise, puisque cette idée avait été discutée lors d'une réunion de l'Agence juive dès 1944. « Le transfert des Arabes est plus facile que celui de tout autre [peuple] », avait alors soutenu Ben Gourion. « Il y a des États arabes tout autour [...] et il est clair que, si les Arabes [palestiniens] sont transférés, ce sera une amélioration de leur situation et pas le contraire. » Et Moshe Sharett avait observé : « Quand l'État juif sera créé, il est très possible que le résultat soit le transfert des Arabes[385]. » Si les États-Unis et la Grande-Bretagne ont accueilli favorablement la proposition d'Israël – qui est restée celle de tous les gouvernements israéliens successifs –, ni ces deux puissances ni le reste du monde n'ont paru décidés à faire de gros efforts pour promouvoir cette

solution, ou pour soutenir la mise en œuvre de la résolution 194 de l’ONU, qui préconisait le rapatriement sans condition des réfugiés palestiniens. Comme Israël l’avait espéré, le sort des réfugiés, sans parler de leurs droits, a vite disparu de la scène politique.

Mais la question « retour ou réinstallation » n’était pas le seul problème. Il y avait aussi celui de l’argent : 1 300 000 Palestiniens, les ex-citoyens de la Palestine du Mandat, avaient été expropriés sur ce plan, puisqu’ils avaient investi leurs ressources financières dans des banques et des institutions qui avaient toutes été saisies par les autorités israéliennes après mai 1948. La politique de réinstallation proposée par Israël n’abordait pas non plus la question des biens palestiniens qui se trouvaient maintenant aux mains des Israéliens. Parmi les membres du Comité, il y avait le premier gouverneur de la Banque nationale, David Horowitz, et il estimait la valeur globale des biens « laissés par les Arabes » à 100 millions de livres. Pour éviter qu’Israël se retrouve empêtré dans des enquêtes et examens internationaux, il suggéra une solution : « Peut-être pourrions-nous vendre le tout à des Juifs américains[386] ? »

Autre problème : les terres cultivées que les Palestiniens avaient été contraints d’abandonner. Lors de la réunion du Comité des affaires arabes, c’est encore Bechor Shitrit qui réfléchit à haute voix et en toute naïveté sur leur destin possible : « La superficie cultivée représente probablement un million de dounoums. Selon le droit international, nous ne pouvons rien vendre, donc peut-être devrions-nous acheter leurs terres aux Arabes qui ne veulent pas revenir. » Mais Yossef Weitz lui coupa la parole sans ménagement : « Le destin des terres cultivées ne sera pas différent de celui de l’ensemble du territoire sur lequel existaient les villages. » La solution, souligne Weitz, doit couvrir tout le territoire : toutes les terres des villages, cultivées ou résidentielles, et les zones urbaines[387].

À la différence de Shitrit, Weitz était dans le secret. Sa fonction officielle de chef du service installation du FNJ et son poste de dirigeant de fait du « Comité du transfert » avaient fusionné dès l’instant où le nettoyage ethnique avait commencé. Il suivait de très près chaque conquête dans les campagnes, soit personnellement, soit par l’intermédiaire de loyaux collaborateurs, comme son adjoint Yossef Nahmani. Tandis que les soldats juifs se chargeaient d’expulser la population et de démolir les maisons,

Weitz faisait le nécessaire pour que les villages passent sous le contrôle du FNJ.

Cette proposition effraya encore plus Shitrit, car elle signifiait que le nombre de dounoums dont Israël allait prendre possession, illégalement selon lui, était trois fois supérieur au million de dounoums auquel il avait pensé au départ. La suggestion suivante de Weitz était plus alarmante encore pour tout esprit sensible à la légalité internationale : « Tout ce qu'il nous faut », déclara le chef du service installation du Fonds national juif, « c'est 400 tracteurs. Chaque tracteur peut cultiver 3 000 dounoums – les cultiver non seulement pour produire des denrées alimentaires mais pour empêcher quiconque de revenir sur ses terres. Les terres de moindre qualité doivent être vendues aux secteurs public ou privé. »

Shitrit fit une nouvelle tentative : « Disons au moins que cette confiscation est un échange contre les biens qu'ont perdus les Juifs du monde arabe quand ils ont émigré en Palestine. » Cette émigration juive était tout à fait limitée à cette date, mais la notion d'« échange » séduirait plus tard le ministère israélien des Affaires étrangères : sa machine de propagande l'a souvent utilisée dans de vains efforts pour étouffer le débat sur le droit au retour des réfugiés palestiniens. L'idée de Shitrit n'a pas été retenue en août 1948 parce qu'elle risquait d'exposer Israël à l'accusation d'avoir mis en œuvre un transfert forcé. Yaacov Shimoni mit en garde le Comité : ce type de déclaration d'expropriation mutuelle attirerait inévitablement l'attention sur les expulsions – le terme qu'il a employé est « transfert » – qu'Israël avait effectuées en Palestine.

Mais Ben Gourion perdait patience. Il avait compris que des sujets sensibles comme la création de faits accomplis pour conjurer la menace de sanctions internationales – par exemple la destruction des maisons pour que nul ne puisse obliger Israël à autoriser leurs propriétaires palestiniens à y revenir – n'était pas un travail fait pour un organisme lourd tel que le Comité des affaires arabes. Il décida donc de nommer Danin et Weitz à un comité de deux membres qui allait prendre désormais toutes les décisions finales sur les biens et les terres des Palestiniens – des décisions dont les principales seraient la destruction et la confiscation.

Pendant une période aussi brève qu'exceptionnelle, l'administration américaine manifesta un intérêt pour le sujet. Les responsables du département d'État, dans un geste atypique, prirent le contrôle de la

politique sur les questions de réfugiés, tandis que la Maison-Blanche semblait se tenir à distance. Il en résulta inévitablement une insatisfaction croissante à l'égard de la position israélienne officielle. Les experts américains ne voyaient d'autre solution légale que le retour des réfugiés et ils étaient irrités au plus haut point par le refus d'Israël ne serait-ce que de discuter de cette éventualité. En mai 1949, le département d'État adressa au gouvernement israélien un message fort, disant que les États-Unis considéraient le rapatriement des réfugiés comme un préalable à la paix. Quand Israël répondit par une fin de non-recevoir, l'administration américaine le menaça de sanctions et suspendit un prêt qu'elle lui avait promis. Les Israéliens proposèrent alors d'accepter le retour de 75 000 réfugiés et d'autoriser le regroupement familial pour 25 000 autres. Washington jugeant ces chiffres insuffisants, le gouvernement suggéra d'intégrer à l'État d'Israël la bande de Gaza, avec ses 90 000 habitants indigènes et ses 200 000 réfugiés. Les deux offres paraissaient mesquines, mais à cette date, au printemps 1949, un mouvement de personnel au département d'État provoqua dans la politique palestinienne des États-Unis un changement de cap, et la question des réfugiés se trouva marginalisée, voire totalement évacuée.

Pendant cette courte période de pression américaine (avril-mai 1949), la réaction fondamentale de Ben Gourion fut d'intensifier l'installation d'immigrants juifs sur les terres confisquées et dans les maisons évacuées. Lorsque Sharett et Kaplan, craignant une condamnation internationale de ces initiatives, firent des objections, Ben Gourion constitua, une fois de plus, un comité restreint activiste qui, très vite, incita des centaines de milliers d'immigrants juifs d'Europe et du monde arabe à occuper les maisons que les Palestiniens avaient laissées dans les petites et grandes villes et à construire des implantations sur les ruines des villages évacués.

La spoliation des biens palestiniens était censée se dérouler selon un programme systématique national. Cependant, à la fin de septembre, Ben Gourion abandonna l'idée d'une appropriation ordonnée dans les grandes villes comme Jaffa, Jérusalem et Haïfa. De même, il se révélait impossible de coordonner l'assaut d'agriculteurs et d'administrations avides sur les villages dépossédés et leurs terres. Distribuer les terres était la mission du Fonds national juif. Après la guerre de 1948, d'autres institutions ont reçu autorité pour le faire, la principale étant l'Administrateur, présenté plus bas.

Le FNJ a découvert qu’il allait devoir disputer à des concurrents le poste de premier répartiteur des prises de guerre. Il a fini par l’emporter, mais il lui a fallu du temps. Au total, Israël avait pris plus de 3,5 millions de dounoums de terres en Palestine rurale. Cette estimation de 1948 comprenait toutes les maisons et tous les champs des villages détruits. L’émergence d’une politique centrale claire sur la façon d’utiliser au mieux ces biens fonciers a pris un certain temps. Ben Gourion a différé la mainmise totale d’institutions juives publiques ou privées sur ces terres tant que l’ONU a continué à discuter du devenir des réfugiés, d’abord à Lausanne en 1949, puis au sein d’une série de vains comités créés pour traiter la question. Il savait qu’après la résolution 194 de l’Assemblée générale de l’ONU du 11 décembre 1948, qui exigeait le rapatriement inconditionnel de tous les réfugiés palestiniens ou leur indemnisation, une appropriation israélienne officielle et sanctionnée par la loi poserait problème.

Afin de désamorcer l’indignation internationale face à cette dépossession collective, le gouvernement israélien nomma un « Administrateur » des biens nouvellement acquis, en attendant une décision définitive sur leur devenir. Dans une démarche typique du comportement sioniste antérieur, cette solution « pragmatique » tiendrait lieu de politique jusqu’au moment où une décision « stratégique » interviendrait pour la changer (en redéfinissant le statut des biens spoliés). La fonction d’Administrateur a donc été créée par le gouvernement israélien afin de parer à toute possible retombée de la résolution 194 de l’ONU. En plaçant tous les biens personnels et collectifs des Palestiniens expulsés sous sa garde, l’État pouvait – et il l’a fait – les vendre ensuite à des collectifs publics et privés et à des particuliers juifs sous le faux prétexte qu’aucun ayant droit ne s’était manifesté. De plus, dès l’instant où les terres confisquées aux propriétaires palestiniens étaient placées sous la garde de l’État, elles devenaient des terres d’État, lesquelles, de par la loi, appartenaient au peuple juif, ce qui signifiait qu’aucune d’elles ne pouvait être vendue à des Arabes[388].

Le sens de ce tour de passe-passe juridique était clair : tant qu’aucune décision « stratégique » définitive sur le partage des terres n’était intervenue, on pouvait prendre à leur sujet des mesures « tactiques » provisoires, par exemple en remettre une partie aux FDI, ou à de nouveaux immigrants, ou (à des taux de faveur) aux mouvements des kibboutzim. Le

FNJ a dû faire face à une concurrence féroce de la part de tous ces « clients » dans la ruée sur le butin. Il s'en est d'abord bien tiré : il achetait presque chaque village détruit avec toutes ses maisons et ses terres. En décembre 1948, l'Administrateur avait vendu directement au FNJ, à prix bradés, un million de dounoums sur les 3,5 millions dont il avait la garde ; 250 000 dounoums supplémentaires ont été transférés au Fonds en 1949.

Puis le manque de capitaux a mis un frein à l'appétit apparemment insatiable du FNJ, et les trois mouvements de kibboutzim, celui des moshavim et des promoteurs immobiliers ont été heureux de se partager ce qu'il n'avait pas acheté. Il apparut que le plus avide de ces mouvements était celui des kibboutzim de gauche, Hachomer Hatzaïr, qui était lié au Mapam, situé à la gauche du parti dominant, le Mapai. Les membres de Hachomer Hatzaïr ne se contentaient pas des terres dont les habitants avaient déjà été expulsés, ils voulaient aussi celles dont les propriétaires palestiniens avaient survécu au grand assaut. Ils souhaitaient donc, à présent, que ces gens qui s'accrochaient encore à leurs terres soient expulsés aussi, même si le nettoyage ethnique officiel avait pris fin. Tous ces rivaux devaient faire une place aux exigences de l'armée israélienne, qui voulait que de vastes zones lui soient réservées pour ses terrains de manœuvre et ses camps. Malgré tout, en 1950, la moitié des terres rurales spoliées étaient toujours aux mains du FNJ.

Dans la première semaine de janvier 1949, les colons juifs se sont installés dans les villages de Kuweikat, Ras al-Naqura, Birwa, Safsaf, Sa,sa et Lajoun. Sur les terres d'autres villages, comme Maloul et Jalama, dans le Nord, les FDI ont construit des bases militaires. À bien des égards, les nouvelles implantations ressemblaient beaucoup aux bases de l'armée : c'étaient de nouveaux bastions fortifiés, là où autrefois les villageois menaient une vie agricole et pastorale.

La géographie humaine de l'ensemble de la Palestine a été transformée de force. Le caractère arabe des villes a été effacé par la destruction de zones étendues, comme le vaste parc de Jaffa et des centres communautaires à Jérusalem. Ce qui motivait cette transformation, c'était le désir d'effacer l'histoire et la culture d'une nation et de la remplacer par une version fabriquée de l'histoire d'une autre, dont toute trace de la population indigène était élidée.

Haïfa est un bel exemple. Dès le 1er mai 1948 (Haïfa avait été prise le 23 avril), des dirigeants sionistes ont écrit à David Ben Gourion qu'ils tenaient là une « occasion historique » de métamorphoser Haïfa, de lui ôter son arabité. Il suffisait, expliquaient-ils, « de détruire 227 maisons[389] ». Ben Gourion s'est rendu dans la ville pour inspecter lui-même les destructions proposées et il a ordonné de détruire aussi le marché couvert, l'un des plus beaux de ce type. Des décisions semblables ont été prises à Tibériade, où près de cinq cents maisons ont été démolies, et, avec un chiffre du même ordre, à Jaffa et à Jérusalem-Ouest[390]. Dans ce dernier cas, Ben Gourion a fait preuve à l'égard des mosquées d'une sensibilité inhabituelle, mais c'est l'exception qui confirme la règle : globalement, le pillage officiel d'Israël n'a pas épargné les sanctuaires qui se trouvaient sur les territoires fraîchement acquis, et surtout pas les mosquées.

Profanation de sites sacrés[391]

Jusqu'en 1948, tous les sites religieux musulmans de Palestine appartenaient au Waqf, le système des fondations islamiques qu'avaient reconnu tant les autorités de l'Empire ottoman que celles du Mandat britannique. Ils étaient supervisés par le Conseil suprême musulman, comité de dignitaires religieux locaux à la tête duquel se trouvait al-Hadj Amin al-Husseini. Après 1948, Israël confisqua toutes ces fondations avec l'ensemble des biens qui leur étaient intégrés, les transféra d'abord à l'Administrateur, puis à l'État, et finit par les vendre à des institutions publiques et à des particuliers juifs[392].

Les églises chrétiennes n'étaient pas à l'abri de ce vol des terres. Une grande partie des biens fonciers qu'elles possédaient dans les villages détruits ont été confisqués tout comme les fondations du Waqf, mais, à la différence de la très grande majorité des mosquées, un nombre non négligeable d'églises sont restées intactes. Beaucoup d'églises et de mosquées n'ont jamais été détruites à proprement parler : on les a laissées à l'état de ruines historiques « antiques » – vestiges du « passé » qui rappelaient aux gens la puissance de destruction d'Israël. Il y avait pourtant, parmi ces sites sacrés, certains des joyaux architecturaux les plus impressionnants de Palestine, et ils ont disparu pour toujours. Masjad al-Kheiriya s'est évanouie sous la ville de Givatayim, et les décombres de l'église de Birwa gisent aujourd'hui sous les terres cultivées de l'implantation juive d'Ahihoud. La mosquée de Sarafand, sur la côte, près d'Haïfa (à ne pas confondre avec la Sarafand de la Palestine intérieure, où se trouvait une immense base britannique), était aussi un trésor architectural. Elle avait une centaine d'années quand le gouvernement israélien a donné le feu vert à sa destruction au bulldozer, le 25 juillet 2000, en ignorant la pétition adressée au Premier ministre d'alors, Ehoud Barak, pour le supplier de ne pas autoriser cet acte officiel de vandalisme d'État.

Toutefois, rétrospectivement, c'est le traitement indigne de ses saints sanctuaires islamiques qui s'est révélé le plus pénible pour une communauté palestinienne dont les membres, dans leur grande majorité, trouvaient consolation et réconfort dans la tradition et la religion. Les Israéliens ont transformé les mosquées de Majdal et de Qisariya en

restaurants, et celle de Beersheba en magasin. La mosquée d'Aïn Hawd sert de bar, celle de Zib fait partie d'un village de vacances : la mosquée est encore là, mais elle appartient à l'administration publique chargée d'entretenir les parcs nationaux. Certaines mosquées sont restées intactes jusqu'au moment où les autorités israéliennes ont estimé que le temps les avait libérées de l'obligation de protéger le caractère sacré des lieux. Les vestiges de la mosquée d'Ein Zeitoun, par exemple, ont été très tardivement – en 2004 – transformés en ferme laitière ; le propriétaire juif a enlevé la pierre qui indiquait la date de fondation de la mosquée et a couvert les murs de graffitis en hébreu. En revanche, en août 2005, les médias, l'opinion publique et les hommes politiques israéliens ont fustigé la décision de leur gouvernement de laisser aux mains des Palestiniens les synagogues des colonies de la bande de Gaza, qu'Israël a évacuée cet été-là. Quand s'est produite l'inévitable destruction de ces synagogues – des structures de béton dont les colons eux-mêmes avaient retiré tous les objets du culte avant l'évacuation –, la clameur d'indignation générale en Israël a été immense.

Quant aux sanctuaires musulmans et aux églises chrétiennes qui ont survécu, ils ne sont pas toujours accessibles. L'église et la mosquée de Suhmata sont encore visibles aujourd'hui, mais si l'on veut y prier ou simplement les visiter, il faut traverser des fermes juives et risquer un signalement à la police pour intrusion dans une propriété privée. C'est aussi le cas pour qui tente d'aller voir la mosquée de Balad al-Cheikh, près d'Haïfa, et les musulmans se voient également refuser l'accès à celle de Khalsa, qui se trouve aujourd'hui dans la ville nouvelle de Kiryat Shmona. La population de Kerem Maharal ne veut toujours pas autoriser l'accès à la belle mosquée du XIXe siècle située au centre de ce qui était autrefois le village d'Ijzim, l'un des plus prospères de Palestine.

Parfois, l'accès est refusé au moyen d'une manipulation des autorités plutôt que par la force, comme dans le cas de la mosquée de Hittin. À en croire la tradition, Saladin a édifié cette stupéfiante construction au cœur du village en 1187 pour commémorer sa victoire sur les Croisés. Il n'y a pas si longtemps, Abou Jamal, soixante-treize ans, de Deir Hanna, a eu l'espoir, en organisant un camp d'été d'enfants palestiniens, de contribuer à restaurer le monument pour lui rendre sa gloire passée et le rouvrir au culte. Mais le ministère de l'Éducation l'a dupé : ses hauts fonctionnaires lui ont promis

que, s’il annulait le camp, le ministère financerait les travaux de restauration. Or, quand il eut accepté l’offre, le ministère a fait fermer le site avec des barbelés, comme s’il s’agissait d’une installation de haute sécurité. Toutes les pierres, y compris la première pierre de fondation, ont alors été retirées par les kibboutzniks des alentours, qui utilisent le terrain pour faire paître leurs moutons et leurs vaches.

Voici une brève énumération des cas qui ont émaillé ces dix dernières années. En 1993, la mosquée de Nabi Rubin a été détruite à l’explosif par des fanatiques juifs. En février 2000, celle de Wadi Hawarith s’est retrouvée en ruine deux semaines après la fin de sa restauration par des volontaires musulmans. Certaines mosquées restaurées ont été la cible d’un vandalisme pur et simple. Le *maqam* du cheikh Shehade, dans le village détruit d’Aïn Ghazal, a été entièrement brûlé en 2002, et la mosquée Araba’in de Baysan détruite par un incendie criminel en mars 2004. Les mosquées al-Umari et al-Bahr de Tibériade ont survécu en juin 2004 à deux attentats du même genre, qui ont fait de gros dégâts. La mosquée de Hasan Beik à Jaffa est régulièrement attaquée par des jets de pierres, et elle a été un jour profanée : une tête de cochon portant le nom du Prophète a été lancée dans sa cour. En 2003, des bulldozers ont rasé, sans en laisser aucune trace, la mosquée Al-Salam (« mosquée de la Paix ») de Zarughara, qui avait été restaurée six mois plus tôt, et le *maqam* du cheikh Sam’an, près de Kfar Saba, a été démoli par des agresseurs inconnus en 2005.

D’autres mosquées ont été transformées en lieux de culte juifs, comme aux temps iconoclastes du Moyen Âge. Celles de Wadi Hanein et de Yazour sont aujourd’hui des synagogues, comme la mosquée du *maqam* de Samakiya à Tibériade et celles des deux villages de Kfar Inan et Daliya. La mosquée d’Abassiya, à proximité de l’aéroport Ben Gourion, a aussi été transformée en synagogue, puis abandonnée. Elle est aujourd’hui décorée de graffitis qui disent : « Tuez les Arabes ! » La mosquée de Lifta, à l’entrée ouest de Jérusalem, est devenue un *mikvé* (bain rituel juif pour les femmes).

Les cibles actuelles sont les mosquées des villages dits « non reconnus » en Israël : c’est l’épisode le plus récent de la spoliation qui a commencé pendant la Nakba. Puisque, aux termes de la loi israélienne, la plupart des terres en Israël appartiennent au « peuple juif », dont les citoyens palestiniens sont exclus, on ne laisse aux paysans palestiniens que très peu

d’espace pour agrandir leurs villages ou en construire de nouveaux. En 1965, le gouvernement a aboli tous les plans d’infrastructures pour le développement urbain et rural des zones palestiniennes. Par conséquent, les Palestiniens, notamment les bédouins du Sud, se sont mis à créer des villages « illégaux », qui comprennent bien sûr des mosquées. Tant les maisons que les mosquées de ces villages sont en permanence menacées de démolition. Les autorités israéliennes jouent avec les habitants un jeu parfaitement cynique : elles leur donnent le choix entre leurs maisons et leur mosquée. Dans une de ces localités, Husseiniya (on lui a donné le nom d’un village détruit en 1948), une longue bataille judiciaire a sauvé la mosquée, mais pas le village. En octobre 2003, les autorités ont offert de laisser debout treize maisons de Kuteimat au lieu de la mosquée, qu’elles ont démolie.

Ancrer l’occupation

Quand la pression internationale s’est relâchée et qu’Israël a établi des règles claires pour le partage du butin, le Comité des affaires arabes a également fixé l’attitude officielle des autorités à l’égard des Palestiniens restés sur le territoire du nouvel État, qui étaient à présent citoyens d’Israël. Au nombre d’environ 150 000, ils sont devenus les « Arabes israéliens » – comme si cela avait un sens de dire les « Arabes syriens » ou les « Arabes irakiens » et non les « Syriens » ou les « Irakiens ». Ils ont été placés sous une administration militaire fondée sur les réglementations d’état d’urgence du Mandat britannique, qui, à leur promulgation en 1945, avaient été comparées par nul autre que Menahem Begin aux « lois de Nuremberg » de 1935. Elles abolissaient pratiquement les droits fondamentaux aux libertés d’expression, de circulation, d’organisation et à l’égalité devant la loi. Elles laissaient aux Palestiniens le droit de voter et d’être élus au Parlement israélien, mais, là aussi, avec de lourdes restrictions. Officiellement, ce régime a pris fin en 1966 ; mais, à toutes fins pratiques, ses règles sont toujours en vigueur.

Le Comité des affaires arabes a continué à se réunir, et, jusqu’en 1956, certains de ses membres les plus importants ont préconisé sérieusement la mise en œuvre de plans pour expulser d’Israël les « Arabes ». Des expulsions massives ont eu lieu jusqu’en 1953. Le dernier village à avoir été dépeuplé l’arme au poing a été Umm al-Faraj, près de Nahariya. L’armée y est entrée, en a fait sortir tous les habitants, puis a détruit le village. Les bédouins du Néguev ont subi des expulsions jusqu’en 1962, l’année où la tribu d’al-Hawashli a été contrainte de partir. En pleine nuit, 750 personnes ont été embarquées sur des camions et conduites hors du pays. Leurs maisons ont été démolies, les 8 000 dounoums qu’elles possédaient confisqués, puis attribués à des familles qui collaboraient avec les autorités israéliennes. La plupart des plans discutés par le Comité n’ont jamais été mis en œuvre pour diverses raisons. Ils sont connus grâce à l’historien palestinien Nur Masalha.

Sans la présence de quelques hommes politiques israéliens aux idées libérales qui ont fait objection à ces projets, et sans la fermeté de la minorité palestinienne dans plusieurs cas où ces plans d’expulsion ont été lancés,

nous aurions été témoins depuis longtemps du nettoyage ethnique du « reste » du peuple palestinien qui vit actuellement dans les frontières de l'État juif. Mais, si cet ultime danger semblait conjuré, le « prix » qu'ont payé les intéressés pour vivre dans une relative sécurité physique a été incalculable : la perte non seulement de leur terre, mais avec elle de l'âme du passé et de l'avenir de la Palestine. L'appropriation des terres palestiniennes par l'État a été continuelle à partir des années 1950 sous les auspices du FNJ.

Le vol des terres, 1950-2000

C'était le service installation du FNJ qui décidait du sort des villages détruits une fois qu'ils étaient rasés – de ce qui allait les remplacer, implantation juive ou forêt sioniste. Dès juin 1948, le chef de ce service, Yossef Weitz, avait déclaré au gouvernement israélien : « Nous avons commencé les opérations de nettoyage, de déblaiement des décombres, de préparation des villages à la culture et à l'habitation. Certains deviendront des parcs. » Assistant lui-même aux destructions en cours, Weitz avait fièrement noté qu'il restait insensible à la vue des tracteurs détruisant des villages entiers[393]. Mais c'est un tout autre tableau qui a été présenté au grand public : la « création » des nouvelles implantations juives s'est accompagnée de slogans tels que « faire fleurir le désert », et les activités de boisement du FNJ ont été « vendues » comme une mission écologique, conçue pour que le pays reste vert.

La plantation de forêts n'était pas la première option. Le choix ne reposait en fait sur aucune stratégie claire, il était fait de décisions au coup par coup. Il y avait d'abord les terres cultivées abandonnées, où l'on pouvait immédiatement faire la récolte ; puis les parcelles de terre fertile potentiellement capables de produire des denrées agricoles dans un proche avenir, qui allaient aux implantations juives « anciennes » ou étaient mises de côté pour de nouvelles. Le FNJ, nous l'avons vu, a eu beaucoup de mal à faire face à la concurrence des mouvements de kibboutzim. Ceux-ci commençaient à cultiver les terres des villages voisins avant d'avoir reçu l'autorisation de les prendre, après quoi, arguant du travail qu'ils y avaient fait, ils en exigeaient la propriété. En règle générale, l'État considérait que les terres devaient être attribuées en priorité aux implantations juives

existantes, puis à la construction de nouvelles ; le boisement n’arrivait qu’en troisième position.

En 1950, la Knesset vota la loi sur les propriétés appartenant à des absents, tandis que l’Administrateur mit un peu d’ordre dans la façon dont il gérait le butin ; mais cela ne faisait pas encore du FNJ le seul propriétaire. Dans son effort pour obtenir la propriété exclusive des nouvelles forêts d’Israël – presque toutes plantées sur les ruines de villages palestiniens détruits au cours du nettoyage ethnique de 1948 –, le FNJ a vaincu le ministère de l’Agriculture, qui cherchait, naturellement, à avoir la haute main sur le dossier du boisement. L’État a vu l’intérêt de conférer au FNJ un mandat global, non seulement de garde forestier d’Israël, mais aussi de principal administrateur des terres en général « au nom du peuple juif ». À partir de là, même pour des terres qu’il ne possédait pas, le FNJ a eu pour mission de sauvegarder leur « judéité » en prohibant toute transaction avec des non-Juifs, c’est-à-dire des Palestiniens.

Ce n’est pas ici le lieu de s’étendre sur la trajectoire complexe qu’a suivie le FNJ dans son effort pour garder son butin. Mais son instrument principal a été l’usage du pouvoir législatif de l’État. La loi du FNJ a été votée en 1953 : elle a octroyé au Fonds un statut indépendant de propriétaire foncier au nom de l’État juif. Cette loi et quantité d’autres qui ont suivi, comme la loi de la Terre d’Israël et la loi de l’Autorité foncière d’Israël, toutes deux votées en 1960, ont renforcé sa position. Tous ces textes étaient des lois constitutionnelles stipulant que le FNJ n’avait le droit ni de vendre ni de louer des terres à des non-Juifs. Ils fixaient définitivement la part du FNJ dans l’ensemble des terres publiques (13 %), mais dissimulaient une réalité bien plus complexe, qui permettait au Fonds de mettre en œuvre sa politique d’« administrateur des terres de la nation » dans des zones situées au-delà de son contrôle direct, simplement parce qu’il jouait un rôle décisif à la direction – et avait un impact déterminant sur les décisions – de l’Autorité foncière d’Israël, devenue propriétaire de 80 % des terres publiques (le reste appartenant au FNJ, à l’armée et à l’État).

La conquête législative de la terre et sa transformation en propriété du FNJ ont été menées jusqu’au bout en 1967, quand la Knesset a voté une loi finale, la loi du Règlement agricole, qui interdisait aussi la sous-location à des non-Juifs des terres à propriété juive du FNJ (jusqu’alors, seules leur vente et leur location directe étaient prohibées). Cette loi stipulait aussi que

les quotas d'eau réservés aux terres FNJ ne pouvaient pas être transférés à des terres non FNJ (l'eau est rare en Israël, donc en avoir suffisamment est vital pour l'agriculture).

Le résultat final de ce processus bureaucratique long de près de deux décennies (1949-1967) a été que la législation concernant le FNJ, qui interdisait la vente, la location et la sous-location de ses terres à des non-Juifs, a été appliquée à l'essentiel du foncier public (plus de 90 % du territoire d'Israël, 7 % ayant été déclaré « terre privée »). L'objectif premier de cette législation était d'empêcher les Palestiniens d'Israël de récupérer, en les achetant, la propriété de leurs terres personnelles ou de celles de leur peuple. C'est pourquoi Israël n'a jamais autorisé la minorité palestinienne à construire ne serait-ce qu'un seul nouveau village ou une seule implantation rurale, sans parler d'une nouvelle ville (à part trois localités bédouines au début des années 1960, mais cette mesure représentait en fait la reconnaissance par l'État de l'installation permanente de tribus sédentaires en ces lieux). La population juive d'Israël, dont le taux de croissance naturel était bien inférieur, pouvait construire sur ces terres – sauf celles destinées à planter des forêts – autant d'implantations, de villages et de villes qu'elle le souhaitait, là où elle le voulait.

La minorité palestinienne d'Israël (17 % de la population totale après le nettoyage ethnique) a été contrainte de subsister avec 3 % seulement des terres. Elle n'a le droit de construire et de vivre que sur 2 % du territoire ; le 1 % restant a été classé comme zone agricole inconstructible. Autrement dit, 1,3 million de personnes vivent aujourd'hui sur ces 2 %. Même avec la privatisation de la terre, qui a commencé dans les années 1990, la politique du FNJ reste en place, et les Palestiniens sont donc exclus du bénéfice de l'ouverture du marché foncier à la masse de la population – c'est-à-dire aux Juifs d'Israël. Cependant, on ne les a pas seulement empêchés de s'étendre sur la terre qui était la leur, on leur a aussi confisqué une grande partie des terres qu'ils possédaient avant la guerre de 1948 : dans les années 1970 pour la construction de nouvelles implantations juives en Galilée, et à nouveau au début des années 2000 pour celle du mur de ségrégation et d'une nouvelle autoroute. Selon les estimations d'une étude sur la question, 70 % de la surface foncière appartenant aux Palestiniens d'Israël a été saisie ou leur a été rendue inaccessible[394].

La campagne finale (à ce jour) de spoliation en Galilée – parallèle à l’entreprise de confiscation de terres en Cisjordanie –, dans le double objectif de construire des implantations juives et de chasser lentement mais sûrement les Palestiniens de ces régions, a commencé après 1967.

Au début des années 1960, avant la division définitive du sol entre l’Autorité foncière d’Israël et le FNJ, ce dernier a lancé l’opération Finalement (Sof-Sof), qui visait à pousser plus loin la dépossession des Palestiniens de Galilée en prenant des terres qui appartenaient encore aux villageois. Le FNJ offrait de les acheter, ou de les échanger contre d’autres de moindre qualité ailleurs, mais les villageois ont refusé – leur fermeté constitue l’un des chapitres réellement héroïques de la lutte contre les opérations de nettoyage ethnique sionistes. Le Fonds a alors établi des avant-postes militaires spéciaux à l’entrée des villages « obstinés », afin d’exercer une pression psychologique sur leurs habitants. Même avec ces méthodes brutales, il n’est arrivé à ses fins que dans un petit nombre de cas. Comme l’explique Arnon Soffer, professeur de géographie à l’université d’Haïfa, qui a des liens étroits avec l’État :

> Nous avons été meurtriers, mais ce n’était pas de la méchanceté gratuite. Nous avons fait cela parce que nous avions le sentiment d’être exposés à une menace existentielle. Et il y avait des raisons objectives à ce sentiment. Nous étions persuadés que, sans continuité territoriale juive, notamment le long de la Conduite d’eau nationale [l’aqueduc qui va du lac de Tibériade au sud du pays], les Arabes empoisonneraient l’eau[395].

L’absence de toute clôture ou de tout poste de garde d’un bout à l’autre de l’aqueduc suscite des doutes quant à la sincérité de l’inquiétude exprimée ici. En revanche, l’aspiration à la « continuité territoriale » sonne juste. Elle a été, après tout, en 1948, la motivation principale des opérations d’expulsion massive d’Israël.

La spoliation des terres palestiniennes ne s’est pas réduite à l’expulsion des propriétaires légaux ni aux mesures prises pour empêcher ceux-ci d’être rapatriés et de récupérer leurs biens. Elle a été aggravée par la réinvention des villages palestiniens en tant que sites purement juifs ou hébreux « antiques ».

10

Le mémoricide de la Nakba

Les extrémistes nationalistes cherchent aussi à effacer toute preuve physique qui pourrait rappeler aux générations futures que des populations autres que serbes ont un jour vécu ensemble en Bosnie. Des monuments historiques – mosquées, églises, synagogues –, les bibliothèques nationales, les archives et les musées ont été incendiés, dynamités, rasés au bulldozer. [...] Ils veulent éliminer aussi le souvenir du passé.

Sevdalinka.net.

Plus de 700 000 oliviers et orangers ont été détruits par les Israéliens. C'est un acte de pur vandalisme, de la part d'un État qui affirme protéger l'environnement. C'est atterrant, c'est une honte !

Discours de Ronnie Kasrils, ministre des Eaux et Forêts d'Afrique du Sud, Londres, 30 novembre 2002.

La réinvention de la Palestine

En tant que propriétaire global des terres au côté d'autres administrations qui possédaient des terres publiques en Israël, comme l'Autorité foncière israélienne, l'armée et l'État, le Fonds national juif a aussi participé à la création de nouvelles implantations juives sur les terres des villages palestiniens détruits. La dépossession s'est alors accompagnée d'un changement de nom des endroits pris, détruits et maintenant recréés. Cette mission a été accomplie avec l'aide d'archéologues et d'experts de la Bible, qui se sont portés volontaires pour servir dans un organisme officiel, le Comité de nomination, dont le travail consistait à hébraïser la géographie de la Palestine.

Ce Comité de nomination était en fait un organisme ancien, mis en place dès 1920. Il s'agissait à l'époque d'un groupe de chercheurs chargé d'une mission précise : donner des noms hébreux aux terres et aux lieux qu'achetaient les Juifs. C'est ce qu'il a continué à faire pour les terres et les lieux pris de force pendant la Nakba. En juillet 1949, Ben Gourion l'a réuni à nouveau et transformé en service du FNJ. Le Comité de nomination ne travaillait pas dans un vide total. Inévitablement, certains villages palestiniens avaient été construits sur des ruines laissées par des civilisations antérieures et même antiques, dont la civilisation hébraïque, mais c'était un phénomène limité et aucun des cas en question n'était sans ambiguïté. Les sites « hébreux » postulés dataient d'une époque si ancienne qu'il y avait peu de chances de pouvoir les localiser correctement – mais l'hébraïsation des noms des villages évacués avait évidemment une motivation idéologique, et non scientifique. Le récit qui accompagnait cette expropriation était très simple : « Au fil des années d'occupation étrangère d'Eretz Israël, les noms hébreux initiaux ont été effacés ou corrompus par une mauvaise prononciation, et parfois ont pris une forme étrangère. » Dans son essence, ce zèle archéologique pour reconstituer la carte de l'« Israël antique » n'était rien d'autre qu'un effort systématique, intellectuel, politique et militaire, pour désarabiser le terrain – ses noms et sa géographie, mais avant tout son histoire.

Le FNJ, on l'a dit, a confisqué des terres à bon rythme dans les années 1950 et 1960, mais il ne s'en est pas tenu là. Il a reçu aussi, dans la

région du grand Jérusalem, des terrains que lui a remis l'« Administrateur des terres des absents » après la guerre de 1967. Au début des années 1980, le FNJ a transféré ces biens fonciers à Elad, l'ONG des colons, dont le grand objectif était et demeure la « judaïsation » de Jérusalem-Est. Cette ONG a concentré ses efforts sur Silwan, et a déclaré ouvertement qu'elle voulait nettoyer ce village de ses habitants palestiniens initiaux. En 2005, elle a reçu l'aide de la municipalité de Jérusalem, qui a ordonné de détruire plus d'une trentaine de maisons de Silwan sous prétexte de « construction et extension illégales ».

Au début du XXIe siècle, le défi principal qu'affronte le FNJ est la politique gouvernementale de privatisation de la propriété foncière, accélérée sous Benyamin Netanyahou (1996-1999) et Ariel Sharon (2001-2003 ; 2003-2006) et qui menace de limiter sa mainmise. Toutefois, ces deux Premiers ministres de droite étaient déchirés entre le sionisme et le capitalisme, et l'avenir dira quel pourcentage des terres leurs successeurs laisseront entre les mains du FNJ. Ce qui ne va pas changer, c'est sa forte emprise sur les forêts israéliennes.

Dans ces forêts, la négation de la Nakba est si omniprésente et a été si efficace qu'elles sont devenues un des grands terrains de lutte pour les réfugiés palestiniens qui souhaitent commémorer le souvenir des villages enterrés sous leurs arbres. Ils se heurtent à une organisation – le FNJ – qui affirme qu'il n'y a que de la terre nue sous les pins et les cyprès qu'elle a plantés en ces lieux.

Le colonialisme virtuel et le FNJ

Quand il a décidé de créer ses parcs nationaux sur les sites de villages palestiniens éradiqués, le choix des essences à planter a été entièrement du ressort du FNJ. Presque immédiatement, son exécutif a opté, en gros, pour des conifères, et non pour la flore indigène de Palestine. C'était en partie pour tenter de donner au pays un air européen, bien que cet objectif n'apparaisse nulle part dans les documents officiels. La décision de planter des pins et des cyprès avait aussi une autre motivation, qui a été énoncée ouvertement : soutenir l'ambitieuse industrie du bois du pays.

Maintenir le pays juif, vert et européen d'aspect : ces trois objectifs se sont rapidement fondus en un seul. C'est pour cela qu'aujourd'hui, dans tout Israël, les forêts ne comptent que 11 % d'espèces indigènes et que 10 % seulement des zones forestières datent d'avant 1948[396]. Parfois, la flore originelle réussit un surprenant retour en force. On a planté des pins non seulement sur les maisons rasées au bulldozer, mais aussi sur les champs et les oliveraies. Dans la ville nouvelle de Migdal Ha-Emek, par exemple, le FNJ a tout fait pour essayer de recouvrir les ruines du village palestinien de Mujeidil, à l'entrée est de la ville, par des rangées de pins – en l'occurrence, il ne s'agissait pas vraiment d'une forêt, mais d'un petit bois. Ces « poumons verts » se remarquent dans nombre de villes nouvelles d'Israël qui couvrent des villages palestiniens détruits (Tirat Hacarmel par-dessus Tirat Haïfa, Kiryat Shmona par-dessus Khalsa, Ashkelon par-dessus Majdal, etc.). Mais cette espèce particulière n'a pas réussi à s'adapter au terreau local et, en dépit de traitements répétés, la maladie ne cesse d'affliger ces arbres. Des parents de certains villageois originaires de Mujeidil qui se sont rendus sur les lieux ont fait savoir que certains pins s'étaient littéralement fendus en deux et qu'au milieu de leur tronc brisé avaient surgi des oliviers, défiant la flore étrangère plantée sur eux cinquante-six ans plus tôt.

En Israël et dans tout le monde juif, le FNJ a l'image d'un organisme écologique extrêmement responsable, dont la réputation repose sur le zèle assidu avec lequel il a planté des arbres, réintroduit la flore et les paysages locaux et rendu possible la création de dizaines de parcs naturels et d'agrément, avec installations de pique-nique et terrains de jeux pour les

enfants. Pour s’y rendre, les Israéliens trouvent leur chemin en cliquant sur les diverses icônes du site Internet très détaillé du FNJ, ou en suivant les indications affichées dans les bureaux d’information situés aux entrées de ces parcs et à diverses étapes du chemin à l’intérieur des zones récréatives elles-mêmes. Ces textes et guides informent les visiteurs où qu’ils aillent, même s’ils ne souhaitent que se distraire et se détendre.

Les parcs du FNJ n’offrent pas seulement des parkings, des aires de pique-nique, des terrains de jeux et l’accès à la nature, mais intègrent aussi des éléments visibles qui racontent une histoire particulière : les ruines d’une maison, une forteresse, des vergers, des cactus (*sabra*), etc. Il y a également beaucoup de figuiers et d’amandiers. La plupart des Israéliens pensent qu’il s’agit de figuiers « sauvages », d’amandiers « sauvages », quand ils les voient en pleine floraison, vers la fin de l’hiver, annonçant la beauté du printemps. Mais ces arbres fruitiers ont été plantés et entretenus par des mains humaines. Partout où l’on trouve des amandiers et des figuiers, des oliveraies ou des buissons de cactus, il y avait autrefois un village palestinien : ces arbres, qui s’épanouissent à nouveau chaque année, sont tout ce qui en reste. À proximité des terrasses qui ne sont plus cultivées, sous les balançoires, les tables de pique-nique et les forêts de pins européens, sont enterrés les maisons et les champs des Palestiniens que les soldats israéliens ont expulsés en 1948. Mais, s’ils se fient à la seule signalétique du FNJ, les visiteurs ne comprendront jamais que des gens vivaient en ces lieux – les Palestiniens, qui aujourd’hui sont réfugiés dans les Territoires occupés, citoyens de deuxième classe en Israël ou habitants des camps hors des frontières de Palestine.

Bref, la véritable mission du FNJ a été de cacher ces vestiges visibles de la Palestine, par les arbres qu’il a plantés sur eux mais aussi par les récits qu’il a créés pour nier leur existence. Sur le site Internet du FNJ comme dans les parcs eux-mêmes, l’équipement audiovisuel le plus raffiné montre l’histoire officielle sioniste, resitue n’importe quel lieu dans le contexte du métarécit national du peuple juif et d’Eretz Israël. Cette version continue à débiter les mythes familiers de ce récit – la Palestine comme terre « vide » et « aride » avant l’arrivée des sionistes –, par lesquels le sionisme entend remplacer toute vérité historique qui contredit son propre passé juif inventé.

« Poumons verts » d’Israël, ces sites récréatifs commémorent moins l’histoire qu’ils ne cherchent à l’effacer complètement. Dans les textes que

le FNJ attache aux éléments encore visibles de la période d'avant 1948, un passé local est délibérément nié. Ce n'est pas par besoin de dire pour elle-même une histoire différente, mais afin d'anéantir tout souvenir des villages palestiniens que ces « poumons verts » ont remplacés. À ce titre, l'information donnée dans ces sites du FNJ sert de modèle dominant au mécanisme général de négation mis en œuvre par les Israéliens dans le champ de la représentation. Ancré en profondeur dans leur psychisme, ce mécanisme fonctionne exactement comme ce remplacement des sites palestiniens du traumatisme et de la mémoire par des espaces de loisirs et de divertissement pour les Israéliens. Autrement dit, ce que les textes du FNJ présentent comme une « action écologique » est un effort officiel israélien de plus pour nier la Nakba et dissimuler l'énormité de la tragédie palestinienne.

Les parcs de loisirs du FNJ en Israël

Sur la page d'accueil de son site Internet officiel, le FNJ se vante d'avoir fait fleurir le désert et européanisé un paysage historiquement arabe. Il souligne fièrement que ces forêts et ces parcs ont été créés sur « des zones arides, désertiques », et que « les forêts et les parcs d'Israël n'ont pas toujours été là. Les premiers colons juifs arrivés dans le pays à la fin du XIXe siècle ont trouvé une terre désolée sans le moindre soupçon d'ombre ».

Le FNJ n'est pas seulement le créateur des « poumons verts » d'Israël, il se charge aussi de leur entretien. Les forêts sont là, explique-t-il, pour servir de lieux de détente à tous les citoyens d'Israël et pour les rendre « écologiquement conscients ». Ce que le site ne dit pas au visiteur, c'est que le FNJ est aussi le principal organisme chargé d'empêcher tout acte de commémoration – sans parler de « visites du retour » – dans ces « forêts » de la part de réfugiés palestiniens dont les maisons personnelles sont ensevelies sous ces arbres et ces bases de loisirs.

Quatre des sites de pique-nique les plus vastes et les plus populaires présentés sur le site Internet du FNJ – la forêt de Birya, la forêt de Ramat Menashe, la forêt de Jérusalem et le Sataf – incarnent à merveille, mieux que tout autre espace aujourd'hui en Israël, la Nakba et la négation de la Nakba.

La forêt de Birya

En allant du nord au sud, commençons par la forêt de Birya. Elle se trouve dans la région de Safed et couvre une superficie totale de 20 000 dounoums. C'est la plus grande forêt créée par l'homme en Israël, et elle est très populaire. Elle dissimule les maisons et les terres d'au moins six villages palestiniens. Lisons intégralement le texte consacré à cette forêt sur le site Internet et contentons-nous de noter ce qu'il dit et ne dit pas. Des six villages – Dishon, Alma, Qaddita, Amqa, Ein Zeitoun et Biriya –, aucun n'est mentionné, nulle part. Tous disparaissent derrière les descriptions que donne le FNJ des charmes et des merveilleux attraits de la forêt : « Il n'est pas surprenant, dans une forêt aussi immense, que l'on puisse trouver

quantité de sites intéressants, qui éveillent la curiosité : des bois, des boustans, des sources et une ancienne synagogue [il s'agit d'un petit morceau de mosaïque qui est peut-être, ou pas, une vieille synagogue, puisque la région a été fréquentée à travers les âges par les Juifs orthodoxes de Safed]. » Dans de nombreux sites du FNJ, les boustans – les vergers que les paysans palestiniens plantaient autour de leurs fermes – sont l'un des principaux mystères que le Fonds promet au visiteur aventureux. Ces vestiges clairement visibles des villages palestiniens sont présentés comme inhérents à la nature et à ses merveilleux secrets. Dans l'un des sites, d'ailleurs, le FNJ s'enorgueillit d'avoir créé les terrasses que l'on y voit un peu partout. Certaines, effectivement, ont été reconstruites par-dessus les terrasses d'origine, qui remontent à plusieurs siècles avant la conquête sioniste.

Donc, les boustans palestiniens sont attribués à la nature, et l'histoire de la Palestine ramenée à un passé biblique et talmudique. C'est le destin d'un des villages les plus connus, Ein Zeitoun, vidé de ses habitants, dont beaucoup ont été massacrés, en mai 1948. Son nom est cité, mais de la façon suivante :

> Ein Zeitoun est devenu l'un des lieux les plus attrayants à l'intérieur du parc de loisirs, car on y trouve de grandes tables de pique-nique et un vaste parking pour les handicapés. Il est situé là où se trouvait autrefois la localité d'Ein Zeitoun, où des Juifs ont vécu en permanence du Moyen Âge au XVIIIe siècle. Il y a eu quatre tentatives avortées d'implantation [juive]. Le parking a des toilettes biologiques et un terrain de jeux. Près du parking est érigé un mémorial en souvenir des soldats tombés pendant la guerre des Six-Jours.

Dans un mélange fantaisiste d'histoire et d'informations touristiques, le texte efface totalement de la mémoire collective d'Israël la localité palestinienne prospère que les soldats juifs ont anéantie en quelques heures.

Les pages du site Internet du FNJ sur l'histoire d'Ein Zeitoun sont extrêmement détaillées, et le récit qui accompagne un parcours virtuel ou réel dans la forêt ramène le lecteur à la ville talmudique du IIIe siècle alléguée par le Fonds, puis saute un millénaire entier de villages et de communautés palestiniennes. Pour finir, il se concentre sur les trois dernières années de la période du Mandat, lors desquelles, dans ces lieux discrets, les organisations clandestines juives, s'efforçant d'échapper à la vigilance britannique, entraînaient leurs soldats et cachaient les armes qu'elles accumulaient.

Le parc de Ramat Menashe

Au sud de Birya s'étend le parc de Ramat Menashe. Il recouvre les ruines de Lajoun, Mansi, Kafrin, Buteimat, Hubeiza, Daliyat al-Rawha, Sabbarin, Bureika, Sindiyana et Umm al-Zinat. Celles du village détruit de Daliyat al-Rawha se trouvent exactement au centre du parc, sous le kibboutz Ramat Menashe du mouvement socialiste Hachomer Hatzaïr. Les vestiges des maisons dynamitées[397] de l'un des villages, Kafrin, sont encore visibles. Le site Internet du FNJ souligne l'harmonieuse union de la nature et de l'habitat humain dans la forêt, en nous disant qu'elle contient « six villages ». Il emploie un mot hébreu tout à fait atypique, *kfar*, « village », pour désigner les kibboutzim dans le parc, et non les six villages sous le parc – tour de passe-passe linguistique qui renforce le palimpseste métaphorique à l'œuvre ici : l'effacement de l'histoire d'un peuple pour écrire, par-dessus, celle d'un autre peuple[398].

Pour citer le texte en ligne du FNJ, la beauté et l'attrait de ce site sont « sans équivalent ». L'une des principales raisons en est la campagne elle-même, avec ses boustans et ses ruines du « passé », mais il y a derrière tout cela un grand dessein qui vise à maintenir les contours du décor naturel. Ici aussi, la nature doit son « attrait particulier » aux villages palestiniens détruits que recouvre le parc. Le parcours virtuel ou réel du FNJ guide aimablement le visiteur d'un lieu recommandé à un autre, et tous portent des noms arabes : ce sont les noms des villages détruits, mais ils sont présentés ici comme des lieux-dits, des sites naturels ou géographiques qui ne trahissent aucune présence humaine antérieure. Si l'on peut passer aussi facilement d'un point à l'autre, signale le FNJ, c'est grâce à un réseau de routes qui ont été pavées pendant la « période britannique ». Pourquoi les Britanniques se sont-ils donné la peine de paver des routes ici ? Pour mieux relier (donc contrôler) des villages *existants*, bien sûr, mais on ne peut tirer du texte cette réalité que très difficilement, voire pas du tout.

Mais ce système d'effacement ne pourra jamais être infaillible. Le texte en ligne du FNJ, par exemple, nous donne une information qu'on ne trouvera pas sur les panneaux qui ponctuent les chemins forestiers. Parmi les nombreuses ruines éparses en ces lieux, c'est « Ein ha-Kfar », le « ruisseau du village », qui est recommandé comme « l'endroit le plus calme du site ». Souvent, le « ruisseau du village » était au cœur du village,

près de sa place principale, comme ici à Kafrin. Aujourd'hui, non seulement ces ruines apportent la « paix de l'esprit », mais elles servent aussi de halte aux bœufs du kibboutz voisin, Mishmar Ha-Emek, quand ils descendent vers les prairies.

Les vertes montagnes de Jérusalem

Les deux derniers exemples viennent de la région de Jérusalem. Les pentes occidentales de la ville sont recouvertes par la « forêt de Jérusalem ». C'est encore une idée de Yossef Weitz : en 1956, il s'est plaint au maire de Jérusalem du paysage désolé qu'offraient les montagnes à l'ouest de la ville. Huit ans plus tôt, évidemment, on y voyait les maisons et les champs cultivés de villages palestiniens pleins de vie. En 1967, les efforts de Weitz ont fini par porter leurs fruits. Le FNJ a décidé de planter sur 4 500 dounoums un million d'arbres, qui, comme dit son site Internet, « encerclent Jérusalem d'une ceinture verte ». À l'un de ses angles sud, la forêt atteint le village en ruine d'Aïn Karim et recouvre le village détruit de Beit Mazmil. Dans son ultime avancée vers l'ouest, elle s'étend sur les terres et les maisons du village détruit de Beit Horish, dont la population a été expulsée tardivement, en 1949. Et la forêt recouvre ensuite Deir Yassin, Zuba, Sataf, Jura et Beit Umm al-Meis.

Le texte en ligne du FNJ promet ici à ses visiteurs des sites uniques et des expériences inédites dans une forêt dont les vestiges historiques « attestent une intense activité agricole ». Plus spécifiquement, il attire l'attention sur les nombreuses terrasses que l'on voit sculptées le long des pentes occidentales ; comme dans tous les autres sites, ces terrasses sont toujours « antiques » – même quand elles ont été aménagées par des villageois palestiniens il y a moins de deux ou trois générations.

Le dernier lieu géographique est le village palestinien détruit de Sataf, qui se trouve dans l'un des plus beaux sites, haut perché dans les montagnes de Jérusalem. Le principal attrait de l'endroit, selon les explications du FNJ sur Internet, est d'offrir une reconstitution de l'agriculture « antique » (en hébreu, *kadoum*) – l'adjectif « antique » s'applique à tous les détails du site : les chemins sont « antiques », les escaliers sont « antiques », etc. Sataf, en réalité, était un village palestinien dont la population a été expulsée et qui a été presque entièrement détruit en 1948. Pour le FNJ, ses

vestiges sont une curiosité de plus que rencontrent les visiteurs lors des stimulants parcours de promenade qu'il a aménagés pour eux dans ce « site antique ». La conjonction en ces lieux des terrasses palestiniennes et de quatre ou cinq bâtiments palestiniens restés presque intacts a inspiré au FNJ l'invention d'un nouveau concept, le « boustanof » (« boustan » plus *nof*, le mot hébreu qui signifie panorama – l'équivalent serait un mot comme « boustanorama », ou « point de vue-verger »). Ce concept est tout à fait propre au FNJ.

Ces boustans surplombent des paysages délicieux et sont très prisés par les jeunes techniciens et intellectuels de Jérusalem : ils viennent ici faire l'expérience des méthodes « antiques » d'agriculture, sur des lopins de terre qui peuvent même donner des fruits et des légumes « bibliques ». Il va sans dire que ces méthodes « antiques » sont loin d'être « bibliques » : elles sont palestiniennes, comme les lopins, les boustans et le site lui-même.

À Sataf, le FNJ promet à ses visiteurs les plus aventureux un « jardin secret » et un « ruisseau fugace », deux joyaux à découvrir au milieu des terrasses « attestant un habitat humain d'il y a six mille ans, dont l'apogée a été l'époque du Second Temple ». Ce n'est pas exactement de cette façon que ces terrasses étaient présentées en 1949, quand des immigrants juifs venus de pays arabes ont été envoyés repeupler le village palestinien et occuper les maisons restées debout. C'est seulement lorsque ces nouveaux habitants se sont révélés ingérables que le FNJ a décidé de transformer le village en site touristique.

À l'époque, en 1949, le Comité de nomination d'Israël avait cherché un précédent biblique pour cet endroit, mais sans réussir à trouver le moindre lien avec des sources juives. Ses membres ont alors eu l'idée d'associer les vignes entourant le village à celles dont parlent les Psaumes et le Cantique des cantiques. Ils ont même imaginé pour le site un nom conforme à leur fiction, « Bikoura » – primeur de l'été –, mais ils y ont renoncé, car les Israéliens s'étaient déjà habitués au nom « Sataf ».

Le récit que développe le FNJ sur son site Internet et les informations qu'il donne sur les panneaux d'affichage des parcs sont aussi largement accessibles ailleurs. Il y a toujours eu en Israël une littérature florissante au service du tourisme intérieur, où la conscience écologique, l'idéologie sioniste et l'effacement du passé font souvent bon ménage. Les encyclopédies, guides touristiques et albums créés à cette fin semblent

même devenir toujours plus populaires, et ils sont plus demandés aujourd’hui que jamais. C’est ainsi que le FNJ « écologise » les crimes de 1948 pour qu’Israël puisse raconter un récit et en effacer un autre. Comme l’a dit dans son style vigoureux Walid Khalidi : « C’est un lieu commun de l’historiographie que ceux qui gagnent une guerre ont à la fois le butin et la version des événements[399]. »

En dépit de cette peinture fraîche délibérément vaporisée sur l’histoire, le sort des villages ensevelis sous les parcs de loisirs d’Israël est intimement lié à l’avenir des familles palestiniennes qui les habitaient autrefois, et qui aujourd’hui, près de soixante ans plus tard, vivent encore dans des camps de réfugiés et de lointaines communautés diasporiques. La solution du problème des réfugiés reste la clé de tout règlement juste et durable du conflit en Palestine : depuis près de soixante ans, les Palestiniens restent fermes, en tant que nation, dans leur exigence de faire reconnaître leurs droits légaux, et par-dessus tout leur droit au retour, que les Nations unies leur avaient initialement garanti en 1948. Ils affrontent toujours une politique israélienne officielle de négation, d’opposition à leur rapatriement, qui semble n’avoir fait que se durcir pendant la même période.

Deux facteurs ont réussi jusqu’ici à ôter à une solution équitable du conflit en Palestine toute chance de prendre racine : l’idéologie sioniste de suprématie ethnique et le « processus de paix ». La première est à l’origine de la négation persistante de la Nakba par Israël, le second illustre l’absence d’une volonté internationale d’apporter la justice à la région. Ces deux obstacles perpétuent le problème des réfugiés et barrent la route à l’émergence d’une paix juste et complète dans le pays.

11

La négation de la Nakba et le « processus de paix »

L’Assemblée générale [des Nations unies] :
Décide qu’il y a lieu de permettre aux réfugiés qui le désirent de rentrer dans leurs foyers le plus tôt possible et de vivre en paix avec leurs voisins, et que des indemnités doivent être payées à titre de compensation pour les biens de ceux qui décident de ne pas rentrer dans leurs foyers et pour tout bien perdu ou endommagé lorsque, en vertu des principes du droit international ou en équité, cette perte ou ce dommage doit être réparé par les gouvernements ou autorités responsables.
Résolution 194 (III) de l’Assemblée générale de l’ONU, 11 décembre 1948.

Le gouvernement des États-Unis soutient le retour des réfugiés, la démocratisation et la protection des droits de l’homme dans l’ensemble du pays[*1].
Département d’État des États-Unis, bureau de la Démocratie, des Droits de l’homme et du Travail, 2003.

Tandis que les Palestiniens qu’Israël n’avait pas expulsés du pays étaient soumis à l’administration militaire mise en place en octobre 1948, et que ceux qui se trouvaient en Cisjordanie et dans la bande de Gaza vivaient désormais sous occupation arabe étrangère, le reste du peuple palestinien s’était dispersé dans les pays arabes voisins, où il avait trouvé refuge dans des camps de fortune, sous des tentes fournies par les organisations d’aide internationale.

Au milieu de l’année 1949, les Nations unies ont tenté d’agir pour faire face aux fruits amers de leur plan de paix de 1947. L’une de leurs premières décisions malencontreuses a été, au lieu de faire intervenir l’Organisation internationale pour les réfugiés (OIR), de créer une agence spéciale pour les réfugiés palestiniens. Derrière cette décision de tenir l’OIR à l’écart de l’affaire, il y avait Israël et les organisations juives sionistes à l’étranger. C’était l’OIR qui avait aidé les réfugiés juifs d’Europe après la Seconde Guerre mondiale, et les organisations sionistes tenaient absolument à empêcher quiconque de faire le moindre lien, ou même la comparaison,

entre les deux cas. De plus, l’OIR recommandait toujours, comme première option à laquelle les réfugiés avaient droit, le rapatriement.

C’est ainsi qu’est né, en 1950, l’Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA). L’UNRWA n’avait pas à œuvrer pour le retour des réfugiés, décidé par la résolution 194 de l’Assemblée générale de l’ONU le 11 décembre 1948. On l’avait simplement créé pour procurer des emplois et des allocations au million de réfugiés palestiniens, ou à peu près, qui avaient fini dans les camps. On l’avait chargé aussi de leur bâtir des camps plus permanents, d’y construire des écoles, d’y ouvrir des centres de soins médicaux. Autrement dit, la raison d’être de l’UNRWA était, globalement, de répondre aux soucis quotidiens des réfugiés.

Dans ces conditions, le nationalisme palestinien n’allait pas tarder à refaire surface. Son objectif central était le droit au retour, mais il aspirait aussi à remplacer l’UNRWA dans la gestion de l’éducation, et même des services sociaux et médicaux. Inspiré par la volonté des Palestiniens d’essayer de prendre leur destin en main, ce nationalisme naissant leur rendit un objectif et le sens de leur identité après l’exil et la destruction qu’ils avaient subis en 1948. Ces sentiments nationaux allaient s’incarner en 1968 dans l’OLP (Organisation de libération de la Palestine), dont les dirigeants étaient issus des réfugiés et dont l’idéologie s’ancrait dans une exigence : redresser, moralement et matériellement, les torts faits par Israël au peuple palestinien en 1948[400].

L’OLP, ou toute autre organisation voulant défendre la cause palestinienne, devait affronter deux formes de négation. La première était la négation opérée par les médiateurs internationaux : dans tous les projets d’accords de paix, ils ne cessaient de marginaliser, voire d’éliminer totalement, la cause et les préoccupations des Palestiniens. La seconde était le refus catégorique des Israéliens de reconnaître la Nakba, leur opposition absolue à ce qu’ils soient tenus pour responsables, juridiquement et moralement, du nettoyage ethnique qu’ils avaient commis en 1948.

Les problèmes de la Nakba et des réfugiés ont été constamment exclus de l’ordre du jour de la paix. Pour le comprendre, nous devons mesurer toute la force que conserve aujourd’hui en Israël la négation des crimes commis en 1948, et associer ce phénomène à l’existence d’une véritable peur, d’une

part, et d'une forme bien ancrée de racisme antiarabe, de l'autre, toutes deux massivement manipulées.

---

*1 Il s'agit de la Bosnie-Herzégovine.

Premières tentatives de paix

Malgré le fiasco de 1948, l'ONU semble avoir encore fait preuve d'une certaine énergie dans les deux premières années après la Nakba pour essayer de régler la question de la Palestine. Nous la voyons lancer une série d'efforts diplomatiques grâce auxquels elle espérait ramener la paix dans le pays. Leur point culminant a été une conférence de la paix à Lausanne, en Suisse, au printemps 1949. La conférence de Lausanne, fondée sur la résolution 194 des Nations unies, s'est concentrée sur un appel au droit au retour des réfugiés. Pour l'organisme de médiation de l'ONU, la Commission de conciliation sur la Palestine (CCP), la paix reposait sur le retour inconditionnel des réfugiés palestiniens, et sur une solution à deux États qui divisait le pays à égalité entre les deux camps et internationalisait Jérusalem.

Toutes les parties intéressées acceptaient cette approche globale : les États-Unis, l'ONU, le monde arabe, les Palestiniens et le ministre des Affaires étrangères d'Israël, Moshe Sharett. Mais l'entreprise a été délibérément torpillée par le Premier ministre israélien, David Ben Gourion, et par le roi Abdallah de Jordanie, qui avaient décidé de se partager entre eux ce qui restait de la Palestine. Une année électorale en Amérique et le début de la guerre froide en Europe ont permis aux deux hommes de l'emporter, et de faire en sorte que les chances de la paix soient promptement réenterrées. Ils ont ainsi gâché l'unique tentative que nous trouvons dans l'histoire du conflit pour traiter le problème de façon exhaustive en vue d'instaurer une paix authentique en Palestine/Israël.

Vers la Pax Americana

Après l'échec de Lausanne, les efforts de paix se sont vite anémiés : pendant près de deux décennies, de 1948 à 1967, ce fut vraiment le calme plat. C'est seulement après la guerre de juin 1967 que le monde s'est à nouveau intéressé aux malheurs de la région. Ou a paru le faire. La guerre de juin s'est terminée par le contrôle total d'Israël sur l'ensemble de l'ancienne Palestine du Mandat. Les efforts de paix ont commencé aussitôt après la guerre éclair, rapide mais dévastatrice, d'Israël, et se sont d'abord

révélés plus ouverts et intensifs que ceux de Lausanne. Les délégations britannique, française et russe à l'ONU ont pris rapidement des initiatives ; cependant, très vite, les Américains ont pris les rênes, les États-Unis ayant réussi à exclure les Russes de tout ce qui touchait au Moyen-Orient.

L'effort américain reposait entièrement sur le rapport de forces existant, dans lequel Washington voyait le grand boulevard par où explorer les solutions possibles. Au sein de ce rapport de forces, la supériorité d'Israël après 1948 et plus encore après la guerre de juin 1967 était incontestable, donc tout ce que les Israéliens avançaient en matière de propositions de paix servait invariablement de base à la *Pax Americana* qui s'instaurait désormais au Moyen-Orient. Cela revenait à laisser au « camp de la paix » israélien le soin de produire la sagesse « commune » sur laquelle on allait fonder les phases suivantes et définir les lignes directrices d'un règlement. Toutes les futures propositions de paix allaient donc satisfaire les exigences de ce camp, qui semblait défendre la version la plus modérée de la position d'Israël sur la paix en Palestine.

Après 1967, Israël a élaboré de nouvelles lignes directrices : elles tiraient profit de la réalité géopolitique inédite qu'avait créée sa guerre de juin, mais elles reflétaient aussi le clivage intérieur qui était apparu dans le pays à la suite de ce que le ministère israélien des Relations publiques avait vite nommé la « guerre des Six-Jours » (lui donnant ainsi à dessein des connotations bibliques) : le débat entre la droite, les tenants du Grand Israël, et la gauche, le mouvement La Paix maintenant. Les premiers étaient appelés les « libérateurs » : les territoires palestiniens qu'Israël avait occupés en 1967 constituaient à leurs yeux le « cœur reconquis » de l'État juif. Les seconds étaient surnommés les « administrateurs » : ces Israéliens voulaient garder en dépôt les territoires palestiniens occupés pour s'en servir comme monnaie d'échange dans de futures négociations de paix. Quand le camp du Grand Israël commença à fonder des implantations juives dans les Territoires occupés, le camp de la paix « administrateur » ne vit apparemment aucun problème dans la construction de ces colonies au sein de zones particulières qui devinrent immédiatement non négociables pour la paix, à savoir la région du grand Jérusalem et certains blocs de colonies proches de la frontière de 1967. Les territoires que le camp de la paix offrait au départ comme monnaie d'échange se sont peu à peu rétrécis à partir de 1967, puisque, au fil des ans, la construction de colonies

israéliennes progressait par petits ajouts successifs dans les zones consensuelles de « libération ».

Dès l’instant où l’appareil américain chargé de définir la politique des États-Unis en Palestine a avalisé ces lignes directrices, elles ont été présentées comme des « concessions », des « initiatives raisonnables », des « positions flexibles » d’Israël. C’était la première composante d’un mouvement en tenailles qui visait à éliminer entièrement le point de vue palestinien – de quelque nature et inclination qu’il pût être. La seconde consistait à présenter ce point de vue à l’Occident comme « terroriste, déraisonnable et intransigeant ».

1948 exclu du processus de paix

La première des trois lignes directrices d'Israël – ce sont plutôt des axiomes – disait que l'origine du conflit israélo-palestinien se situait en 1967, et que pour le résoudre il suffisait d'un accord qui déterminerait le statut futur de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. Autrement dit, puisque ces territoires ne représentaient que 22 % de la Palestine, Israël réduisait d'un seul coup toute solution de paix à une petite partie seulement du pays qu'habitaient au départ les Palestiniens. Et ce n'était pas tout : il exigeait – et exige toujours aujourd'hui – de nouveaux compromis territoriaux, soit dans le cadre de l'approche pragmatique qui a les faveurs des États-Unis, soit en fonction de la carte sur laquelle se sont mis d'accord les deux camps politiques en Israël.

Le second axiome d'Israël dit que tout ce qui est visible dans ces régions – la Cisjordanie et la bande de Gaza – peut encore être divisé, et que cette divisibilité est l'une des clés de la paix. Du point de vue d'Israël, cette division du visible porte non seulement sur le territoire mais aussi sur la population et les ressources naturelles.

Le troisième axiome israélien pose que rien de ce qui s'est passé avant 1967, y compris la Nakba et le nettoyage ethnique, ne sera jamais négociable. Ici, les conséquences sont claires. Cela exclut totalement le problème des réfugiés de l'ordre du jour de la paix, et marginalise leur droit au retour, puisque engager une discussion à ce sujet est impossible. Ce dernier axiome achève de mettre un signe « égale » entre fin de l'occupation israélienne et fin du conflit, et il découle naturellement des deux premiers. Pour les Palestiniens, bien sûr, le cœur du sujet est 1948, et c'est seulement en redressant les torts qui ont été faits à cette date que l'on peut mettre fin au conflit dans la région.

Pour concrétiser ces lignes directrices axiomatiques qui mettaient si clairement hors jeu les Palestiniens, Israël avait besoin de trouver un partenaire potentiel. Des propositions ont été faites à cette fin au roi Hussein de Jordanie, à travers l'habile médiation du secrétaire d'État américain de l'époque, Henry Kissinger : « Le camp de la paix israélien, dirigé par le Parti travailliste, considère les Palestiniens comme inexistants et préfère partager les territoires qu'Israël a occupés en 1967 avec les

Jordaniens. » Mais le roi de Jordanie a jugé insuffisante la part qu'on lui réservait. Comme son grand-père, le roi Hussein convoitait l'ensemble de cette région, y compris Jérusalem-Est et ses sanctuaires musulmans.

Cette option, dite « jordanienne », a été soutenue par les Américains jusqu'en 1987 : cette année-là, en décembre, a éclaté la première Intifada, soulèvement populaire palestinien contre l'oppression et l'occupation israéliennes. Si, dans la période précédente, la voie jordanienne n'avait rien donné, c'était à cause d'un manque de générosité israélien, même si, dans les dernières années, d'autres facteurs ont également joué, comme l'ambivalence du roi Hussein et son inaptitude à négocier au nom des Palestiniens alors que l'OLP jouissait de la légitimité panarabe et mondiale.

Le président égyptien Anouar el-Sadate, dans son initiative de paix de 1977, suggéra une voie semblable au Premier ministre de droite Menahem Begin (au pouvoir en Israël de 1977 à 1982). L'idée était d'autoriser Israël à garder le contrôle sur les territoires palestiniens qu'il occupait, mais d'octroyer aux Palestiniens qui y vivaient l'autonomie interne. Dans son essence, ce plan était une autre version de la partition : Israël posséderait directement 80 % de la Palestine et contrôlerait indirectement les 20 % restants.

En 1987, le premier soulèvement palestinien élimina totalement l'« option d'autonomie » et conduisit la Jordanie à se retirer du jeu : elle renonça à être l'interlocuteur dans de futures négociations. Ces événements eurent pour résultat que le camp de la paix israélien se résolut à accepter les Palestiniens comme partenaires d'un futur règlement. Au départ, Israël essaya, toujours avec l'aide des Américains, de négocier la paix avec les dirigeants palestiniens des Territoires occupés, qui furent autorisés à prendre part, en tant que délégation officielle, à la conférence de la paix de Madrid en 1991. Cette conférence était la récompense que l'administration américaine avait décidé d'accorder aux États arabes pour avoir soutenu l'intervention militaire de Washington contre l'Irak pendant la première guerre du Golfe. Ouvertement paralysée par Israël, elle n'aboutit à rien.

Les axiomes israéliens de la « paix » ont été reformulés sous Yitzhak Rabin. C'était le même Yitzhak Rabin qui, jeune officier, avait pris une part active au nettoyage de 1948, mais il avait été élu Premier ministre sur un programme qui promettait la reprise de l'effort de paix. Sa mort – il a été assassiné par un membre de son propre peuple le 4 novembre 1995 – est

survenue trop tôt pour que quiconque puisse dire jusqu'à quel point il avait vraiment changé par rapport à ce qu'il était en 1948. En 1987 encore, en qualité de ministre de la Défense, il avait ordonné à ses troupes de briser les os des Palestiniens qui affrontaient ses chars d'assaut avec des pierres pendant la première Intifada. En tant que Premier ministre, il avait déporté des centaines de Palestiniens avant l'accord d'Oslo, et il avait insisté pour que soit signé l'accord Oslo B de 1994, qui, de fait, mettait en cage les Palestiniens de Cisjordanie dans plusieurs bantoustans.

Au centre des efforts de paix de Rabin, il y avait les accords d'Oslo, qui ont commencé à fonctionner en septembre 1993. Une fois de plus, ce processus reposait sur un concept sioniste : la Nakba était totalement absente. Les architectes de la formule d'Oslo étaient des intellectuels israéliens qui, bien sûr, appartenaient au « camp de la paix » et qui, depuis 1967, n'avaient cessé de jouer un rôle important dans la vie publique du pays. Organisés dans un mouvement extraparlementaire, La Paix maintenant, ils avaient à leur côté plusieurs partis politiques. Mais La Paix maintenant avait toujours esquivé le problème de 1948 et marginalisé la question des réfugiés. Quand ils ont fait de même en 1993, ils ont paru trouver en Yasser Arafat un partenaire palestinien pour une paix enterrant 1948 et ses victimes. Les faux espoirs qu'Israël a suscités avec Oslo allaient avoir de sinistres conséquences pour le peuple palestinien, d'autant plus qu'Arafat est tombé dans le piège qu'Oslo lui tendait.

Le résultat a été un cercle vicieux de violence. Les réactions palestiniennes de désespoir face à l'oppression israélienne, sous forme d'attentats suicides contre l'armée et les civils, provoquaient des représailles israéliennes encore plus dures, et celles-ci poussaient davantage de jeunes Palestiniens – dont beaucoup appartenaient à des familles de réfugiés de 1948 – à rejoindre les organisations de guérilla qui préconisaient les attentats suicides en affirmant que c'était le seul moyen qui restait de libérer les Territoires occupés. Un électorat israélien facilement effrayé remit au pouvoir un cabinet de droite, dont la politique ne différa guère, en définitive, de celle du gouvernement d'« Oslo » qui l'avait précédé. Netanyahou (1996-1999) ayant échoué à tous les points de vue, le Parti travailliste revint aux commandes en 1999, et avec lui le « camp de la paix », dirigé cette fois par Ehoud Barak. Quand, un an plus tard, Barak se trouva menacé de défaite électorale pour avoir été par trop ambitieux dans

pratiquement tous les domaines de l’action gouvernementale, la paix avec les Palestiniens lui parut le seul moyen de sauver son avenir politique.

Le droit au retour

Ce qui, pour Barak, n'était rien de plus qu'un coup tactique destiné à sauver sa peau a été perçu – à tort – par les Palestiniens comme le couronnement des négociations d'Oslo. Quand le président Clinton a invité le Premier ministre Barak et le président Arafat à un sommet à Camp David pendant l'été 2000, les Palestiniens s'y sont rendus en s'attendant à d'authentiques négociations sur la fin du conflit. Cette promesse était effectivement inhérente à la logique d'Oslo : le document initial de septembre 1993 promettait à la direction palestinienne que, si elle acceptait une période d'attente de cinq à dix ans (pendant laquelle Israël se retirerait partiellement des Territoires occupés), les aspects fondamentaux du conflit tels qu'elle les voyait seraient sur la table dans la phase finale de nouvelles négociations de paix. Cette phase finale, pensaient les dirigeants palestiniens, était à présent arrivée ; le moment était donc venu de discuter des « trois points fondamentaux du conflit » : le droit au retour, Jérusalem et l'avenir des implantations israéliennes.

Une OLP fragmentée – et qui avait perdu le soutien de tous ceux qui avaient vu clair sur Oslo, dont les mouvements islamistes radicaux apparus vers la fin des années 1980 – devait imaginer un contre-plan de paix. Tragiquement, elle s'est sentie incapable de le faire elle-même, et elle est allée chercher conseil dans le plus invraisemblable des lieux : l'Adam Smith Institute de Londres. Guidés par cet institut, des négociateurs palestiniens naïfs ont mis en tête de leur ordre du jour la Nakba et la responsabilité d'Israël dans ces événements.

C'était, de toute évidence, totalement en décalage avec la tonalité du processus de paix américain : seul Israël était autorisé à fixer l'ordre du jour de la paix, même pour le règlement permanent. Et seul le plan israélien, soutenu sans réserve par les Américains, fut sur la table à Camp David. Israël offrait de se retirer de certaines régions de Cisjordanie et de la bande de Gaza, et de laisser ainsi aux Palestiniens environ 15 % de la Palestine initiale. Mais ces 15 % seraient constitués de cantons séparés, coupés par des autoroutes, des blocs de colonies, des camps militaires et des murs israéliens.

Point crucial : le plan israélien excluait Jérusalem. Il n’y aurait jamais de capitale palestinienne à Jérusalem. Et il n’y aurait pas de solution au problème des réfugiés. Autrement dit, la façon dont le projet définissait le futur État palestinien était une distorsion complète des concepts d’État et d’indépendance tels que nous les comprenons depuis la Seconde Guerre mondiale, et tels que l’État juif, avec le soutien de la communauté internationale, les avait revendiqués pour lui-même en 1948. Même un Arafat bien fragilisé – qui jusque-là avait paru se contenter des *salata* (les avantages annexes du pouvoir) dont il jouissait, à défaut de la *sulta* (le vrai pouvoir), qu’il n’avait jamais eue – vit que le diktat israélien vidait de leur contenu toutes les revendications palestiniennes, et il refusa de signer.

Depuis près de quatre décennies, Arafat incarnait un mouvement national dont le but premier était d’obtenir une reconnaissance juridique et morale du nettoyage ethnique qu’Israël avait perpétré en 1948. Les idées sur la façon d’y parvenir ont changé au fil du temps, la stratégie aussi, et bien sûr la tactique, mais l’objectif général est resté le même, d’autant plus que le droit au retour des réfugiés avait déjà été reconnu au niveau international en 1948 par la résolution 194 des Nations unies. Signer l’accord proposé à Camp David en 2000 aurait été trahir les acquis, si rares, des Palestiniens. Arafat refusa et il en fut immédiatement puni par les Américains et les Israéliens, qui allaient vite le présenter comme un va-t-en-guerre.

Cette humiliation, aggravée par la visite provocatrice d’Ariel Sharon au Haram al-Sharif de Jérusalem en septembre 2000, déclencha la seconde Intifada. Comme la première, ce fut au départ une protestation populaire non militarisée. Mais le déchaînement de violence mortelle par lequel Israël a décidé de réagir a provoqué une escalade, et l’Intifada est devenue un conflit armé, une mini-guerre extrêmement déséquilibrée qui fait encore rage. Le monde regarde la puissance militaire la plus forte de la région, avec ses hélicoptères Apache, ses chars et ses bulldozers, attaquer une population sans armes et sans défense, des civils et des réfugiés misérables, parmi lesquels de petits groupes de miliciens mal armés tentent d’opposer une résistance courageuse mais inefficace.

Dans le livre de Baroud *Searching Jenin*, il y a des récits de témoins oculaires sur l’invasion du camp de réfugiés de Djénine par les forces israéliennes du 3 au 15 avril 2002 et sur le massacre qu’elles y ont commis – témoignages explosifs sur la lâcheté de la communauté internationale, la

dureté d'Israël et le courage des réfugiés palestiniens[401]. Rafidia al-Jamal est une mère de cinq enfants, âgée de trente-cinq ans ; sa sœur Fadwa en avait vingt-sept quand elle a été tuée :

> Lorsque l'armée est entrée, les soldats ont occupé les toits des bâtiments les plus élevés et se sont mis en position en haut des mosquées. Ma sœur était infirmière. Elle avait été affectée à l'un des hôpitaux de campagne que l'on créait dans toutes les zones envahies.
>
> Vers quatre heures du matin, nous avons entendu exploser un obus. Ma sœur était censée se rendre immédiatement à l'hôpital, pour aider à soigner les blessés. C'est pourquoi elle est sortie de la maison – d'autant plus que nous avions entendu des gens hurler au secours. Ma sœur portait son uniforme blanc et j'étais encore en chemise de nuit. J'ai mis un foulard sur la tête et je suis sortie l'accompagner pour traverser la rue. Avant de la quitter, je lui ai demandé de se laver pour la prière. Elle avait une telle foi, en particulier dans ces moments-là ! Quand l'obus est tombé, nous n'avons pas eu peur, nous savions simplement qu'il y avait des gens à secourir.
>
> Quand nous sommes sorties, quelques voisins étaient dehors aussi. Nous leur avons demandé qui était blessé. Tandis que nous parlions avec eux, des balles israéliennes ont commencé à pleuvoir sur nous. J'ai été blessée à l'épaule gauche. Les soldats israéliens étaient en position en haut de la mosquée, et c'est de cette direction qu'étaient venues les balles. J'ai dit à ma sœur Fadwa que j'étais blessée. Nous étions debout sous un réverbère, on voyait donc parfaitement, à nos vêtements, qui nous étions. Mais, comme elle essayait de m'aider, sa tête est tombée sur moi. Elle a été criblée de balles. Fadwa s'est effondrée sur ma jambe et je me suis retrouvée couchée par terre. La balle m'a cassé la jambe. Comme sa tête reposait sur moi, je lui ai dit : « Fais tes prières », car je savais qu'elle allait mourir. Je ne m'attendais pas à ce qu'elle meure si vite – elle n'a pas pu finir ses prières[402].

Le 20 avril, le Conseil de sécurité des Nations unies se prononça, par la résolution 1405, en faveur de l'envoi d'une commission d'enquête dans le camp de Djénine. Le gouvernement israélien refusant de coopérer, le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, décida d'abandonner l'idée.

Pour les Palestiniens, l'épisode de Camp David n'a eu qu'un seul résultat positif : leur direction a réussi, pour un bref instant au moins, à attirer sur la catastrophe de 1948 l'attention d'un public local, régional et, dans une certaine mesure, mondial. Pas seulement en Israël, mais aussi aux États-Unis et en Europe, il était nécessaire de rappeler à ceux qui s'intéressaient vraiment à la question palestinienne qu'elle ne portait pas uniquement sur l'avenir des Territoires occupés, et qu'au cœur du conflit il y avait les réfugiés, « nettoyés » de Palestine par Israël en 1948. Cette tâche était devenue encore plus redoutable après Oslo, puisque ce problème avait alors paru évacué, avec l'accord d'une diplomatie et d'une stratégie palestiniennes mal pensées.

De fait, la Nakba avait été si efficacement exclue de l'ordre du jour du processus de paix que, lorsqu'elle réapparut soudain à Camp David, les Israéliens eurent l'impression de voir une boîte de Pandore s'ouvrir devant eux. La pire crainte de leurs négociateurs était que la responsabilité d'Israël dans la catastrophe de 1948 devienne une question négociable. Il va sans dire que ce « danger » fut immédiatement contré. Les médias et le Parlement israélien, la Knesset, ne perdirent pas un instant pour formuler un consensus unanime : aucun négociateur israélien ne serait même autorisé à discuter du droit au retour des réfugiés palestiniens dans les foyers qui avaient été les leurs avant 1948. La Knesset adopta en hâte une loi à cet effet[403], et Barak s'engagea publiquement à la faire respecter quand il monta dans l'avion qui l'emmenait à Camp David.

Derrière ces mesures draconiennes de l'État israélien pour empêcher toute discussion sur le droit au retour, il y a la peur profonde de tout débat sur 1948, car le « traitement » infligé cette année-là par Israël aux Palestiniens ne peut que susciter des questions perturbantes sur la légitimité morale de l'ensemble du projet sioniste. Il est donc crucial pour les Israéliens de maintenir en place un mécanisme fort de négation, pas seulement pour les aider à balayer les affirmations contraires des Palestiniens dans le cadre du processus de paix, mais aussi – et c'est beaucoup plus important – pour étouffer tout débat important sur l'essence et les bases morales du sionisme.

Pour les Israéliens, reconnaître que les Palestiniens ont été victimes d'une action israélienne est très pénible, pour deux raisons au moins. Puisque cette forme de reconnaissance revient à regarder en face l'injustice historique qu'Israël est accusé d'avoir commise – le nettoyage ethnique de la Palestine en 1948 –, elle remet en cause les mythes fondateurs de l'État d'Israël, et elle pose quantité de questions éthiques qui ont des implications incontournables pour l'avenir de l'État.

La reconnaissance des Palestiniens comme victimes éveille des craintes psychologiques profondément ancrées, parce qu'elle exige des Israéliens qu'ils interrogent leur façon de voir « ce qui s'est passé » en 1948. Du point de vue de la plupart d'entre eux – et c'est ce que l'historiographie israélienne officielle et populaire continue à leur dire –, Israël, en 1948, a pu s'établir en tant qu'État-nation indépendant sur une partie de la Palestine du Mandat parce que les premiers sionistes avaient réussi à « coloniser une terre vide » et à « faire fleurir le désert ».

L’inaptitude des Israéliens à reconnaître le choc subi par les Palestiniens apparaît de façon encore plus nette quand ils sont confrontés à l’histoire de la Nakba telle que la racontent les Palestiniens dans leur discours national : un traumatisme avec lequel ils vivent toujours aujourd’hui. Si leur calvaire avait été le résultat « naturel » et « normal » d’un long conflit sanglant, Israël aurait eu moins peur de laisser l’adversaire « devenir » la victime de ce conflit : les deux camps auraient été « victimes des circonstances », et l’on peut remplacer cette formule par n’importe lequel de ces concepts amorphes, neutres, qui servent aux êtres humains, en particulier aux hommes politiques mais aussi aux historiens, à s’absoudre de la responsabilité morale qu’ils devraient, sans eux, assumer. Mais ce que les Palestiniens demandent, et qui, pour nombre d’entre eux, est devenu une condition *sine qua non*, c’est d’être reconnus comme victimes d’un mal *qui continue*, et que leur inflige délibérément Israël. Si les Juifs israéliens le faisaient, cela reviendrait, naturellement, à miner leur propre statut de victimes. Cela aurait des implications politiques à l’échelle internationale, mais aussi – et peut-être est-ce bien plus important – des répercussions morales et existentielles sur leur psyché. Les Juifs israéliens devraient admettre qu’ils sont devenus le miroir de leur pire cauchemar.

À Camp David, Israël a eu tort d’avoir peur. Après les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis et, l’année précédente, l’éclatement de la seconde Intifada en Palestine, avec les attentats suicides que la terrible répression israélienne a contribué à provoquer, toute tentative pour ouvrir courageusement le débat s’est évaporée, presque sans laisser de trace, et les anciennes pratiques – la négation – ont resurgi de plus belle.

En apparence, le processus de paix a été ranimé en 2003 avec l’introduction de la Feuille de route, et même une initiative un peu plus audacieuse, celle de l’accord de Genève. La Feuille de route était le produit politique du Quartet, instance de médiation autodésignée comprenant les États-Unis, les Nations unies, l’Union européenne et la Russie. Elle proposait une marche à suivre pour la paix qui adoptait allégrement la position consensuelle israélienne telle que l’incarnaient les politiques d’Ariel Sharon (Premier ministre en 2001-2003, et à nouveau de 2003 jusqu’à sa maladie, qui a mis fin à sa carrière politique, en 2006). En faisant du retrait israélien de Gaza, en août 2005, un sujet en or pour les médias, Sharon a réussi à faire croire à l’Occident qu’il était un homme de bonne

volonté. Mais l'armée contrôle toujours Gaza de l'extérieur, même aujourd'hui (y compris du ciel, puisqu'elle poursuit ses « assassinats ciblés », version israélienne des escadrons de la mort), et elle gardera probablement un contrôle total sur la Cisjordanie même quand certains colons et soldats israéliens auront été retirés de certaines régions cisjordaniennes. Il est également symptomatique que les réfugiés de 1948 ne soient même pas mentionnés dans le programme de paix du Quartet.

L'accord de Genève est, en gros, la meilleure offre que le camp de la paix juif israélien a été capable de faire au début du XXIe siècle. C'est un projet élaboré par des gens qui, au moment où ils l'ont présenté, n'étaient plus au pouvoir, ni dans un camp ni dans l'autre. Il est donc difficile de juger de sa validité en tant que politique, même si ses auteurs ont lancé leur initiative en fanfare, avec un gros effort de relations publiques. Le document de Genève reconnaît le droit au retour des Palestiniens, pourvu qu'ils ne « retournent » qu'en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Il ne reconnaît pas le nettoyage ethnique lui-même, mais suggère la possibilité d'une indemnisation. Toutefois, les territoires qu'il réserve à un « État palestinien » contiennent l'une des zones les plus peuplées du monde – la bande de Gaza –, ce qui anéantit d'emblée sa prétention à permettre concrètement le retour des réfugiés.

Aussi étrange que cela puisse paraître, dans le document de Genève la partie palestinienne reconnaît Israël en tant qu'État juif, ce qui revient à soutenir toutes les politiques que ses dirigeants ont suivies dans le passé pour garder à tout prix une majorité juive – même le nettoyage ethnique. Les belles âmes de l'accord de Genève soutiennent donc, elles aussi, la « forteresse Israël », obstacle principal à la paix sur la terre de Palestine.

12

La forteresse Israël

Le sens du plan de désengagement [de Gaza] est le gel du processus de paix. Et geler ce processus, c'est empêcher la création d'un État palestinien et empêcher une discussion sur les réfugiés, les frontières et Jérusalem. De fait, toute la question nommée État palestinien, avec tout ce qu'elle implique, a été retirée *sine die* de notre ordre du jour. Le tout avec la bénédiction du président [des États-Unis] et la ratification des deux chambres du Congrès.

Dov Weissglas, porte-parole d'Ariel Sharon, Ha'aretz, 6 octobre 2004.

Donc, si nous voulons rester en vie, il nous faut tuer, tuer et tuer. Tout le temps, chaque jour. [...] Si nous ne tuons pas, nous cesserons d'exister. [...] La séparation unilatérale ne garantit pas la « paix » – elle garantit un État juif-sioniste avec une écrasante majorité de Juifs.

Arnon Soffer, professeur de géographie à l'université d'Haïfa, Israël, The Jerusalem Post, 10 mai 2004.

Le 24 janvier 2006, en pleine nuit, une unité d'élite de la police des frontières d'Israël s'est emparée d'un village de Palestiniens israéliens, Jaljuliya. Les soldats ont fait irruption dans les maisons, ont traîné dehors trente-six femmes et en ont finalement déporté huit. Ces huit femmes ont reçu l'ordre de regagner leur ancien domicile en Cisjordanie. Certaines étaient mariées depuis des années à des Palestiniens de Jaljuliya, certaines étaient enceintes, beaucoup avaient des enfants. Elles ont été abruptement séparées de leur mari et de leurs fils et filles. Un membre palestinien de la Knesset a protesté, mais l'intervention policière a été soutenue par le gouvernement, les tribunaux et les médias. Les soldats ont démontré à la population israélienne que, lorsque la présence de la minorité palestinienne menace de passer du stade de « problème démographique » à celui de « danger démographique », l'État juif agit vite et sans merci.

Le raid policier sur Jaljuliya était entièrement « légal ». Le 31 juillet 2003, la Knesset avait voté une loi qui, en cas de mariage israélo-

palestinien, interdisait au conjoint palestinien la naturalisation, la résidence permanente ou même le séjour temporaire. En hébreu, « Palestinien » signifie toujours « Palestinien vivant en Cisjordanie, dans la bande de Gaza ou dans la diaspora », ce qui le distingue des « Arabes israéliens », comme si tous n'appartenaient pas à la même nation palestinienne. L'initiateur de la loi en question était un sioniste libéral, Avraham Poraz, du parti centriste Shinui, qui la présentait comme une « mesure défensive ». Seuls 25 des 120 membres de la Knesset s'y étaient opposés, et Poraz avait alors été très clair : les « Palestiniens » qui avaient déjà des conjoints « citoyens israéliens » et avaient fondé des familles devraient « retourner en Cisjordanie », quelle qu'ait été la durée de leur présence en Israël.

Les élus arabes de la Knesset, avec d'autres Israéliens, ont demandé à la Cour suprême d'Israël l'annulation de cette nouvelle loi raciste. Quand elle a rejeté leur recours, leur énergie s'est éteinte[404]. Le jugement de la Cour suprême prouvait clairement qu'ils ne comptaient pas aux yeux des institutions tant parlementaires que judiciaires d'Israël. Il démontrait aussi, une fois de plus, que la Cour suprême préfère soutenir le sionisme plutôt que la justice. Les Israéliens se plaisent à dire aux Palestiniens qu'ils devraient être heureux de vivre dans « la seule démocratie » de la région, où ils ont le droit de vote, mais nul n'a la moindre illusion sur la portée de ce droit : il ne leur confère pas la moindre puissance ni influence politique réelle.

Le « problème démographique »

Le raid sur Jaljuliya et la loi qui l'a motivé contribuent à expliquer pourquoi la minorité palestinienne d'Israël a été au cœur des récentes élections israéliennes. De la gauche à la droite, les programmes de tous les partis sionistes pendant la campagne électorale de 2006 ont mis en avant des politiques qui, selon eux, pourraient contrer efficacement le « problème démographique » que la présence palestinienne en Israël pose à l'État. Ariel Sharon a conclu que la meilleure solution était le retrait de Gaza, tandis que pour le Parti travailliste le mur de ségrégation constituait le moyen optimal de garantir que le nombre de Palestiniens sur le territoire d'Israël resterait limité. Les organisations extraparlementaires, elles aussi – dont le Mouvement de l'accord de Genève, La Paix maintenant, le Conseil pour la paix et la sécurité, le Recensement national d'Ami Ayalon et l'Arc-en-ciel démocratique oriental (mizrahi) –, avaient toutes leur recette favorite pour faire face au « problème démographique ».

À part les dix membres des partis palestiniens et deux Juifs ultra-orthodoxes ashkénazes excentriques, tous les membres du nouveau Parlement d'Israël ont été envoyés à la Knesset sur la foi de leur promesse de résoudre une fois pour toutes, par leurs formules magiques respectives, le « problème démographique ». Les stratégies varient, allant d'une réduction de l'occupation et du contrôle d'Israël sur les Territoires occupés – pour la plupart d'entre eux, ce retrait israélien ne concerne jamais plus de 50 % des Territoires – à une action plus radicale et de plus grande portée. Des partis de droite comme Israël Beitenou, le parti ethnique russe d'Avigdor Lieberman, et les partis religieux plaident ouvertement, par exemple, pour le « transfert volontaire » – leur euphémisme pour « nettoyage ethnique » – des Palestiniens vers la Cisjordanie. Autrement dit, le sionisme cherche à résoudre le problème de la « balance démographique » soit en cédant des territoires (qu'Israël détient illégalement au regard du droit international), soit en « réduisant » la population « problématique ».

Tout cela n'a rien de nouveau. Dès la fin du XIXe siècle, le sionisme avait compris que le « problème de la population » était l'obstacle majeur à l'accomplissement de son rêve. Il avait aussi trouvé la solution : « Nous

devons faire en sorte d'expulser discrètement la population pauvre de l'autre côté de la frontière, en lui procurant du travail dans les pays voisins mais en lui refusant tout emploi dans notre propre pays », avait écrit Herzl dans son journal en 1895[405], et David Ben Gourion avait été tout aussi clair en décembre 1947 : « Il ne peut y avoir d'État juif stable et fort avec une majorité juive de 60 % seulement[406]. » Israël, avait-il alors précisé, allait devoir faire face à ce « grave » problème par « une nouvelle méthode le moment venu ».

Le nettoyage ethnique de la Palestine dont Ben Gourion a été l'instigateur l'année suivante – sa « nouvelle méthode » – a ramené le nombre de Palestiniens à moins de 20 % de la population totale du nouvel État juif. En décembre 2003, Benyamin Netanyahou a recyclé les statistiques « alarmantes » de Ben Gourion : « Si les Arabes en Israël constituent 40 % de la population », a-t-il dit, « c'est la fin de l'État juif. » « Mais 20 % », a-t-il ajouté, « c'est aussi un problème. Si les rapports avec ces 20 % deviennent problématiques, l'État est en droit d'employer des mesures extrêmes[407]. » Il n'a pas précisé sa pensée.

Deux fois au cours de sa brève histoire, Israël a gonflé sa population par deux immigrations juives massives, chacune d'environ un million de personnes : en 1949 et à nouveau dans les années 1980. Cela a empêché la hausse du pourcentage de Palestiniens, qui s'est maintenu à environ 20 % de la population totale d'Israël quand on ne prend pas en compte les Territoires occupés. Le nœud du problème est là pour les dirigeants politiques d'aujourd'hui. Ehoud Olmert, l'actuel Premier ministre, sait que, si Israël décide de rester dans les Territoires occupés et d'intégrer officiellement leurs habitants à la population de l'État, dans les quinze ans les Palestiniens seront plus nombreux que les Juifs. Il a donc opté pour ce qu'il appelle la *hitkansout*, mot hébreu qui signifie « convergence » ou, mieux encore, « rattachement ». Cette politique vise à effectuer de vastes annexions en Cisjordanie, mais aussi à laisser hors du contrôle israélien direct plusieurs zones palestiniennes à forte densité démographique. Autrement dit, la *hitkansout*, c'est le noyau dur du sionisme sous des dehors légèrement différents : prendre le plus de Palestine possible avec le moins possible de Palestiniens. Cela explique l'itinéraire tortueux, long de 670 kilomètres, suivi par les blocs de béton de huit mètres de haut avec barbelés et tours de guet bien gardées qui constituent le mur, et pourquoi il

fait plus du double de la « ligne verte » (la frontière de juin 1967), qui a 315 kilomètres. Mais, même si le gouvernement Olmert réussit et que cette « consolidation » se concrétise, il y aura malgré tout un gros pourcentage de Palestiniens sur les 88 % de la Palestine où il prévoit de construire son futur État juif stable. Combien de citoyens palestiniens exactement, nous n’en savons rien. Les démographes israéliens proches du centre ou de la gauche donnent une estimation faible, qui fait percevoir le « désengagement » comme une solution raisonnable[408], tandis que leurs collègues de droite ont tendance à exagérer le chiffre, mais tous semblent bien d’accord sur un point : la « balance démographique » ne va pas rester la même, puisque le taux de natalité des Palestiniens est plus élevé que celui des Juifs. Donc Olmert pourrait bien en venir assez rapidement à conclure que les retraits, en définitive, ne sont pas une solution.

Aujourd’hui, la plupart des journalistes, universitaires et hommes politiques du courant majoritaire en Israël se sont libérés de leurs inhibitions passées au sujet du « problème démographique ». Devant l’opinion intérieure, nul ne ressent le besoin d’expliquer ce qui est au cœur de cette question et qui elle concerne. Et à l’étranger, dès l’instant où Israël a pu persuader l’Occident, après le 11 septembre, de penser les « Arabes » d’Israël et les Palestiniens des Territoires occupés comme des « musulmans », il est facilement parvenu à faire soutenir sa politique démographique, et certainement là où cela compte le plus : au Capitole. Le 2 février 2003, le quotidien populaire *Maariv* est sorti avec le titre suivant, typique du nouveau « climat » : « En Israël, un quart des enfants sont musulmans ». L’article qui suivait voyait dans cet état de fait la prochaine « bombe à retardement » d’Israël. L’accroissement naturel de la population non plus palestinienne mais « musulmane » – 2,4 % par an – n’était plus présenté comme un problème : il était devenu un « danger ».

Au cours de la campagne électorale de 2006 pour la Knesset, les experts ont discuté de la « balance démographique » dans un vocabulaire proche de celui qu’emploient les populations majoritaires d’Europe et des États-Unis quand elles débattent de l’immigration et de la meilleure façon d’assimiler ou de dissuader les migrants. Mais, en Palestine, c’est la communauté immigrée qui décide de l’avenir du peuple indigène et non le contraire. Le 7 février 1948, nous l’avons vu, arrivé en voiture de Tel-Aviv et ayant pu constater que les troupes juives avaient déjà vidé de leurs habitants les

premiers villages palestiniens aux abords de Jérusalem-Ouest, Ben Gourion avait souligné avec jubilation devant un rassemblement de dirigeants sionistes combien Jérusalem était devenue « hébraïque ».

Cependant, en dépit de la « persévérance » sioniste, une importante communauté de Palestiniens a survécu au nettoyage ethnique. Aujourd'hui, leurs enfants qui étudient à l'université suivent des cours de science politique ou de géographie dans lesquels leurs professeurs leur expliquent toute la gravité du problème de la « balance démographique » pour Israël. À l'Université hébraïque de Jérusalem, les étudiants palestiniens en droit – ceux qui ont eu la chance de faire partie du quota officieux – peuvent très bien tomber sur le professeur Ruth Gabison, ex-dirigeante de l'Association pour les droits civiques et candidate à la Cour suprême, qui a récemment exprimé des idées fortes sur le sujet, dont elle pourrait bien estimer qu'elles reflètent un large consensus : « Israël a le droit de contrôler l'accroissement naturel des Palestiniens », a-t-elle déclaré[409].

Hors des campus universitaires, les Palestiniens ne peuvent pas ne pas comprendre qu'ils sont considérés comme un problème. De la gauche sioniste à l'extrême droite, on leur fait savoir tous les jours sur les ondes que la société juive d'Israël aspire à se débarrasser d'eux. Ils s'inquiètent, et ils ont raison, chaque fois qu'ils entendent qu'eux et leurs familles sont devenus un « danger ». Quand ils n'étaient encore qu'un « problème », ils se sentaient peut-être protégés par la façade de démocratie libérale qu'Israël maintient vis-à-vis du monde extérieur. Mais, une fois désignés officiellement par l'État comme un « danger », ils savent qu'ils vont être soumis aux réglementations d'état d'urgence, cet héritage du Mandat britannique qu'Israël conserve avec satisfaction. On peut dans ce cadre-là démolir des maisons, fermer des journaux, expulser.

Le droit des réfugiés palestiniens qu'Israël a expulsés en 1948 à revenir chez eux a été reconnu par l'Assemblée générale de l'ONU en décembre 1948. Il est ancré dans le droit international et en harmonie avec toutes les idées de justice universelle. C'est peut-être plus surprenant, mais il est raisonnable aussi en termes de *Realpolitik*, comme on l'a vu au chapitre 11. Tant qu'Israël n'aura pas reconnu le rôle cardinal qu'il a joué et qu'il continue de jouer dans la spoliation de la nation palestinienne, tant qu'il n'aura pas accepté de tirer les conséquences de cette reconnaissance du nettoyage ethnique, toutes les tentatives pour résoudre le conflit israélo-

palestinien seront vouées à l’échec : on l’a vu clairement en 2000 lorsque l’initiative d’Oslo s’est brisée sur le droit au retour des Palestiniens.

Mais le projet sioniste a toujours eu pour objectif de construire puis de défendre une forteresse « blanche » (occidentale) dans un monde « noir » (arabe). Au cœur du refus de reconnaître aux Palestiniens le droit au retour, il y a la crainte de voir les Juifs israéliens, au bout du compte, devenir moins nombreux que les Arabes. La perspective d’une telle situation – leur forteresse pourrait être alors menacée – éveille chez les Israéliens des sentiments si puissants qu’ils ne semblent plus se soucier que leurs actes soient condamnés par le monde entier. Le principe du maintien à tout prix d’une majorité juive écrasante l’emporte sur toute autre considération politique et même civique, et la propension religieuse des Juifs à rechercher l’expiation a été remplacée par le mépris arrogant de l’opinion publique mondiale et par le ton de supériorité morale sur lequel Israël rejette quotidiennement les critiques. Cette position n’est pas très différente de celle des Croisés médiévaux : leur royaume latin de Jérusalem est resté pendant près d’un siècle une île solitaire et fortifiée, puisque, prisonniers de leur réalité déformée, ils comptaient sur les épais remparts de leurs châteaux forts imprenables pour les protéger de l’intégration dans leur environnement musulman. Nous avons un exemple plus récent de ce type de mentalité d’assiégé chez les colons blancs d’Afrique du Sud à l’apogée de l’apartheid. L’aspiration des Boers à maintenir une enclave blanche racialement pure, comme celle des Croisés en Palestine, n’a tenu qu’un bref moment historique avant de s’effondrer aussi.

L’enclave sioniste en Palestine, comme nous l’avons vu dans les premières pages de ce livre, a été construite aux alentours de 1922 par un groupe de colonialistes juifs venus d’Europe de l’Est avec une aide et une assistance considérables de l’Empire britannique. Les frontières politiques que les Britanniques ont fixées à la Palestine ont permis simultanément aux sionistes de définir en termes géographiques concrets l’Eretz Israël qu’ils avaient à l’esprit pour leur futur État juif. Les colonialistes rêvaient d’une immigration juive massive pour renforcer leur emprise, mais l’Holocauste a réduit le nombre de Juifs européens, « blancs », et, à la grande déception des sionistes, ceux qui avaient survécu à l’assaut nazi préféraient émigrer vers les États-Unis ou même rester en Europe, en dépit des horreurs récentes. À contrecœur, les dirigeants ashkénazes d’Israël se sont alors

décidés à inciter un million de Juifs arabes du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord à les rejoindre dans l'enclave qu'ils s'étaient taillée sur la terre de Palestine. Une autre facette discriminatoire du sionisme apparaît ici, encore plus poignante peut-être du fait qu'elle était dirigée contre des coreligionnaires. Ces nouveaux venus juifs du monde arabe, les Mizrahim[410], ont été soumis à un humiliant processus de désarabisation que des chercheurs appartenant à la deuxième ou à la troisième génération de cette immigration (notamment Ella Shohat, Sami Shalom Shitrit et Yehuda Shenhav) ont beaucoup contribué à révéler ces dernières années. Du point de vue des sionistes, cette entreprise de dépossession a aussi été, finalement, un succès. La présence d'une petite minorité palestinienne à l'intérieur d'Israël ne les ayant jamais menacés, ils ont pu continuer ainsi à faire illusion, à faire croire que l'enclave était bien bâtie et reposait sur des bases solides.

Quand, au milieu des années 1960, il est apparu clairement que le monde arabe et le mouvement national palestinien naissant refusaient d'admettre la réalité qu'avait créée pour eux la Forteresse, Israël a décidé d'étendre son emprise territoriale et, en juin 1967, a conquis le reste de la Palestine, ainsi que des territoires syriens, égyptiens et jordaniens. Plus tard, après avoir rendu le Sinaï à l'Égypte en 1979 en échange de la « paix », Israël a ajouté en 1982 le Sud-Liban à son mini-empire. Une politique expansionniste était devenue nécessaire pour protéger l'enclave.

Les retraits du Sud-Liban en mai 2000 et de la bande de Gaza en août 2005 montrent que le gouvernement israélien a changé d'optique, afin de se concentrer sur des aspects qu'il juge plus à même de maintenir la Forteresse impénétrable : la capacité nucléaire, le soutien inconditionnel des États-Unis et une armée forte. Le pragmatisme sioniste refait surface dans une politique qui va délimiter les frontières définitives de l'enclave. En droit international, aucun État ne peut fixer unilatéralement ses propres frontières, mais ce n'est pas une idée susceptible de pénétrer les épais remparts de la Forteresse. Le consensus actuel en Israël est en faveur d'un État comprenant environ 90 % de la Palestine, pourvu que ce territoire soit entouré de barrières électrifiées et de murs, visibles et invisibles.

Comme en 1948, quand Ben Gourion a conduit le Conseil consultatif à se « réconcilier » avec l'idée de construire le futur État sur 78 % de la Palestine, le problème n'est plus de savoir combien de territoires saisir,

mais quel sera le destin des indigènes palestiniens qui y vivent. En 2006, sur les 90 % qu'Israël convoite, il y a environ 2,5 millions de Palestiniens, qui partagent l'État avec 6 millions de Juifs. Il y a aussi 2,5 millions de Palestiniens dans la bande de Gaza et dans les territoires dont Israël ne veut pas en Cisjordanie. Pour la plupart des hommes politiques israéliens du courant majoritaire et pour l'opinion publique juive, cette « balance démographique » constitue déjà un cauchemar.

Mais le refus acharné d'Israël, motivé par la volonté de maintenir une forte majorité juive, ne serait-ce que d'envisager la possibilité de négocier sur le droit des Palestiniens à revenir dans leurs foyers – même si cette initiative mettait fin au conflit – repose sur des bases très fragiles. Depuis près de deux décennies, l'État d'Israël ne peut plus revendiquer une écrasante majorité juive à cause de l'afflux de chrétiens des anciens pays de l'Union soviétique dans les années 1980, du nombre croissant de travailleurs immigrés étrangers et du fait que les Juifs laïcs ont de plus en plus de mal à définir ce qui fait leur judéité dans l'État « juif ». Ces réalités sont bien connues des capitaines du vaisseau de l'État, mais ne les alarment guère : leur objectif premier est que la population de l'État reste « blanche », c'est-à-dire non arabe[411].

Les gouvernements israéliens ont échoué dans leurs efforts pour encourager une nouvelle immigration juive et pour accroître les taux de natalité juifs au sein de l'État. Et ils n'ont pas trouvé de solution au conflit en Palestine qui impliquerait une réduction du nombre d'Arabes en Israël. Bien au contraire, toutes les solutions qu'envisage Israël conduisent à augmenter la population arabe, puisqu'elles prévoient l'annexion de la région du grand Jérusalem, du plateau du Golan et des grands blocs de colonies en Cisjordanie. De plus, si les propositions israéliennes avancées après 1993 pour mettre fin au conflit ont pu obtenir l'approbation de certains régimes arabes de la région – ceux d'Égypte et de Jordanie, par exemple, tous deux solidement ancrés dans la sphère d'influence américaine –, elles n'ont jamais convaincu la société civile de leurs pays. Quant à la méthode par laquelle les Américains entreprennent de « démocratiser » le Moyen-Orient, aujourd'hui mise en œuvre par leurs troupes en Irak, elle ne fait rien pour détendre l'atmosphère au sein de la Forteresse « blanche », puisque l'invasion de l'Irak est étroitement identifiée à Israël par le monde musulman. Le degré de violence sociale à

l’intérieur de la Forteresse est élevé, et le niveau de vie de la majorité diminue constamment. Aucun de ces problèmes n’est traité. Tous font presque aussi pâle figure dans l’ordre des priorités nationales que l’environnement et les droits des femmes.

Rejeter le droit au retour des réfugiés palestiniens, c’est s’engager inconditionnellement à défendre en permanence l’enclave « blanche », à maintenir la Forteresse. L’apartheid est particulièrement populaire chez les Juifs mizrahi, qui sont aujourd’hui les partisans les plus tonitruants de cette dernière, alors que peu d’entre eux, du fait même qu’ils viennent des pays d’Afrique du Nord, mèneront jamais la vie confortable dont jouissent leurs homologues ashkénazes. Et ils le savent : trahir leur héritage et leur culture arabes ne leur a pas apporté une acceptation totale.

La solution semble pourtant simple : dernière enclave européenne postcoloniale dans le monde arabe, Israël n’a d’autre choix que de se transformer un jour, de bon gré, en un État civique et démocratique.

Que ce soit possible, nous le voyons bien aux relations personnelles étroites que des Palestiniens et des Juifs ont créées entre eux, contre toute attente, pendant ces longues années tumultueuses, à l’intérieur comme à l’extérieur d’Israël. Que nous puissions mettre fin au conflit sur la terre déchirée de Palestine, c’est aussi une évidence si nous regardons ces composantes de la société juive en Israël qui ont choisi de se laisser modeler par des considérations humaines et non par l’ingénierie sociale sioniste. Que la paix soit à notre portée, nous le savons, surtout, au vu de l’attitude de la majorité des Palestiniens, qui ne se sont pas laissé déshumaniser par des décennies d’occupation israélienne brutale et qui, malgré toutes ces années d’expulsion et d’oppression, espèrent encore une réconciliation.

Mais cette voie possible ne restera pas ouverte éternellement. Israël pourrait aussi être voué à rester un pays de colère, aux actes et au comportement dictés par le racisme et le fanatisme religieux, et le caractère de son peuple serait alors déformé en permanence par la logique des représailles. Combien de temps pourrons-nous encore demander à nos frères et sœurs palestiniens de garder confiance en nous, et de ne pas succomber totalement au désespoir et au chagrin où a sombré leur vie l’année où Israël a érigé sa Forteresse sur leurs villes et villages détruits ?

ÉPILOGUE

La Maison verte

L'université de Tel-Aviv, comme toutes les universités d'Israël, a pour mission de défendre et d'illustrer la libre recherche scientifique. Le Club des enseignants de l'université de Tel-Aviv s'appelle la Maison verte. À l'origine, c'était la maison du mukhtar du village de Cheikh Muwannis, mais on ne peut pas le savoir lorsqu'on y est invité à dîner ou à participer à un atelier sur l'histoire du pays, voire de la ville de Tel-Aviv. La carte du restaurant du Club des enseignants indique que le bâtiment a été construit au XIXe siècle et appartenait à un homme riche qui s'appelait le « cheikh Munis » – personnage fictif et sans visage imaginé dans un espace fictif et sans lieu, comme le sont tous les habitants « sans visage » qui peuplaient le village détruit de Cheikh Muwannis avant que, sur ses ruines, l'université n'aménage son campus. Autant dire que la Maison verte est la quintessence de la négation du vaste plan sioniste de nettoyage ethnique de la Palestine, qui a été finalisé non loin de là, sur le front de mer, rue Yarkon, au troisième étage de la Maison rouge.

Si le campus de l'université de Tel-Aviv se consacrait à une véritable recherche scientifique, on pourrait penser, par exemple, qu'aujourd'hui les économistes auraient évalué l'ampleur des biens perdus par les Palestiniens dans la destruction de 1948 et fourni un inventaire permettant à de futurs négociateurs de commencer à œuvrer pour la paix et la réconciliation : les entreprises privées, les banques, les pharmacies, les hôtels ou les compagnies d'autobus que possédaient les Palestiniens, les cafés, les restaurants et les ateliers qu'ils géraient, leurs postes officiels dans

l'administration, la santé, l'éducation – tout cela intégralement confisqué, évaporé, détruit ou transféré à la « propriété » juive quand les sionistes ont conquis la Palestine.

Les géographes titulaires qui circulent sur le campus de Tel-Aviv nous auraient donné un tableau objectif de l'étendue des terres des réfugiés qu'Israël a confisquées : les millions de dounoums de terres cultivées, plus la dizaine de millions que représente le territoire qui avait été réservé par le droit international et les résolutions de l'ONU à un État palestinien. Et ils y auraient ajouté les quatre millions de dounoums que l'État d'Israël a pris au fil des ans, par expropriation, à ses citoyens palestiniens.

Les professeurs de philosophie du campus auraient à présent médité sur les implications morales des tueries perpétrées par les soldats juifs pendant la Nakba. Les sources palestiniennes, en associant les informations des archives militaires israéliennes et celles de l'histoire orale, donnent une liste de trente et un massacres confirmés – qui commence par Tirat Haïfa le 11 décembre 1947 et se termine par Khirbat Ilin, dans la région d'Hébron, le 19 janvier 1949 –, et peut-être y en a-t-il eu au moins six autres. Nous n'avons toujours pas d'archives mémorielles de la Nakba permettant d'écrire les noms de tous ceux qui sont morts dans les massacres – un acte de commémoration douloureux qui, à l'heure où ce livre va sous presse, est en train de s'accomplir progressivement.

À un quart d'heure de voiture de l'université de Tel-Aviv se trouve le village de Kfar Kassem, où, le 29 octobre 1956, les soldats israéliens ont massacré quarante-neuf villageois qui rentraient des champs. Et il y a eu Qibiya dans les années 1950, Samoa dans les années 1960, les villages de Galilée en 1976, Sabra et Chatila en 1982, Kfar Qana en 1999, le Wadi Ara en 2000 et le camp de réfugiés de Djénine en 2002. Plus les nombreux meurtres dont garde trace B'Tselem, la principale organisation de défense des droits de l'homme en Israël. Il n'y a jamais eu de fin à l'assassinat de Palestiniens par Israël.

Les historiens qui travaillent à l'université de Tel-Aviv nous auraient dressé un tableau complet de la guerre et du nettoyage ethnique : ils jouissent d'un accès privilégié à tous les documents officiels, militaires et gouvernementaux, et à toutes les archives nécessaires. Mais la plupart d'entre eux se sentent plus à l'aise en servant de porte-parole à l'idéologie hégémonique : leurs travaux décrivent 1948 comme une « guerre

d’indépendance », glorifient les officiers et les soldats juifs qui y ont pris part, dissimulent leurs crimes et fustigent les victimes.

Les Juifs d’Israël ne sont pas tous aveugles aux scènes de carnage que leur armée a laissées derrière elle en 1948, ni sourds aux cris des expulsés, des blessés, des torturés, des violées, qui continuent à nous parvenir à travers les survivants, leurs enfants et petits-enfants. De plus en plus d’Israéliens, en fait, sont conscients de ce qui s’est vraiment passé en 1948 et comprennent très bien les implications morales du nettoyage ethnique qui a fait rage dans le pays. Ils comprennent aussi qu’Israël risque de réactiver un jour le plan de nettoyage, dans un effort désespéré pour garder sa majorité absolue juive.

C’est chez ces Israéliens-là que l’on trouve la sagesse politique qui a fait si cruellement défaut à tous les négociateurs passés et présents des accords de paix. Ils se rendent parfaitement compte que le problème des réfugiés est au cœur du conflit, et que la part faite aux réfugiés est cruciale pour qu’une solution ait la moindre chance de succès.

Certes, ces Juifs israéliens qui vont à contre-courant sont peu nombreux et dispersés, mais ils sont là, et, puisque les Palestiniens, globalement, cherchent la restitution et non la vengeance, en faisant bloc avec eux ils ont la clé de la réconciliation et de la paix sur la terre déchirée de Palestine. On les trouve aux côtés des actuels réfugiés palestiniens « de l’intérieur » – environ un demi-million de personnes – lors de pèlerinages annuels communs dans les villages détruits, voyage de commémoration de la Nakba qui a lieu chaque année à la date où l’État d’Israël officiel célèbre (conformément au calendrier juif) le « jour de l’Indépendance ». On peut les voir à l’œuvre en tant que membres d’une ONG comme Zochrot – en hébreu, « Souvenir » –, qui, obstinément, s’est donné pour mission d’ériger des panneaux portant le nom des villages palestiniens détruits dans des endroits où se trouvent aujourd’hui des implantations juives ou une forêt du FNJ. On peut les entendre parler lors des Conférences pour le droit au retour et une paix juste, qui ont commencé en 2004 : aux côtés de leurs amis palestiniens, de l’intérieur ou de l’extérieur du pays, ils réaffirment leur attachement au « droit au retour » des réfugiés et s’engagent, comme l’auteur de ces lignes, à continuer la lutte afin de protéger le souvenir de la Nakba contre toute tentative pour minorer l’horreur de ses crimes ou nier

son existence, dans le but qu'advienne un jour une paix durable et complète sur la terre de Palestine.

Mais avant que ce petit nombre d'engagés puisse faire une différence, la terre de Palestine et ses habitants, juifs et arabes, devront regarder en face les conséquences du nettoyage ethnique de 1948. Nous terminons ce livre comme nous l'avons commencé, en constatant avec effarement à quel point ce crime a été profondément oublié, effacé des esprits et des mémoires. Mais nous savons maintenant le prix de cet oubli : l'idéologie qui a permis l'expulsion de la moitié de la population indigène de Palestine en 1948 est toujours vivante, elle continue à promouvoir le nettoyage inexorable, parfois à peine perceptible, des Palestiniens qui y vivent encore.

Elle reste aujourd'hui une idéologie puissante, pas seulement parce que les phases précédentes du nettoyage ethnique de la Palestine sont passées inaperçues, mais surtout parce que, avec le temps, le blanchiment rhétorique du sionisme a brillamment réussi à inventer un nouveau langage pour camoufler l'impact dévastateur de ses pratiques. Il commence par des euphémismes évidents, comme « retrait » et « redéploiement », pour dissimuler les déplacements massifs de Palestiniens de la bande de Gaza et de Cisjordanie qui se produisent depuis 2000. Puis viennent des abus de langage moins nets, comme « occupation » pour désigner l'administration militaire israélienne directe de régions qui font partie de la Palestine historique, à peu près 15 % de son territoire aujourd'hui, en présentant le reste du pays comme « libéré », « libre » ou « indépendant ». Certes, la grande majorité de la Palestine n'est pas sous occupation militaire – et une partie vit dans des conditions bien pires. Pensons à la bande de Gaza après le retrait : même les avocats spécialistes des droits de l'homme ne peuvent plus rien pour ses habitants, puisqu'ils ne sont plus protégés par les conventions internationales sur l'occupation militaire. Une grande partie de la population vit manifestement mieux à l'intérieur de l'État d'Israël ; beaucoup mieux s'il s'agit de ses citoyens juifs, un peu mieux dans le cas de ses citoyens palestiniens. Et d'autant mieux pour ces derniers qu'ils n'habitent pas dans la région du grand Jérusalem, où la politique israélienne, depuis six ans, cherche à les transférer en zone occupée, ou dans les zones sans loi ni autorité créées dans la bande de Gaza et en Cisjordanie par les désastreux accords d'Oslo des années 1990.

Il y a donc beaucoup de Palestiniens qui ne vivent pas sous occupation, mais aucun – même pas ceux des camps de réfugiés – n'est à l'abri du risque potentiel d'un futur nettoyage ethnique. Cela semble relever davantage d'un ordre de priorité israélien que d'une hiérarchie entre Palestiniens « chanceux » et « moins chanceux ». Ceux qui résident aujourd'hui dans la région du grand Jérusalem subissent le nettoyage ethnique au moment où ce livre va sous presse. Ceux qui habitent à proximité du mur d'apartheid qu'Israël est en train de construire – il est à moitié achevé à l'heure où j'écris – seront probablement les suivants. Ceux qui vivent dans la plus grande illusion de sécurité, les Palestiniens d'Israël, pourraient aussi être visés un jour : 68 % des Juifs israéliens ont exprimé le souhait, dans un récent sondage, de les voir « transférés »[412].

Pas plus les Palestiniens que les Juifs ne seront sauvés les uns des autres ni d'eux-mêmes si l'idéologie qui anime encore la politique israélienne à l'égard des Palestiniens n'est pas correctement identifiée. Le problème d'Israël n'a jamais été sa judéité – le judaïsme a de nombreux visages, dont beaucoup offrent une base solide à la cohabitation et à la paix ; son problème, c'est son ethnicisme sioniste. Le sionisme n'a pas les marges de pluralisme qu'offre le judaïsme, notamment à l'égard des Palestiniens. Jamais ils ne pourront faire partie de l'État et de l'espace sionistes. Ils vont donc continuer à se battre. Leur lutte sera, espérons-le, pacifique et victorieuse. Sinon, elle sera désespérée et vengeresse, et, comme un cyclone, elle nous aspirera tous dans une immense et perpétuelle tempête de sable qui se déchaînera sur les mondes arabe et musulman, mais aussi sur la Grande-Bretagne et les États-Unis, puisque ces puissances ont successivement nourri l'ouragan qui menace de nous emporter tous.

Les attaques israéliennes contre Gaza et le Liban à l'été 2006 indiquent que cette tempête fait déjà rage. Des organisations comme le Hezbollah et le Hamas, qui osent remettre en cause le droit d'Israël à imposer unilatéralement sa volonté sur la Palestine, ont affronté la puissance militaire israélienne et, jusqu'à présent (à l'heure où j'écris), parviennent à soutenir le choc. Mais c'est loin d'être terminé. Les parrains régionaux de ces mouvements de résistance, l'Iran et la Syrie, pourraient bientôt être pris pour cibles. Le risque d'un conflit encore plus sanglant et dévastateur n'a jamais été aussi grave.

NOTES

PRÉFACE

1 Archives sionistes centrales, minutes de la réunion de l'Exécutif de l'Agence juive, 12 juin 1938.

2 Ou encore, comme certains en sont convaincus, parce que sa façade avait été peinte en rouge en signe de solidarité avec le socialisme ?

3 Un historien, Meir Pail, affirme que les ordres ont été envoyés une semaine plus tard (Meir Pail, *De la Haganah aux FDI*, p. 307).

4 Les documents de la réunion sont résumés dans les Archives des FDI, GQG/Service opérations, 10 mars 1948, dossier 922/75/595, et dans les Archives de la Haganah, 73/94. Israël Galili en a fait le compte rendu lors de la réunion de la direction du Mapai, le 4 avril 1948 : son intervention se trouve aux Archives de la Haganah, 80/50/18. La composition du groupe et ses discussions sont le produit de la reconstruction d'une mosaïque de documents, comme on l'expliquera dans les chapitres suivants. Au chapitre 4, les messages envoyés le 10 mars et les réunions antérieures à la finalisation du plan sont aussi fondés sur des documents. Pour une interprétation similaire du plan Daleth, qui fut adopté quelques semaines avant cette réunion, voir Uri Ben-Eliezer, *The Emergence of Israeli Militarism, 1936-1956*, p. 253 ; « Le plan Daleth », écrit-il, « avait pour but le nettoyage des villages, l'expulsion des Arabes des villes mixtes. » Pour l'envoi des ordres, voir aussi Meir Pail, p. 307, et Gershon Rivlin et Elhanan Oren, *La Guerre d'Indépendance : journal de Ben Gourion*, t. I, p. 147. On peut trouver les ordres envoyés dans les Archives de la Haganah, 73/94, pour chacune des unités : ordres aux brigades de passer à l'état D – *mazav daleth* – et ordres de la brigade aux bataillons, 16 avril 1948.

5 Simha Flapan, *The Birth of Israel : Myths and Realities*, p. 93.

6 Dans *Rebirth and Destiny of Israel*, David Ben Gourion écrit sans détour : « Avant le départ des Britanniques [15 mai 1948], les Arabes n'ont envahi ou conquis aucune implantation juive, si éloignée fût-elle, tandis que la Haganah [...] a pris de nombreuses positions arabes et libéré Tibériade et Haïfa, Jaffa et Safed. [...] Ainsi, le jour du destin, la partie de la Palestine où la Haganah pouvait opérer était presque vide d'Arabes » (Ben Gourion, *Rebirth and Destiny of Israel*, p. 530).

7 Les Onze composaient ce que j'appelle dans ce livre le Conseil consultatif (voir chapitre 3). Il est possible que des éléments extérieurs à ce petit comité de décideurs aient été présents, mais en spectateurs. Quant aux officiers supérieurs, il y a eu douze ordres envoyés à douze brigades sur le terrain, voir 922/75/595 *ibid.*

8 Walid Khalidi, *Palestine Reborn* ; Michael Palumbo, *The Palestinian Catastrophe : The 1948 Expulsion of a People from their Homeland* ; et Dan Kurzman, *Genesis 1948 : The First*

Arab-Israeli War.

9 Avi Shlaim, « The Debate about the 1948 War », *in* Ilan Pappe (éd.), *The Israel/Palestine Question*, p. 171-192.

10 Benny Morris, *The Birth of the Palestinian Refugee Problem, 1947-1949*.

11 Il a avancé cette thèse dans l'édition en hébreu du livre (Tel-Aviv, Am Oved, 1997, p. 179).

12 Morris (*ibid.*) parle de 200 000 à 300 000 réfugiés. Ils étaient en fait 350 000, si l'on additionne toutes les populations des 200 villes et villages qui avaient été détruits avant le 15 mai 1948.

13 Walid Khalidi (éd.), *All That Remains : The Palestinian Villages Occupied and Depopulated by Israel in 1948*.

Chapitre 1

14 Département d'État, rapport spécial sur le « nettoyage ethnique », 10 mai 1999.

15 Nations unies, rapport suivant la résolution 819 du Conseil de sécurité, 16 avril 1993.

16 Drazen Petrovic, « Ethnic Cleansing – An Attempt at Methodology », *European Journal of International Law*, vol. 5, n° 3, 1994, p. 342-360.

17 Ces lignes sont en fait directement extraites de Petrovic, *ibid.*, p. 10, n. 4, qui lui-même cite le texte d'Andrew Bell-Fialkow, « A Brief History of Ethnic Cleansing ».

18 Les réunions les plus importantes sont évoquées au chapitre 4.

19 Archives Ben Gourion, section « correspondance », 1.01.48-07.01.48, documents 79-81. De Ben Gourion à Galili et aux membres du comité. Le document donne aussi une liste de quarante dirigeants palestiniens ciblés pour assassinat par les forces de la Haganah.

20 *Yediot Aharonot*, 2 février 1992.

21 Pundak, *Ha'aretz*, 21 mai 2004.

22 J'expliquerai en détail son mode de fonctionnement dans les chapitres suivants, mais le mandat de détruire est l'ordre adressé aux soldats le 10 mars, et les ordres spécifiques autorisant les exécutions se trouvent dans les Archives des FDI, 49/5943 doc. 114, 13 avril 1948.

23 Voir les sources *infra*.

24 Nur Masalha, *Expulsion of the Palestinians : The Concept of « Transfer » in Zionist Political Thought, 1882-1948*, et *The Politics of Denial : Israel and the Palestinian Refugee Problem*.

25 Alexander Bein (éd.), *The Mozkin Book*, p. 164.

26 Baruch Kimmerling, *Zionism and Territory : The Socio-Territorial Dimensions of Zionist Politics* ; Gershon Shafir, *Land, Labour and the Origins of the Israel-Palestinian Conflict, 1882-1914* ; et Uri Ram, « The Colonialism Perspective in Israeli Sociology », *in* Pappe (éd.), *The Israel/Palestine Question*, p. 55-80.

27 Khalidi (éd.), *All That Remains*, et Samih Farsoun et C.E. Zacharia, *Palestine and the Palestinians*.

Chapitre 2

28 Voir, par exemple, Haim Arlosarov, *Articles and Essays*, réponse à la commission Shaw de 1930 sur le concept d'étrangers dans l'histoire de la Palestine, Jérusalem, 1931.

29 On trouve une très bonne description de ce mythe dans le livre d'Israël Shahak, *Le Racisme de l'État d'Israël*, p. 152.

30 Alexander Schölch, *Palestine in Transformation, 1856-1882 : Studies in Social, Economic and Political Development*.

31 Neville Mandel, *Arabs and Zionism before World War I*, p. 233.

32 Rapporté dans *Al-Ahram* du même jour.

33 L'alarme a été donnée dans un récit d'Ishaq Moussa al-Husseini, *Les Mémoires d'une poule*, publié à Jérusalem, d'abord en feuilleton dans le journal *Filastin*, puis sous forme de livre en 1942.

34 Pour une analyse générale, voir Rashid Khalidi, *L'Identité palestinienne. La construction d'une conscience nationale moderne*, et plus spécifiquement voir *Al-Manar*, vol. 3, n° 6, p. 107-108, et vol. 1, n° 41, p. 810.

35 Voir Uri Ram *in* Pappe (éd.), *The Israel/Palestine Question*, et David Lloyd George, *The Truth about the Peace Treaties*.

36 Le plus important de ces travaux est le livre de Zeev Sternhell *Aux origines d'Israël. Entre nationalisme et socialisme*.

37 La déclaration Balfour était une lettre, datée du 2 novembre 1917, du secrétaire au Foreign Office britannique Arthur James Balfour à Lord Rothschild, un dirigeant de la communauté juive de Grande-Bretagne. Le texte de la déclaration Balfour, adopté lors d'une réunion du cabinet le 31 octobre 1917, fixait la position du gouvernement britannique : « Le gouvernment de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif, et fera de son mieux pour faciliter la réalisation de cet objectif, étant bien entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte ni aux droits civils et religieux des communautés non juives existant en Palestine, ni aux droits et au statut politique dont les Juifs jouissent dans tout autre pays. »

38 Yehosua Porath, *The Emergence of the Palestinian Arab National Movement*, 1919-1929.

39 Eliakim Rubinstein, « Le traitement de la question arabe en Palestine dans la période post-1929 », *in* Ilan Pappe (éd.), *Arabes et Juifs dans la période du Mandat – une vision nouvelle de la recherche historique* (en hébreu).

40 Sur Peel, voir Charles D. Smith, *Palestine and the Arab-Israeli Conflict*, p. 135-137.

41 Barbara Smith, *The Roots of Separatism in Palestine : British Economic Policy, 1920-1929*.

42 Le lien est fait par Uri Ben-Eliezer, *The Making of Israeli Militarism*.

43 John Bierman et Colin Smith, *Fire in the Night : Wingate of Burma, Ethiopia and Zion*.

44 Archives de la Haganah, dossier 0014, 19 juin 1938.

45 *Ibid.*

46 *Bulletin des Archives de la Haganah*, n° 9-10 (préparé par Shimri Salomon), « Le service de renseignement et les dossiers de village, 1940-1948 » (2005).

47 Pour une étude critique du FNJ, voir Uri Davis, *Apartheid Israel : Possibilities for the Struggle Within*.

48 Kenneth Stein, *The Land Question in Palestine, 1917-1939*.

49 Cette correspondance se trouve aux Archives sionistes centrales et Benny Morris l'utilise dans *Rectificatif*, p. 62, n. 12-15.

50 *Ibid.*

51 Archives de la Haganah, dossier 66.8.

52 Archives de la Haganah, dossiers de village, dossier 24/9, témoignage de Yoeli Optikman, 16 janvier 2003.

53 Archives de la Haganah, dossier 1/080/451, 1er décembre 1939.

54 Archives de la Haganah, dossier 194/7, p. 1-3, interview donnée le 19 décembre 2002.

55 Voir n. 15.

56 Archives de la Haganah, S25/4131, 105/224 et 105/227, et beaucoup d'autres dans cette série, chacun traitant d'un village différent.

57 Hillel Cohen, *L'Armée de l'ombre : les collaborateurs palestiniens au service du sionisme*.

58 Interview de Palti Sela, Archives de la Haganah, dossier 205.9, 10 janvier 1988.

59 Voir n. 27.

60 Archives de la Haganah, dossiers de village, dossiers 105/255 à partir de janvier 1947.

61 Archives des FDI, 49/5943/114, ordres du 13 avril 1948.

62 Voir n. 27.

63 Archives de la Haganah, dossiers de village, dossier 105.178.

64 Cité *in* Harry Sacher, *Israel : The Establishment of Israel*, p. 217.

65 Smith, *Palestine and the Arab-Israeli Conflict*, p. 167-168.

66 Yossef Weitz, *Mon journal*, t. II, p. 181, 20 décembre 1940.

67 Journal de Ben Gourion, 12 juillet 1937, et dans *New Judea*, août-septembre 1937, p. 220.

68 Shabtai Teveth, *Ben-Gurion and the Palestinian Arabs : From Peace to War*.

69 Archives de la Haganah, dossier 003, 13 décembre 1938.

70 Sur la politique britannique, voir Ilan Pappe, *Britain and the Arab-Israeli Conflict, 1948-1951*.

71 Interview de Moshe Sneh par Moshe Sluzki, *in* Gershon Rivlin (éd.), *Rameau d'olivier et épée : études et documents de la Haganah*, et journal de Ben Gourion, 10 octobre 1948.

72 Voir Yoav Gelber, *L'Émergence d'une armée juive*, p. 1-73.

73 Michel Bar-Zohar, *Ben Gourion, biographie politique*, partie II, p. 639-666 (en hébreu).

74 Voir Pappe, *Britain and the Arab-Israeli Conflict*.

75 Yehuda Sluzki, *Le Livre de la Haganah*, t. III, partie 3, p. 1942.

76 Voir chapitre 4.

Chapitre 3

77 La Palestine était divisée administrativement en plusieurs districts. En 1947, voici quelle était leur population juive : Safed, 12 % ; Acre, 4 % ; Tibériade, 33 % ; Baysan, 30 % ; Nazareth, 16 % ; Haïfa, 47 % ; Jérusalem, 40 % ; Lydda, 72 % (ce district comprend Jaffa, Tel-Aviv et Petah Tikva) ; Ramla, 24 % ; Beersheba, 7,5 %.

78 Voir Ilan Pappe, *La Guerre de 1948 en Palestine : aux origines du conflit israélo-arabe*, p. 34-73.

79 Voir Archives des Nations unies : documents de l'UNSCOP, carton 2.

80 Walid Khalidi, « Revisiting the UNGA Partition Resolution », *Journal of Palestine Studies*, n° 105, automne 1997, p. 15. Pour plus de détails sur l'UNSCOP et la façon dont, à l'instigation des sionistes, il a manœuvré pour orienter l'ONU vers la solution qui était favorable à ces derniers, la partition de la Palestine, voir Pappe, *La Guerre de 1948 en Palestine : aux origines du conflit israélo-arabe*, p. 34-73.

81 Khalidi, « Revisiting the UNGA Partition Resolution ».

82 *Ibid.*

83 Réunions plénières de l'Assemblée générale, 126e réunion, 28 novembre 1947, *UN Official Record*, t. II, p. 1390-1400.

84 Flapan, *The Birth of Israel*, p. 13-54.

85 Voir par exemple David Tal, *War in Palestine, 1948 : Strategy and Diplomacy*, p. 1-145.

86 Bar-Zohar, *Ben Gourion, biographie politique*, partie II, p. 660-661.

87 Voir son discours devant le Centre du Mapai le 3 décembre 1947.

88 Middle East Centre, St. Antony's College, archives privées, papiers Cunningham, carton 2, dossier 3.

89 *Ibid.*

90 Pour une analyse approfondie de la réaction arabe, voir Eugene L. Rogan et Avi Shlaim (éd.), *1948, la guerre de Palestine. Derrière le mythe...* ; voir notamment Charles Tripp, « L'Irak et la guerre de 1948 : une image du désordre en Irak » ; Fawaz A. Geregs, « L'Égypte et la guerre de 1948 : conflit interne et ambition régionale » ; et Joshua Landis, « La Syrie et la guerre de Palestine : en guerre contre le plan de "Grande Syrie" du roi Abdallah ».

91 Journal de Ben Gourion, 7 octobre 1947.

92 Ben Gourion ne lui donne un nom qu'une seule fois. Dans une entrée de son journal (1er janvier 1948), il l'appelle « un parti d'experts », *mesibat moumhim*. Les éditeurs du journal publié ont ajouté que « parti » signifie réunion des experts des affaires arabes. La documentation sur cette réunion révèle un large forum qui comprenait, outre les experts, des membres du Haut Commandement. En fait, quand les deux groupes se sont rencontrés, ils sont devenus ce que j'ai appelé le Conseil consultatif.

93 Le journal de Ben Gourion évoque les réunions suivantes : 18 juin 1947, 1er-3 décembre 1947, 11 décembre 1947, 18 décembre 1947, 24 décembre 1947 (qui a été rapportée dans son journal le 25 et traitait des fortifications dans le Néguev), 1er janvier 1948, 7 janvier 1948 (discussion sur l'avenir de Jaffa), 9 janvier 1948, 14 janvier 1948, 28 janvier 1948, 9-10 février 1948, 19 février 1948, 25 février 1948, 28 février 1948, 10 mars 1948 et 31 mars 1948. Les correspondances échangées avant et après toutes les réunions mentionnées dans le journal se trouvent aux Archives Ben Gourion, dans la section « correspondance » et dans la section « correspondance privée ». Elles comblent de nombreuses lacunes dans les notes sommaires du journal.

94 Voici une reconstruction de la liste de ceux qui faisaient partie du Conseil consultatif : David Ben Gourion, Yigaël Yadin (chef des opérations), Yohanan Ratner (conseiller stratégique de Ben Gourion), Yigal Allon (chef du Palmah et du front sud), Yitzhak Sadeh (chef des unités blindées), Israël Galili (chef du Haut Commandement), Zvi Ayalon (adjoint de Galili et commandant du front central). Les autres, qui ne faisaient pas partie du Matkal – le Haut Commandement –, étaient Yossef Weitz (chef du service installation du Fonds national juif), Issar Harel (chef du renseignement) et ses collaborateurs : Ezra Danin, Gad Mahnes et Yehoshua Palmon. À une ou deux réunions, Moshe Sharett et Éliahou Sasson étaient également présents, bien que Ben Gourion vît Sasson séparément presque tous les dimanches avec Yaacov Shimoni à Jérusalem, comme l'atteste son journal. Certains officiers de terrain étaient aussi invités à participer tour à tour : Dan Even (commandant du front littoral), Moshe Dayan, Shimon Avidan, Moshe Carmel (commandant du front nord), Shlomo Shamir et Yitzhak Rabin.

95 La réunion est aussi rapportée dans son livre *Dans la bataille*, p. 13-18.

Chapitre 4

96 Nous avons un témoignage du haut-commissaire britannique en Palestine, Sir Alan Cunningham, sur la façon dont ce mouvement de protestation, initialement une grève, est devenu violent : « Les premières réactions arabes étaient spontanées et inorganisées, et il s'agissait davantage de manifestations de mécontentement contre la décision de l'ONU que d'attaques déterminées contre les Juifs. Les armes employées à l'origine étaient des bâtons et des pierres, et, si les Juifs n'avaient pas eu recours à des armes à feu, il n'est pas impossible que l'excitation serait retombée et que peu de vies auraient été perdues. C'est d'autant plus probable que, selon des preuves fiables, le Haut Comité arabe en général et le mufti en particulier, s'ils étaient satisfaits de la puissante réponse à l'appel à la grève, ne souhaitaient pas de troubles sérieux » (cité dans Nathan Krystal, « The Fall of the New City, 1947-1950 », *in* Salim Tamari, *Jerusalem 1948. The Arab Neighbourhoods and their Fate in the War*, p. 96).

97 Ce point est analysé en détail au chapitre suivant.

98 Bar-Zohar, *Ben Gourion, biographie politique*, p. 663.

99 Meir Pail, « Aspects extérieurs et intérieurs dans la guerre d'Indépendance israélienne », *in* Alon Kadish (éd.), *La Guerre d'Indépendance d'Israël, 1948-1949*, p. 485-487.

100 Smith, *Palestine and the Arab-Israeli Conflict*, p. 91-108.

101 Avi Shlaim, *Collusion*.

102 Avi Shlaim, « The Debate about 1948 », *in* Pappe (éd.), *The Israel/Palestine Question*, p. 171-192.

103 Rivlin et Oren, *La Guerre d'Indépendance : journal de Ben Gourion*, t. I, p. 320, 18 mars 1948 ; p. 397, 7 mai 1948 ; t. II, p. 428, 15 mai 1948.

104 *Ibid.*, 28 janvier 1948, p. 187.

105 La Haganah avait ainsi conclu avec la Tchécoslovaquie un contrat d'une valeur de 12 280 000 dollars pour l'achat de 24 500 fusils, 5 200 mitrailleuses et 54 millions de pièces de munitions.

106 Voir n. 8.

107 L'ordre aux officiers du renseignement sera encore mentionné plus loin. Il se trouve aux Archives des FDI, dossier 2315/50/53, 11 janvier 1948.

108 C’est ce qui ressort de ses lettres à Ben-Artzi (citées *in* Bar-Zohar, *Ben Gourion, biographie politique*, p. 663) et à Sharett (Archives Ben Gourion, section « correspondance », 23.02.48-1.03.48, document 59, 26 février 1948).

109 Lettres de Ben Gourion, *ibid.*

110 Publications des Archives de l’État d’Israël, *Documents politiques et diplomatiques des Archives sionistes centrales et des Archives de l’État d’Israël, décembre 1947-mai 1948*, Jérusalem, 1979 (en hébreu), document 45, 14 décembre 1947, p. 60.

111 Masalha, *Expulsion of the Palestinians*.

112 Bar-Zohar, *Ben Gourion, biographie politique*, p. 702.

113 Le 12 juillet 1937, il y a dans le journal de Ben Gourion une longue entrée où il exprime l’espoir que la direction juive aura la volonté et la capacité de transférer les Arabes hors de Palestine.

114 Le texte intégral du discours figure dans son livre : David Ben Gourion, *Dans la bataille*, p. 255-272.

115 Archives sionistes centrales, compte rendu 45/1, 2 novembre 1947.

116 Flapan, *The Birth of Israel*, p. 87.

117 Morris, *The Birth of the Palestinian Refugee Problem Revisited*.

118 Cette absence de lien a été signalée à Ben Gourion. Voir Archives Ben Gourion, section « correspondance », 1.12.47-15.12.47, document 7, Eizenberg à Kaplan, 2 décembre 1947.

119 Le journal de Ben Gourion rapporte l’une de ces réunions, tenue le 2 décembre 1947, où les orientalistes ont suggéré d’attaquer l’alimentation en eau et les centres de transport des Palestiniens.

120 Voir journal de Ben Gourion, 11 décembre 1947, pour le jugement selon lequel la plupart des paysans ne souhaitaient pas être entraînés dans une guerre.

121 Archives de la Haganah, 205.9.

122 Cette réunion est rapportée dans le journal de Ben Gourion un jour plus tard, le 11 décembre 1947 ; elle a peut-être eu lieu dans un cercle plus réduit.

123 Archives des FDI, 49/5492/9, 19 janvier 1948.

124 Voir le site www.palestineremembered.com – un site interactif qui invite aux témoignages d'histoire orale.

125 Journal de Ben Gourion, 11 décembre 1947 ; la lettre à Moshe Sharett est extraite de G. Yogev, *Documents, décembre 1947-mai 1948,* Jérusalem, Archives de l'État d'Israël, 1980, p. 60.

126 *New York Times*, 22 décembre 1947. Le rapport de la Haganah a été envoyé à Yigaël Yadin le 14 décembre ; voir Archives de la Haganah, 15/80/731.

127 Archives des FDI, 51/957, dossier 16.

128 Archives sionistes centrales, rapport S25/3569, Danin à Sasson, 23 décembre 1947.

129 *New York Times*, 20 décembre 1947, et discours de Ben Gourion devant l'Exécutif sioniste, 6 avril 1948.

130 Ben Gourion a résumé la réunion du mercredi dans son journal, 18 décembre 1947.

131 Yaacov Markiviski, « La campagne d'Haïfa dans la guerre d'Indépendance », *in* Yossi Ben-Artzi (éd.), *Le Développement d'Haïfa, 1918-1948*.

132 *Filastin*, 31 décembre 1947.

133 Milstein, *Histoire de la guerre d'Indépendance*, t. II, p. 78.

134 Benny Morris, *The Birth of the Palestinian Refugee Problem*, p. 156, et Uri Milstein, *Histoire de la guerre d'Indépendance*, t. II, p. 156.

135 Les comités nationaux étaient des conseils de notables locaux qui avaient été créés dans diverses localités sur tout le territoire de la Palestine en 1937, pour donner une sorte de direction de crise à la communauté palestinienne dans chaque ville.

136 Morris, *The Birth of the Palestinian Refugee Problem*, p. 50, et Milstein, *Histoire de la guerre d'Indépendance*, t. III, p. 74-75.

137 Morris, *The Birth of the Palestinian Refugee Problem*, p. 55, n. 11.

138 *Documents politiques et diplomatiques*, doc. 274, p. 460.

139 *Ibid.*, doc. 245, p. 410.

140 Rivlin et Oren, *La Guerre d'Indépendance*, « Note des éditeurs », p. 9.

141 Le texte du compte rendu du Long Séminaire se trouve dans les Archives Ha-Kibbutz Ha-Meuhad, coll. privée d'Aharon Zisling.

142 Journal de Ben Gourion, 31 décembre 1947.

143 Weitz, *Mon journal*, t. II, p. 181.

144 Morris, *The Birth of the Palestinian Refugee Problem*, p. 62.

145 Archives Ben Gourion, papiers Galili, compte rendu de la réunion.

146 Témoignage de Danin pour Bar-Zohar, *Ben Gourion, biographie politique*, p. 680, n. 60.

147 Archives Ben Gourion, section « correspondance », 16.1.48-22.1.48, document 42, 26 janvier 1948.

148 Journal de Ben Gourion, 7 janvier 1948.

149 Journal de Ben Gourion, 25 janvier 1948.

150 Rivlin et Oren, *La Guerre d'Indépendance*, p. 229, 10 février 1948.

151 Archives Ben Gourion, section « correspondance », 1.1.48-31.1.48, document 101, 26 janvier 1948.

152 C'étaient Yohanan Ratner, Yaacov Drori, Israël Galili, Yigaël Yadin, Zvi Leschiner (Ayalon) et Yitzhak Sadeh.

153 Journal de Ben Gourion, 9 janvier 1948.

154 Paru dans sa publication *Mivrak*.

155 Journal de Ben Gourion, 31 janvier 1948.

156 Rivlin et Oren, *La Guerre d'Indépendance*, p. 210-211.

157 Journal de Ben Gourion, 1[er] janvier 1948.

158 Voir n. 52.

159 Bar-Zohar, *Ben Gourion, biographie politique*, p. 681.

160 Journal de Ben Gourion, 30 janvier 1948.

161 *Ibid.*, 14 janvier 1948, 2 février 1948 et 1[er] juin 1948.

162 Les informations sur les réunions de février sont issues du journal de Ben Gourion.

163 Journal de Ben Gourion, 9 et 10 février 1948, et *Livre de la Haganah*, p. 1416-1418.

164 Archives d'Hachomer Hatzaïr, dossiers 66.10, réunion avec Galili, 5 février 1948 (rapport fait le lendemain sur la réunion du Matkal le mercredi 4 février).

165 Zvi Sinai et Gershon Rivlin (éd.), *La Brigade Alexandroni dans la guerre d'Indépendance*, p. 220 (en hébreu).

166 Morris, *The Birth of the Palestinian Refugee Problem*, p. 53-54.

167 Weitz, *Mon journal*, t. III, p. 223, 11 janvier 1948.

168 Les chiffres indiqués dans le rapport officiel étaient plus modestes : quarante maisons dynamitées, onze villageois tués et quatre-vingts blessés.

169 Israël Even Nur (éd.), *L'Opération Yiftah-Palmah*.

170 Journal de Ben Gourion, 19 février 1948.

171 *Ibid.*

172 Khalidi (éd.), *All That Remains*, p. 181-182.

173 Weitz, *Mon journal*, t. III, p. 223, 11 janvier 1948.

174 *Ibid.*, p. 239-240.

175 Morris, *The Birth of the Palestinian Refugee Problem*, p. 84-86.

176 Pail, *De la Haganah aux FDI*, p. 307. Voir l'analyse sur « l'état D » au chapitre suivant.

177 Traduction anglaise *in* Walid Khalidi, « Plan Dalet : Master Plan for the Conquest of Palestine », *Journal of Palestine Studies*, vol. 18, n° 69, automne 1988, p. 4-20.

178 Voir chapitre 5.

179 Le plan distribué aux soldats et les premiers ordres directs se trouvent aux Archives des FDI, 1950/2315, dossier 47, 11 mai 1948.

180 Yadin à Sasson, Archives des FDI, 16/69/261, dossiers des opérations Nahshon.

Chapitre 5

181 Rivlin et Oren, *La Guerre d'Indépendance*, t. I, p. 332.

182 Discours au comité exécutif du Mapai, 6 avril 1948.

183 Cité directement à partir des ordres donnés à la brigade Carmeli : Zvi Sinai (éd.), *La Brigade Carmeli dans la guerre d'Indépendance*, p. 29.

184 Binyamin Etzioni (éd.), *La Brigade Golani au combat*, p. 10.

185 Zerubavel Gilad, *Le Livre du Palmah*, t. II, p. 924-925. Daniel McGowan et Matthew C. Hogan, *The Saga of the Deir Yassin Massacre, Revisionism and Reality.*

186 Les descriptions et témoignages sur ce qui s'est passé à Deir Yassin sont issus de Daniel McGowan et Matthew C. Hogan, *ibid.*

187 *Ibid.*

188 Selon les récits de l'époque, le nombre de victimes du massacre de Deir Yassin est 254, chiffre qu'admettent alors l'Agence juive, un responsable de la Croix-Rouge, le *New York Times* et le Dr Hussein al-Khalidi, porte-parole du Haut Comité arabe basé à Jérusalem. Il est probable que ce chiffre a été délibérément grossi pour semer la peur chez les Palestiniens et les inciter ainsi, par panique, à un exode massif. Il est certain que des haut-parleurs ont été utilisés plus tard dans des villages sur le point d'être nettoyés pour avertir leurs habitants des terribles conséquences qui s'ensuivraient s'ils ne partaient pas volontairement : il s'agissait de créer la panique et de les pousser à s'enfuir pour sauver leur vie avant l'entrée des troupes au sol. Menahem Begin, le chef de l'Irgoun, a décrit dans *La Révolte d'Israël* l'effet que la diffusion de ces rumeurs avait sur les Palestiniens : « Les Arabes de tout le pays, amenés à croire des récits fantastiques de "boucherie de l'Irgoun", ont été pris d'une insondable panique et ont commencé à fuir pour rester en vie. Cette fuite massive s'est bientôt muée en folle ruée incontrôlable. Sur les quelque 800 000 qui vivaient sur le territoire actuel de l'État d'Israël, environ 165 000 seulement sont toujours là.

L’importance politique et économique de cet événement peut difficilement être surestimée » (Begin, *La Révolte d’Israël* [ce passage ne figure pas dans la traduction française du livre parue en 1978]). Albert Einstein, avec vingt-sept personnalités juives de New York, condamna en ces termes le massacre de Deir Yassin, dans une lettre publiée le 4 décembre 1948 dans le *New York Times* : « Les groupes terroristes [c’est-à-dire l’Irgoun de Begin] ont attaqué ce paisible village, qui n’était pas un objectif militaire dans les combats, ils ont tué la plupart de ses habitants – 240 hommes, femmes et enfants – et en ont gardé quelques-uns vivants pour les promener comme captifs dans une parade à travers les rues de Jérusalem. La grande majorité de la communauté juive a été horrifiée par cet acte, et l’Agence juive a envoyé un télégramme au roi Abdallah de Transjordanie [*sic*] pour lui présenter ses excuses. Mais les terroristes, loin d’avoir honte de leur acte, se sont montrés fiers de ce massacre, lui ont donné une large publicité et ont invité tous les correspondants de presse étrangers présents dans le pays à venir voir les cadavres entassés et le saccage général à Deir Yassin. »

189 Uri Ben-Ari, *Suivez-moi !*

190 Cas particulièrement intéressant : une dirigeante du groupe Stern, Guéoula Cohen, aujourd’hui militante d’extrême droite, a sauvé Abou Ghosh parce qu’un habitant du village l’avait aidée à s’évader d’une prison britannique en 1946. Voir son récit *in* Guéoula Cohen, *Souvenirs d’une jeune fille violente*.

191 *Filastin*, 14 avril 1948.

192 Palumbo, *The Palestinian Catastrophe*, p. 107-108.

193 *Ibid.*, p. 107.

194 Voir un résumé *in* Flapan, *The Birth of Israel*, p. 89-92.

195 Ce télégramme a été intercepté par le renseignement israélien et il est cité dans le journal de Ben Gourion, 12 janvier 1948.

196 Voir Rees Williams, déclaration du sous-secrétaire d’État au Parlement, *Hansard*, débats de la Chambre des communes, vol. 461, p. 2050, 24 février 1950.

197 Arnan Azariahou, qui était l’adjoint d’Israël Galili, se souvient que, lorsque le nouveau Matkal a été transféré à Ramat Gan, Yigaël Yadin a exigé que la protection du site ne soit pas confiée aux hommes de la Qiryati (*Maqor Rishon*, interview, 21 mai 2006).

198 Walid Khalidi, « Selected Documents on the 1948 War », *Journal of Palestine Studies*, n° 107 (vol. 27, n° 3), printemps 1998, p. 60-105, utilise tant la correspondance des Britanniques que celle du Comité arabe.

199 Archives de la Haganah, 69/72, 22 avril 1948.

200 Archives sionistes centrales, compte rendu 45/2.

201 Zadok Eshel (éd.), *La Brigade Carmeli dans la guerre d'Indépendance*, p. 147.

202 Walid Khalidi, « Selected Documents on the 1948 War ».

203 *Mémoires du maréchal Montgomery, vicomte d'Alamein*, trad. fr. de Jean R. Weiland, Paris, Plon, 1958, p. 484-487.

204 Walid Khalidi, « The Fall of Haifa », *Middle East Forum*, vol. XXXV, n° 10, décembre 1959, lettre de Khayat, Saad, Mu'ammar et Koussa du 21 avril 1948.

205 Les informations sur les Palestiniens proviennent du livre de Mustafa Abasi, *Safed pendant la période du Mandat britannique : étude politique et sociale*, Jérusalem, Institut d'études palestiniennes, 2005 (en arabe) ; une première version a été publiée sous le titre « The Battle for Safad in the War of 1948 : A Revised Study », *International Journal for Middle East Studies*, vol. 36, 2004, p. 21-47.

206 *Ibid.*

207 *Ibid.*

208 Journal de Ben Gourion, 7 juin 1948.

209 Salim Tamari, *Jerusalem 1948*.

210 La reconstruction des ordres a été effectuée par Yitzhak Levy, le chef du renseignement de la Haganah à Jérusalem en 1948, dans son livre *Jérusalem dans la guerre d'Indépendance*, p. 207 (ces entretiens ont été plus tard intégrés aux Archives des FDI).

211 Quatorze de ces télégrammes sont cités par Ben Gourion dans son journal ; voir Rivlin et Oren, *La Guerre d'Indépendance*, p. 12, 14, 27, 63, 64, 112, 113, 134, 141, 156, 169, 170, 283.

212 Mentionné dans le journal de Ben Gourion, 15 janvier 1948.

213 Levy, *Jérusalem*, p. 219.

214 Archives de la Croix-Rouge, Genève, dossier G59/1/GC, G3/82 envoyé par le délégué du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), Meuron, 6-19 mai 1948, qui décrit une soudaine épidémie de fièvre typhoïde.

215 Toutes les informations sont fondées sur les sources de la Croix-Rouge et sur l'article de Salman Abou Sitta, « Israel Biological and Chemical Weapons : Past and Present », *Between the Lines*, 15-19 mars 2003. Abou Sitta cite aussi l'article de Sara Leibovitz-Dar dans *Hadahsot* du 13 août 1993, où, écrit-il, elle retrouve, grâce à une indication donnée par l'historien Uri Milstein, « ceux qui ont été responsables de l'opération d'Acre, mais ils ont refusé de répondre à ses questions. Elle conclut son article en ces termes : "Ce qui fut fait alors dans une conviction fanatique profonde est maintenant caché dans la honte" ».

216 Journal de Ben Gourion, 27 mai 1948.

217 *Ibid.*, 31 janvier 1948, et ses notes sur l'histoire du HEMED.

218 Levy, *Jérusalem*, p. 113, bien qu'il accuse la Légion d'avoir participé précédemment à des attaques contre ceux qui s'étaient déjà rendus. Voir p. 109-112.

219 Entretien avec Sela (voir chapitre 2, n. 31).

220 Témoignage donné par Hanna Abuied sur le site Internet www.palestineremembered.com.

221 Morris, *The Birth of the Palestinian Refugee Problem*, p. 118.

222 Morris, dans la version en hébreu, évoque la réunion p. 95, Ben Gourion la mentionne dans son journal.

223 La plupart de ces opérations sont mentionnées *in* Morris, *ibid.*, p. 137-167.

224 Les informations les plus détaillées sur les effectifs, les méthodes et les cartes se trouvent dans *Atlas of Palestine 1948*, de Salman Abou Sitta.

225 Entretien avec Sela (voir chapitre 2, n. 31).

226 Sources de ces informations : Khalidi (éd.), *All That Remains*, p. 60-61 ; dossiers des villages de la Haganah ; et Ben-Zion Dinur *et al.*, *Histoire de la Haganah*, p. 1420.

227 Archives Ha-Kibbutz Ha-Meuhad, coll. privée d'Aharon Zisling, lettres de Ben Gourion.

228 Pratiquement chaque expulsion et destruction de village a été décrite dans le *New York Times*, qui est notre source principale, avec Khalidi (éd.), *All That Remains*, Morris, *The Birth of the Palestinian Refugee Problem*, et Ben-Zion Dinur *et al.*, *Histoire de la Haganah*.

229 Morris, *ibid.*, p. 243-244.

230 Archives du Palmah, Givat Haviva, G/146, 19 avril 1948.

231 Nafez Nazzal, *The Palestinian Exodus from the Galilee 1948*, Beyrouth, The Institute for Palestinian Studies, 1978, p. 30-33, et Morris, *The Birth of the Palestinian Refugee Problem Revisited*, p. 130.

232 Khalidi utilise très largement cette source dans *All That Remains*.

233 Ce furent les principales sources de Morris pour *The Birth of the Palestinian Refugee Problem Revisited*.

234 Weitz, *Mon journal*, t. III, 21 avril 1948.

235 Voir les ordres dans les Archives des FDI, 51/967, en particulier dans les dossiers 16, 24 et 42, et 51/128/50.

236 Archives Ben Gourion, section « correspondance », 23.02.48-1.03.48, document 113.

237 Nazzal, *The Palestinian Exodus*, p. 29.

238 Netiva Ben-Yehuda, *Entre les nœuds*.

239 Pour une critique du film, voir *Al-Ahram Weekly*, n° 725, 13-19 janvier 2005.

240 Voir la synthèse des sources disponibles *in* Khalidi (éd.), *All That Remains*, p. 437.

241 Hans Lebrecht, *Les Palestiniens. Histoire et présent*, p. 176-177.

242 C’est un document accessible au public, *Le Livre du Palmah*, t. II, p. 304.

243 Ben-Yehuda, *Entre les nœuds*, p. 245-246.

244 *Le Livre du Palmah*.

245 Entretien avec Sela (voir chapitre 2, n. 31).

246 *Ibid.*

247 *Ibid.*

248 *Ibid.*

249 Laila Parsons, « Les druzes et la naissance d'Israël », *in* Eugene Rogan et Avi Shlaim (éd.), *1948, la guerre de Palestine. Derrière le mythe...*

250 Archives Ben Gourion, section « correspondance », 23.02.48-1.03.48, document 70.

251 Voir la discussion au sein de la Ligue arabe *in* Pappe, *La Guerre de 1948 en Palestine*, p. 144-185.

252 Walid Khalidi, « The Arab Perspective », *in* W. Roger Louis et Robert S. Stookey (éd.), *The End of the Palestine Mandate*.

253 Pappe, *La Guerre de 1948 en Palestine*.

254 Qasimya Khairiya, *Mémoires de Fawzi al-Qawuqji, 1936-1948*.

255 Voir Shlaim, *Collusion*.

256 Journal de Ben Gourion, 2 mai 1948.

257 Tout cela a été dit aussi par les officiers supérieurs de la Haganah lors d'une réunion tenue le 8 mai 1948, et par le roi Abdallah à Golda Meir le 10 mai. Celle-ci, dans son rapport à la direction sioniste, a déclaré qu'Abdallah ne signerait pas de traité avec les Juifs et aurait à entrer en guerre. Mais Moshe Dayan a affirmé en 1975 ce que soupçonnaient les Britanniques : qu'en fait il avait promis que les troupes irakiennes et jordaniennes n'envahiraient pas l'État juif. Voir Dayan in *Yediot Aharonot*, 28 février 1975, et Rivlin et Oren, *La Guerre d'Indépendance*, p. 409-410, sur les réunions du 8 mai.

258 PRO, FO 800, 477, FS 46/7, 13 mai 1948.

259 Nimr Hawari a écrit des Mémoires de guerre intitulées *Le Secret de la Nakba*, qu'il a publiés à Nazareth en arabe en 1955.

260 Cité *in* Flapan, *The Birth of Israel*, p. 157.

261 Récemment, il y a eu un intéressant débat entre historiens israéliens sur la position de Ben Gourion. Voir *Ha'aretz*, 12 et 14 mai 2006, « Le grand mercredi ».

262 Wahid al-Daly, *Les Secrets de la Ligue arabe et d'Abd al-Rahman Azzam*.

263 Devant les comités parlementaires communs sur le Moyen-Orient, Commission d'enquête – Réfugiés palestiniens, Londres, Conseil du Parti travailliste sur le Moyen-Orient et autres, 2001.

264 Yitzhak Levy a critiqué la décision d'essayer de défendre ces enclaves comme une erreur stratégique, qui n'a pas aidé la stratégie globale (Levy, *Jérusalem dans la guerre d'Indépendance*, p. 114).

265 Pour toutes les réunions, mes citations proviennent du journal de Ben Gourion.

266 Entretien avec Glubb Pacha, et voir Glubb Pacha, *Soldat avec les Arabes*, p. 59-60.

267 Yehuda Sluzky, *Abrégé du livre de la Haganah*, p. 486-487.

268 C'était dans les « ordres d'opération aux brigades dans le cadre du plan Daleth », Archives des FDI, 22/79/1303.

269 Amitzur Ilan, *The Origins of the Arab-Israeli Arms Race : Arms, Embargo, Military Power and Decision in the 1948 Palestine War*.

270 Archives des FDI, 51/665, dossier 1, mai 1948.

271 Pail, « External and Internal Features ».

272 De fait, certains des livres que nous avons cités, notamment Khalidi (éd.), *All That Remains*, Flapan, *The Birth of Israel*, Palumbo, *The Palestinian Catastrophe*, et Morris, *Revisited*, prouvent ce point de façon très convaincante.

273 On peut trouver les ordres dans les Archives des FDI, 51/957, dossier 16, 7 avril 1948, et voir 49/4858, dossier 495, jusqu'au 15 octobre 1948 (nous dirons désormais : « Archives des FDI, ordres... »).

274 Voir *Maqor Rishon*. La raison invoquée était les frappes directes des avions égyptiens sur la Maison rouge et sur l'appartement de Ben Gourion.

275 Archives des FDI, 1951/957, dossier 24, du 28 janvier 1948 au 7 juillet 1948.

276 *Ibid.*

277 Voir Ilan Pappe, « The Tantura Case in Israel : The Katz Research and Trial », *Journal of Palestine Studies*, vol. 30, n° 3, printemps 2001, p. 19-39.

278 Fondé sur Pappe, *ibid.*, p. 3, et aussi Pappe, « Historical Truth, Modern Historiography, and Ethical Obligations : The Challenge of the Tantura Case », *Holy Land Studies*, vol. 3, n° 2, novembre 2004.

279 Nimr al-Khatib, *Palestine's Nakbah*, p. 116.

280 Sinai et Rivlin, *La Brigade Alexandroni dans la guerre d'Indépendance*.

281 Archives des FDI, 49/6127, dossier 117, du 13 avril au 27 septembre 1948.

282 *Ibid.*

283 Archives de la Haganah, 8/27/intérieur, 1er juin 1948.

284 Voir n. 8.

285 Rapport à Yadin, 11 mai 1948, aux Archives de la Haganah, 25/97.

286 Eshel (éd.), *La Brigade Carmeli dans la guerre d'Indépendance*, p. 172.

287 Mis en ligne sur www.palestineremembered.com, 1er juillet 2000.

288 Journal de Ben Gourion, 24 mai 1948.

Chapitre 7

289 Morris, *The Birth of the Palestinian Refugee Problem*, p. 128.

290 Journal de Ben Gourion, 2 juin 1948.

291 Quatre villages de ce genre – Beit Tima, Houj, Biriya et Simsim – sont cités dans le journal de Ben Gourion, 1er juin 1948 ; les Archives de l'État d'Israël signalent la destruction de villages par le feu, *in* 2564/9, à partir d'août 1948.

292 Comme il le rapporte dans son journal.

293 *Ibid.*

294 Naji Makhul, *Acre and its Villages since Ancient Times*, p. 28.

295 Interview de Teddy Katz par Tuvia Lishanski, voir Pappe, « The Tantura Case in Israel ».

296 Les souvenirs des témoins oculaires ont été présentés *in* Salman Natur, *Anta al-Qatil, ya-Shaykh*, s.l.n.e., 1976 ; Michael Palumbo, qui a passé au crible les Archives des Nations unies,

indique que l'ONU savait qu'Israël recourait à la méthode des exécutions sommaires : *The Palestinian Catastrophe*, p. 163-174.

297 Archives des FDI, 49/5205/58n, 1er juin 1948.

298 Archives de l'État d'Israël, 2750/11, rapport de l'officier du renseignement à Ezra Danin, 29 juillet 1948.

299 Archives des FDI, 49/6127, dossier 117, 3 juin 1948.

300 Archives de l'État d'Israël, 2566/15, divers rapports de Shimoni.

301 Ordres donnés, par exemple, à la brigade Carmeli : Archives de la Haganah, 100/29/B.

302 Voir les témoignages oraux sur le site Internet www.palestineremembered.com.

303 Morris, *The Birth of the Palestinian Refugee Problem*, p. 198-199.

304 Journal de Ben Gourion, 16 juillet 1948.

305 Archives des FDI, 49/6127, dossier 516.

306 Rapport de l'officier du renseignement du front nord au GQG, 1er août 1948, *in* Archives des FDI, 1851/957, dossier 16.

307 *The New York Times*, 26 et 27 juillet 1948.

308 Khalidi (éd.), *All That Remains*, p. 148.

309 Lydda in *The Encyclopedia of Palestine*.

310 Dan Kurzman, *Soldier of Peace*, p. 140-141.

311 Journal de Ben Gourion, 11, 16 et 17 juillet 1948 (c'était une vraie obsession).

312 *Ibid.*, 11 juillet 1948.

313 Journal de Ben Gourion, 18 juillet 1948.

314 *Ibid.*

315 Entretien avec Sela (voir chapitre 2, n. 31).

316 Nazzal, *The Palestinian Exodus*, p. 83-85.

317 Archives des FDI, 49/6127, dossier 516.

318 On trouvera une description détaillée de l'expulsion des bédouins dans Nur Masalha, *A Land Without a People : Israel, Transfer and the Palestinians*.

319 Archives des FDI, dossier 572/4, rapport du 7 août 1948.

320 *Ibid.*, 51/937, carton 5, dossier 42, 21 août 1948.

321 *Ibid.*

322 Archives des FDI, 549/715, dossier 9.

323 *Ibid.*, 51/957, dossier 42, opération Aleph Ayin, 19 juin 1948.

Chapitre 8

324 Morris, *The Birth of the Palestinian Refugee Problem*, p. 305-306.

325 On trouvera des informations détaillées sur la localisation actuelle des réfugiés et sur leurs villages d'origine dans *Atlas of Palestine 1948*, de Salman Abou Sitta.

326 Nazzal, *The Palestinian Exodus*, p. 95-96 ; Morris, *The Birth of the Palestinian Refugee Problem*, p. 230-231 ; et Khalidi (éd.), *All That Remains*, p. 497.

327 Les preuves relevant de l'histoire orale ont été mises en ligne sur www.palestineremembered.com par Muhammad Abdullah Edghaim le 25 avril 2001, et les preuves documentaires se trouvent dans les Archives de Hachomer Hatzaïr, Aharon Cohen, collection privée, mémorandum du 11 novembre 1948.

328 Ce point figure dans le témoignage d'Edghaim, qui a interrogé Salim et Shehadeh Shraydeh.

329 Morris, *The Birth of the Palestinian Refugee Problem*, p. 194-195.

330 Iqrit a un site Internet officiel où l'on trouve un récit succinct des événements : www.iqrit.org.

331 Daud Bader (éd.), *Al-Ghabsiya : toujours dans notre cœur*, Nazareth, Centre de défense des droits des personnes déplacées, mai 2002 (en arabe).

332 Archives des FDI, 51/957, dossier 1683, bataillon 103, compagnie C.

333 *Ibid.*, 50/2433, dossier 7.

334 *Ibid.*, 51/957, dossier 28/4.

335 *Ibid.*, 51/1957, dossier 20/4, 11 novembre 1948.

336 Morris, *The Birth of the Palestinian Refugee Problem*, p. 182.

337 Archives des FDI, 51/957, dossier 42, ordres de l'opération Hiram, et 49/715, dossier 9.

338 Archives des Nations unies, 13/3.3.1, carton 11, Atrocités septembre-novembre.

339 Archives des FDI, réunions du Comité des Cinq, 11 novembre 1948.

340 *Ibid.*

341 *Ha-Olam ha-Ze*, 1er mars 1978, et témoignage de Dov Yirmiya, le commandant israélien sur place, publié in *Journal of Palestine Studies*, vol. 7/4, été 1978, no 28, p. 143-145. Yirmiya ne donne pas de chiffres, mais le site Internet libanais de l'association de ces villages le fait ; voir Issah Nakhleh, *The Encyclopedia of the Palestine Problem*, chapitre 15.

342 Archives des FDI, 50/121, dossier 226, 14 décembre 1948.

343 Michael Palumbo, *The Palestinian Catastrophe*, p. 173-174.

344 Archives de la Haganah, 69/95, document 2230, 7 octobre 1948.

345 Archives des FDI, 51/957, dossier 42, du 24 mars 1948 au 12 mars 1949.

346 *New York Times*, 19 octobre 1948.

347 « Between Hope and Fear : Bedouin of the Negev », rapport de Refugees International, 10 février 2003, et Nakhleh, *The Encyclopedia of the Palestine Problem*, chapitre 11, parties 2-7.

348 Habib Jarada a été interviewé à Gaza par Yasser al-Banna et ses propos ont été publiés sur Islam On Line le 15 mai 2002.

349 Tous cités par Morris, *The Birth of the Palestinian Refugee Problem*, p. 222-223.

350 Les forces juives ont usé de toute une gamme de stratégies relevant clairement de la guerre psychologique pour terroriser et démoraliser la population arabe, dans le cadre d'une tentative délibérée pour provoquer un exode massif. Des émissions radiodiffusées en arabe mettaient en garde contre des traîtres à l'œuvre parmi les Arabes. Elles affirmaient que les Palestiniens avaient été abandonnés par leurs dirigeants et que les milices arabes commettaient des crimes contre les civils arabes. Elles répandaient aussi la peur des épidémies. Une autre tactique, moins subtile, consistait à utiliser des haut-parleurs montés sur des camions. Ces véhicules parcouraient les villes et les villages en pressant les Palestiniens de fuir avant d'être tous massacrés, en prétendant que les Juifs employaient des gaz toxiques et des armes atomiques, ou en passant des enregistrements sonores de « bruits d'horreur » – cris et gémissements, sirènes hurlantes, vacarme des cloches de l'alarme incendie. Voir Erskine Childers, « The Wordless Wish : From Citizens to Refugees », *in* Ibrahim Abou-Lughod (éd.), *The Transformation of Palestine*, p. 186-188, et Palumbo, *The Palestinian Catastrophe*, p. 61-62, 64, 97-98.

Chapitre 9

351 Archives des FDI, 50/2433, dossier 7, unité des Minorités, rapport n° 10, 25 février 1949.

352 L'ordre avait déjà été donné sous une autre forme en janvier 1948 : Archives des FDI, 50/2315, dossier 35, 11 janvier 1948.

353 Archives des FDI, 50/2433, dossier 7, opération Peigne, sans date.

354 Archives des FDI, 50/121, dossier 226, ordres aux gouverneurs militaires, 16 novembre 1948.

355 Journal de Ben Gourion, 17 novembre, t. III, p. 829.

356 Archives des FDI, 51/957, dossier 42, rapport au GQG, 29 juin 1948.

357 Archives des FDI, 50/2315, dossier 35, 11 janvier 1948.

358 Voir Aharon Klein, « Les prisonniers de guerre arabes dans la guerre d'Indépendance », *in* Alon Kadish (éd.), *La Guerre d'Indépendance d'Israël, 1948-1949*, p. 573-574.

359 Archives des FDI, 54/410, dossier 107, 4 avril 1948.

360 Je remercie Salman Abou Sitta de m'avoir communiqué les documents de la Croix-Rouge : G59/I/GG 6 février 1949.

361 Al-Khatib, *Palestine's Nakbah*, p. 116.

362 *Ibid.*

363 Voir n. 10.

364 Voir n. 4.

365 C’est aussi ce qui ressort du livre de Yossef Ulizki, *Des événements à la guerre*, p. 53.

366 Palumbo, *The Palestinian Catastrophe*, p. 108.

367 Voir n. 4.

368 Dan Yahav, *La Pureté des armes : éthos, mythe et réalité, 1936-1956*, p. 226.

369 Voir n. 15.

370 Voir n. 4.

371 *Ibid.*

372 Entretien avec Abou Laben, *in* Dan Yahav, *La Pureté des armes : éthos, mythe et réalité, 1936-1956*, p. 223-230.

373 Journal de Ben Gourion, 25 juin 1948.

374 Le compte rendu de la réunion a été intégralement publié par Tom Segev dans son livre *Les Premiers Israéliens*, et se trouve aux Archives de l’État d’Israël.

375 Pour la transcription complète de la réunion, voir Tom Segev, *Les Premiers Israéliens*, p. 76-78.

376 *Ibid.*

377 *Ibid.*

378 *Ibid.*

379 *Ibid.*

380 Voir le journal de Ben Gourion, 5 juillet 1948.

381 Archives des FDI, 50/121, dossier 226, rapport de Menahem Ben-Yossef, commandant de peloton, bataillon 102, 26 décembre 1948.

382 Journal de Ben Gourion, 5 juillet 1948.

383 *Ibid.*, 15 juillet 1948.

384 Pappe, « The Tantura Case in Israel ».

385 Ben Gourion, *Dans la bataille*, p. 68-69.

386 Journal de Ben Gourion, 18 août 1948.

387 *Ibid.*

388 David Kretzmer, *The Legal Status of Arabs in Israel*.

389 Tamir Goren, *De l'indépendance à l'intégration : l'autorité israélienne et les Arabes d'Haïfa, 1948-1950*, p. 337, et le journal de Ben Gourion, 30 juin 1948.

390 Journal de Ben Gourion, 16 juin 1948.

391 Toutes les informations de cette section sont fondées sur un article de Nael Nakhle dans *Al-Awda*, 14 septembre 2005 (publié en arabe à Londres).

392 Benvenisti, *Sacred Landscape*, p. 298.

393 Weitz, *Mon journal*, t. III, p. 294, 30 mai 1948.

394 Hussein Abou Hussein et Fiona Makay, *Access Denied : Palestinian Access to Land in Israel*.

395 *Ha'aretz*, 4 février 2005.

Chapitre 10

396 L'adresse du site Internet du FNJ est www.kkl.org.il ; on en trouve une version anglaise réduite à l'adresse www.jnf.org, dont sont extraites la plupart des informations de ce chapitre.

397 Khalidi (éd.), *All That Remains*, p. 169.

398 En hébreu israélien, *kfar* signifie normalement « village *palestinien* », c'est-à-dire qu'il n'y a pas de villages « juifs », puisque l'hébreu utilise à la place *yishouvim* (implantations), *kibboutzim*, *moshavim*, etc.

399 Khalidi (éd.), *All That Remains*, p. 169.

Chapitre 11

400 Pour les années 1964-1968, que j'ai appelées celles de la « fausse OLP », voir Ilan Pappe, *Une terre pour deux peuples. Histoire de la Palestine moderne*.

401 Ramzy Baroud (éd.), *Searching Jenin : Eyewitness Accounts of the Israeli Invasion 2002*.

402 *Ibid.*, p. 53-55.

403 Cette loi s'appelle, littéralement, « Loi pour sauvegarder le rejet du droit au retour, 2001 ».

Chapitre 12

404 Les membres arabes viennent de trois partis : le Parti communiste (Hadash), le Parti national d'Azmi Bishara (Balad) et la Liste arabe unie, montée par la composante la plus pragmatique du mouvement islamique.

405 Entrée du 12 juin 1895, où Herzl analyse le changement d'orientation qu'il propose, de la construction d'une *société* juive en Palestine à la formation d'un *État* pour les Juifs, d'après la traduction anglaise que donne Michael Prior de l'original allemand : voir Michael Prior, « Zionism and the Challenge of Historical Truth and Morality », *in* Prior (éd.), *Speaking the Truth about Zionism and Israel*, p. 27.

406 Extrait d'un discours tenu devant le Centre du Mapai, 3 décembre 1947, reproduit intégralement *in* Ben Gourion, *Dans la bataille*, p. 255.

407 Cité in *Yediot Aharonot*, 17 décembre 2003.

408 Le mot « désengagement » relève évidemment de la novlangue sioniste : il a été inventé pour éviter l'usage d'expressions comme « fin de l'occupation » et pour écarter les obligations qui incombaient à Israël, conformément au droit international, en tant que puissance occupante en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

409 Ruth Gabison, *Ha'aretz*, 1er décembre, où elle déclare littéralement : *« Le-Israel yesh zkhout le-fakeah al ha-gidoul ha-tivi shel ha-,Aravim. »*

410 Le terme Mizrahim pour désigner les Juifs arabes en Israël est entré en usage au début des années 1990. Comme l'explique Ella Shohat, tout en posant implicitement son contraire, Ashkenazim, il « condense un certain nombre de connotations : il célèbre le passé dans le monde oriental ; il permet aux communautés panorientales [qui se sont] développées en Israël même de s'affirmer ; *et il dessine un avenir de cohabitation renouvelée avec l'Orient arabo-musulman* »

(Ella Shohat, « Rupture and Return : A Mizrahi Perspective on the Zionist Discourse », *MIT Electronic Journal of Middle East Studies*, n° 1 [2001] ; c'est moi qui souligne).

411 Les Juifs « noirs » qu'Israël a fait venir d'Éthiopie dans les années 1980 ont été immédiatement relégués dans les zones pauvres de la périphérie et sont pratiquement invisibles dans la société israélienne d'aujourd'hui ; la discrimination contre eux est forte, et leur taux de suicide élevé.

Épilogue

412 *Ha'aretz*, 9 mai 2006.

Chronologie

1878	Première colonie agricole sioniste en Palestine (Petah-Tikvah).
1882	25 000 immigrants juifs, venus essentiellement d'Europe de l'Est, commencent à s'installer en Palestine.
1891	Le baron allemand Maurice de Hirsch fonde à Londres la Jewish Colonization Association (JCA) pour aider les colons sionistes en Palestine.
1896	L'auteur juif austro-hongrois Theodor Herzl publie *Der Judenstaat* (L'État juif), livre où il préconise la création d'un État juif en Palestine. La JCA commence à opérer en Palestine.
1897	Le Congrès sioniste appelle à créer un foyer pour le peuple juif en Palestine. Le fondateur du sionisme socialiste, Nahman Sirkin, écrit dans un pamphlet que la Palestine « doit être évacuée pour les Juifs ». Le premier Congrès sioniste, réuni en Suisse, crée l'Organisation sioniste mondiale et pétitionne en faveur d'« un foyer pour le peuple juif en Palestine ».
1901	Création du Fonds national juif (FNJ), chargé d'acquérir des terres en Palestine pour l'Organisation sioniste mondiale ; ces terres doivent être utilisées et travaillées exclusivement par des Juifs.
1904	Tensions entre sionistes et paysans palestiniens dans la région de Tibériade.
1904-1914	40 000 immigrants sionistes arrivent en Palestine ; les Juifs représentent désormais 6 % de la population.
1905	Israël Zangwill déclare que les Juifs devront chasser les Arabes ou « faire face au problème d'une population étrangère de grande ampleur... ».
1907	Fondation du premier kibboutz.
1909	Fondation de Tel-Aviv au nord de Jaffa.

1911	Un mémorandum adressé à l'Exécutif sioniste parle de « transfert de population limité ».
1914	Début de la Première Guerre mondiale.
1917	Déclaration Balfour : le secrétaire au Foreign Office s'engage à soutenir « un foyer national juif en Palestine ». Les forces ottomanes à Jérusalem se rendent au général britannique Allenby.
1918	La Palestine est occupée par les Alliés sous le commandement d'Allenby. Fin de la Première Guerre mondiale. Fin de la domination ottomane en Palestine.
1919	Le premier Congrès national palestinien, réuni à Jérusalem, rejette la déclaration Balfour et exige l'indépendance. Chaïm Weizmann, de la délégation sioniste à la conférence de la paix de Paris, préconise une Palestine « aussi juive que l'Angleterre est anglaise ». D'autres membres de la délégation disent qu'« il faudrait persuader le plus d'Arabes possible d'émigrer ». Winston Churchill écrit : « Il y a des Juifs que nous nous sommes engagés à introduire en Palestine et qui pensent qu'il va de soi que la population locale va être évacuée pour leur commodité. »
1919-1933	35 000 sionistes immigrent en Palestine. Les Juifs sont à présent 12 % de la population totale et possèdent 3 % des terres.
1920	Fondation de la Haganah, organisation militaire sioniste clandestine. À la conférence de la paix de San Remo, le Conseil suprême des Alliés attribue à la Grande-Bretagne le mandat sur la Palestine.
1921	Manifestations à Jaffa contre l'immigration sioniste à grande échelle.
1922	Le Conseil de la Société des Nations approuve le mandat de la Grande-Bretagne en Palestine. Recensement britannique en Palestine : 78 % de

	musulmans, 11 % de Juifs, 9,6 % de chrétiens ; population totale : 757 182 habitants.
1923	Le Mandat britannique sur la Palestine entre officiellement en vigueur.
1924-1928	67 000 immigrants sionistes arrivent en Palestine, dont la moitié sont originaires de Pologne. Cela porte la population juive à 16 %. Les Juifs possèdent désormais 4 % des terres.
1925	Fondation à Paris du Parti révisionniste, qui veut créer un État juif en Palestine et en Transjordanie.
1929	Émeutes en Palestine autour des revendications sur le mur des Lamentations : 133 Juifs et 116 Arabes sont tués, surtout par les Britanniques.
1930	La Société des Nations fonde une commission internationale pour fixer le statut juridique des Juifs et des Arabes au mur des Lamentations.
1931	Fondation de l’Irgoun (IZL) pour une action plus offensive contre les Arabes. Le recensement indique une population totale de 1,03 million d’habitants, dont 16,9 % de Juifs. Le directeur britannique du développement de la Palestine publie un rapport sur les « Arabes sans terre » que crée la colonisation sioniste.
1932	Fondation du premier parti politique palestinien régulièrement constitué, l’Istiqlal (Indépendance).
1935	Un système d’importations clandestines d’armements organisé par des groupes sionistes est découvert dans le port de Jaffa.
1936	Une conférence des comités nationaux palestiniens exige : « pas de taxation sans représentation ».
1937	La commission Peel recommande la partition de la Palestine : 33 % du pays deviendrait un État juif. Une partie de la population palestinienne serait transférée hors de cet État. Face à la révolte des Palestiniens, les Britanniques décident de dissoudre toutes leurs

	organisations politiques, de déporter cinq dirigeants et d’instaurer des cours martiales.
1938	Les attentats de l’Irgoun tuent 119 Palestiniens. Les bombes et mines palestiniennes tuent 8 Juifs. Les Britanniques font venir des renforts qui vont aider à réprimer la révolte.
1939	Le dirigeant sioniste Jabotinsky écrit : « ... les Arabes doivent laisser la place aux Juifs en Eretz Israël. S’il a été possible de transférer les peuples baltes, il est possible aussi de déplacer les Arabes palestiniens. » La Chambre des communes approuve un livre blanc qui prévoit l’indépendance conditionnelle de la Palestine au bout de dix ans, et l’immigration de 15 000 Juifs par an en Palestine chaque année pendant les cinq années suivantes. Début de la Seconde Guerre mondiale.
1940	Entrée en vigueur des « Réglementations des transferts fonciers », qui protègent les terres palestiniennes contre la politique d’acquisition sioniste.
1943	La limite de cinq ans prévue par le Livre blanc de 1939 est prolongée.
1945	Fin de la Seconde Guerre mondiale.
1947	La Grande-Bretagne déclare devant l’ONU récemment créée qu’elle va se retirer de Palestine. L’ONU crée une Commission spéciale sur la Palestine (UNSCOP). L’UNSCOP recommande la partition. 29 novembre : l’ONU adopte la résolution 181 sur la partition de la Palestine. Début de l’expulsion massive des Arabes palestiniens par les Juifs.
1948 Janvier	
	Abdelkader al-Husseini rentre en Palestine après dix ansd’exil pour constituer un groupe de résistance à lapartition.
20	La Grande-Bretagne a l’intention de remettre

	chaquerégion du pays à la force qui y sera prédominante, quellequ'elle soit.
Février	
	La guerre éclate entre Juifs et Arabes.
18	La Haganah annonce l'instauration du service militaire etmobilise les hommes et les femmes de 25 à 35 ans.
24	Le délégué des États-Unis auprès de l'ONU déclare quele rôle du Conseil de sécurité consiste à maintenir la paixet non à faire respecter la partition.
Mars	
6	La Haganah décrète la mobilisation.
10	Le plan Daleth, marche à suivre sioniste pour lenettoyage de la Palestine, est finalisé.
18	Le président Truman s'engage à soutenir la cause sioniste.
19-20	Les dirigeants arabes décident d'accepter une trêve et unetutelle limitée plutôt que la partition, comme le suggèrele Conseil de sécurité de l'ONU. Les Juifs rejettent latrêve.
30 mars-15 mai	La Haganah entreprend une opération de « nettoyage »15 mai des côtes : elle expulse les Palestiniens de la régionlittorale entre Haïfa et Jaffa.
Avril	
1	Arrivée de la première cargaison d'armes tchèques pourla Haganah ; elle comprend 4 500 fusils, 200 mitrailleuseslégères et 5 millions de pièces de munitions.
4	La Haganah déclenche le plan Daleth. Les villages situésle long de la route Tel-Aviv-Jérusalem sont pris et leurshabitants expulsés.
9	Massacre de Deir Yassin.
17	Une résolution du Conseil de sécurité exige une trêve.
20	Les E´ tats-Unis soumettent à l'ONU un plan de tutellepour la Palestine.

22	Haïfa est nettoyée de sa population palestinienne.
26-30	La Haganah attaque un quartier de Jérusalem-Est, puisest forcée de le remettre aux Britanniques. La Haganahprend un quartier de Jérusalem-Ouest. Tous lesPalestiniens de Jérusalem-Ouest sont expulsés par lesforces juives.
Mai	
3	Un rapport affirme que 175 000 à 250 000 Palestiniensont été chassés de leurs foyers.
12-14	Arrivée d'armes tchèques pour la Haganah.
13	En représailles contre l'action militaire juive, la Légionarabe attaque des localités juives.
13	Jaffa se rend à la Haganah.
14	Israël déclare son indépendance à la fin du Mandatbritannique. Le président Truman reconnaît l'État d'Israël.
20	Le comte Bernadotte est nommé médiateur de l'ONU enPalestine.
22	Une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU exigeun cessez-le-feu.
11 juin-8 juillet	Première trêve.
Juillet	
8-18	Les combats reprennent quand les FDI s'emparent deLydda et de Ramla.
17	Les FDI lancent une offensive contre la Vieille Ville deJérusalem, mais ne parviennent pas à la prendre.
18 juillet-15 octobre	Seconde trêve, rompue par la prise de plusieurs villages par les FDI.
Septembre	
17	Le comte Bernadotte, médiateur de l'ONU, est assassinépar des terroristes juifs à Jérusalem. Le nouveaumédiateur de l'ONU est Ralph Bunche.
Octobre	
29-31	Des milliers de Palestiniens sont expulsés pendantl'opération Hiram.

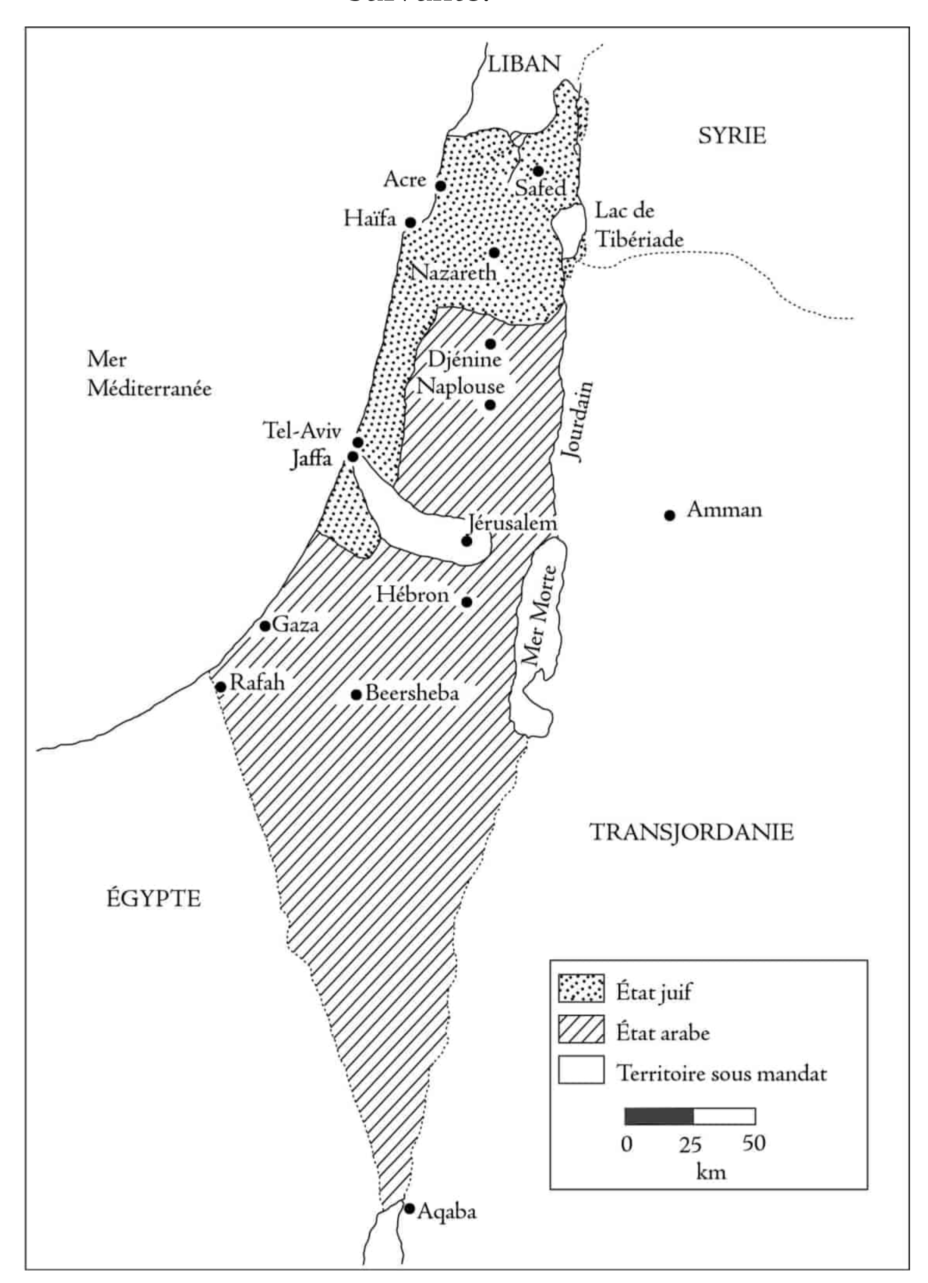
Novembre	
4	Le Conseil de sécurité de l’ONU appelle à une trêveimmédiate et au retrait des forces. L’ONU adopte larésolution 194 sur le droit au retour des réfugiéspalestiniens. Israël fait barrage au retour.
Novembre – 1949	Les FDI commencent à expulser des villageois de localités situées au-delà de la frontière libanaise.
1949	
24 février	Armistice israélo-égyptien.
Fin février	2 000 à 3 000 villageois sont expulsés de la poche deFalluja par les FDI.
23 mars	Armistice israélo-libanais.
3 avril	Armistice israélo-jordanien.
20 juillet	Armistice israélo-syrien.

CARTES ET TABLEAUX

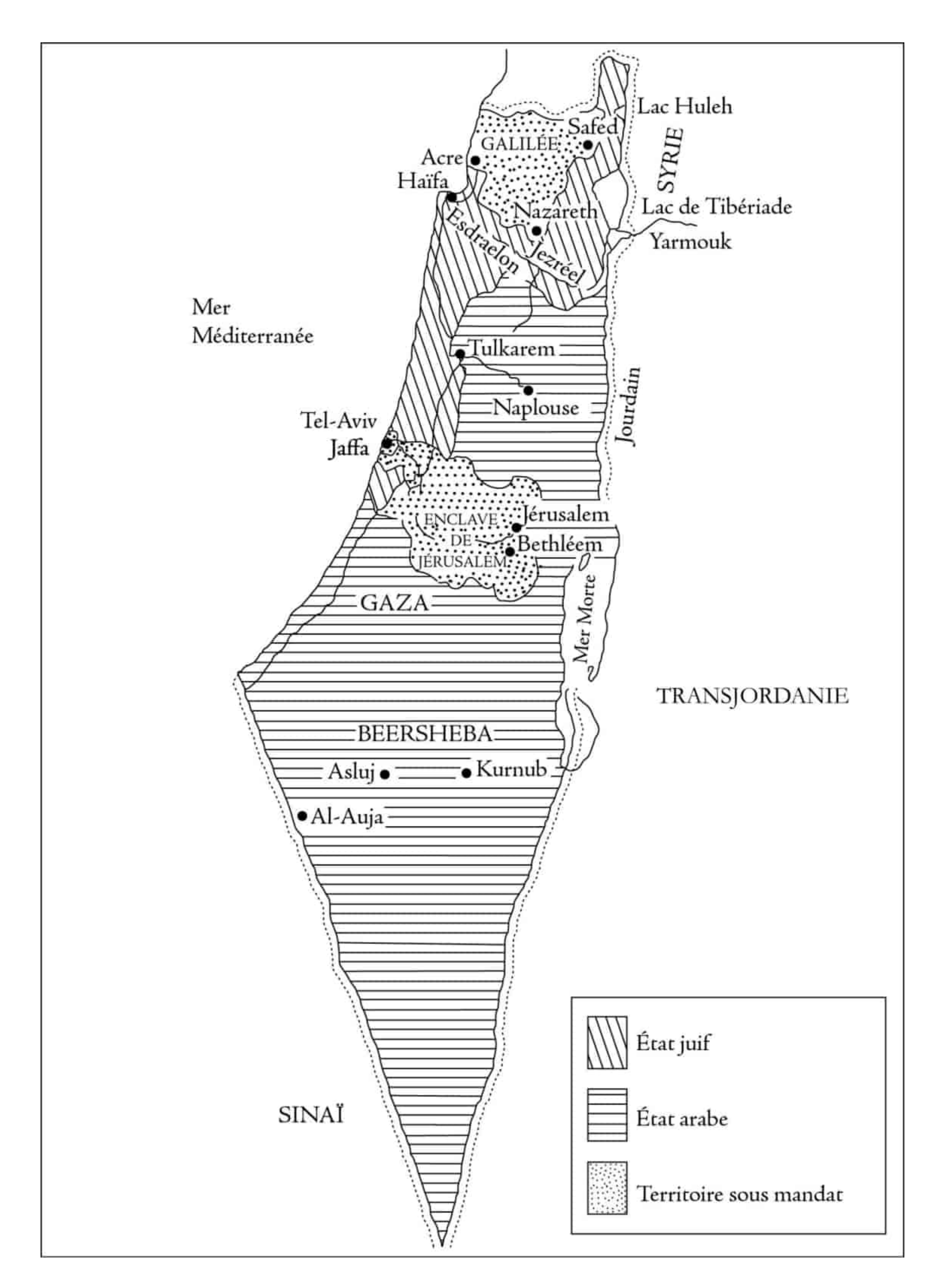
Carte n° 1 : Territoire revendiqué par l'Organisation sioniste mondiale. Cette carte a été présentée officiellement à la conférence de la paix de Paris, 1919.



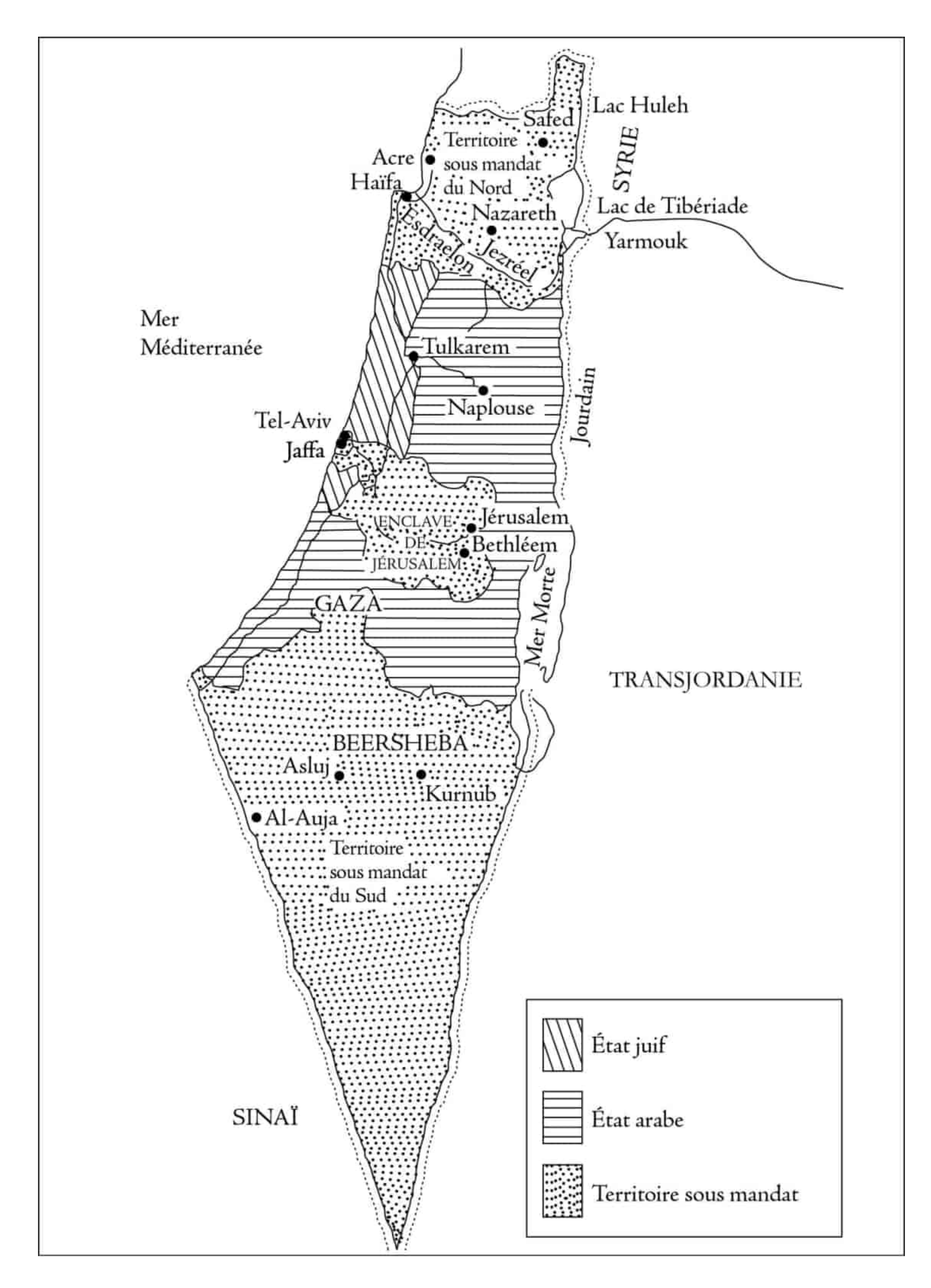
Carte n° 2 : Plan de partition de la commission Peel, 1937. Ce projet est devenu le plan A de la Commission de partition de la Palestine l'année suivante.



Carte n° 3 : Plan B de la Commission de partition de la Palestine, 1938.



Carte n° 4 : Plan C de la Commission de partition de la Palestine, 1938.



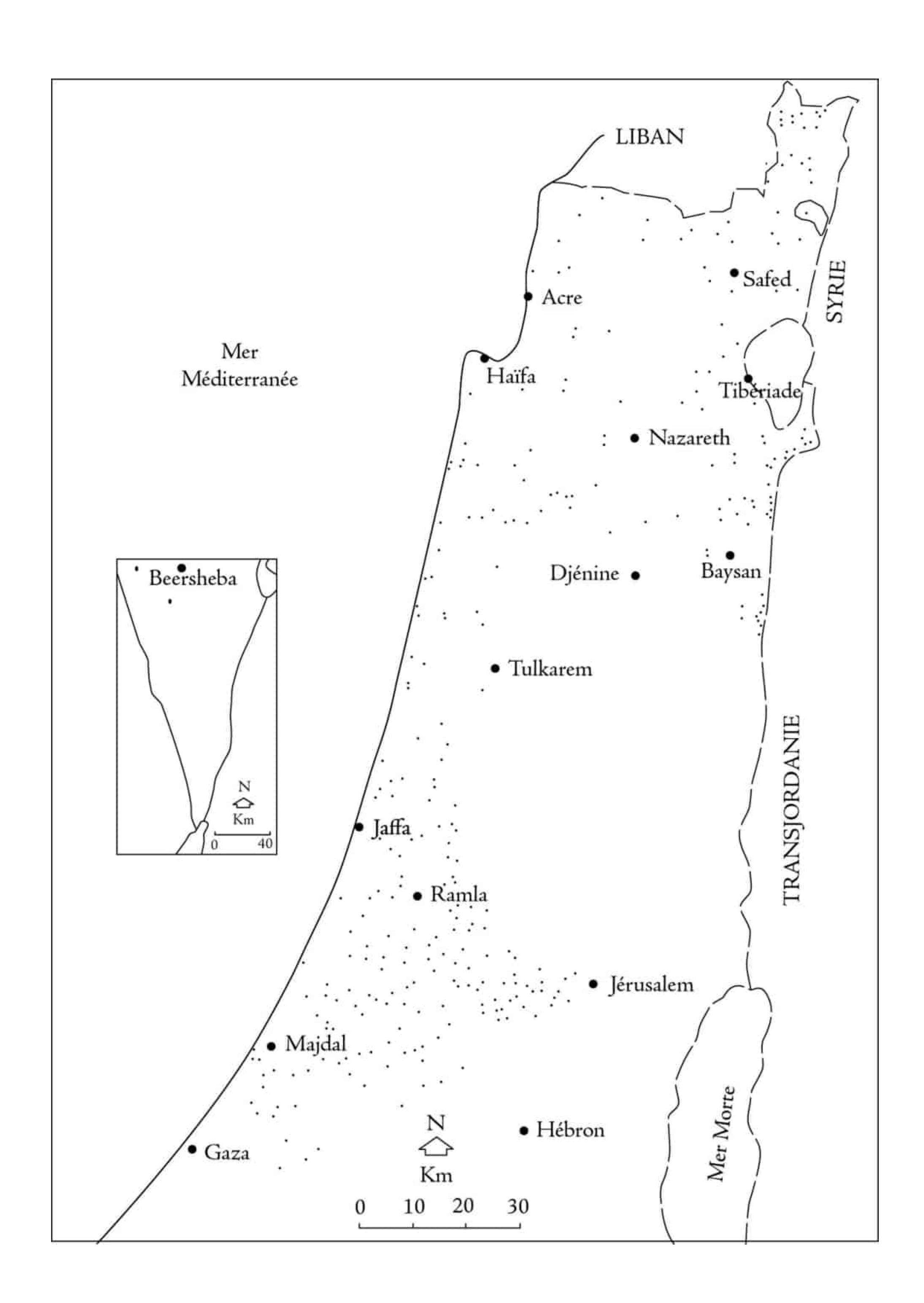
Carte n° 5 : Plan de partition des Nations unies, adopté dans la résolution 181 de l'Assemblée générale (29 novembre 1947).



Carte n° 6 : Accord d'armistice, 1949.



Carte n° 7 : Villages palestiniens dépeuplés, 1947-1949.



LIBAN
SYRIE
Mer
Méditerranée
Safed
Acre
Haïfa
Tibériade
Nazareth
Djénine
Baysan
Tulkarem
TRANSJORDANIE
Jaffa
Ramla
Jérusalem
Majdal
Hébron
Gaza
Mer Morte
N
Km
0
10
20
30
Beersheba
N
Km
0
40

Tableau 1

Palestine : propriété foncière palestinienne et juive en pourcentage par district, 1945

District	Palestiniens	Juifs	Domaine public* et autres
Acre	87	3	10
Baysan	44	34	22
Beersheba	15	<1	85
Djénine	84	<1	16
Gaza	75	4	21
Haïfa	42	35	23
Hébron	96	<1	4
Jaffa	47	39	14
Jérusalem	84	2	14
Naplouse	87	<1	13
Nazareth	52	28	20
Ramallah	99	<1	1
Ramla	77	14	9
Safed	68	18	14
Tibériade	51	38	11
Tulkarem	78	17	5

Source : Village Statistics, Jérusalem, Gouvernement de Palestine, 1945.

* La catégorie « domaine public » du Mandat britannique était issue du système ottoman d'occupation des sols : elle comprenait le domaine de l'État plus les terres qu'il louait à des particuliers et à des communes.

Tableau 2

Palestine : répartition de la population par district, en pourcentage de Palestiniens et de Juifs, 1946

District	**Palestiniens**	**Juifs**
Acre	96	4
Baysan	70	30
Beersheba	99	<1
Djénine	100	0
Gaza	98	2
Haïfa	53	47
Hébron	99	<1
Jaffa	29	71
Jérusalem	62	38
Naplouse	100	0
Nazareth	84	16
Ramallah	100	0
Ramla	78	22
Safed	87	13
Tibériade	67	33
Tulkarem	83	17

Source : Supplément à *Survey of Palestine*, Jérusalem, Presses du gouvernement, juin 1947.

BIBLIOGRAPHIE

ABOU-LUGHOD, Ibrahim (éd.), *The Transformation of Palestine*, Evanston, Northwestern University Press, 2e éd., 1987.
ABOU SITTA, Salman, *Atlas of Palestine 1948*, Londres, Palestine Land Society, 2005.
BAROUD, Ramzy (éd.), *Searching Jenin : Eyewitness Accounts of the Israeli Invasion 2002*, Seattle, Cune Press, 2003.
BAR-ZOHAR, Michel, *Ben Gourion : biographie politique* [*Ben-Gurion : A Political Biography*], Tel-Aviv, Am-Oved, 1977 (en hébreu).

–, *Ben Gourion*, trad. fr. de Claude Dovaz, Paris, Fayard, 1986.

BEGIN, Menahem, *La Révolte d'Israël*, trad. fr. de Roger Bertin, Paris, Plon, 1953 ; trad. fr. de Jacques Hermone, Paris, La Table ronde, 1971 ; rééd., Paris, Albatros, 1978.
BEIN, Alexander (éd.), *The Mozkin Book*, Jérusalem, World Zionist Organization Publications, 1939.
BEN-ARI, Uri, *Suivez-moi !* [*Follow Me*], Tel-Aviv, Maariv, 1994 (en hébreu).
BEN-ARTZI, Yossi (éd.), *Le Développement d'Haïfa, 1918-1948* [*The Development of Haifa, 1918-1948*], Jérusalem, Publications de l'Institut Yad Yitzhak Ben-Zvi, 1988 (en hébreu).
BEN GOURION, David, *Journal*, Archives Ben Gourion.

–, *The Making of Israeli Militarism*, Bloomington, Indiana University Press, 1998.

–, *Dans la bataille* [*In the Battle*], Tel-Aviv, Am Oved, 1949 (en hébreu).

–, *Rebirth and Destiny of Israel*, éd. et trad. angl. (de l'hébreu) de Mordechai Nurock, New York, Philosophical Library, 1954.

BEN-ELIEZER, Uri, *The Emergence of Israeli Militarism, 1936-1956*, Tel-Aviv, Dvir, 1995.
BENVENNISTI, Meron, *Sacred Landscape. The Buried History of the Holy Land since 1948*, Berkeley, University of California Press, 2000.
BEN-YEHUDA, Netiva, *Entre les nœuds* [*Between the Knots*], Jérusalem, Domino, 1985 (en hébreu).

BIERMAN, John, et SMITH, Colin, *Fire in the Night : Wingate of Burma, Ethiopia and Zion*, New York, Random House, 1999.
COHEN, Guéoula, *Souvenirs d'une jeune fille violente*, trad. fr. de Maurice Politi, Paris, Gallimard, 1964.
COHEN, Hillel, *L'Armée de l'ombre : les collaborateurs palestiniens au service du sionisme* [*The Shadow Army : Palestinian Collaborators in the Service of Zionism*], Jérusalem, Hozata Ivrit, 2004 (en hébreu).
DALY, Wahid AL-, *Les Secrets de la Ligue arabe et d'Abd al-Rahman Azzam* [*The Secrets of the Arab League and Abd al-Rahman Azzam*], Le Caire, s.e., 1978 (en arabe).
DAVIS, Uri, *Apartheid Israel : Possibilities for the Struggle Within*, Londres, Zed Books, 2004.
DINUR, Ben-Zion, *et al.*, *Histoire de la Haganah* [*The History of the Hagana*], Tel-Aviv, Am Oved, 1972 (en hébreu).
ESHEL, Zadok (éd.), *La Brigade Carmeli dans la guerre d'Indépendance* [*The Carmeli Brigade in the War of Independence*], Tel-Aviv, Publications du ministère de la Défense, 1973 (en hébreu).
ETZIONI, Binyamin (éd.), *La Brigade Golani au combat* [*The Golani Brigade in the Fighting*], Tel-Aviv, Publications du ministère de la Défense, s.d. (en hébreu).
EVEN NUR, Israël (éd.), *L'Opération Yiftah-Palmah* [*The Yiftach-Palmach Story*], Bat-Yam, Publications du Palmah, s.d. (en hébreu).
FARSOUN, Samih, et ZACHARIA, C.E., *Palestine and the Palestinians*, Boulder, Westview Press, 1997.
FLAPAN, Simcha [Simha], *The Birth of Israel : Myths and Realities*, New York, Pantheon Books, 1987.
GELBER, Yoav, *L'Émergence d'une armée juive* [*The Emergence of a Jewish Army*], Jérusalem, Publications de l'Institut Yad Yitzhak Ben-Zvi, 1996 (en hébreu).
GILAD, Zerubavel, *Le Livre du Palmah* [*The Palmach Book*], Tel-Aviv, Kibbutz Meuhad, 1955 (en hébreu).
GLUBB, John Bagot, *Soldat avec les Arabes*, trad. fr. de Jean R. Weiland, Paris, Plon, 1958.
GOREN, Tamir, *De l'indépendance à l'intégration : l'autorité israélienne et les Arabes d'Haïfa, 1948-1950* [*From Independence to Integration : The Israeli Authority and the Arabs of Haifa, 1948-1950*], Haïfa, Centre arabo-juif de l'université d'Haïfa, 1996 (en hébreu).

HUSSEIN, Hussein Abou, et MAKAY, Fiona, *Access Denied : Palestinian Access to Land in Israel*, Londres, Zed Books, 2003.
ILAN, Amitzur, *The Origins of the Arab-Israeli Arms Race : Arms, Embargo, Military Power and Decision in the 1948 Palestine War*, New York, New York University Press, 1996.
KADISH, Alon (éd.), *La Guerre d'Indépendance d'Israël, 1948-1949* [*Israel's War of Independence 1948-1949*], Tel-Aviv, Publications du ministère de la Défense, 2004 (en hébreu).
KHAIRIYA, Qasimya, *Mémoires de Fawzi al-Qawuqji, 1936-1948* [*Fawzi al-Qawuqji's Memoirs, 1936-1948*], Beyrouth, Publications de l'OLP, 1975 (en arabe).
KHALIDI, Rashid, *L'Identité palestinienne. La construction d'une conscience nationale moderne*, trad. fr. de Joëlle Marelli, Paris, La Fabrique, 2003.
KHALIDI, Walid (éd.), *All That Remains : The Palestinian Villages Occupied and Depopulated by Israel in 1948*, Washington, Institute for Palestine Studies, 1992.

–, *Palestine Reborn*, Londres, I.B. Tauris, 1992.

KIMMERLING, Baruch, *Zionism and Territory : The Socio-Territorial Dimensions of Zionist Politics*, Berkeley, University of California, Institute of International Studies, Research Series, n° 51, 1983.
KRETZMER, David, *The Legal Status of Arabs in Israel*, Boulder, Westview Press, 1990.
KURZMAN, Dan, *Genesis 1948 : The First Arab-Israeli War,* avec une nouvelle introduction par Yitzhak Rabin, New York, Da Capo Press, 1992.

–, *Soldier of Peace*, Londres, HarperCollins, 1998.

LEBRECHT, Hans, *Les Palestiniens. Histoire et présent* [*The Palestinians, History and Present*], Tel-Aviv, Zoo Ha-Derech, 1987 (en hébreu).
LEVY, Yitzhak, *Jérusalem dans la guerre d'Indépendance* [*Jerusalem in the War of Independence*], Tel-Aviv, Publications du ministère de la Défense, 1986 (en hébreu).
LLOYD GEORGE, David, *The Truth about the Peace Treaties*, New York, Fertig, 1972.

LOUIS, W. Roger, et STOOKEY, Robert S. (éd.), *The End of the Palestine Mandate*, Londres, I.B. Tauris, 1985.
MAKHUL, Naji, *Acre and Its Villages since Ancient Times*, Acre, Al-Aswar, 1977.
MANDEL, Neville, *Arabs and Zionism before World War I*, Berkeley, California University Press, 1976.
MASALHA, Nur, *Expulsion of the Palestinians : The Concept of « Transfer » in Zionist Political Thought, 1882-1948*, Washington, Institute for Palestine Studies, 1992.

–, *A Land Without People : Israel, Transfer and the Palestinians*, Londres, Faber and Faber, 1997.

–, *The Politics of Denial : Israel and the Palestinian Refugee Problem*, Londres, Pluto, 2003.

MATTAR, Philip (éd.), *The Encyclopedia of Palestine*, Washington, Institute of Palestine Studies, 2000.
MCGOWAN, Daniel, et HOGAN, Matthew C., *The Saga of the Deir Yassin Massacre, Revisionism and Reality*, New York, Deir Yassin Remembered, 1999.
MILSTEIN, Uri, *Histoire de la guerre d'Indépendance* [*The History of the Independence War*], Tel-Aviv, Zemora Bitan, 1989 (en hébreu).
MONTGOMERY (maréchal), *Mémoires du maréchal Montgomery, vicomte d'Alamein*, trad. fr. de Jean R. Weiland, Paris, Plon, 1958.
MORRIS, Benny, *The Birth of the Palestinian Refugee Problem, 1947-1949*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987.

–, *Rectificatif* [*Correcting a Mistake*], Tel-Aviv, Am Oved, 2000 (en hébreu).

–, *The Birth of the Palestinian Refugee Problem Revisited*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004.

NAKHLEH, Issah, *The Encyclopedia of the Palestine Problem*, New York, Intercontinental Books, 1991.
NATUR, Salman, *Anta al-Qatil*, *ya-Shaykh*, s.l.n.e., 1976.
NIMR AL-KHATIB, Muhammad, *Palestine's Nakba*, Damas, s.e., 1950.
PAIL, Meir, *De la Haganah aux FDI* [*From Hagana to the IDF*], Tel-Aviv, Zemora Bitan Modan (en hébreu).

PALUMBO, Michael, *The Palestinian Catastrophe : The 1948 Expulsion of a People from their Homeland*, Londres, Faber and Faber, 1987.
PAPPE, Ilan (éd.), *Britain and the Arab-Israeli Conflict, 1948-1951*, Londres, St. Antony's/ Macmillan Press, 1984.

–, *Arabes et Juifs dans la période du Mandat – une vision nouvelle de la recherche historique* [*Arabs and Jews in the Mandatory Period – A Fresh View on the Historical Research*], Givat Haviva, Institut de recherche sur la paix, 1992 (en hébreu).

–, *The Israel/Palestine Question*, Londres et New York, Routledge, 1999.

–, *La Guerre de 1948 en Palestine : aux origines du conflit israélo-arabe*, trad. fr. de Michel Luxembourg, Paris, La Fabrique, 2000 ; rééd., 10/18, 2005.

–, *Une terre pour deux peuples. Histoire de la Palestine moderne,* trad. fr. d'Odile Demange, Paris, Fayard, 2004.

PORATH, Yehosua, *The Emergence of the Palestinian Arab National Movement, 1919-1929*, Londres et New York, Frank Cass, 1974.
PRIOR, Michael (éd.), *Speaking the Truth about Zionism and Israel*, Londres, Melisende, 2004.
RIVLIN, Gershon (éd.), *Rameau d'olivier et épée : études et documents de la Haganah* [*Olive-leaves and Swords : Documents and Studies of the Hagana*], Tel-Aviv, Publications des FDI, 1990 (en hébreu).
RIVLIN, Gershon, et OREN, Elhanan, *La Guerre d'Indépendance : journal de Ben Gourion*, Tel-Aviv, ministère de la Défense, 1982 (en hébreu).
ROGAN, Eugene, et SHLAIM, Avi (éd.), *1948, la guerre de Palestine. Derrière le mythe...*, Paris, Autrement, 2002.
SACHER, Harry, *Israel : The Establishment of Israel*, Londres, Weidenfeld and Nicolson, s.d.
SCHÖLCH, Alexander, *Palestine in Transformation, 1856-1882 : Studies in Social, Economic and Political Development*, Washington, Institute for Palestine Studies, 1993.
SEGEV, Tom, *Les Premiers Israéliens,* trad. fr. de Sabine Porte, Paris, Calmann-Lévy, 1998.
SHAFIR, Gershon, *Land, Labour and the Origins of the Israel-Palestinian Conflict, 1882-1914*, Cambridge, Cambridge University

Press, 1988.
SHLAIM, Avi, *Collusion across the Jordan : King Abdullah, the Zionist Movement, and the Partition of Palestine*, Oxford, Oxford University Press, 1988.
SINAI, Zvi, et RIVLIN, Gershon (éd.), *La Brigade Alexandroni dans la guerre d'Indépendance* [*The Alexandroni Brigade in the War of Independence*], Tel-Aviv, Publications du ministère de la Défense, 1964 (en hébreu).
SHAHAK, Israël, *Le Racisme de l'État d'Israël*, Paris, Authier, 1975.
SLUZKI, Yehuda, *Le Livre de la Haganah* [*The Hagana Book*], Tel-Aviv, Publications des FDI, 1964 (en hébreu).

–, *Abrégé du livre de la Haganah* [*Summary of the Hagana Book*], Tel-Aviv, Publications du ministère de la Défense, 1978 (en hébreu).

SMITH, Barbara, *The Roots of Separatism in Palestine : British Economic Policy, 1920-1929*, Syracuse, Syracuse University Press, 1984.
SMITH, Charles D., *Palestine and the Arab-Israeli Conflict*, Boston et New York, Beford/St. Martin's, 2004.
STEIN, Kenneth, *The Land Question in Palestine, 1917-1939*, Atlanta, University of North Carolina Press, 1984.
STERNHELL, Zeev, *Aux origines d'Israël. Entre nationalisme et socialisme*, trad. fr. de Georges Bensimhon, Paris, Fayard, 1996 ; rééd. avec postface, Paris, Gallimard, coll. « Folio histoire », 2004.
TAL, David, *War in Palestine, 1948 : Strategy and Diplomacy*, Londres et New York, Routledge, 2004.
TAMARI, Salim, *Jerusalem 1948 : The Arab Neighbourhoods and their Fate in the War*, Jérusalem, The Institute of Jerusalem Studies, 1999.
TEVETH, Shabtai, *Ben-Gurion and the Palestinian Arabs : From Peace to War*, New York, Oxford University Press, 1985.
ULIZKI, Yossef, *Des événements à la guerre* [*From Events to a War*], Tel-Aviv, Publication de documents par la Haganah, 1951 (en hébreu).
WEITZ, Yossef, *Mon journal*, manuscrit aux Archives sionistes centrales, A246.
YAHAV, Dan, *La Pureté des armes : éthos, mythe et réalité, 1936-1956* [*Purity of Arms : Ethos, Myth and Reality, 1936-1956*], Tel-Aviv, Tamuz, 2002 (en hébreu).

Titre original :
The Ethnic Cleansing of Palestine
Publié par Oneworld Publications Limited, Oxford, Royaume-Uni

9782213699639